



Thèse Présentée
par Edmond
MOKUINEMA
Bomfie

UNIVERSITE DE KISANGANI
DEPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE

**Eglise du sud et alternative au
développement inégal à l'exemple du
kimbanguisme en République
démocratique du Congo : prolégomènes
à une mondialisation plurielle**

Année académique 2006 - 2007

UNIVERSITE DE KISANGANI

**FACULTE DES SCIENCES SOCIALES, ADMINISTRATIVES ET
POLITIQUES**

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

**EGLISE DU SUD ET ALTERNATIVE AU
DEVELOPPEMENT INEGAL A L'EXEMPLE
DU KIMBANGUISME EN REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

Prolegomènes à une mondialisation plurielle.

Par

Edmond MOKUINEMA Bomfie

Chef de Travaux

*Thèse défendue en vue de l'obtention
du grade de Docteur en sociologie.*

Promoteur : Pr Frédéric LOKANGA Otiikeke

Co-promoteur : Pr Jean-Pierre BOKANGA Itindi

Année académique 2006 - 2007

RESUME DE LA DISSERTATION DOCTORALE
DU C.T. MOKUINEMA BOMFIE.

La dépendance dans laquelle se trouve la RDCongo replace au centre du débat scientifique le mythe de la diffusion de la richesse mondiale (trickle down effect) promise par les défenseurs de la mondialisation libérale. En effet, plus s'étend le marché global, plus s'enfoncé le fossé entre le Nord et le Sud, par ailleurs les inégalités entre les Etats, les peuples et les cultures s'aggravent indéfiniment.

Devant cette situation, les analystes sociaux recommandent aux pays du Sud et aux mouvements sociaux qui les représentent, de se tourner vers la recherche des résistances et des alternatives à la mondialisation uniforme. Ces alternatives, - sans dire leurs noms – doivent permettre aux peuples du Sud d'entrer activement dans le village planétaire sans toutefois perdre leur identité culturelle locale. Il s'agit donc de mettre en place une dynamique locale qui passe par l'autoprise en charge des communautés, la mise en œuvre des capacités et valeurs culturelles locales dans la participation populaire à la réduction des effets néfastes de la mondialisation unilatérale. Mais concrètement comment pourrait se présenter ces alternatives ?

La présente dissertation doctorale a la prétention d'examiner l'action collective kimbanguiste en RDCongo comme un cas d'alternatives pour la réduction de la dépendance du Sud par rapport au Nord.

Notre préoccupation est de savoir si le Kimbanguisme constitue un système de valeurs locales pouvant contribuer à la résistance à la dépendance et en une alternative au développement inégal ; de savoir aussi dans quelle direction faut-il travailler pour créer une nouvelle conception du développement national libre du modèle unique occidental ; et de dégager les stratégies qui seraient plus appropriées pour faire participer la RDCongo aux exigences du village planétaire.

Pour atteindre les objectifs de cette étude, nous avons utilisé l'analyse actionnaliste d'Alain TOURAINE. Les techniques d'observation engagée, d'entretien, de questionnaire et documentaire nous ont permis de récolter les données, alors que celles d'analyse du contenu et de statistiques nous ont permis d'apprécier les données. La théorie alternative, secondée par la sociologie de libération de KALELE-Ka-Bila, a présidé à l'explication des faits observés.

Quant à la subdivision de l'étude, nous avons quatre chapitres ainsi structurés :

- le premier chapitre définit les concepts usuels de la recherche tels que Eglise, religion, idéologie, système de valeurs, etc.
- le deuxième chapitre clarifie les concepts de développement et de sous-développement ; et fait une revue critique des expériences congolaises de développement.
- le troisième chapitre présente l'expérience kimbanguiste de développement (ou d'alternative Sud)
- le quatrième chapitre traite de la mondialisation plurielle.

Au terme de nos investigations, nous avons conclu que le Kimbanguisme constitue un système de valeurs et une alternative au développement inégal grâce à l'autoprise en charge des actions du développement organisées autour des stratégies de la décolonisation mentale, de la pratique du « Nsinsani » et du travail communautaire obligatoire.

Analysées de plus près, toutes ces stratégies font de l'action collective kimbanguiste une véritable dynamique de la « *dé-connexion en douceur* » et constituent en même temps des prolégomènes à une mondialisation plurielle où chaque culture locale apporte sa contribution au global.

Nous n'avons pourtant pas la prétention d'avoir épuisé toutes les dimensions des alternatives Sud, il appartient à d'autres chercheurs de nous compléter. **Edmond MOKUINEMA BOMFIE**

EPIGRAPHES

« Le temps avenir, l'Église que créeront nos enfants contribuera tant peu soit-il à la construction de la nation nègre »

(Simon Kimbangu, le 25 mai 1916)

« Le peuple ne se fera un destin que s'il crée lui-même une possibilité de résonance pour son destin et s'il comprend sa tradition d'une façon créatrice. »

(M. HEIDEGGER, *Introduction à la métaphysique*)

DEDICACE

A toi Papa que le Seigneur vient récemment de rappeler auprès de lui et

A toi Maman, pour votre affection parentale qui nous a fait homme,

A toi Andréa Callemin, que la terre te soit légère,

A toi Tina Bambale Lifaefi, pour ton amour et tant de sacrifices,

A vous Judith et Sarah, pour votre attachement filial,

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Au terme de cette étude, nous voulons remercier tous ceux qui, de loin ou de près, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à figurer ce travail.

Nous pensons d'abord au Chef Spirituel de l'Eglise de Jésus-Christ sur la Terre par son Envoyé Spécial Simon Kimbangu pour ses encouragements à l'intellectuel kimbanguiste de mener des recherches approfondies sur l'Eglise et sur le destin des nations nègres. A travers lui, nous remercions toute la communauté kimbanguiste pour son soutien tant moral, spirituel que matériel.

Nous remercions le CODESRIA/Dakar qui a bien voulu subventionner financièrement cette recherche. Nous exprimons notre gratitude aux professeurs Olukoshi ADEBAYO et Jean-Bernard OUEDRAOGO, respectivement Secrétaire Exécutif et Chargé de Formation, Bourses et Subventions de ladite institution, pour la marque de confiance placée en notre modeste personne.

Notre marque de gratitude et d'excellence va aussi droit aux Professeurs LOKANGA Otiikeke et BOKANGA Itindi – et cela , chacun pris individuellement -, pour avoir accepté, encore une fois, de parachever ce qu'ils avaient déjà commencé de faire, à savoir la promotion et la co-promotion de cette étude. Nous remercions également le troisième membre de l'équipe d'encadrement de ce travail en la personne du Dr SENGI Bangama pour ses annotations très pertinentes.

Nous ne pouvons oublier ceux qui ont été des héros dans l'ombre et qui ont facilité l'exécution des opérations liées à la concrétisation de cette recherche. Nous pensons particulièrement aux Professeurs de la FSSAP et d'autres Facultés de l'UNIKIS qui ont contribué pour notre formation : ESISO Asia-Amani, BOLINDA wa BOLINDA, YUMA Madjaliwa, OTEMIKONGO Mandefu, TOHENGAO Lokundo, TSHIMPANGA Bakadjianjila, etc.

Nous sommes encore une fois de plus reconnaissant envers le Professeur Serge LATOUCHE pour sa documentation et ses annotations au sujet de 'l'autre mondialisation' (théorie alternative) dont il est un de grands théoriciens européens. Nous n'oublions pas le Chef de Division Provinciale

du Plan, Dr MOSUNGA, pour la documentation nous fournie sur le DSRP Provincial (Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté). Que son collègue du Développement Rural soit également remercié pour sa disponibilité pour nous recevoir dans ses locaux.

Nous pensons également à nos enquêtés grâce à qui nous n'aurions pas pu monter cette ossature. Il s'agit spécialement de vaillants frères et sœurs kimbanguistes qui luttent en silence pour la réduction de la pauvreté et pour résister à la mondialisation unilatérale. Il s'agit spécialement de ceux de Kinshasa, de Yalifoka, de Kubagu, d'Opala, de Kisangani et de partout où nous sommes passé récolter l'information nécessaire.

Nous ne pouvons passer sous silence tant de sacrifices consentis par notre chère épouse Tina BAMBALE Lifaefi ainsi que par nos chères fillettes Judith et Sarah MOKUINEMA lors de l'élaboration de ce travail. Cette thèse porte la marque de leur amour et de leur affection envers leur époux et père.

Puisse nos parents, Pierre MOKUINEMA Bopore (que son âme repose en paix) et Emilie MONKANGE Abonkore, ainsi que nos frères et sœurs MOKUINEMA trouver ici l'expression de notre gratitude filiale et fraternelle.

Nous ne cessons de nous rappeler de Mme feu Mme Andrea CALLEMIN pour son soutien moral et matériel que nous ne saurons facilement oublier. Que la terre de son Dieu lui soit légère !

Nous ne pouvons passer sous silence nos collègues Assistants et Chefs de Travaux de la FSSAP avec qui nous avons eu l'occasion de discuter et d'approfondir certains aspects de cette étude. Nous pensons particulièrement aux Chefs de Travaux IYELI Katamu et ISANDJOLA Ifaso, aux Assistants Jean-Robert FELA et Casimir NDEKE, ainsi qu'à l'Assistant de l'ISEA Bengamisa Robert BOMPONDA. Nous remercions également les camarades étudiants de la FSSAP pour leur contribution non moins importante dans la réalisation de la présente recherche pour des échanges fructueux que nous avons eu avec eux.

C.T. Edmond MOKUINEMA Bomfie

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES.

- ABIR : Anglo-Belgian International Rubber Company
- ACORD : Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
- AEM : Alliance Evangélique Mondiale
- AFKI : Association des Femmes Kimbanguistes
- AIMO : Affaires Indigènes et de Main d'œuvre
- BM : Banque Mondiale
- BMS : Baptist Missionary Society
- C.K.: Compagnie du Katanga
- CBB : Communauté Baptiste de Bandundu
- CBFC : Communauté Baptiste du Fleuve Congo
- CBK : Communauté Baptiste du Kivu
- CBCO : Communauté Baptiste de Congo-Ouest
- CEA : Communauté Est-africaine
- CEDEAO : Communauté Economique et Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CEK : Cercle des Etudiants Kimbanguistes
- CESNU : Conseil Economique et Social des Nations Unies
- CETA : Conseil des Eglises de Toute l'Afrique
- COE : Conseil Œcuménique des Eglises
- COMESA : Communauté des Etats du Sahel

- CPC : Conseil Protestant au Congo
- CRP : Centre de Recherches Pédagogiques
- CSDFC : Complexe Social pour le Développement de Femmes
Congolaises
- CTB : Coopération Technique Belge
- D.E.S. : Diplôme d'Etudes Supérieures
- DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
- ECC: Eglise du Christ au Congo
- ECK : Ecoles Conventionnées Kimbanguistes
- E.J.C.S.K. : Eglise de Jésus-Christ sur la Terre par son
Envoyé Spécial Simon Kimbangu
- EPA : Editions Saint Paul / Afrique
- FMI : Fonds Monétaire International.
- F.S.S.A.P. : Faculté des Sciences Sociales Administratives et
Politiques.
- GTER : Groupe Technique d'Encadrement Régional
- IDH : Indicateurs du Développement Humain
- ILD : Initiative Locale de Développement
- INSS : Institut National de Sécurité Sociale
- IRC : International Rescue Committee
- IST : Infections Sexuellement Transmissibles
- ITA : Institut Technique Agricole

- ITM : Institut Technique Médical
- LCP : Lutte Contre la Pauvreté
- M : Million
- M.N.C : Mouvement National Congolais
- MPR : Mouvement Populaire de la Révolution
- MSF : Médecins Sans Frontières
- OERS : Organisation des Etats Riverains du fleuve Sénégal
- OGM : Organismes Génétiquement Modifiés
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- OMC : Organisation Mondiale de Commerce
- ONGD : Organisation Non-Gouvernementale de Développement
- OSAPY : Organisation pour la Sédentarisation,
l'Alphabétisation et la Promotion des Pygmées
- PD : Pays Développés
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PNB : Produit National Brut
- PNMLS : Programme National Multisectoriel de Lutte contre le Sida
- PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
- PRB : Population Référence Bureau
- PRONAREM : Programme National de Réhabilitation de Ménages
- PSA : Parti Solidaire Africain
- PSD : Pays Sous-développés

- PV : Procès-Verbal
- PVV : Personne Vivant avec le Virus (du SIDA)
- RATELKI : Radio Télévision Kimbanguiste
- RCD : Rassemblement Congolais pour la Démocratie
- RDC : République Démocratique du Congo
- RTK : Radio Télévision Kintuadi
- SAB : Société Anonyme Belge
- SD : Sans date
- SGA : Société Générale d'Alimentation
- SME : Sans Maison d'Édition Signalée
- T : Tonne
- TAN : Taux d'Accroissement Naturel
- TFC : Travail de Fin de Cycle
- TM : Taux de Mortalité
- TN : Taux de Natalité
- TOB : Traduction Œcuménique de la Bible
- UDEAC : Union Douanière et Economique de l'Afrique
Centrale
- UJKI : Union de la Jeunesse kimbanguiste
- UNIKIS : Université de Kisangani
- UPD : Union des Paysans pour le développement

INTRODUCTION GENERALE

1. Objet de l'étude

« La mission des sciences sociales, telle que je l'entends, est d'abord de comprendre le monde dans lequel on vit. Me rattachant à la conception de Castoriadis, cela signifie, comprendre comment ce monde est institué dans l'imaginaire. Or comme notre imaginaire moderne est complètement 'colonisé' par l'économie et la technique, je conçois le rôle de l'intellectuel critique, non pas comme un chien de garde des pouvoirs en place, prenant son parti du monde tel qu'il est et contribuant à le faire fonctionner, mais comme un travail d'éclairage ou de déconstruction¹».

Il va sans dire que dans un univers actuel dominé par la mondialisation occidentalocentrique et le développement inégal qui s'ensuit, la pensée active au Sud doit se tourner vers la recherche des résistances et des alternatives à l'unipolarisation des peuples, des cultures et de la planète. Ce qui porte directement atteinte aux efforts de développement engagés par les pays du Sud, en général, et par la R.D.C., en particulier.

Plusieurs auteurs sont unanimes pour reconnaître que ces résistances et alternatives à la mondialisation unilatérale ont pris plusieurs visages. Tantôt, elles se montrent sous forme d'anarchisme qui rejette en bloc l'actuelle mondialisation et les institutions qui l'incarnent (B.M., F.M.I., O.M.C) ; tantôt elles se matérialisent sous le visage d'une créativité locale liée au développement du travail informel, tantôt la résistance et l'alternative passent par le biais des mouvements religieux ou des masses tels que le Forum Social Mondial, les Eglises, et même les mouvements intégristes, etc.

En effet, aujourd'hui on parle partout de mondialisation. Mais y a-t-il convergence d'entendement sur ce terme pour le sens vulgaire, pour le scientifique et pour le globaliste, afin que l'on s'entende à une réponse cohérente aux affres occasionnées par ce phénomène ?

Quelle que soit leur forme, ces résistances estiment qu'il faut repenser l'avenir de la planète, qu'il faudra donner un visage plus humain au développement et surtout de corriger les excès du néolibéralisme propagé

¹ S.LATOCHE, *Autour de la Mégamachine*, notes manuscrites (inédit), p.1.

par la globalisation². Au Nord comme au Sud, plusieurs chercheurs de différentes écoles travaillent déjà dans ce sens. On peut citer Rosan RAUZDUEL³, Paulin HOUNTONDJI⁴, Samir AMIN⁵, A.KASANDA Lumembu⁶, sans oublier les travaux de la 8^e Assemblée du COE à Harare en 1999 qui s'y étaient penchés, etc.

Des associations et des publications telles que celles de la Ligne d'Horizon, Alternatives Sud en font écho. De grands Forums Sociaux tels que ceux de Porto Alegre, de Florence, ou de Mumbay, passent, avec force, de la pensée à l'action contre la mondialisation unilatérale et inégale.

Mais en silence, loin de grands forums, d'autres mouvements sociaux ou religieux comme les Eglises mondialisent aussi. Elles résistent sans trop faire de bruit, mais en émettant des idées et en montrant la voie de la déconstruction de la mondialisation unilatérale et celle de la reconstruction de la mondialisation à visage humain.

Autant de voies pour repenser la globalisation ou le développement. Car le mythe occidental n'a pas fini son mouvement de voilement-dévoilement au cours de l'histoire : traite négrière, colonisation, coopération, développement, mondialisation, lutte contre la pauvreté. C'est la même histoire du capitalisme occidental qui change continuellement son nom tout en gardant ses caractéristiques d'exploitation et de domination.

A ce niveau, d'autant plus que le changement de la société appelle toujours une analyse sociologique, le rôle du sociologue est de dévoiler l'ombre des conflits sociaux, d'analyser les rapports, l'action et les mouvements sociaux qui composent la société, et de promouvoir en même temps la connaissance et l'action des sujets historiques. Son rôle est celui de la clarification et de l'accroissement de sens de la réalité sociale.

² Lire H. BEN HAMMOUDA et MOUSTAPHA KASSE, *Repenser Bretton Woods*, Karthala et CODESRIA, Paris/Dakar, 2002.

³ R. RAUZDUEL, « L'intelligentsia du Sud et la reconnaissance de la culture nationale », dans *Alternatives Sud*, vol VII, 2000, pp.57-84.

⁴ P.J. HOUNTONDJI, « Cultures africaines et mondialisation : un appel à la résistance », dans *Idem*, pp.48-55.

⁵ S. AMIN et R. HERRERA, « Le Sud dans le système mondial en transformation », dans *Recherches Internationales*, n° 60-61 : *Un monde à vendre ou à construire ? février-mars 2000*, pp.97-103.

⁶ A. KASANDA LUMEMBU, « La mondialisation et la résistance culturelle en Afrique », dans *Alternatives Sud*, pp 31-45.

Dans cette étude, notre attention est portée sur la résistance et l'alternative de l'Église de Jésus-Christ sur la Terre par son Envoyé Spécial Simon KIMBANGU-(communément appelée Église Kimbanguiste)-face à la mondialisation inégale. Il s'agit de comprendre qu'il s'agit par là d'une analyse du processus du développement national face aux influences du village planétaire. C'est même mieux de dire qu'il s'agit de montrer comment l'Afrique, en général, et la R.D.C en particulier, peuvent entrer activement dans le réseau du « global village » sans perdre leur identité culturelle locale.

En effet, dans l'ensemble, le Kimbanguisme traîne près d'un siècle d'existence qui compte une abondante littérature historique, sociologique et politique. Un important nombre d'éminents chercheurs s'y sont intéressés : de George BALANDIER à Van WING, en passant par J.CHOME, A. DOUTRELOUX, J. LASSERE, J. MAQUET, MWENE Batende, etc.

En rapport avec l'objet de cette étude, nous passerons en revue quelques travaux enrichissant la présente recherche. Nous allons relever deux axes : d'abord les études sur le Kimbanguisme et ensuite les travaux sur les alternatives et résistances à la mondialisation.

a) Sur le Kimbanguisme.

1. Dans cette rubrique, il convient de rappeler que dans son ouvrage *Simon Kimbangu, prophète et martyr zaïrois*, Martial SINDA, après avoir décrié l'ethnocentrisme occidental dans l'évangélisation des colonisés, met en relief le rôle d'éveilleur des consciences de populations d'Afrique Centrale assumé par Simon Kimbangu, et plus particulièrement de celles de deux grandes villes de Kinshasa et de Brazzaville⁷.

Le contenu de cet ouvrage ne couvre pourtant que la première des trois périodes de l'histoire du Kimbanguisme, c'est-à-dire la période de la naissance du mouvement messianique allant de la prédication à l'arrestation de Simon Kimbangu en 1921 dans son village de N'kamba.

2. L'article de G.BERNARD intitulé « les Églises congolaises et la construction nationale », paru dans la *Revue de l'Institut de Sociologie*

⁷ M. SINDA, *Simon Kimbangu : prophète et martyr zaïrois*, Casterman, Tournai, 1977, p.13.

(Bruxelles) tente de montrer que l'indépendance religieuse de nouvelles Eglises fut la première étape du développement de nouvelles nations comme la RDC⁸.

L'auteur y dégage également l'idée que le Kimbanguisme tente de devenir une Eglise vraiment nationale, sinon nationaliste. Elle est une dynamique authentiquement congolaise avec laquelle il faut composer pour le développement national. Pourtant G. BERNARD s'est limité sur la notion de réveil de conscience et n'a pas touché celle de la construction matérielle et de la constitution de cette Eglise comme organisation.

3. C'est plutôt Son Eminence DIANGIENDA Kuntima qui l'aborde dans son ouvrage intitulé *L'histoire du Kimbanguisme*. Il s'agit d'un chef-d'œuvre qui brosse minutieusement l'histoire de l'E.J.C.S.K., des origines à nos jours (1984), en passant par la douloureuse période des persécutions. L'auteur reprend avec force détails la période de l'éveil spirituel de N'kamba, les différentes réactions des contemporains (colons et missionnaires) et enfin la période d'une Eglise qui déborde les frontières nationales et intègre des associations internationales comme le COE, le CETA,...

Cet ouvrage nous a permis de retrouver de nombreuses archives coloniales, beaucoup de détails sur des faits historiques ainsi qu'une orientation bibliographique très fouillée sur le Kimbanguisme. Il s'agit d'une mémoire du Kimbanguisme, écrite cette fois de l'intérieur.

4. ILUNGA Kakengela⁹, pour sa part, a tenté de chercher ce qui stimule les adeptes kimbanguistes à consentir d'énormes efforts tant matériels qu'humains pour la promotion communautaire. C'est la solidarité kimbanguiste, selon l'auteur, qui est la base du développement communautaire.

⁸ G. BERNARD, « Les Eglises congolaises et la construction nationale » dans *Revue de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, n°2-3, 1967, pp.241-247.

⁹ ILUNGA KAKENGELA, *La solidarité kimbanguiste base du développement communautaire dans la Région du Haut-Zaïre*, TFC, G3 Sciences sociales, CIDEP, 1982.(inédit)

b) Sur les résistances/alternatives

1. Signalons à ce niveau les travaux de LOKANGA Otiikeke¹⁰ qui a tenté de mesurer le degré de l'objet bien identifié dans l'intitulé. En effet, grâce à une analyse fouillée des rapports entretenus entre une Eglise du nord (B.M.S.) et une autre du Sud (C.B.F.C.), l'auteur conclut qu'après un siècle d'évangélisation, cette dernière vit dans la dépendance quasi totale de la première. Cette situation crédite son sous-développement.

2. Dans une seconde étude¹¹, le même auteur a cherché à savoir comment les membres de la CBFC/ Haut-Fleuve actualisent-ils leurs modes d'existence humaine ou sociale. LOKANGA Otiikeke voulait connaître le niveau d'intelligence sociale et le degré de responsabilité atteint pour le mieux-être des membres de la CBFC ainsi que celui des populations qui les accompagnent. Au terme de son étude, il s'est révélé que l'autonomie de la CBFC est théorique, car elle développe encore une culture de subordination, de dépendance et d'attentisme vis-à-vis des partenaires extérieurs.

3. Kā MANA a écrit une abondante littérature sur le rapport entre la mondialisation, la religion et l'éducation. En effet, poursuit-il, si l'on veut sortir d'un « christianisme de la catastrophe », d'un « christianisme du capital », il faut dépasser le niveau de l'instruction « par cœur » pour atteindre l'éducation du cœur et de l'intelligence dans un contexte de la mondialisation en cours. Il faut une « nouvelle évangélisation », différente de celle de la colonisation marquée par le nombre de baptisés, de chapelles, etc.

C'est de cette façon là que l'auteur entend sa préoccupation de trouver des modèles théoriques, des schèmes mentaux et des pratiques sociales de sorte que « l'efflorescence de la foi se mue en aménagement d'espaces politiques et socioculturels dignes des Africains et de leur rêve de vie »¹² Au sens même où le disait LUNTADILA Ndala Zafwa, « l'évangile, c'est comprendre qu'il y a plus de fierté à construire sa patrie qu'à se bâtir une

¹⁰ LOKANGA OTIKEKE, *De l'autonomie de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo vis-à-vis de la Baptist Missionary Society : mythe ou réalité*, Mémoire de DES en sociologie, FSSAP, UNIKIS, Kisangani, 2001.(inédit).

¹¹ Idem, *La Baptist Missionary Society et le processus d'évangélisation au Congo. Esquisse d'une sociologie de développement de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo/Région ecclésiastique du Haut-Fleuve*, Thèse de doctorat en sociologie, FSSAP, UNIKIS, Kisangani, 2002.(inédit).

¹²KA MANA, *Nouvelle évangélisation*, L'Harmattan, Paris, 2000.

maison »¹³. L'auteur cherche ainsi à établir une juste consonance entre la religion et le développement dans un contexte actuel dominé par la globalisation. Finalement, la question est de savoir comment l'Eglise et l'éducation s'insère dans la mondialisation.

5. La pensée alternative Sud est très abondante. Des auteurs comme A.KASANDA Lumembu, Paulin J. HOUNTONDJI, ou encore Rosan. RAUZDUEL préviennent le danger qui menace l'Afrique d'aujourd'hui emportée par la dispersion dans l'universel. En effet, « la subordination des pays africains aux impératifs de la mondialisation de l'économie marginalise l'exigence d'une identité collective et la revendication de leur souveraineté. La solution passe notamment par une revalorisation des langues africaines et par une réappropriation des capacités locales, afin de participer à une globalisation plus juste que celle qui prévaut actuellement »¹⁴.

Ces auteurs appellent aux peuples, aux mouvements sociaux, aux intellectuels, et pourquoi pas aux Eglises du Sud à la résistance et à trouver des alternatives à la globalisation sous sa forme actuelle.

C'est le même son de cloche pour le COE dont l'Eglise Kimbanguiste fait partie, à savoir : « à la logique de la mondialisation, il faut opposer une nouvelle manière de vivre la communauté dans la diversité. Les chrétiens et les Eglises sont appelés à réfléchir au défi de la mondialisation dans la perspective de la foi et ainsi, à résister à la domination unilatérale de la mondialisation économique et culturelle. Il faut de toute urgence chercher des solutions de rechange au système économique actuel et imposer des limites et des correctifs politiques efficaces à la mondialisation et à ses conséquences. »¹⁵

Pour sa part, MOKUINEMA Bomfie¹⁶ a tenté de chercher si le Kimbanguisme constitue un système de valeurs pouvant contribuer au développement national en R.D.C. Au terme de son étude, l'auteur a conclu

¹³ LUNTADILA NDALA ZAFWA, *Kimbanguisme, un rayon d'espoir*, CEDI, Kinshasa, 1975, p.77.

¹⁴ P.J.HOUNTONDJI, *Op. cit.*, p.47

¹⁵ COE, Rapport de la 8^e Assemblée à Harare, dans <http://www : WCC-COE.org/WCC/assembly/>, 1999.

¹⁶ MOKUINEMA BOMFIE, *Contribution de l'Eglise Kimbanguiste à la construction nationale en R.D.C. Analyse critique et recherche d'un modèle local de développement durable pour le Sud*, Mémoire de D.E.S. en sociologie, FSSAP, UNIKIS, Kisangani, 2005.

que le Kimbanguisme est une alternative locale au développement inégal grâce à son système de valeur qui recommande la décolonisation mentale et le travail communautaire.

Cet appel va dans le même sens que la lutte du Kimbanguisme. En effet, avant l'indépendance nationale du Congo, il a milité pour la naissance de l'éveil de la conscience nationale face à la colonisation ; mais après le 30 juin 1960, l'Eglise Kimbanguiste est passée au stade de sa construction.

Cependant, c'est vers la fin de mars 1921 que les premiers échos de la prédication de Simon Kimbangu firent prendre conscience aux noirs qu'ils pouvaient dire non aux Blancs. C'est ainsi que l'ABAKO, Alliance des Bakongo, a pu voir le jour d'abord comme association culturelle puis comme parti politique.

En décembre 1959, l'Eglise Kimbanguiste commence à se construire sans appui extérieur.

L'intérêt que suscite cette étude est à la fois scientifique et social. Au point de vue scientifique, cette étude est une contribution à la production des connaissances en sociologie du développement, surtout sur la recherche d'un modèle local d'alternative à la mondialisation. E.OWELS et R.SHAW soutiennent à cet effet que « la participation du peuple est à la fois le moyen et la fin dans la nouvelle stratégie du développement »¹⁷.

Cette étude se trouve aussi au croisement de plusieurs domaines de recherche en sociologie : sociologie de la pauvreté, sociologie de la religion, théorie de la dépendance et du développement inégal, sociologie de l'action, mondialisation, psychosociologie des groupes (sociologie des aspirations et des intérêts) sans oublier la sociologie des alternatives Sud.

La sociologie de la pauvreté aborde ce phénomène comme conséquence des rapports inégaux entre le Nord et le Sud ou encore comme résultat de la désarticulation structurelle interne des Etats du Sud. En même temps, la

¹⁷ E.OWENS et R. SHAW, *Le développement, une conception nouvelle*, Tendances actuelles, Paris, 1974, p.6.

pauvreté est envisagée comme étant la cause principale du sous-développement de ces Etats dont la plupart sont qualifiés de Pays Pauvres Très Endettés (P.P.T.E.). La sociologie de la religion étudie ce phénomène comme étant un fait social qui unit et détermine le comportement collectif de ses membres en raison de leur identité confessionnelle, elle est aussi envisagée comme le fondement d'un certain nombre de structures sociales déterminant les actions de ces membres. La théorie de la dépendance et du développement inégal étudie les rapports sociaux de subordination et de domination engendrés par un développement déséquilibré entre les pays du Nord et ceux du Sud. La sociologie, selon Alain TOURAINE, est la science de l'action sociale qui est le travail du sujet historique. La sociologie des aspirations étudie les motivations psychosociologiques qui poussent les membres d'un groupe d'entreprendre des actions d'intérêt communautaire en fonction de leurs aspirations. Dans un va-et-vient entre les valeurs qu'ils font valoir et les intérêts qu'ils poursuivent, les membres d'une communauté inscrivent leur action historique. La sociologie des alternatives est la critique de la mondialisation et des rapports sociaux multiples qu'elle engendre à l'échelle planétaire.

Au point de vue social ou pratique, cette étude présente un modèle concret de l'auto-développement en RDC. L'E.J.C.S.K., identifiée dans le temps et dans l'espace, en est un. Au-delà des discours et de la littérature courante, il s'agira de dégager les actions concrètes qui illustrent l'autonomie et l'auto-développement de l'Eglise Kimbanguiste en RDC, et qui en même temps peut nous permettre d'élaborer quelques idées essentielles purement en rapport avec une conception africaine de l'alter-mondialisation.

La présente étude couvre la période allant de la fondation de l'Eglise en 1921 jusqu'à nos jours (2006

2.Problématique et hypothèse de travail.

Il est bien vrai que la Communauté Internationale, le Gouvernement congolais, les O.N.G., les Eglises se sont souvent attablés autour de la question de savoir comment mener le développement national à l'heure de la mondialisation. Mais souvent les grands décideurs et théoriciens prônent

leurs orientations à partir du Nord. Actuellement dans notre pays, on parle plus de Lutte Contre la Pauvreté (LCP) à travers le programme DSRP comme nous le verrons plus loin. Il s'agit d'une initiative venue une fois de plus de l'extérieur et dont on demande l'exécution sans faille par le gouvernement congolais.

Dans cette étude, nos préoccupations se présentent comme suit :

- dans quelle direction faut-il travailler pour créer une nouvelle conception du développement national libre de l'eurocentrisme et de l'impérialisme culturel de la mondialisation actuelle ?

- quelles stratégies seraient plus aptes pour mettre un terme à la dépendance et faire participer honorablement la R.D.C. aux exigences du village planétaire tout en respectant son patrimoine culturel ?

- le Kimbanguisme qui est la « religion du pays », ne constituerait-il pas un système de valeurs locales pouvant contribuer à la résistance ou comme une alternative Sud à la mondialisation occidentalocentrique ?

Il s'agit à proprement parler de rechercher une alternative humaniste, progressiste et réaliste pour contrer le néo-libéralisme. On peut dégager plusieurs options, plusieurs voies, mais une seule alternative : il faut sortir du cycle de la dépendance par la revalorisation des cultures locales.

Selon P.RONGERE, l'hypothèse est « la proposition de réponse aux questions que l'on se pose à propos de l'objet de la recherche »¹⁸. Il s'agit d'une réponse anticipée formulée a priori ou a posteriori par le chercheur pour expliquer la question spécifique de sa recherche. « Ainsi définie, l'hypothèse de recherche sert de fil conducteur au chercheur engagé dans une recherche »¹⁹.

Eu égard à ce qui précède, nous avons vérifié dans cette étude l'hypothèse selon laquelle la mise en place d'une alternative locale capable de concilier la mondialisation plurielle et l'autonomie locale serait le schéma le mieux indiqué de la « dé-connexion en douceur » de l'impérialisme eurocentrique en matière de développement national.

¹⁸ P.RONGERE, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1971, p.20.

¹⁹ MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*, p.21.

Ce projet serait celui de la mise en place des stratégies de Lutte contre la Pauvreté et la Dépendance grâce à la revalorisation du patrimoine culturel local et à la participation effective des membres aux actions du développement communautaire.

Le Kimbanguisme constituerait en R.D.C. un système de valeurs pouvant contribuer à ce genre de développement national. Il serait à ce titre un modèle indiqué d'alternative Sud.

Comme l'ont dit S. AMIN et R. HERRERA, « ce projet pourrait être celui de la construction d'un monde multipolaire et démocratique, dans lequel l'interdépendance organisée permettrait aux classes et aux peuples dominés d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie. »²⁰

Dans ce contexte, nous pouvons circonscrire les objectifs opérationnels de cette étude comme suit :

- concevoir une alternative locale de développement pour faire face à la mondialisation de plus en plus unipolaire.
- montrer aux acteurs et théoriciens de développement un schéma local de développement national et de lutte contre la dépendance.
- signifier aux Kimbanguistes et autres hommes que l'Eglise Kimbanguiste comporte un système de valeurs qui contribue au développement endogène ; de ce fait il peut servir de modèle aux autres formations et catégories sociales du pays.
- servir de leçon aux autres formations religieuses, sociales et politiques de la R.D.C. pour qu'elles sachent que les Kimbanguistes étant des Congolais comme leurs membres, il y a lieu de changer leur mentalité pour qu'ils œuvrent en faveur du développement national en se servant du modèle local kimbanguiste qui est en même temps une alternative Sud à la mondialisation unipolaire.

²⁰ S. AMIN et R. HERRERA, Op.Cit., 97

3. Aspects méthodologiques

3.1. La pré-enquête

En vue de donner une orientation équilibrée à cette étude, nous avons procédé à des entretiens exploratoires avec des différents milieux engagés au processus de développement, tant à l'Eglise kimbanguiste qu'à l'extérieur, en ville comme à la campagne. Nous avons visité plusieurs centres agricoles et milieux kimbanguistes que nous signalons plus loin.

Ces entretiens ont tourné autour des préoccupations suivantes :

- la stratégie de développement kimbanguiste,
- la perception de la pratique de 'Nsinsani',
- le financement de l'Eglise kimbanguiste,
- le rôle des valeurs culturelles locales dans le processus de développement (la décolonisation mentale et le travail).
- le problème de la dépendance et de la mondialisation.

Il ressort de cette pré-enquête que la plupart de sujets estiment que l'Eglise Kimbanguiste recourt à une stratégie de développement basée sur l'initiative locale. La pratique de « Nsinsani » ou collecte de fonds est un moyen privilégié pour financer localement les projets de développement. Toutefois, l'Eglise Kimbanguiste ne rejette pas catégoriquement la coopération extérieure qu'elle considère comme complémentaire à ses efforts locaux. Devant la mondialisation unipolaire, le Kimbanguisme milite pour la revalorisation des cultures locales et des identités des peuples.

3.2. L'enquête proprement dite.

3.2.1. La méthode

Dans la présente étude, nous avons utilisé la méthode d'analyse actionnaliste, tout en insistant sur les dimensions fonctionnaliste, structuraliste et historique. En effet, selon Alain TOURAINE ²¹, « l'analyse actionnaliste est complémentaire d'une analyse fonctionnaliste (qui examine les motivations de l'action et est proche de la psychologie sociale) et de

²¹ A.TOURAINE, cité par LOKANGA OTIKEKE, *Op.Cit.*, 2001, p.20

l'analyse structuraliste (qui étudie les systèmes symboliques). Elle s'intéresse donc à la réalisation du groupe comme sujet, c'est-à-dire à l'activité collective.

Pour Alain TOURAINE, « les sociétés sont des produits de leur travail et de leurs rapports sociaux, et doivent connaître le sens de leur créativité»²².

Dans le présent travail, cette méthode nous a permis de dégager et d'analyser les motivations de l'action sociale de l'Eglise Kimbanguiste. Il s'agit de définir le sens de cette action collective, sa fonction manifeste (construction de l'Eglise) et sa fonction latente (construction de la nation) tout en résistant en silence à la mondialisation unilatérale de l'économie et de la culture.

En saisissant les significations des actions collectives émises par leurs auteurs et celles de certains symboles (slogans, doctrine, devise, emblème, couleur, ...) de l'Eglise Kimbanguiste, l'utilisation de la méthode d'analyse actionnaliste nous a permis de comprendre qu'en bâtissant leur Eglise par leurs propres efforts, les kimbanguistes veulent donner l'exemple à d'autres qu'il est également possible de bâtir notre pays avec nos propres ressources. Il s'agit là d'une alternative pour une mondialisation plurielle afin de sortir du cycle de la dépendance et de réduire les effets de la mondialisation à sens unique.

Les approches fonctionnalistes et structuralistes nous ont permis d'étudier la doctrine, les croyances, les rituels, les slogans, et les symboles propres au Kimbanguisme. Quant à l'approche historique, elle a été utilisée pour comprendre les actions collectives kimbanguistes en tant que faits historiques, sans oublier que la mondialisation est elle aussi un fait historique : la phase ultime du capitalisme.

²² J.-P. DURAND et R. WEIL, (sous la dir . de), Sociologie contemporaine, 3è éd., Ed. Vigot, Paris, 2006, p.243.

D'aucuns n'ignorent que la sociologie est souvent considérée comme l'histoire du présent et l'histoire elle-même comme la sociologie du passé. Autrement dit, tout fait social est avant tout un fait historique.

De l'actionnalisme, Alain TOURAINE a aboutit à l'intervention sociologique qui fait que le chercheur devienne en même temps acteur de l'historicité qu'il étudie. En effet, « l'historicité est donc cette capacité que possède la société de se produire elle-même en donnant un sens à ses pratiques, c'est-à-dire en produisant ses orientations. Voilà pourquoi la société n'est pas ce qu'elle est, mais ce qu'elle se fait être²³ ».

3.2.2. Les théories

Cependant, les théories qui expliquent le mieux les faits étudiés sont la sociologie de libération suivant le schéma de KALELE-Ka-Bila ainsi que la théorie alternative de Serge LATOUCHE. Il convient de rappeler que la sociologie de libération porte une critique acerbe contre la sociologie classique ou bourgeoise (fausse science) qui repose sur la métaphysique ou le statu quo.

En effet, la conception métaphysique de la sociologie classique est une fausse science, car elle tient les choses comme figées et repose sur quatre lois fondamentales : le principe d'identité, le principe de l'isolement, le principe des divisions éternelles et enfin celui de l'opposition des contraires ou le tiers exclu.

Le principe d'*identité* nie le mouvement et soutient que les choses restent éternellement telles qu'elles le sont. L'immuabilité signifie par exemple que l'objet A placé en un endroit Z ne saurait jamais le quitter. « Sur le plan pratique, la croyance en l'immobilité des phénomènes sociaux permet par exemple de comprendre le pessimisme de bon nombre de Congolais face à la misère grandissante engendrée par la crise. Beaucoup n'hésitent pas en

²³ J.-P. DURAND et R. WEIL, *Op.Cit.*, p.243.

effet à affirmer que cette misère ne finira jamais »²⁴. Le Tiers-Monde ne se développera jamais. L'Eglise Kimbanguiste n'a rien à nous dire.

Le principe d'identité ou d'immutabilité conduit à celui de *l'isolement* selon lequel il n'existe aucun rapport entre les phénomènes. Concrètement, selon ce principe, par exemple, les Eglises doivent rester séparées et distinctes les unes des autres ; aucune doctrine, aucun idéal d'action ou de pensée ne peut passer d'une Eglise à l'autre. Ce qui est catholique reste catholique, ce qui est kimbanguiste reste kimbanguiste ; l'un ne peut influencer l'autre.

On entend souvent dire, la politique aux politiciens, la soutane aux missionnaires ; le « Nsinsani », c'est pour les Kimbanguistes.

La combinaison de deux premiers principes conduit au troisième, à savoir celui des *divisions éternelles* et infranchissables (division renvoie à l'isolement, et éternelle à l'identité). Cela veut par exemple dire « que deux individus qui ne s'entendent pas aujourd'hui ; qu'ils ont toujours vécu dans l'inimitié et que celle-ci continuera jusqu'à la mort »²⁵.

Ainsi les Eglises Catholique et Kimbanguiste étant-elles distinctes l'une de l'autre, elles le seront indéfiniment, de même l'Etat étant distinct de l'Eglise, ils ne pourront jamais collaborer un seul moment.

Le principe du *tiers exclu* ou de *l'opposition des contraires* est le cheminement logique des trois précédents. « La croyance que les choses sont isolées et définitivement différentes les unes des autres finit en effet par nous amener à les opposer les unes aux autres. Cette opposition signifie que deux phénomènes dont l'un est la négation de l'autre ne peuvent que s'exclure mutuellement et jamais coexister »²⁶.

²⁴ KALELE-KA-BILA, *Sociologie du développement ou plaidoirie en faveur du sous-développement*, Ed. Labossa, Lubumbashi, 1986, p.4 (inédit).

²⁵ *Ibidem*, p.7.

²⁶ *Ibidem*, p.59.

Concrètement, aucun compromis ne peut être trouvé entre les belligérants congolais, les pays sous-développés ne peuvent aucun jour se développer, il ne peut jamais y avoir un accord ou un compromis entre les Eglises, encore moins entre les Eglises et l'Etat. L'Eglise Kimbanguiste n'a rien à apprendre ni aux autres ni des autres. Le développement durable ou soutenable ne peut signifier rien d'autre au Sud que la décroissance soutenable au Nord.

Somme toute, aucun de ces quatre principes ne présente les choses telles qu'elles sont, tous ces faits sont déformés. Car dans la pratique, les choses changent, entretiennent des rapports entre elles et coexistent.

La sociologie qui, au départ est née de la réaction contre le statu quo de la bourgeoisie, a fini elle-même par recourir à l'un ou l'autre de ces quatre principes de la métaphysique. Elle devient dès lors une fausse science au service de la bourgeoisie dont elle protège les intérêts. Car, selon KALELE-Ka-Bila « la bourgeoisie recourt, pour la diffusion de son idéologie, à plusieurs canaux. Parmi eux, nous pouvons mentionner l'école, les églises – surtout catholique et protestantes, les livres, revues, périodique »²⁷.

La sociologie de la libération transcende les frontières entre les choses, établit des rapports et des compromis entre elles. Ce qui veut dire que la pratique de 'Nsinsani' peut être indistinctement utilisée, en cas de besoin, par l'Eglise catholique, protestante, et même par les Organisations Non - Gouvernementales de Développement. Non seulement l'Etat, mais même l'Eglise peut contribuer à la construction nationale. Si au Nord, le développement durable signifie décroissance soutenable, l'on peut faire le compromis pour le Sud où la pauvreté sévit et que le développement durable signifie croissance soutenable.

Pour sa part, la théorie alternative ou de l'autre mondialisation nous a été très utile. Cette théorie qui connaît un essor épistémologique est d'une

²⁷ KALELE-KA-BILA, *Op.Cit.*, p.59.

grande importance pédagogique pour la lutte contre une mondialisation qui se veut de plus en plus européocentrique.

Les penseurs les plus cités en sont : François PARTANT, Gilbert RIST, mais surtout Serge LATOUCHE. Alors que le premier parle volontiers de ‘l’anti-développement’, le dernier, notamment Serge LATOUCHE parle de ‘l’après-développement ou du développement durable et/ou soutenable. Sa pensée sur la théorie du développement peut se résumer par le cercle logique suivant : « si le développement, en effet, n’a été que la poursuite de la colonisation par d’autres moyens, la nouvelle mondialisation à son tour, n’est que la poursuite du développement avec d’autres moyens ». Autrement dit, la mondialisation n’est rien d’autre que la poursuite de la colonisation par d’autres moyens.

Cette théorie est relayée au Sud, avons-nous dit précédemment, par la contribution des auteurs tels que Samir AMIN, KASANDA Lumembu, Paulin J.HOUNTONDJI, Rosan RAUZDUEL, ainsi que celle des organisations altermondialistes influentes du F.S.M.

La théorie alternative affirme que l’ensemble des théories et des stratégies mises en place dans le processus de développement n’a constitué pour les pays du Sud, depuis la décolonisation, qu’une domination des pays du Nord et une occidentalisation du monde sur tous les points de vue. Il est, dès lors, nécessaire d’oser, à présent, autre chose. Derrière la conception du développement, on trouve un ensemble d’approches épistémologiques, anthropologiques, et sociologiques, ainsi qu’une position politique qui se situent au niveau de la lecture publique et académique qui s’élève contre le progressisme et qui milite pour une autre mondialisation (alter mondialisation); celle qui tient compte du respect des autres peuples et cultures et de la protection de l’environnement naturel.

Il va sans dire que ladite théorie ouvre la voie à la recherche d’autres alternatives de développement en fonction du patrimoine culturel de chaque peuple. Il est évident qu’une telle dynamique plonge ses racines lointaines

dans l'anthropologie structurale de Claude LEVI-STRAUSS qui considère sur un même plan la cohérence structurelle interne de toutes les cultures.

Mais beaucoup plus près de nous, la théorie alternative s'inspire de l'anarchisme de Ivan ILLICH dont l'essentiel de la pensée constitue une critique de l'aide occidentale au développement et de l'idée de l'exportation d'un modèle de développement standardisé à l'européenne. Dans ce cas, le sous-développement est un état d'esprit d'une population congolaise qui aspire inaccessiblement à des solutions occidentales à ses problèmes. La critique que le sociologue BONGELI Yeikelo Ya Ato²⁸ porte contre le Document de Stratégie de lutte contre la pauvreté (D.S.R.P.) ne fait qu'appuyer ce qui vient d'être dit ci-haut.

L'utilisation de cette théorie nous a permis de faire une lecture critique de différentes stratégies de développement appliquées en RDC, et de proposer en contrepartie l'alternative locale des kimbanguistes.

3.2.3. Les techniques

Cependant, la récolte et l'interprétation de l'information disponible pour la rédaction de ce travail a connu le recours à plusieurs techniques dont les plus utilisées dans la démarche suivie sont : l'observation engagée ou participante, l'entretien, le questionnaire et la technique documentaire (l'Internet y compris) pour la récolte des données ; l'analyse du contenu et les statistiques pour le dépouillement.

En effet, « l'observation constitue la plus importante des techniques utilisées pour recueillir les données nécessaires à un travail de sociologie...L'observation est directe lorsqu'elle porte directement sur les phénomènes étudiés (les individus, les groupes, les institutions). Dans ce cas, l'observation est soit libre soit dirigée soit participante »²⁹.

²⁸ BONGELI YEIKELO YA ATO., « L'Etat – bébé, lutte contre la pauvreté : nouveau mythe onusien » dans *Analyses sociales*, Vol. IX, n° unique, Janvier - Décembre 2004, pp.7-46.

²⁹ MULUMBATI NGASHA, *Op.Cit.*, p.26.

Dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé l'observation participante qui est cette forme d'observation où l'observateur participe à la vie du groupe observé. C'est ce qui nous a permis de lire le Kimbanguisme de l'intérieur.

A cet effet, Jean-Pierre DURAND et Robert WEIL précisent que « l'observation participante permet au chercheur (ou exige de lui) d'occuper une position au sein du groupe étudié et de participer à sa vie quotidienne ou à ses moments exceptionnels »³⁰. Ainsi, entant que fidèle Kimbanguiste et secrétaire de l'Eglise, nous avons participé activement à la prise de décisions et à l'exécution de projets de développement communautaire. Cette position de fidèle et cadre de l'Eglise nous a permis de visiter plusieurs sites de développement en vue de recueillir les informations utiles à notre recherche.

Mais c'est la rigueur de la méthode et les annotations des observateurs extérieurs qui nous ont permis de limiter le problème de subjectivité-objectivité lorsque l'on étudie un groupe dont l'on est en même temps sujet et objet de recherche.

L'entretien structuré nous a fourni l'information concernant l'action du développement kimbanguiste en suivant une série de questions établies dans le protocole d'enquête. A ce sujet, nous avons eu des échanges d'idées avec trois groupes d'enquêtés : les fidèles kimbanguistes, les responsables kimbanguistes et des sujets extérieurs à l'Eglise kimbanguiste.

Vu l'homogénéité de la population d'enquête et en vue d'éviter la perte de temps, nous avons tiré un échantillon au hasard de 100 sujets dont 80 kimbanguistes (soit 80% : comme groupe cible de la recherche), et 20 non-kimbanguistes (soit 20% : comme groupe de contrôle). Sur les 80 kimbanguistes, nous avons pris 25 cadres et 55 fidèles repartis comme suit : 10 cadres de l'intérieur, 15 cadres de la ville, 20 fidèles de l'intérieur et 35 de la ville.

³⁰ J.-P. DURAND et R. WEIL, *Op.Cit.*, p.422.

Le groupe de contrôle est composé des témoins privilégiés qui sont des responsables du développement des autres Eglises : sur les 20, nous avons pris 6 responsables catholiques, 6 protestants, 4 des Eglises dites de Réveil, 2 des Eglises Indépendantes et 2 musulmans.

En outre, la technique documentaire nous a fourni l'information contenue dans les documents officiels de l'Eglise kimbanguiste et dans divers ouvrages et documents. L'Internet nous a permis de tirer des matériaux importants, et nous les avons stockés dans les disquettes et flash disques avant d'être traités. C'est le cas des photos en annexe de ce travail. Les différents sites parcourus nous ont fourni aussi beaucoup d'informations sur le développement et sur d'autres théories utilisées dans cette étude.

Quant au dépouillement et à l'interprétation des données collectées, la technique d'analyse du contenu et le recours à la statistique nous ont facilité la tâche. C'est ainsi que nous avons pu analyser et interpréter le contenu de pensée, des symboles, des slogans, des chansons et des rites kimbanguistes qui sont à la base des motivations à l'action collective des membres de l'E.J.C.S.K.

Jean-Pierre DURAND et Robert WEIL estiment que l'analyse du contenu peut recourir à plusieurs techniques : analyse fréquentielle (comptage de mots), analyse thématique (thèmes), analyse lexicale (vocabulaire), analyse évaluative (valeur, jugements), analyse de l'énonciation (figure du discours, rhétorique), etc. Dans cette étude, c'est l'analyse thématique de chants et l'analyse énonciative de slogans et symboles de l'Eglise kimbanguiste qui ont été le plus utilisées.

La technique d'observation documentaire, elle aussi a été au rendez-vous. MULUMBATI Ngasha précise qu'elle « consiste à étudier et analyser les documents pour arriver à déterminer les faits ou phénomènes dont ces

documents sont ou portent les traces »³¹. L'auteur distingue deux formes de documents :

- écrits : les documents publics (archives publiques, judiciaires, actes d'Etat-civil,...), les documents privés, archives personnelles, archives d'une Eglise ou d'une institution, d'un parti politique,...)
- non-écrits : les objets et moyens d'expression non- écrits tels que la poterie, les masques, les discours, la chanson, le théâtre, la musique...)

Dans le cadre de cette étude, nous avons à la fois observé les documents écrits tels que les archives coloniales de l'E.J.C.S.K., et les documents non-écrits tels que le théâtre et les cantiques ou chants kimbanguistes.

4. Difficultés rencontrées

Au terme de ce travail, il convient de signaler qu'il n'a pas été fait sans difficultés. La première d'entre elles a été le coût financier occasionné par l'envoi du questionnaire par courrier et par Internet à Kinshasa et N'kamba, sans oublier celui de nombreux voyages effectués pour la récolte des données. Mais la plus grande des difficultés a été la tension qui règne au sein de l'Eglise Kimbanguiste. Ce qui ne nous a pas permis d'obtenir facilement les informations du côté de ceux favorables aux Résolutions (pour raison de suspicion) ou du côté des 'Bana 26' (qui ne disposent pas tellement d'archives de l'Eglise , hors mis quelques témoins privilégiés de son édification tels que LUNTADILA Ndala Zafua et BENA Nsilu, respectivement ancien Secrétaire Général de l'Eglise et ancien Directeur de Cabinet du Chef Spirituel de l'E.J.C.S.K.). Nous avons contourné cette difficulté par l'utilisation des enquêteurs non kimbanguistes et en nous présentant dans certains milieux comme chrétien catholique ou protestant.

Il faudra également signaler le préjugé que nous avons rencontré auprès de certains enquêtés qui développent une attitude négativiste à l'égard de l'E.J.C.S.K. et qui pensent n'y pas trouver un niveau visible de

³¹ MULUMBATINGASHA, *Op. cit.*, p.27.

développement matériel. Nous avons levé cette équivoque et préjugé par des discussions positives en abordant au préalable le problème de dépendance de la RDC et des ONG, pour enfin terminer sur l'Eglise.

Aussi faudra-t-il faire remarquer que la plupart d'ouvrages réalisés par les kimbanguistes ne disposent pas de données comptables sur le coût global de chaque réalisation. Afin de donner une idée au lecteur, nous avons recouru aux photos en annexe pour essayer de visualiser le coût de ces réalisations.

5. Division du travail

Outre l'introduction générale et la conclusion générale, ce travail est divisé en quatre chapitres ayant traité sommairement de ce qui suit :

- Le chapitre premier définit les concepts essentiels tels que l'Eglise du Sud, (en la distinguant de secte, religion), idéologie, système de valeurs, et le Kimbanguisme comme Eglise du Sud.
- Le chapitre deuxième traite de la notion de développement et sous-développement tout en insistant sur les théories, les causes, les conséquences et les critères ainsi que les expériences congolaises de recherche de voies de sortie du sous-développement.
- Le chapitre troisième présente une analyse critique des expériences kimbanguistes de développement en RDC et en Province Orientale.
- Le chapitre quatrième traite de la mondialisation plurielle, de ses caractéristiques et de ses opportunités pour le Sud et pour le Kimbanguisme.

CHAPITRE I^{er}: EGLISE DU SUD, IDEOLOGIE ET SYSTEME DE VALEURS.

Introduction

Dans ce chapitre, nous avons précisé le sens de principaux concepts utilisés dans cette étude. Il s'agit des termes suivants : Eglise du Sud, idéologie, système de valeurs, etc.

Le concept Eglise du Sud nous paraît d'emblée abstrait ou même comme un néologisme. Toutefois, il existe tant d'autres expressions usuelles qui lui sont semblables ; on parle volontiers de pays du Sud, alternatives Sud, intelligentsia du Sud, littérature du Sud, etc.

Ainsi, afin de mieux comprendre le sens du concept Eglise du Sud, il convient de le décomposer. Nous allons successivement aborder le concept Eglise, Sud, Eglise du Sud, et enfin Eglise Kimbanguiste.

Section 1. Eglise et concepts connexes.

Il n'est pas facile de définir le terme Eglise. Plusieurs orientations peuvent être effleurées. Du grec 'ekklesia', ce terme signifie assemblée. Il désignait dans la Grèce antique ce que les romains appelaient 'comitium', comice ou assemblée du peuple. C'est précisément le sens que nous lui donnons aujourd'hui dans le terme assemblée provinciale ou nationale ou parlement.

Ecrit avec e minuscule, le mot désigne le lieu ou l'édifice où se rencontrent les chrétiens pour la prière. Ainsi, le dimanche le chrétien se rend à l'église pour prier. Mais écrit avec la majuscule, il désigne une institution, une organisation ayant pour but la poursuite de la félicité céleste suivant les enseignements d'un maître. Il désigne aussi l'ensemble des personnes ayant leur foi en Jésus-Christ.

Cette considération pose une difficulté redoutable et même une ambiguïté. Car, en premier lieu, il ne s'agit pas uniquement de l'Eglise catholique mais aussi des autres Eglises chrétiennes, à l'intérieur de ces organisations, il conviendra encore de distinguer des groupes selon la position qu'ils occupent dans la société et dans l'organisation. Mais le

christianisme institutionnalisé n'est pas seulement un certain nombre de textes, une somme d'individus ou d'institutions ; parce qu'il est aussi un tout structuré de représentations... C'est en ce sens qu'il est possible ici de parler de l'Eglise comme force »³², comme idéologie.

Le pasteur protestant E.V.HOFF estime, pour sa part, qu'une Eglise est « tout groupement religieux qui a la prétention d'englober en son sein tous les hommes appartenant à la communauté où il vit ...L'Eglise maintient autant qu'elle peut des relations diplomatiques avec l'Etat, accepte, jusqu'à la limite des concessions possibles, la culture du groupe au sein duquel elle vit, quitte à œuvrer silencieusement pour la faire évoluer dans le sens de son idéal »³³.

C'est autant dire que la mission spécifique de l'Eglise se situe au niveau des valeurs profondes : transformer la conception de vie et donner un sens au travail et au progrès ; elle doit être l'œuvre de toute la communauté chrétienne »³⁴ engagée dans la construction du pays. Valeurs profondes, sens du travail, œuvre de toute la communauté, constituent les trois réalités fondamentales de la transformation sociale opérée par l'Eglise.

Car, c'est dans ce sens d'une organisation identifiable, pouvant orienter le cours de l'histoire dans la direction de son idéologie, de ses valeurs , des aspirations de ses membres ou de son idéal, que nous abordons le terme Eglise dans ce travail.

Pourtant en sociologie de la religion, ce sens n'est pas strictement tranché, le terme Eglise prête à confusion avec celui de secte, entre les deux, persiste une dichotomie ambiguë.

1.1. Eglise et secte.

Le terme secte pourrait provenir de deux étymologies latines, notamment :

³² F.HOUTART et A.ROUSSEAU, *L'Eglise et les mouvements révolutionnaires*, Ed.Ouvrières, Paris, 1972, p.10.

³³ M.MAT-HASQUIN, *Les sectes contemporains*, ULB, Bruxelles, 1983, p.10.

³⁴ C.E.Z., *Eglise et développement*, Préface du 3è séminaire de Kinshasa, 1981, p.5.

- sequi (suivre) : dans ce contexte, une secte « désigne l'ensemble des disciples d'un prophète – hérétique, ajoutent certains qui adoptent ses croyances et une certaine règle de vie »³⁵.

- Secare (couper) ou secedere (se séparer) : la secte prend ainsi la connotation d'un groupe détaché d'un autre plus grand, ou d'une Eglise officielle. Ce sens le rapproche du grec 'aeresis', hérésie.

MAT-HASQUIN considère les sectes comme des groupements contestataires qui n'acceptent point l'espèce de compromis passé entre l'Eglise et la société, entre l'appel religieux et l'ordre. « La secte se présente à ses adeptes comme l'arche au milieu de la corruption universelle... Elle prétend assurer le salut que d'un petit nombre, d'un reste d'élus,... La secte présente un caractère nettement masqué d'exclusivisme, de repli sur soi, de retrait³⁶». Malgré ces caractéristiques particulières, les frontières entre Eglise et secte sont extrêmement floues. Car, brisant l'élitisme propre aux sectes, certaines d'entre elles prêchent l'universalisme réservé aux Eglises, et vice-versa. Ainsi, « si les Témoins de Jéhovah constituent le prototype de la secte élitiste : - 144.000 hommes seulement seront appelés à la vie céleste – hostile à tout œcuménisme et en rupture avec le Monde, règne de Satan, les prétentions de l'A.U.C.M. de Moon, comme l'indique son nom : Association pour l'Unification du Christianisme Mondial, sont aussi universalistes que celles des Eglises chrétiennes »³⁷.

Théoriquement, les sectes recrutent leurs fidèles dans les classes défavorisées et les Eglises dans les classes dirigeantes et aisées. Mais la pratique sociale nous démontre le contraire aujourd'hui où les deux groupes recrutent leurs fidèles dans toutes les catégories sociales.

Et finalement, le Professeur HADOT tranche la polémique en ces termes : « une secte est sans nuance péjorative, un groupe de gens qui, sur le plan religieux, ne s'étant pas assimilés à une plus grande communauté

³⁵ M.MAT HASQUIN, *Op.cit.* p.10

³⁶ *Ibidem*, p.11

³⁷ *Ibidem*, p.12.

spirituelle, sont regroupés en petit nombre pour vivre en commun et parfois même contrairement un idéal religieux, soit ancien, soit nouveau. Une Eglise est une secte qui a réussi.»³⁸. La prétention du Professeur HADOT d'écarter toute nuance péjorative de la définition du terme secte, nous paraît éclatée dans la dernière phrase où il considère l'Eglise comme une secte qui a réussi. C'est que la secte est un groupement qui n'a pas encore réussi.

Par-dessus ce débat, nous adoptons le point de vue des sociologues de la religion qui utilisent le couple Eglise/secte pour désigner des structures sociales particulières qui, en dehors de l'idéal spirituel poursuivi, représentent une force de mobilisation, d'assimilation ou de socialisation.

1.2. Eglise et religion.

Le terme église se confond souvent avec celui de religion. Cependant, il n'en est pas davantage un synonyme. Outre les précisions portant ci-dessus sur l'église, le dictionnaire Micro-Robert précise que le terme religion est un « ensemble d'actes rituels destinés à mettre l'âme humaine en rapport avec Dieu, avec le surnaturel »³⁹. Elle signifie, dans ce cas, la reconnaissance par l'homme d'un principe supérieur de qui dépend sa destinée.

Nous voulons montrer ici que « les croyances religieuses possèdent une importance particulière. Seules, peut-être, les croyances créent une cohérence totale et suscitent une énergie capable de transcender et de bouleverser l'ordre social existant », comme le soulignent Gilles FERREOL et Jean-Pierre NORECK⁴⁰.

Contrairement à l'Eglise qui a un caractère purement visible et externe comme organisation, la religion est plutôt une disposition intérieure de l'homme envers le surnaturel. Elle est une attitude particulière de l'homme dans ses rapports avec Dieu. Le concept peut prendre le sens d'un système de croyances et des pratiques propres à un groupe social. Il se distingue

³⁸ M.MAT HASQUIN, *Op.cit*, p.14.

³⁹ *Dictionnaire Micro-Robert*, Paris, 1980, p.920.

⁴⁰ G.FERREOL et J.-P.NORECK, *Introduction à la sociologie*, 6è éd., Armand Colin, Paris, 2005, pp.38-39.

dans ce cas du concept *culte* qui est un ensemble des pratiques réglées par une religion pour rendre hommage à la divinité.

L'on peut bien s'en rendre compte dans le cas de l'Afrique noire traditionnelle qui, sans église, n'a pas manqué de religion et de culte des ancêtres. En effet, dans les sociétés traditionnelles du Congo, les hommes croyaient à l'existence d'un Etre Suprême, Père de toute vie et Créateur. Il porte dans chaque société un nom qui, pour exprimer sa transcendance, ne rentre pas dans les racines des noms d'hommes ou des choses.

Un auteur précise que « la religion nègre traditionnelle reconnaît presque toujours un être suprême dont les noms se ressemblent souvent : Amma, Nyamé, Nzambe, Nyambé, Nya, Wennam, Mouloungou, etc. Ce grand premier, cet aîné du monde, est parfois considéré comme le géniteur du monde vivant »⁴¹.

Pourtant entre ce Père Très-haut et les hommes s'intercalent les ancêtres ou fondateurs de clan, qui sont des êtres spiritualisés participant dans une limite près à la force divine et qui jouent le rôle d'intermédiaires entre Dieu et les hommes.

A ces êtres détenteurs de la force vitale, les anciens adressaient un culte (des ancêtres) pour obtenir, par leur intermédiaire, les faveurs de Dieu ; tout comme les chrétiens s'adressent aujourd'hui à une litanie des saints et bienheureux dont les statuettes parsèment les églises et cathédrales.

Mais cette forme de monothéisme traditionnel a été tout simplement qualifiée d'idolâtrie par les missionnaires venus du Nord, alors qu'ils auraient pu partir de la religion traditionnelle pour asseoir leur évangélisation, au lieu d'en faire table rase, au moment où pour les Africains, la religion est une philosophie vécue.

⁴¹ R.P.B.,p.392.

Hormis les sanctuaires et les lieux de culte, la religion traditionnelle n'a pas connu d'église au sens actuel du terme. Mais la croyance à l'Être Suprême était pour les Africains la source du droit, du code moral qui réglementait tous les événements de la vie, toutes les activités de leur existence. La vie, dans tous ses aspects, était sacrée.

En effet, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, outre la diversité culturelle de l'Afrique noire, la religion reste l'un des moyens qui assurent l'unité idéologique des peuples. Elle est présente dans les ateliers des forgerons, des orpailleurs, des potiers, des tisserands, des cordonniers, du maçon, du chasseur, de l'agriculteur, etc.

En Afrique Centrale, chez les Baluba de la RDC, le père de famille , debout devant la cour, soit à la tombée de la nuit, soit de bon matin, récite la prière suivante pour demander à Dieu des faveurs diverses :

« Dieu des cieux , Seigneur,
 donne-moi la force de vie, que je sois fort ;
 donne-moi du bien-être,
 que j'épouse, que j'engendre,
 que j'élève des chèvres, des poules,
 que j'obtienne de l'argent, toute sortes de bien,
 que je sois florissant de santé et de vie.. »⁴².

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Noirs d'Afrique intégraient Dieu dans tous les secteurs de leur existence. La religion pour eux , est une morale vécue. « Il importe de bien saisir l'unité de la religion traditionnelle africaine, non pas tant à travers certains de ses éléments, qu'à travers l'attitude de l'homme vis-à-vis de l'invisible, à travers la position qu'il se sent occuper au milieu de la création »⁴³ ou de la nature qu'il faut maîtriser et transformer.

⁴² R.P.B, p.131.

⁴³ D.ZAHAN, *Religion, spiritualité et pensée africaines*, Payot, Paris, 1970, p.13.

En effet, « les Noirs d'Afrique ont développé une conception du monde et de son destin qui, tout en visant aussi à développer la puissance de l'homme, implique des moyens différents. Pour eux, la totalité des êtres constitue un monde sans cloisons étanches...Le cosmos est un système de forces qu'on peut capter, exploiter, diriger, neutraliser, non par la technique mécanicienne et mathématique, mais par le canal de la participation, de la religion.»⁴⁴ .

Ce qui précède vient juste rejoindre la thèse que nous entendons défendre : la religion ou l'Eglise comme mobilisatrice de la population au développement. En Afrique, de par notre culture, exploiter, diriger, bâtir, c'est participer, c'est être un avec la nature, avec les hommes, avec Dieu.

Ainsi pour les Bantous, par exemple, la force cosmique, le 'ntu', est la réalité de base qui produit les quatre grandes modalités ou catégories du réel : 'muntu' (l'homme), 'kintu' (la chose), 'hantu' (le lieu ou le temps) et 'kuntu' (la modalité du réel) Cette force peut s'accumuler à certains points privilégiés pour créer la voie, le beau, le travail, l'éloquence, l'amour, le progrès, etc.

« Loin d'être la marque d'une mentalité prélogique, il y a là comme un postulat qui, une fois posé, développe ses conséquences avec une logique dont la rigueur est impérieuse. En effet, à partir de cette vérité première, les Noirs ont construit des systèmes où la technique, l'art, la naissance et la mort, le droit foncier et la médecine, l'au-delà et la danse, l'habillement et les rites funéraires, la construction et l'amour, les semailles et la confection des pirogues, la vannerie et la musique, tout est combiné et exploité par l'homme, compte tenu de la genèse de l'univers et des relations essentielles qui associent ces différents éléments »⁴⁵.

Dire que tout cet univers de discours n'était que pure idolâtrie à cause de l'existence des génies et des dieux invoqués par des confréries ou des sociétés secrètes est une extrapolation dangereuse et malveillante.

⁴⁴ *R.B.P.*, pp.390-391.

⁴⁵ *Ibidem*,p.391.

Tout ce qui précède nous a suffisamment montré que l'Afrique traditionnellement en général, et la RDC en particulier avait développé une véritable religion monothéiste. Pourtant le dialogue entre l'Eglise moderne et ce fait de société congolaise qui devait être la gage du développement n'a pas été franc.

Au Sud, l'Eglise a marché en marge des aspirations et du génie créateur de la société. C'est ce qui justifie, pensons-nous, en grande partie, la dérive dans laquelle est plongée l'Afrique noire en général et la RDC en particulier.

Devant une pareille situation, l'émergence d'un messianisme typiquement congolais comme code idéologique religieux qui s'enracine dans la culture locale incite « les individus et les groupes au changement de leur situation. C'est d'ailleurs là l'une de ses fonctions sociales »⁴⁶ majeures.

En effet, « l'ordre social colonial moderne fut historiquement un régime bourgeois séculier transplanté ou exporté en Afrique et qui attaqua le domaine du sacré traditionnel africain, puis chercha à être lui-même vu comme sacré »⁴⁷. Or, « c'est dans l'effervescence religieuse, dans le renouvellement du sacré, qu'il faut chercher la source du dynamisme qui renversa le système colonial »⁴⁸.

C'est dire que c'est le sacré qui crée l'harmonie, la participation et le progrès. C'est à juste titre que Roger BASTIDE avait trouvé que « la vraie religion africaine est l'expression d'un ordre, d'une harmonie entre les hommes et les choses, des hommes entre eux comme des choses entre elles. Les participations sont l'ensemble des réseaux subtils qui relient ces compartiments du réel les uns aux autres pour les tisser en une tunique sans couture : elles constituent le cosmos organisé »⁴⁹.

⁴⁶ MWENE BATENDE, *Mouvements messianiques et protestation sociale. Le cas de Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, F.T.C.K., Kinshasa, 1982, p.168.

⁴⁷ E.A.TIRYAKIAN, « Le sacré et le profane dans la destruction coloniale et la construction nationale » dans *Sociologie de la construction nationale dans les nouveaux Etats*, U.L.B., Bruxelles, 1968, p.208.

⁴⁸ *Ibidem*, p.209.

⁴⁹ R.BASTIDE, *Religions africaines et structures de civilisation*, Présence Africaine, Paris, n° 66, 1968, p.106.

Finalement, il convient de reconnaître que la séparation du sacré et du profane dans la construction nationale – œuvre de la colonisation – est le plus grand handicap pour le progrès des sociétés africaines pour lesquelles toutes ces deux dimensions marchent toujours ensemble. Il va sans dire que « religion et puissance avaient partie liée, indissolublement. La seconde était toujours l'épiphanie de la première. Depuis toujours, l'Africain souscrivait à cette évidence »⁵⁰.

C'est toujours sur cette piste qu'il faut rechercher les solutions aux épineux problèmes actuels de sous-développement des nations africaines en général et de la RDC en particulier.

1.3. Eglise et idéologie.

L'Eglise peut-elle véhiculer une idéologie ? Une idéologie peut-elle être religieuse ? Quel en est le rapport avec le développement ? Mais au départ qu'est-ce qu'une idéologie ? – Les grands spécialistes de la question Raymond ARON, Karl MANHEIM, ALTHUSSER sont tous unanimes que ce terme est tantôt péjoratif, tantôt laudatif.

- Au sens laudatif ou neutre, une idéologie est considérée comme une interprétation plus ou moins systématique de la réalité sociale, autrement dit, c'est une mise en place au moins rigoureuse d'une attitude à l'égard de la réalité sociale.

- Au sens péjoratif, une idéologie est une fausse science, justification d'intérêts.

Le rapport religion- idéologie soulève l'épineuse question de la jonction entre la superstructure et l'idéologie pour l'action. La religion comme superstructure est d'origine sociale, alors que l'idéologie est une détermination propre appartenant à une classe 'de combat', « une codification des intérêts partiels d'une totalité partielle de combat »⁵¹.

⁵⁰ L.V.THOMAS et R.LUNEAU, *La terre africaine et ses religions*, 2è éd., L'Harmattan, Paris, 2007, p.318.

⁵¹ *Encyclopaedia universalis*, t.9, Paris, 1988, p.760.

Cette logique nous aurait mieux amené à nous référer à la religion pour une action efficace, car elle est d'origine sociale et par conséquent représente les intérêts de la société globale et repose sur la notion de valeurs.

Cependant, l'expérience nous montre que la religion recourt le plus souvent à une idéologie particulière. Au Moyen Age, elle véhiculait par exemple l'idéologie féodale ; à la révolution industrielle, elle soutenait l'idéologie bourgeoise ; en Afrique du Sud ségrégationniste, la religion avait longtemps justifié l'idéologie de l'apartheid. Bref, la religion peut porter l'idéologie de la classe dominante. On parlerait alors d'une religion idéologique.

Il est aussi vrai qu'une idéologie puisse mettre à son profit des idées tirées de la religion ou de la science. On parle ainsi d'une idéologie religieuse ou d'une idéologie scientifique.

C'est pourquoi l'origine sociale de la religion et la détermination partielle de l'idéologie par une 'classe de combat' nourrissent les définitions des différents auteurs, selon qu'ils considèrent l'idéologie dans l'aspect neutre ou péjoratif.

Selon ALTHUSSER, « une idéologie est un système possédant sa logique et sa rigueur propres de représentation (images, mythes, idées ou concepts selon le cas) doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée»⁵².

Il faut dire que « les idéologies sont des systèmes d'idées propres à des groupes sociaux permettant, non seulement d'expliquer ou de justifier une situation donnée, mais aussi de proposer des cadres pour l'action. Il est évident qu'elles ont aussi leur place dans l'explication des mouvements sociaux. L'idéologie, en effet, crée des causes communes. Elle invite à fondre

⁵²*Encyclopaedia universalis*, p.761.

les acteurs dans un nous, camouflant éventuellement les tensions et les différences, pour donner des armes dans la lutte sociale⁵³ ».

Selon cette tendance, l'idéologie est un corps spéculatif de représentations qui, par déduction, justifie et explique la réalité sociale. François DUMONT dira même que « les idéologies sont des mécanismes indispensables, mais on les considère justement comme des mécanismes ; c'est leur stricte fonctionnalité qui est retenue, et non leur contenu, les valeurs qu'elles expriment ou qu'elles visent »⁵⁴. C'est pourquoi, poursuit-il, leur rôle est de « conférer un sens à la situation par l'action, reconnaître un sens à la situation afin que l'action soit possible »⁵⁵.

En tant que mythe ou idée fausse, elle exprime théoriquement la fausse science ou l'illusion dont elle est l'expression.

Karl MANNHEIM, pour sa part, considère les idéologies comme des « interprétations de la situation qui ne sont pas le produit d'expériences concrètes, mais une sorte de connaissance dénaturée de ces expériences qui servent à masquer la situation réelle et agissent sur l'individu comme une contrainte »⁵⁶.

Outre son aspect déductif, l'idéologie est un système qui transcende l'être social et s'impose à lui pour conserver le groupe. La fonction conservatrice de l'idéologie l'oriente vers le passé et veut que l'avenir suive la même direction.

L'idéologie devient une véritable chasse gardée pour la protection et la diffusion des intérêts de classes, de peuples ou de cultures. Et lorsque ces derniers sont divergents, c'est alors que naissent des conflits interminables car les plus forts travaillent pour que l'avenir suive le passé.

⁵³ P.DEUBEL et M. MONTOUSSE, (sous la dir.de), *Dictionnaire des sciences économiques et sociales*, Ed.Bréal, Rosny, 2002, p.431.

⁵⁴ F.DUMONT, *Les idéologies*, P.U.F., Paris, 1974, p.17.

⁵⁵ *Ibidem*, p.9.

⁵⁶*Ibidem*.

Là-dessus, l'idéologie et la religion font chemin ensemble et se confondent.. Elles ont pour fonction sociale de donner des directives d'action individuelle et collective. Brièvement, nous pouvons dire que la religion peut véhiculer ou se servir d'une idéologie qui peut être un moteur ou un frein au développement.

Alors que des Eglises comme Kimbanguiste et Mooniste insistent sur la notion de travail obligatoire pour le fidèle, la plupart des sectes contemporaines prêchent la pure contemplation. « Certains mouvements contribuent même à soustraire le fidèle à la vie de la société qui l'entoure pour le faire participer uniquement à la vie de l'Eglise qui est alors réellement une secte dans la mesure où elle coupe le croyant du monde extérieur...Les bisokistes par exemple, en même temps qu'ils créent des écoles pour que les congolais puissent un jour diriger seul le pays, vivent dans des camps gardés par des sentinelles et refusent de s'intéresser aux problèmes politiques du pays »⁵⁷.

Ce type de comportement est de genre à produire une idéologie qui freine la construction nationale et poursuit un idéal qui rentre dans les rêveries. Voilà pourquoi MULUMBATI Ngasha définit l'idéologie comme « un faisceau d'idées-forces propres à une époque et appartenant à un groupe social déterminé, qui ont pour fonction de donner des directives d'action individuelle et collective en vue de la réalisation d'un idéal »⁵⁸.

Il y a donc un va et vient entre la religion et l'idéologie et parfois même une compénétration fluctuante selon le temps ou les circonstances, utile ou hostile pour le progrès des peuples. Ainsi, au temps de l'Apartheid, l'Eglise de Transvaal et celle Réformée de Hollande repoussèrent le métissage racial entre Blancs et Noirs, en se servant de certains passages bibliques pour justifier leur idéologie politique (Genèse 9, 18-27).

Mais avec le temps, « fortes de leurs certitudes, les nouvelles religions, comme les anciennes, élaborent une interprétation globale du monde et

⁵⁷ G.BERNARD, *Op.Cit.*, p.58.

⁵⁸ MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*, p. 141.

proposent d'autres repères qui régissent l'action et la vie de l'homme. Ce ne fut pas par hasard que la destruction du monde fut prophétisée au Congrès du Renouveau Charismatique Catholique à Rome en 1975 »⁵⁹. C'était une lecture de la situation sociale mondiale à un moment donné.

Finalement, dans cette panoplie des définitions, MULUMBATI Ngasha considère l'idéologie comme « un puissant facteur de changement social dans la mesure où elle propose et amène les gens à œuvrer dans la direction de l'idéal qu'elle s'est fixé. Pour amener les gens à œuvrer dans la direction qu'elle a tracée, l'idéologie doit avoir une force persuasive »⁶⁰.

Dans la culture africaine, cette force de persuasion est le produit de la conjugaison entre le profane et le sacré, entre l'idéologie et la religion, qui est le support de toutes les activités de la vie sociale. En effet, « l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante de la société », et dans la plupart des cas, « cette idéologie est exprimée par les grandes religions : christianisme, islam, hindouisme, bouddhisme, confucianisme »⁶¹ ; et pourquoi pas le kimbanguisme en RDC ?

1.4.Eglise et système de valeurs.

Parler de système de valeurs nous paraît d'emblée contradictoire, car le système est une notion statique, alors que le terme valeur est dynamique.

Selon Jean-Yvon BIRRIEN, un système est un ensemble d'éléments organisés en vue d'un but précis, autrement dit, « tout ce qui est organisé en vue d'atteindre un objectif constitue un système »⁶².

Pour Guy ROCHER, « la valeur se présente comme un idéal, un but, un objectif ; elle est donc, par certains côtés, extérieure aux personnes – surtout dans son aspect collectif,- en ce qu'elle est un stimulus qui peut ou même qui doit affecter la motivation des personnes »⁶³. On peut ainsi dire

⁵⁹ M.MAT HASQUIN, *Op.cit.*, p.28.

⁶⁰ MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*,p. 142.

⁶¹ S.AMIN, *Classe et nation*, Ed. Minuit, Paris, 1979, p.59.

⁶² J.-Y. BIRRIEN, *Information et management .Initiation à la théorie des systèmes*, Dunod, Paris, 1970,p.29

⁶³ G. ROCHER, *Introduction à la sociologie générale*, t.3 : *Le changement social*, Ed. Hurtubise, Montréal, 1969, p.437.

avec GOLFIN que « c'est comme normes sociales que la sociologie atteint et envisage les valeurs »⁶⁴.

Ce concept de système de valeurs renvoie à un ensemble ou à un tout organisé et cohérent d'idées, de symboles ou de normes qui déterminent le comportement individuel ou collectif en vue d'un objectif précis.

L'Eglise impose ses normes à ses fidèles ; et à force de les idéaliser, elles deviennent des valeurs qui les motivent et guident la vie sociale.

Il va sans dire que grâce à l'idéologie et aux valeurs qu'elle véhicule, l'Eglise est un agent du changement social ; dans la mesure où elle contribue au développement de la conscience collective d'une société et inculque dans l'esprit de ses membres une nouvelle vision des choses ou de nouvelles mentalités.

Ajoutons avec Philippe DEUBEL et Marc MONTOUSSE que « les valeurs sont des idéaux collectifs qui donnent du sens au monde en définissant les critères du bon goût et du mauvais goût, du juste et de l'injuste, du beau et du laid, du tolérable et de l'inacceptable. Les valeurs jouent indiscutablement un rôle dans la genèse du changement social »⁶⁵.

Dans les pays du Sud, ce changement peut prendre la forme de la 'déconnexion' par rapport aux pays du Nord. Il s'agit, selon le Grand Dictionnaire Larousse, d'une stratégie tendant à rendre les pays en développement moins dépendants des pays développés, en échappant ainsi au rouleau compresseur de la domination.

Par ailleurs, pour définir ce terme, le sociologue belge Olgierd KUTY revient à la question de la direction de la marche du monde, à savoir « dans quel monde vit-on ?...Jusqu'où ira-t-on ? voilà deux questions qui s'entendent, aujourd'hui, à chaque coin de la rue. Utilisées à tout propos et à toute occasion, ces interrogations expriment à souhait la perception qu'a le public d'un 'malaise de société' ou d'une 'crise de valeurs'. Valeurs. Ce mot est essentiel, aujourd'hui. Jamais, il est vrai, il n'en fut autant question...Pour le sociologue aussi, le terme 'valeurs' a toute son importance. Les valeurs constituent même, avec les intérêts, deux des concepts clés de la

⁶⁴ J. GOLFIN, *Les 50 mots-clés de la sociologie*, Ed. Privat, Toulouse, 1972, p.148.

⁶⁵ P.DEUBEL et M.MONTOUSSE, *Op.Cit.*, pp. 430-431.

sociologie contemporaine...La sociologie s'attache à décoder comment ils s'articulent »⁶⁶.

L'opérationnalité de ces concepts distinguent les pays du Nord et ceux du Sud.

Section 2 : Le Sud

Après la deuxième guerre mondiale, des voies s'élèvent dans les colonies, pour réclamer leur indépendance. Les deux grandes puissances étant aussi peu favorables à la colonisation, les anciennes métropoles occidentales firent face à la furie des colonies. L'Inde, l'Indonésie, le Viêt-nam réclamèrent leur autonomie. Certains d'entre eux l'arrachèrent par des guerres d'indépendance : la Guinée Bissau, l'Angola ou l'Algérie.

Le droit de regard de l'ONU sur les Etats membres, la solidarité afro-asiatique manifestée par la Conférence de Bandoeng en 1955 autour de grandes figures de ce moment telles que Nehru de l'Inde, Nasser d'Egypte..., permirent la consolidation des liens entre ces nouveaux Etats dits non-alignés.

Vers les années 1960, apparurent des concepts 'Sud', 'Nord', 'Périphérie' ou 'Centre'. Le Sud ou la périphérie désigne les pays qu'Alfred SAUVY appelait déjà en 1952 le Tiers-Monde. Il s'agit des nations dont la pauvreté se justifie par « un manque de connaissances techniques, de capital, de main-d'œuvre qualifiée, de conditions de vie propices à la croissance économique, et, deuxièmement, par des institutions peu favorables au progrès. On fait remarquer, en troisième lieu... que chaque élément est à la fois cause et effet »⁶⁷.

En effet, toute l'histoire de l'humanité peut se lire en dernière analyse comme un jeu subtil entre les valeurs et les intérêts. A ce niveau, le rôle de la sociologie est de chercher à identifier les articulations qui les distinguent pour l'action. C'est pourquoi l'auteur définit les valeurs comme des « sentiments puissants fondateurs de légitimité »⁶⁸. Ce que les valeurs

⁶⁶ O. KUTY, *La négociation des valeurs. Introduction à la sociologie*, De Boeck et Larcier, Bruxelles/Paris, 1998, p.9

⁶⁷ J. LABBENS, *Op.cit.*, p.255.

⁶⁸ O.KUTY, *Op.cit.*, p.12.

relèvent du domaine émotionnel différent du calcul rationnel, et elles légitiment les comportements sociaux dans la mesure où elles montrent ce qui est bien à faire.

Depuis des siècles, on lie la notion de valeurs à celle des intérêts, car la société choisit ses valeurs en fonction de ses intérêts. Et les valeurs sociales déterminent le comportement individuel. C'est à raison que Alain TOURAINE qualifie les valeurs de garants métasociaux, antérieurs à l'action humaine, elles sont transcendantes.

Par garants métasociaux, l'auteur veut signifier deux choses, « tout d'abord que le monde des hommes trouve son fondement ailleurs : dans la religion par exemple⁶⁹ ». Le débat sur la notion de valeurs est long. L'économie et la sociologie, les dernières nées des sciences sociales, traitent du concept d'intérêts, mais seule la sociologie s'intéresse au de concept valeurs. Le français MONTESQUIEU parlait des mœurs, Alexis De TOCQUEVILLE de passions collectives et Emile DURKHEIM de la conscience collective. « Les valeurs ne sont pas que des forces de reproduction d'un passé. Les valeurs sont aussi moteurs de changement »⁷⁰.

En outre, le concept 'Sud' désigne en géographie, l'un des quatre points cardinaux qui est opposé au 'Nord'. Avec S majuscule, il désigne l'ensemble des pays et régions de l'hémisphère sud, dont l'Afrique. Cependant, ce terme qui est devenu synonyme de 'périphérie' acquiert une connotation purement idéologique dans la géopolitique mondiale de l'inégal développement. Il est aussi synonyme de Tiers Monde. « Ce que l'on appelle communément le Tiers Monde est plus vaste que le premier monde des nations riches (Europe occidentale, Canada, Etats-Unis, et Japon), plus le second monde des pays du bloc communiste. En ce sens, c'est une réalité d'immense importance. Dans un autre sens...le Tiers Monde est un concept artificiel à la définition vague et inconsistante : un fourre-tout de pays hautement disparates en termes économiques, culturels, politiques, raciaux

⁶⁹ O.KUTY, *Op.cit*, p.16.

⁷⁰ *Ibidem*, P.47.

et ethniques. La pauvreté passe pour être la caractéristique définissant le Tiers Monde, mais de substantielles régions géographiques et des classes sociales entières dans ce Tiers Monde sont loin d'être pauvre »⁷¹.

Il est vrai que « l'histoire du système international est par excellence une histoire de l'inégalité. Et cela non seulement en raison de la grande disparité des qualités naturelles qui contribuent à la puissance et à la richesse des collectivités politiques, mais aussi en raison des conditions fondamentales qui ont toujours marqué leur existence...Par l'étendue de leur territoire, leur population, leurs ressources naturelles et leur situation géographique, les Etats sont, pour ainsi dire, nés inégaux et ce, à tel point que les inégalités naturelles entre les individus paraissent en comparaison presque marginale. De plus, aux inégalités qui accompagnent la naissance des collectivités politiques, vient s'ajouter l'irrégularité de leur développement ultérieur»⁷².

L'enjeu que représente une telle considération est double :

- Celui d'abord de justifier l'inégalité entre les Etats par leur situation naturelle, ce qui consoliderait la position des déterministes qui soutiennent la thèse du fatalisme naturel de la pauvreté.

- Ensuite l'enjeu de considérer que l'inégalité entre les Etats est le résultat ou l'aboutissement d'un système international séculaire basé sur le droit 'd'autodéfense', à savoir le 'droit' pour les puissants de définir leurs intérêts légitimes et de les défendre âprement. A ce sujet, Thucydide rapporte les propos suivants des Athéniens aux Méliens : « les puissants extorquent ce qu'ils peuvent et les faibles cèdent ce qu'ils doivent »⁷³

2.1. L'autodéfense.

R.W.TUCKER définit l'autodéfense, comme le terme même l'indique, le

⁷¹ TH. SORELL, *Race, politique et économie. Une approche internationale*, PUF, Paris, 1986, p.224.

⁷² R.W. TUCKER, *De l'inégalité des Nations*, Ed. Economica, Paris, 1980, p.3.

⁷³ *Ibidem*, p.4.

‘droit’ de l’Etat à se déterminer quand ses intérêts légitimes sont menacés, ou violés, et à utiliser les mesures coercitives qui peuvent lui paraître nécessaires à la défense de ces intérêts. »⁷⁴ L’actuelle mondialisation rentre dans cette logique de la défense des intérêts économiques, politiques et culturels des Etats forts.

Selon Raymond ARON⁷⁵, ce système qui guide les relations internationales est à la fois anarchique et oligarchique.

- Anarchique, car le système international ne dispose pas de monopole de la violence légitime pour contraindre les plus forts de ne pas marcher sur les plus faibles. (Comme le cas des USA qui ont attaqué l’Irak en 2003 sous prétexte de détenir les armes de destruction massive introuvables à ce jour.)
- Oligarchique, car la protection de ses droits, dépend de sa force.

En effet, un Etat peut être lésé, mais lorsqu’il ne dispose pas des moyens, de force pour réclamer ses droits, il reste dominé et manipulé par le puissant. Les droits dépendent de la force.

Le principe de l’autodéfense consolide ainsi le déphasage entre les pays développés et les pays sous-développés ; entre ‘ceux qui ne dorment pas’ et ‘ceux qui ne mangent pas’, disait Josué DE CASTRO ; ces derniers inspirent la peur de révolte aux premiers. Il explique également dans le système international la course au nucléaire, en vue de créer un équilibre des puissances afin de modérer les relations entre les grandes puissances, mais surtout de se hisser au-dessus des Etats faibles.

Mais cet équilibre a-t-il réduit les inégalités entre les forts et les faibles ? A-t-il protégé les intérêts des faibles ? Pas nécessairement, car plusieurs décennies après la course à l’armement, après la chute du

⁷⁴ R.W.TUCKER, *Op.cit.*, p.4.

⁷⁵ R. ARON, *Des illusions du progrès, essai sur la dialectique de la modernité*, Calmann-Lévy, Paris, 1969.

communisme, l'autodéfense persiste et le fossé entre les riches et les pauvres s'enfoncent davantage. Le bras de fer inégal persiste : d'un coté il y a le jeu 7 qui protège les intérêts des riches ; et d'autre part le jeu 77 qui défend ceux des pauvres.

C'est à juste titre que Roger D. HANSEN souligne que « l'un des traits les plus marquants de la politique internationale de ces dernières années est la revendication formulée par les gouvernements d'une grande majorité de pays représentant plus de la moitié de la population du monde, qui estiment ne pas recevoir une part 'équitable' de la richesse et de la puissance mondiales»⁷⁶.

2.2.Le clivage Nord-Sud.

« Le clivage Nord-Sud, produit d'une longue évolution, se voyait reconnaître officiellement une importance au moins égale à celle de la division du monde entre l'Est et l'Ouest... Cette confrontation des riches et des pauvres s'exprimait non seulement en termes d'économie, mais de morale ; avec une surprenante rapidité, elle devenait la lutte entre les privilégiés et les démunis , entre les favorisés et les exploités »⁷⁷.

Un regard minutieux sur l'histoire nous indique que l'évolution des sociétés s'est opérée sur base d'un découplage entre une 'tête' qui commande un vaste 'empire' ; d'un centre qui régleme une vaste périphérie. Aux siècles passés, l'Egypte ancienne, la Perse de Cyrus, la Grèce antique, Rome, etc., étaient successivement le centre du monde et de civilisation ; de vastes empires qu'ils commandaient étaient légués dans le rang des barbares.

Ce découplage s'étendra à la colonisation où les métropoles s'étaient constituées en centre d'où partaient toutes les réglementations en direction d'un vaste empire colonial, la périphérie, en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine.

⁷⁶ R. D. HANSEN, cité par A. FISHLOW et al., *L'économie mondiale : pays pauvres et pays riches*, Ed. Economica, Paris, 1981, p.3.

⁷⁷ *Ibidem*, p.13.

Au même moment, en raison du principe d'autodéfense, le clivage se dessine entre l'Occident capitaliste et l'Est communiste. La fin de la colonisation ou de la guerre froide n'a pas résolu le problème de la division Nord-Sud. Car le Nord ou le centre désigne l'Occident capitaliste qui seul édicte les règles et les critères de passage de pays sous-développés en pays développés. Le Nord est aussi chargé des activités stratégiques, de la production des équipements de pointe et de la technologie avancée, le software. Ce sont les pays riches.

Le Sud ou la périphérie désigne les pays pauvres ou le Tiers Monde où « c'est la production du secteur primaire qui fournit l'essentiel des moyens d'existence. La population est formée en majorité de paysans qui cultivent selon des méthodes primitives »⁷⁸. Ces pays s'occupent des activités économiques les moins complexes allant de la fourniture des minerais et des matières premières à la consommation des produits manufacturés importés d'Occident. C'est le hardware.

C'est à ce niveau qu'intervient le concept tourainien de rapports de classes transposés ici au niveau des Etats ou des organisations. En effet, « les rapports de classes ne sont ni des rapports de concurrence ou de superposition à l'intérieur de l'ordre social, ni des rapports de contradiction, mais des rapports de conflit, qui se manifestent le mieux par les mouvements sociaux qui mettent en œuvre la double dialectique des classes sociales, lutte entre deux adversaires défendant des intérêts privés, mais prenant aussi en charge le système d'action historique »⁷⁹.

Très souvent, ce rapport économique entre le Nord et le Sud passe par la sous-traitance. Il s'agit d'un « arrangement contractuel entre une entreprise (appelée donneur d'ordres) et une autre entreprise (appelée sous-traitant) en vue de la production des pièces, composants, sous-ensembles, ou ensembles devant être incorporés dans un produit qui sera vendu par le

⁷⁸ A.K.CAIRNCROSS, *Op.cit* , p.14.

⁷⁹ A. TOURAINE, cité par J.-P. DURAND et R.WEIL, *Op.Cit.*, p.247.

donneur d'ordres »⁸⁰. La première entreprise se trouve au Nord et la seconde au Sud.

C'était bien le cas entre les chocolatiers de France et les planteurs de cacao de Cote d'Ivoire. Les relations entre la Gecamines (RDC) et Hoboken (Belgique) n'échappent pas à cette règle.

La sous-traitance peut prendre plusieurs formes. En 1969, le Programme mondial de l'emploi, par le biais du Bureau International du Travail (B.I.T.), envisageait le développement de la sous-traitance dans un grand nombre d'activités pour intégrer des espaces sous-développés dans la division internationale du travail. Ce à quoi réagit énergiquement Nhu LE ABADIE qu'il s'agit d'un projet qui relève de l'idéologie du développement inégal et de la dépendance où le secteur moderne et les capitaux restent pour l'Occident et que les PSD demeureront des fournisseurs des matières premières. « Il s'agit d'un processus de reproduction à l'échelle mondiale et à l'intérieur de chaque pays d'accueil, d'un mode de production inégal. L'injection des capitaux induit au sein des PSD des rapports de dépendance qui peuvent prendre une forme économique par des transferts de technologie et des processus de segmentation de la production, mais aussi une forme sociale par la diffusion d'un nouveau mode de consommation »⁸¹.

D'autre part, cette division inégale du travail se veut exclusive pour certaines activités du Hardware. La guerre et l'obsession des USA contre des Etats désobéissants comme l'Irak, l'Iran ou la Corée du Nord qui développeraient une technologie nucléaire de pointe réservée au Nord se justifient.

Cette logique d'inégalité se déplace indéfiniment en centre-périphérie. Ainsi même dans les Etats pauvres, les capitales, les missions, les villes et les firmes capitalistes y implantées reconstituent les caractéristiques du Centre ; alors que l'arrière - pays garde les traits de la Périphérie. C'est dans cette optique que des régimes comme celui de Mugabe du Zimbabwe attire

⁸⁰ I.DEBLE et al., *Vivre et survivre dans les villes africaines*, P.U.F., Paris, 1982, p.195.

⁸¹ *Ibidem*, p.201.

toutes les foudres du Nord, car il porte atteinte aux représentants (fermiers blancs) du Centre au Sud.

Toutefois, géographiquement parlant, les frontières entre le Nord et le Sud sont idéologiques ; en effet, il y a au Sud des Etats comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui sont considérés comme des pays du Nord ; et au Nord des Etats comme l'Inde et la Chine qui font économiquement partie du Sud.

Outre cette analyse économique, la confrontation des pays riches et pauvres s'exprime également en terme de morale. Car le problème qui se pose dans les inégalités sociales et d'échange est de près lié à l'équité dans la distribution du revenu ou dans la gestion des ressources disponibles.

Dans son livre « L'Afrique peut-elle partir ? », Albert MEISTER revient avec insistance sur le problème de la morale du développement dans les pays du Sud. Car, pense-t-il, quelle que soit l'idéologie embrassée par un Etat, tout restera vain, si la morale n'y tient pas de place⁸². L'auteur est même persuadé que « l'Afrique n'est pas partie du tout. Elle est peut-être même en régression. Les développements qui ont pris place actuellement, représentent en fait les rebours nécessaires à l'installation des élites nées des indépendances nationales⁸³ ». Ce qui est tout à fait exact.

Réagissant à ce propos NTUMBA Lwaba s'interroge : « où vont et que font les cadres africains, notamment ceux qui fréquentent les allées du pouvoir. Aujourd'hui, chaque Président est entouré d'une cour remplie de docteurs, de détenteurs de maîtrises, licences et autres parchemins universitaires, grassement rémunérés. C'est une raison pour laquelle les intellectuels africains ne veulent pas en général s'éloigner de la capitale. »⁸⁴

Mais que font-ils ?

⁸² A. MEISTER, *L'Afrique peut-elle partir?*, Seuil, Paris, 1966, p.8.

⁸³ *Ibidem*.

⁸⁴ NTUMBA LWABA, « L'intellectuel africain face au développement de son pays », dans *Zaire - Afrique*, n°249-250, 1990, p.450.

- « les soucis fondamentaux de l'élite africaine tournent autour de l'autosatisfaction. Ils sont essentiellement égocentriques. Il s'agit d'une élite de jouissance, d'étalage, d'apparat, de prestige, notoirement inconsciente. La gabegie, la dilapidation des deniers publics, la concussion, les pots de vin occupent une place de choix dans son échelle des valeurs.»⁸⁵

Ce constat malheureux pour le développement n'est pas fait par les africains eux-mêmes ; pour beaucoup d'habitants du Nord, parmi lesquels ceux qui sont les plus acquis à la cause d'une grande égalité entre les nations, il est essentiel de savoir si une réforme de l'ordre international améliorera le sort des pauvres du monde entier. La stabilité des relations internationales ne dépend pas seulement des grands accords entre les nations mais aussi de l'évolution interne de ces nations»⁸⁶. C'est pourquoi la lutte contre le sous-développement ne consiste pas seulement à « prendre aux riches leurs biens matériels et les 'donner aux pauvres'. Le développement doit surtout se poser en terme d'équité au Sud : le respect du bien commun, tenir compte des aspirations du peuple, considérer les priorités urgentes du pays, la répartition équitable du revenu national, la lutte contre la corruption, la paix et la solidarité, et surtout la participation populaire à cet exercice.

A notre avis, ce qui est dit de la morale vaut également pour le Nord, car le plus souvent, cette élite africaine agit en tant que marionnette ou représentant du Nord qui la soutient militairement, politiquement et économiquement ; malgré le soupir d'un peuple agonisant.

2.3. L'avenir de l'inégalité.

Au delà des discours prometteurs des dirigeants politiques au Nord comme au Sud, le désespoir du lendemain plane sur les esprits. Richard FAGEN avoue que « consciemment, et non sans une certaine tristesse, nous avançons l'idée que la lutte menée par le Sud contre le Nord pour obtenir

⁸⁵ NTUMBA LWABA, *Art. déjà cité*, p.451.

⁸⁶ A. FISHLOW et al., *Op.cit.*, p.37.

une plus juste part de la richesse internationale ne promet pas une amélioration de l'équité dans le Sud »⁸⁷. D'où le pessimisme qui imprègne le développement de cette partie du monde.

Il en est de même pour la réforme de l'ordre international, « telle qu'elle était conçue par les pays dominants, ne pouvait ni résoudre les problèmes de l'inégalité à l'intérieur des pays, mais au contraire à accroître ces inégalités, ni résoudre les problèmes de l'emploi, mais au contraire désorganiser la vie »⁸⁸.

A la Conférence mondiale sur la Terre à Johannesburg en 2002, le constat du fossé entre les riches et les pauvres s'est aggravé. La seule solution reste le commerce, un commerce sain, entre les producteurs et les transformateurs. Le constat de la détérioration de l'environnement dû à l'effet des gaz toxiques est criant. Cependant, toujours à cause du principe de l'autodéfense, les plus grands Etats polluants comme les USA, refusent d'admettre leur responsabilité sur des paisibles innocents que sont les PSD. Là encore revient au galop le problème de morale soulevé plus haut.

Tout ce qui précède sur l'immoralité du système international du développement justifie notre intérêt de nous orienter vers l'Eglise pour une pédagogie nouvelle de développement national et international en vue de réduire les affres de la mondialisation actuelle.

Pendant les années de l'indépendance, les Eglises indépendantes avaient tranché le cordon ombilical de la dépendance vis-à-vis des Eglises mères et du pouvoir colonial.

Il n'est plus à démontrer, dit TIRYAKIAN, que « la nouvelle optique sur la décolonisation doit beaucoup à Georges BALANDIER pour avoir placé devant la conscience sociologique le rôle fondamental du messianisme, qui certainement est une manifestation du sacré, dans la prise de conscience

⁸⁷ R.R. FAGEN, cité par A.FISHLOW et al., *Op.cit.*, p.167.

⁸⁸ R. GARAUDY, *Appel aux vivants*, Seuil, Paris, 1979, p.79.

politique en Afrique Equatoriale » ⁸⁹. Georges BALANDIER met en relief la contribution du réveil religieux pour le réveil politique.

C'est cette même logique de la jonction du sacré au profane évoquée plus haut qu'il faudra appliquer pour sortir notre pays du sous-développement et de lui donner les meilleures chances d'entrer dans le concert des nations mondialisantes.

Il s'agit pour nous de briser le principe métaphysique de l'opposition des contraires selon lequel deux phénomènes contraires ne peuvent jamais coexister ni coopérer.

La sociologie militante de la libération dépasse cette dichotomie et soutient l'unité dialectique des contraires, spécialement ici, le profane peut coopérer avec le sacré dans la recherche du bien-être total de l'homme. Elle analyse les rapports sociaux, souvent voilés, et les fait apparaître.

Pour la recherche des solutions au problème du sous-développement, Eglises et Etat ne peuvent plus que coopérer.

Section 3 : Eglise du Sud

Pour les pays en développement, l'élaboration d'une nouvelle conception de l'histoire nationale n'est pas chose facile à faire. L'attitude envers l'histoire nationale fait l'objet d'une âpre lutte idéologique qui, selon Rosan RAUZDUEL, est l'affaire de l'intelligentsia du Sud. Car, « c'est l'intelligentsia qui a senti le plus les effets de l'offensive étrangère contre l'héritage historique, culturel et spirituel des pays asservis » ⁹⁰.

Il faudra inclure dans cette intelligentsia, non seulement l'ensemble des intellectuels du pays, mais aussi les mouvements sociaux tels que les Eglises nationales qui luttent pour la décolonisation culturelle et la libération nationale ; étant donné que « les réactions culturelles les plus vigoureuses à l'oppression coloniale se sont manifestées sur le terrain

⁸⁹ E. A. TIRYAKIAN, *art. cité*, p.209

⁹⁰ R. RAUZDUEL, *Op. cit.*, p.57.

religieux à travers les cultes prophétiques de libération : Cargo Cult en Mélanésie, Dream Dance en Amérique, Kimbanguisme au Congo, Cao Daï au Vietnam»⁹¹.

De ce qui précède, on peut parler d'Eglise du Sud. Mais il s'agit aussi de l'ensemble des confessions religieuses implantées dans les pays en développement en général, et en RDC en particulier ; elles ont pour caractéristiques principales la lutte contre l'assujettissement, contre la ' mort de la culture du pays'.

Cette Eglise doit utiliser des stratégies de développement autres que celles de l'Eglise du Nord. Car les conditions sociales des peuples à évangéliser n'étant pas les mêmes, ainsi que leurs aspirations, l'Eglise du Sud ne peut recourir aux stratégies tracées au centre à plus de mille kilomètres du bénéficiaire. Il faut aujourd'hui une Eglise mobilisatrice des masses au développement endogène et participatif. De ce nombre, on peut compter le Kimbanguisme en RDC.

Section 4 : Eglise Kimbanguiste.

La sociologie du développement national au Congo retient une grande disparité en ce qui concerne les motivations au progrès national entre les schèmes conceptuels de la sociologie classique et ceux des peuples ou nations sorties à peine de la colonisation. A cet effet, « les études de Georges BALANDIER ont mis en évidence le rôle des mouvements religieux africains dans la prise de conscience de l'aliénation coloniale tant au Congo-Brazza qu'au Congo-Kinshasa(...) Au Congo-Kinshasa les sectes sont souvent considérées par les autorités nationales ou régionales comme un facteur de trouble. Mais, dans le même temps, l'Eglise de Jésus-Christ sur la Terre par le Prophète Simon KIMBANGU, tend à devenir une église nationale.»⁹²

Face aux multiples problèmes économiques et culturels qui ont suivi l'indépendance politique de la RDC, les diverses Eglises congolaises à leur

⁹¹ Editorial de *Alternatives Sud*, 2000, p.10

⁹² G.BERNARD, *Op.Cit.*, p.55.

origine, surtout le Kimbanguisme, apparaissent comme des contestations des Eglises des Blancs, voire du monde du Blanc.

Cette contestation peut se limiter à trois niveaux :

- soit de montrer aux Blancs que les Noirs peuvent aussi s'organiser comme eux,
- soit montrer aux Blancs que les Noirs peuvent aussi créer des églises aussi chrétiennes et universelles que celles des Blancs,
- soit ne pas adopter tout ce que disent les Blancs qui peuvent aussi se tromper ; nos ancêtres détenant également une part de vérité. Cette dernière orientation est révolutionnaire.

Dans ce contexte, « l'indépendance religieuse des nouvelles églises fut la première et essentielle étape de développement des nouvelles nations. Ce fut au sein de ces églises que surgirent les premières institutions modernes développées par les Africains eux-mêmes, c'est-à-dire les premiers cas d'africanisation. Ces églises et leurs grands prophètes tels Kimbangu..., préparèrent le terrain de l'indépendance politique qui suivit : seule une manifestation du sacré a le pouvoir de nier ce qui passe pour un autre sacré⁹³ ».

En effet, le système colonial avec sa promesse d'assimilation acceptée pour un moment par les intellectuels déracinés avait un caractère sacré, qui ne pouvait être éradiqué que par les nouvelles églises qui furent le berceau d'un nouvel ordre qui se dressa non seulement contre le régime colonial mais aussi contre le système coutumier inadéquat au christianisme.

Brièvement, il n'y a aucun doute, en RDC que l'Eglise Kimbanguiste ait été le levain de la destruction coloniale et de la construction nationale du futur Etat congolais. A ce propos, TIRYAKIAN soutient que « les travaux d'autres chercheurs sur le Congo, le Nigeria, le Ghana, le Kenya, etc., confirment l'impression que le nationalisme africain a ses sources profondes

⁹³ E.A TIRYAKIAN, *art .déjà cité.*, pp.209-210.

dans les agitations religieuses des années de la Grande Guerre et des années 20. L'aspiration du peuple à l'indépendance politique a comme chrysalide l'effervescence religieuse »⁹⁴ , même si, pour la pensée laïque, la religion est tendue vers le passé. Cette opinion relève des chemins battus du principe métaphysique d'identité.

4.1.Des origines.

« Le Kimbanguisme se définit comme le christianisme résultant de l'ensemble des actions et des enseignements de Simon KIMBANGU. Il émerge, à partir du 6 avril 1921, du village de N'kamba, dans le sud-ouest de l'ex-Congo belge, en Afrique centrale. L'acte général qui sanctionne, en février 1885, la Conférence de Berlin que convoque BISMARCK en 1884 et à laquelle prennent part quatorze puissances très activement intéressées à la colonisation de l'Afrique, fixe, pour l'essentiel, le cadre géographique dans lequel naîtra le Kimbanguisme⁹⁵ ».

Cette conférence consacra la victoire personnelle du roi des Belges, qui devint seul maître de l'Etat Indépendant du Congo. Son régime était caractérisé par des tortures et des exactions que nous avons signalées précédemment, et à propos desquelles TIRYAKIAN nous rappelle que « les nouvelles églises, issues de l'église missionnaire et fidèles au message authentique chrétien de libération globale de l'esprit quand il rencontre la divinité, furent le berceau d'un nouvel ordre »⁹⁶ en RDC.

Le mouvement kimbanguiste prit la tête de fil de ces mouvements dans la marche vers la souveraineté nationale et internationale. Car, bien loin en 1921, Simon KIMBANGU condamnait déjà le régime injuste de colonisation et d'inégalité de races. Il prêchait déjà le message d'espoir qui nourrit la prise de conscience chez les politiciens, soit : « dans les jours avenir, le Blanc deviendra Noir, et le Noir deviendra Blanc ». Ce qui signifie tout simplement qu'un jour les Noirs accéderont à l'indépendance et occuperont dans la gestion de leur propre destin, les postes qu'occupaient les Blancs.

⁹⁴ E.A TIRYAKIAN, *art .déjà cité*, p.209

⁹⁵ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, pp.11-12.

⁹⁶ E.A TIRYAKIAN, *art.cité.*, p.210.

4.2.La construction de l'Eglise.

Mais quarante ans après, le rêve devint réalité. « Alors même que la jeune administration congolaise éprouvait bien des difficultés à maintenir l'appareil hérité de la colonisation, l'Eglise de Jésus-Christ sur la Terre par le Prophète Simon KIMBANGU est parvenue à s'organiser. L'Eglise a crée dans toutes les régions des écoles primaires et secondaires, des mouvements de jeunes, des femmes...Souvent traitée à égalité avec les églises protestantes et l'église catholique, l'Eglise de Jésus – Christ sur la Terre par le Prophète Simon Kimbangu paraît à beaucoup être une véritable église nationale. Elle est certainement sinon nationale, tout au moins nationaliste »⁹⁷.

A cet effet, l'Eglise Kimbanguiste, opposée au tribalisme et au séparatisme, insiste sur l'importance de l'unité nationale comme gage de la construction nationale. C'est pourquoi les sermons des pasteurs mobilisèrent les fidèles de ne pas soutenir la sécession katangaise. Cet état d'esprit soutint la concorde observée chez les politiciens à la Table Ronde de Bruxelles.

Pour revenir à la construction de l'Eglise, c'est en 1959 que les différentes tendances qui se réclamaient toutes du fondateur Simon KIMBANGU se rassemblèrent autour de DIANGIENDA Kuntima, dernier fils du fondateur. Le 24 décembre 1959, le Gouverneur Général de la Colonie concéda la liberté de culte aux Kimbanguistes, après une pétition lui adressée. Ce geste produisit un grand effet dans le chef des politiciens congolais.

Contrairement à d'autres mouvements religieux qui furent éphémères ou régionaux, caractérisés par le refus de collaborer avec les autorités, à d'autres qui parvenaient même à soustraire leurs fidèles à la vie de la société nationale, ou encore qui refusaient à leurs fidèles toute participation à l'effort national, l'Eglise Kimbanguiste a joué un rôle positif dans la construction nationale.

⁹⁷ G.BERNARD, *art. déjà cité*, p.56.

« Il faut ajouter que le rôle joué par les jeunes églises dans la modernisation de l'Afrique rappelle celui que joua la Réforme au 16^e siècle. Ce fut la Réforme qui, en brisant l'unité de l'ordre social européen sanctifié par l'Eglise de Rome, provoqua l'essor de la modernisation économique et politique de l'Europe ; l'intégration nationale eut lieu autour des églises nationales qui justifiaient l'indépendance politique et culturelle »⁹⁸.

4.3.L'autonomisme.

Les effets des Eglises locales congolaises sur la conscience nationale et sur la construction nationale du Congo varient suivant le type de mouvement. Issues presque toutes de la contestation du pouvoir colonial, et aussi de la secte importée de l'Occident, les églises locales sont à la fois catalyseur d'un autonomisme envers le monde occidental et un opium qui endort le peuple dans le monde du rêve et du mythe de félicité avenir à l'ancestrale. Mais ce qui distingue le Kimbanguisme des autres sectes, c'est à la fois l'échec de leur tentative (organisation se limitant le plus souvent qu'à l'organigramme), leur subsistance actuellement en petites bandes ethnico-tribales, isolées de la vie nationale, et la réussite de l'Eglise Kimbanguiste qui est devenue une véritable église nationale.

L'autonomisme qui la caractérise se distingue de celles des autres par la culture de la participation à la construction nationale. En effet, le Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse distingue deux acceptions du concept autonomie ; à savoir :

- la situation d'une collectivité ou d'un organisme public doté de pouvoirs et d'institutions lui permettant de gérer ses affaires sans interférence du pouvoir central,

- la capacité de quelqu'un à ne pas être dépendant d'autrui, caractère de quelque chose qui fonctionne ou évolue indépendamment d'autre chose.

Pour revenir à l'Eglise Kimbanguiste, nous constatons que le réveil religieux s'identifie à un « dynamisme qui mobilise la masse en lui donnant

⁹⁸ E.A.TIRYAKIAN, *Art. déjà cité*, p.211.

le sentiment de participer à quelque chose de vraiment plus grand qu'elle, quelque chose où elle puise l'énergie et la motivation indispensables à l'activité de la vie ordinaire »⁹⁹ de la nation.

Cependant, Louis-Vincent THOMAS et René LUNEAU s'interrogent si la signification du messianisme a changé avec la venue du temps des indépendances ? – « il n'y a pas de réponse unique à la question posée. Il faut aujourd'hui juger chaque cas. Il semble que le matswanisme soit demeuré largement étranger à l'effort de construction nationale entreprise par le Congo-Brazzaville. Le Kimbanguisme représente au Zaïre une force avec laquelle il faut compter »¹⁰⁰, en raison de son autonomie de pensée et d'action en tant qu'Eglise locale.

En effet, le véritable problème des Eglises d'Afrique, c'est celui qu'a soulevé Burgess CAR en mai 1974, dans une réunion de la CETA, en ces termes : « un des obstacles des Eglises africaines aujourd'hui, c'est le problème des pouvoirs. Bien que, dans la plupart des cas, la direction de l'Eglise semble appartenir physiquement aux autorités locales, le pouvoir réel se trouve ailleurs. Ce pouvoir manipule l'Eglise en contrôlant ses finances, ses programmes, ses projets »¹⁰¹. C'est pourquoi l'Assemblée ad hoc avait adopté une politique de moratoire qui consiste à refuser de recevoir des fonds et du personnel étrangers, estimant que c'est le meilleur moyen de donner à l'Eglise africaine le pouvoir d'accomplir sa mission dans le cadre africain, de guider nos gouvernements et nos peuples pour qu'ils trouvent des solutions à leurs dépendances économiques et sociales¹⁰² » ici sur place. Tant que l'Eglise africaine demeurera elle-même dépendante de l'extérieur, en tant que force morale convaincante des masses, elle ne pourra produire que des hommes et des femmes dépendants, et attendant des autres toute solution à leurs problèmes.

En prenant une telle décision, l'Assemblée des Eglises de Toute l'Afrique réunie à Lusaka en mai 1974 rejoint la préoccupation majeure de

⁹⁹E.A.TIRYAKIAN, *Art. déjà cité*, p.209

¹⁰⁰ L.-V. THOMAS et R. LUNEAU, *Op.Cit.*, p.33.

¹⁰¹ B.CAR, cité par LOKANGA OTIKEKE, 2001, p.33.

l'Eglise Kimbanguiste. Mais il reste une autre chose, la mise en pratique et la conscientisation des chrétiens africains à l'auto-développement. Ainsi, brisant les mythes de l'isolement des faits et ceux de l'acculturation, les Eglises congolaises et autres organisations peuvent échanger avec l'Eglise Kimbanguiste qui s'efforce de se construire comme une Eglise autonome et indépendante se réclamant 17 millions des fidèles dans 40 pays à travers le monde en 2003.

En effet, le système économique mondialisé fait beaucoup de victimes, ceux que LATOUCHE appelle 'les naufragés du développement'. « Or contre toute attente, ils ne disparaissent pas, ils se multiplient même et de façon inquiétante...Pour survivre ils n'ont d'autre choix que de s'organiser selon une autre logique. Ils doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement, un autre système, une autre vie...Toutefois, si les naufragés du développement inventent au Sud cette nouvelle vie dont nous 'rêvons' au Nord, nous ne le savons pas en général...et, cela est plus étonnant, les intéressés eux-mêmes ne le savent pas non plus. Il y a donc à côté de la question factuelle du mode d'auto-organisation des exclus, une autre question tout aussi voire plus importante, celle de la prise de conscience et du sens de cette expérience historique»¹⁰³.

4.4 De l'organisation de l'Eglise.

4.4.1. De la doctrine.

Le Kimbanguisme soutient la création du monde par un Dieu trinitaire : Père, Fils et Saint-Esprit. Toutefois, » le Saint-Esprit est loin d'être une sorte de flux magnétique ou électrique qui fournit de l'énergie en vue de l'accomplissement d'une tâche donnée...Dieu, a vécu ici-bas sous la forme humaine. De cela, il est aisé de déduire que la troisième personne en Dieu, le Saint-Esprit, a aussi une ressemblance humaine¹⁰⁴». Selon les attributs que Saint Jean lui accorde, la troisième personne en Dieu porte des facultés

¹⁰² B.CAR, cité par LOKANGA OTIKEKE, 2001, p.33..

¹⁰³ S. LATOUCHE, *Changer le monde et sortir de la dictature de l'économie .De l'autre société à l'autre de l'économie*, Foro alternativo, Madrid, 26 sept-3 oct., p. 5 (inédit)

¹⁰⁴ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.257.

humaines : il consolera, il parlera, il enseignera, il rappellera. Et cette personne, c'est Simon Kimbangu.

La Bible constitue le seul livre saint du Kimbanguisme qui attache sa foi à la profession des Apôtres ou au symbole de Nicée. La théologie kimbanguiste rejette la thèse du salut collectif. Chaque homme doit individuellement œuvrer pour son propre salut, car le Seigneur Jésus reviendra pour rétribuer chacun selon ses œuvres. L'Eglise kimbanguiste reconnaît quatre sacrements : le baptême, la communion, le mariage et l'ordination. Pourtant, « on donne volontiers de l'eau bénite aux malades, et il arrive que des gens soient placés en état de pénitence, mais ces deux pratiques n'ont pas valeur de sacrements »¹⁰⁵.

Par ailleurs, il existe une théologie eschatologique, laquelle au lieu de prédire la fin du monde à des dates fixes, conseille, au contraire, aux fidèles de se trouver seulement prêts à tout moment. Ce que nous pouvons retenir de cette doctrine, c'est que l'idée du salut individuel selon les œuvres de chacun est une motivation non négligeable de l'engagement du croyant à l'édification de l'Eglise, et par ricochet de la nation.

4.4.2. Le code moral

L'Eglise Kimbanguiste est une Eglise de la paix, de la non-violence et de l'harmonie entre les humains. De ce fait, elle condamne le racisme, le tribalisme et la discrimination sexuelle. Le code moral kimbanguiste est très riche et prescrit entre autres :

- tout fidèle doit éviter de rendre le mal pour le mal,
- les filles et les femmes doivent éviter de mettre des tenues indécentes et de se maquiller,
- se déchausser en tout lieu de culte ou lieu sacré.

L'Eglise recommande à cet effet le respect strict et la lecture quotidienne obligatoire du décalogue remis à Moïse (Exode 20,1-17). Elle recommande au fidèle le respect obligé des préceptes suivants :

¹⁰⁵ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.260.

- respect de l'autorité de l'Etat,
- amour du prochain et de l'ennemi,
- ne pas fumer,
- ne pas prendre l'alcool,
- ne pas dormir ni se laver nu,
- ne point être polygame, ni homosexuel,
- payer l'impôt,
- ne point se chamailler ni dormir sous la colère,
- ne pas se battre,
- ne pas manger la viande de porc ni de singe,
- ne pas danser, ni contempler les danseurs,
- les femmes doivent se couvrir la tête en lieu de culte,
- ne pas faire une activité lucrative le dimanche,
- s'abstenir de la sorcellerie, de l'avortement criminel, de la contraception qui supprime la vie fœtale.

De cette morale rigoureuse, il ressort la preuve selon laquelle l'Eglise souhaite que ses adeptes soient irréprochables, qualité qui fait défaut à l'élite congolaise et pourtant très nécessaire pour la construction nationale. L'Eglise Kimbanguiste conjugue des efforts pour l'avènement d'un monde plus juste et moral, et tout naturellement, la charité bien ordonnée commence par soi.

4.4.3. Les symboles.

Comme toute autre organisation, l'Eglise Kimbanguiste est un univers de symboles dont l'analyse du contenu de pensée et du sens nous est utile pour la compréhension de certaines actions inscrites dans l'actif de son effort de développement.

A travers les lignes suivantes, nous allons épinglez des symboles suivants : la couleur, la croix noire, l'étoile à cinq pointes, la gèneuflexion, boucle autour de l'altare, etc.

Les couleurs symboles de l'Eglise Kimbanguiste sont le vert et le blanc. La quasi totalité des fidèles interrogés, soit 90% reconnaissent que le vert symbolise l'espérance et le blanc la sainteté. Pourtant, une latence observée explique que le vert (symbole de la flore) et le blanc (symbole du ciel, paradis) signifient que la terre et le ciel appartiennent en héritage à ceux qui mènent une vie droite et engagée devant Dieu.

Deux autres couleurs secondaires apparaissent, mais de manière inaperçue : le rouge (symbole de sang) et le noir (croix noire). En effet, au milieu des armoiries du drapeau kimbanguiste, apparaît une croix noire. Selon les fidèles, il s'agit du messie noir. La croix du Christ a été transmise au messie noir pour prendre en main la destinée du peuple noir. Cette symbolique fait dire que l'Eglise Kimbanguiste a la mission de libérer le continent noir de toute oppression et de lui montrer la voie du progrès. L'étoile à cinq pointes que portent les surveillants symbolise les cinq membres de la famille du fondateur pris comme idéal de vie, à savoir Simon KIMBANGU, son épouse Marie MWILU et ses trois fils KISOLOKELE, DIALUNGANA et DIANGIENDA.

La pratique de la gèneuflexion s'observe lorsqu'une femme ou un inférieur s'adresse à un homme ou à un supérieur ecclésiastique. Elle symbolise le respect et l'humilité devant l'autorité. Il se dégage de cette attitude la spontanéité dans l'exécution du mot d'ordre émis par cette autorité, ce qui pourrait justifier la mobilisation des fidèles kimbanguistes pour les programmes de développement proposés par la hiérarchie.

La disposition dans les chapelles et temples kimbanguistes n'est pas celle des Eglises sœurs où le pasteur ou le prêtre enseigne ex-cathedra le magistère aux fidèles assis en rangée comme dans une salle de classe. L'Assemblée kimbanguiste est assise en forme de boucle ou de cercle autour du pasteur.

La plupart des enquêtés assimilent cette pratique à la culture africaine de la palabre ou de la cérémonie selon laquelle la communauté forme un cercle autour de l'animateur principal. Cette symbolique exprime l'esprit communautaire.

Sociologiquement parlant, cette attitude facilite le jeu de rôles et la participation de tous et de chacun, au point que l'animateur principal ne paraisse pas comme un donneur de leçons que l'assemblée ne peut qu'appliquer. La disposition en boucle est d'une importance capitale dans la pédagogie du développement, dans la mesure où elle permet la distribution facile de la parole et l'échange des idées entre les membres de la communauté engagée à l'action du développement.

4.4.4. Les slogans et devise.

Le slogan est une formule brève et frappante utilisée dans la publicité, la propagande politique ou autre activité de mobilisation de masses. L'Eglise Kimbanguiste recourt à ce moyen grâce à une diversité de slogans propres à chaque groupe ou association qu'elle compte. Pourtant deux d'entre eux retiennent notre attention, à savoir « Kimbanguisme oyé, - espoir du monde » et « Papa oyé, espoir du monde, nous sommes avec vous ». En d'autres termes, vive le Kimbanguisme ou vive le Chef Spirituel, espoir du monde. Les Kimbanguistes estiment qu'ils ont une mission de créateur d'un ordre social nouveau non seulement pour la RDC, mais aussi pour l'avènement d'un système de rapports sociaux nouveau entre les peuples, système exempt de la dépendance et de domination étrangère.

Malgré tout ce qui précède, la devise de l'Eglise constitue le plus grand stimulant pour l'avènement d'un monde qui « lutte contre tous les fléaux qui minent gravement la société humaine et qui empêchent l'homme de vivre pleinement réconcilié avec son semblable et avec Dieu »¹⁰⁶. Il s'agit de trois principes de base suivants : Amour, lois divines, et travail. L'Eglise enjoint à ses fidèles de pratiquer l'amour du prochain, de respecter les commandements de Dieu dont lecture est faite à chaque réunion, et enfin de

¹⁰⁶ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.283.

réaliser de bonnes œuvres de charité envers ses semblables, son Eglise et son pays. C'est cela la clé du bonheur sur terre et au ciel.

Comme on peut le voir, cette devise est un stimulant qui justifie les motivations des fidèles à participer à l'édification de l'Eglise en participant activement aux activités de sa construction et en pratiquant la justice.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, il convient de rappeler qu'il s'est agi de préciser le sens du concept Eglise du Sud et de découvrir la place de l'Eglise Kimbanguiste dans cette catégorie de mouvements sociaux qui luttent pour le développement endogène.

L'Eglise Kimbanguiste fait bien partie de l'Eglise du Sud, entendue confession religieuse de pays en développement qui milite contre l'aliénation culturelle marquante de la mondialisation occidentalocentrique.

Nous avons également tenté d'élucider les concepts d'idéologie, du Sud et de système des valeurs qui sont souvent évoqués ensemble ou même confondus avec celui d'Eglise.

Dans le chapitre suivant, nous analysons les diverses expériences de développement engagées par la R.D.C. au fil de son histoire.

CHAPITRE II : ANALYSE CRITIQUE DES EXPERIENCES DE DEVELOPPEMENT EN RDC.

Introduction

Comme tous les autres pays du Sud, la RDC est confrontée au problème de son sous-développement. Pourtant la construction d'une nation est une tâche longue et difficile. « Des études récentes indiquent que , pour une bonne part, la base d'un prestige solide réside dans l'innovation dont les chefs se montrent capables » ¹⁰⁷ pour construire leurs nations. En effet, « se développer est devenu en fait le critère d'une nation en construction, l'indice du succès politique» ¹⁰⁸ .

Il s'en dégage que le concept de développement national est corollaire à celui de construction nationale, et en même temps à celui de son contraire, le sous-développement. C'est pourquoi dans ce chapitre nous revenons sur la notion de développement, de sous-développement et sur les expériences tentées en R.D.C.

Section 1 : Le développement.

La littérature sur le concept de développement est plus qu'abondante, mais le terme ne fait pas l'unanimité de vue selon les auteurs, les classes ou les acteurs.

1.1.Approche définitionnelle.

Qu'est-ce que le développement ? – Question difficile à répondre d'emblée d'autant plus que les vues divergent entre les sociologues, les psychologues, les économistes, les acteurs ou les écoles. Néanmoins, si l'on accepte que le développement peut se concevoir comme la recherche du mieux - être dans quel que domaine que ce soit, alors nous pouvons le définir avec les Evêques de la R.D.C. comme « la recherche d'un état meilleur de l'existence, située dans le temps et dans l'espace» ¹⁰⁹.

¹⁰⁷ P. BOSSERMAN, 'La construction nationale et le Peace Corps', dans *Sociologie de la construction nationale dans les nouveaux Etats* , U.L.B., Bruxelles, 1968, p.151.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ C.E.Z., *Op.cit.*, p.377.

MULUMBATI Ngasha constate pour sa part que le changement social peut être progressif et déboucher au développement, « c'est-à-dire au processus d'évolution visant à améliorer les conditions de vie des individus»¹¹⁰.

Dans ce processus d'évolution pour le mieux-être, ce qui compte pour P.H.CHOMBART DE LAUWE, c'est la recherche de la satisfaction des besoins d'une population. Ainsi le développement est envisagé comme « la prise en charge des pays par la population elle-même, c'est l'auto-développement»¹¹¹.

Louis-Vincent THOMAS distingue, à lui seul, trois usages du terme, à savoir l'usage habituel, l'usage classique et le sens précis.

1.1.1. L'usage habituel

Le concept « développement désigne un processus, généralement irréversible (développement d'un organisme). Dans un sens plus restrictif, le terme connote l'extension progressive et provoquée d'un phénomène ou d'une idée (développement des sciences ; politique de développement)¹¹² ». Ainsi pouvons-nous dire : quels sont les derniers développements de l'information d'hier ? La plante se développe, l'animal aussi.

1.1.2. L'usage classique.

« Libérale et européocentrique, le développement se confond avec la croissance économique qui peut se définir comme l'accroissement durable d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans les changements de structures et éventuellement de systèmes et accompagné de progrès économiques variables »¹¹³. Cette croissance s'exprime, en tant qu'augmentation de la production, de la distribution et de la consommation des biens matériels et services, par des indices tels que le P.I.B. ou le P.N.B.

C'est justement de cette conception quantitative du développement qu'au Sommet Mondial de la terre et sur le développement durable en Août 2002 à Johannesburg que « M.Wolfensohn, Président de la Banque

¹¹⁰ MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*, 1980, p.180.

¹¹¹ P.H. CHOMBART DE LAUWE, *Op.cit.*, p.172.

¹¹² L.-V., THOMAS, *Op.cit.*, p.13.

Mondiale, affirme que pour assurer le bien-être de l'humanité, il faudrait quadrupler la production dans les cinquante ans à venir, dans le même temps que la population croîtrait de 50%, il ajoute qu'il est difficile d'imaginer une telle croissance sans de graves atteintes à l'environnement¹¹⁴».

Dans cette perspective, le développement s'identifie à une croissance quantitative des biens et des services que critique sévèrement Ravignan, à savoir qu'il y a en amont d'une telle conception une 'idéologie du développement, l'idée que la croissance matérielle est la base indispensable du progrès de l'humanité vers plus de bien-être¹¹⁵ ». Il s'agit là de l'expérience occidentale du 20^e siècle qui n'est pas nécessairement valable pour les autres pays du monde.

« Il faut aujourd'hui affirmer non seulement que la croissance n'améliore pas nécessairement le sort de gens, mais qu'une telle amélioration peut se réaliser sans croissance performante, peut-être même avec stagnation du produit ou même une décroissance (en cas de la production exportable »¹¹⁶.

En effet, un pays peut réaliser une croissance importante mais lorsque sa distribution n'est pas équitable, il ne serait qu'utopique de parler de développement. Pendant la révolution paysanne des années 60, la Chine avait enregistré des résultats satisfaisants sur le plan alimentaire, cela était dû à la répartition équitable qu'à une croissance spectaculaire, mais quand on a insisté sur celle-ci, tout s'est gâté.

En 2002, le Cuba, par exemple, a connu un progrès remarquable caractérisé par la régression des importations alimentaires payées par les

¹¹³L.-V., THOMAS, *Op.cit.*, pp.14-15.

¹¹⁴F. DE RAVIGNAN, *Le développement ...et après ?*, Conférence donnée le 15 novembre 2002 à Limoux.

¹¹⁵*Ibidem.*

¹¹⁶*Ibidem.*

exportations de sucre, au profit de la promotion des cultures vivrières et le respect de l'environnement. Il s'agit bien d'un développement qualitatif que quantitatif. Or la croissance est sa propre négation dans la mesure où elle aboutit inévitablement au gaspillage, à la pollution, à des conflits, etc.

1.1.3. L'usage précis ou réducteur.

Le développement « implique un enrichissement, une complexification non réduite des rapports sociaux. Il est ...qualitatif. Il suppose la création de formes de la vie sociale, de valeurs, d'idées, de façons de vivre, de styles »¹¹⁷. Bref, le développement est la création des différences, de situations nouvelles dans le sens positif.

Par ailleurs, L.-J.LEBRET distingue deux conceptions du développement : l'une mécaniste et l'autre organique ; « pour les uns, question de production, pour les autres, question d'élévation humaine dans toutes les couches de population¹¹⁸ ». Ces deux conceptions reviennent à dire que la première est à finalité quantitative et la seconde qualitative. Ainsi souligne l'auteur, « c'est la conception organique du développement qui est valable et c'est elle qui, répondant le plus authentiquement aux aspirations humaines, a fait la fortune du mot développement »¹¹⁹.

Après l'analyse de toutes ces définitions, il apparaît clairement qu'il n'existe pas une seule approche du terme développement. Mais nous pouvons nous accorder que ce concept suppose à la fois l'aspect quantitatif et qualitatif. Développement signifie un processus cumulatif des biens et des services qui concourent à l'amélioration des conditions de vie de tout homme et de tout l'homme. Ce qui suppose que cette accumulation doit se faire accompagner d'une répartition équitable du revenu.

Ce qui fait qu'aujourd'hui ceux qui avaient mis trop l'accent sur le quantitatif, commencent à l'atténuer par des expressions telles que 'développement social', 'développement humain', 'développement durable'. « Il

¹¹⁷ L.-V. THOMAS, *Op.cit.*, p.17.

¹¹⁸ L.-J. LEBRET, *Dynamique concrète du développement*, Ed. Ouvrières, Paris, 1960, p.39.

¹¹⁹ *Ibidem*.

n'est donc pas sans intérêt de se demander pourquoi, en dépit de critiques de plus en plus convergentes (après François PARTANT, Gilbert RIST, Serge LATOUCHE, Wolfgang SACHS, Edgard MORIN, Aminata D.TRAORE...), le concept de développement est toujours considéré comme opérationnel, tandis que, pour tenter de prolonger son existence, on le pare de nouveaux habits (durable ou humain). La première raison me semble être que nous sommes encore largement, dans l'aire occidentale, héritiers du siècle des Lumières, et du mythe...habillé alternativement d'idéologie libérale ou marxiste, ce postulat s'est maintenu en dépit des démentis de l'histoire »¹²⁰.

En effet, conscients des aberrations du développement, certains chercheurs pensent qu'il existe aujourd'hui un « autre développement », celui qui tient compte des aspirations humaines et de la protection de l'environnement, sans oublier le respect des cultures et des peuples.

« Les développements social, durable ou humain ne sont que les derniers avatars du 'bon' développement. Pour satisfaire aux aspirations des masses et des élites sensées le mettre en œuvre, le développement a dû être corrigé, pratiquement dès l'origine, c'est-à-dire, dès les années soixante. L'inflation des qualificatifs est une tentative de conjuration magique de ses effets négatifs. On a vu des développements 'autocentrés', 'endogènes', 'participatifs', 'communautaires', 'intégrés', 'authentiques', 'autonomes et populaires', 'équitables', ...sans parler de développement local, du micro-développement, de l'endo-développement, et même de l'etho-développement ! Le développement durable, soutenable ou supportable (sustainable) a été mis en scène au Carnaval de Rio en juin 1992»¹²¹ .

François De RAVIGNAN estime à ce sujet que « le développement ne peut être que la réalisation progressive d'un double potentiel : d'une part le potentiel que représente toute collectivité humaine et tous les individus qui la composent, d'autre part celui que constitue le milieu physique dans lequel

¹²⁰ F. DE RAVIGNAN, *Op.cit.*, p.5.

¹²¹ S.LATOUCHE, *L'imposture du développement*, (inédit).

se trouve cette collectivité, un milieu qu'elle utilise pour assurer son existence et préparer celle des générations à venir »¹²².

C'est cette nouvelle approche de développement quantitatif et qualitatif, qui exige la participation populaire et massive des bénéficiaires et qui protège le substrat géographique dans lequel ces derniers vivent, qu'on appelle développement 'humain' ou 'durable'.

Somme toute, qu'on se le dise, dans beaucoup de sociétés, le concept développement est un néologisme ; « dans les sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale. Selon Gilbert RIST : « les Bubi de Guinée Equatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois, croître et mourir, et les Rwandais construisent le développement à partir d'un verbe qui signifie marcher, se déplacer, sans qu'aucune directionnalité particulière ne soit incluse dans la notion...Les Camerounais de langue Eton sont plus explicites encore. Ils parlent du 'rêve du blanc'. Le summum est atteint avec le Quéchua. On a tenté de rendre l'idée de développement par l'expression 'travailler joli pour le prochain lever du jour' »¹²³.

Ce modèle de développement se détache de l'idéologie du développement européocentrique qui, non seulement « oublie les leçons du passé, mais fait l'impasse sur le présent, empêchant de voir les catastrophes montantes- et d'abord l'exclusion croissante et les dégâts environnementaux »¹²⁴.

Devant cette panoplie de définitions, nous allons nous intéresser plus au développement participatif et endogène.

1.2. Le développement participatif.

« Au moment où les problèmes du développement et de la participation populaire à l'élaboration des plans sont si souvent évoqués dans le monde entier, les recherches sur l'évolution de la vie sociale revêtent une

¹²² F. DE RAVIGNAN, *Op.cit.*, p.3

¹²³ G.RIST cité par S.LATOUCHE, *L'imposture du développement*. (inédit).

¹²⁴ F. DE RAVIGNAN, *Op.cit.*, p. 5

importance théorique et pratique de plus en plus grande¹²⁵». D'une part une réflexion générale sur l'avenir de l'humanité est nécessaire. De l'autre une recherche sur les voies et moyens de la transformation sociale s'impose au chercheur. Parfois les deux marchent ensemble.

La problématique de la participation des populations au développement suppose qu'il faut une connaissance de l'organisation sociale du milieu d'intervention : les décideurs, les systèmes de valeurs, et les hommes. Car chaque milieu a son histoire pouvant faciliter ou freiner la participation populaire aux actions qui viennent de l'extérieur.

Il est connu de tous les temps que plusieurs projets de développement ont échoué en RDC, faute de participation locale aux actions menées. Mais qu'est-ce que la participation ? – I.D. MAIGA¹²⁶ distingue deux sens pour ce concept :

- au sens passif : = prendre part à, sans avoir à décider .
- au sens actif : = participer en prenant des responsabilités. C'est ce dernier sens qui nous intéresse. La participation est ainsi un moyen de résoudre ses problèmes.

En reprenant Albert MEISTER, il distingue cinq types de participation populaire au développement, à savoir :

- la participation de fait : on se retrouve de fait dans une famille ;
- la participation volontaire : on s'inscrit comme membre d'un club ;
- la participation spontanée : on est membre d'un groupe d'amis du quartier ;
- la participation provoquée : on est membre d'une association suscitée de l'extérieur ;

¹²⁵ P.H.CHOMBART DE LAUWE, *Pour une sociologie des aspirations*, Denoël, Paris, 1971, p.31.

¹²⁶ I.D.MAIGA cité par A.C.MONDJANAGNI, *La participation au développement en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1984, pp.158-159.

- la participation imposée : on est par contrainte extérieure membre d'une association.

Tout compte fait, le développement participatif est celui qui fait participer les populations locales de la phase de conception jusqu'à celle de la prise de décisions sur les actions à exécuter. Cela en vue d'obtenir l'implication et la responsabilisation de tous et de chacun.

Pour sa part, Albert MEISTER estime, qu'une « expérience participative a lieu lorsqu'un groupe d'utilisateurs essaie d'apporter des solutions à des problèmes communautaires jusqu'alors insurmontables. Le trait fondamental de l'expérience participative réside tant dans son autonomie par rapport aux pouvoirs politiques, économiques et culturels en place que dans les couches sociales des utilisateurs »¹²⁷.

La preuve de l'autonomie et de l'apport des membres d'une communauté se mesurent à travers les indicateurs que LOKANGA Otiikeke¹²⁸ a résumés comme suit :

- contribution de chaque participant aux actions communautaires ;
- participation à la phase de conception et prise de décisions ;
- choix démocratique des animateurs de projet sans influence extérieure ;
- autonomie d'action au plan matériel et celui de prise de décisions.(pas de dépendance vis-à-vis de donateurs capricieux).

La participation au développement est enfin de compte le niveau d'auto-prise en charge des actions par les membres concernés en fonction de leurs aspirations, de leurs moyens et des objectifs qu'ils se sont fixés eux-mêmes.

¹²⁷ A. MEISTER, *Participation, animation et développement*, Anthropos, Paris, 1970, p.163.

¹²⁸ LOKANGA OTIKEKE, *Op.Cit.*, 2002, p.332.

1.3. Le développement endogène.

Le développement endogène ou autocentré est la « démarche qui organise l'évolution d'une communauté humaine de façon à ce qu'elle soit orientée vers la satisfaction des besoins de ses propres membres, utilisant le mieux possibles les ressources locales, répondant aux véritables problèmes qui se présentent et adaptés aux conditions socio-culturelles» ¹²⁹ .

Besoins locaux, ressources locales, conditions socio-culturelles locales : il va sans dire que le développement autocentré est une dynamique qui ne se souscrit pas en une attente des solutions occidentales à des problèmes pourtant congolais. Cette dynamique permet une meilleure identification des aspirations et besoins des populations, une participation active de ces dernières au débat sur l'adoption du choix des priorités, des actions à mener et sur les fragilités socio-environnementales locales. C'est à ce prix que le développement peut être durable.

1.4. Le développement durable.

Il va sans dire que le concept 'développement durable' est antinomique, paradoxal, dans la mesure où « il est permis à l'observateur attentif des sociétés humaines d'être sceptique, non pas sur la sincérité des aspirations écologiques, mais sur la cohérence des revendications et sur la possibilité de donner à la fois à tous un 'développement' rigoureux et vigoureux, et un environnement propre. Il y a deux bonnes raisons au moins d'avoir de sérieux doutes. Si c'est le développement et non l'environnement qu'il s'agit de rendre durable, on a affaire à une mystification. Si durable veut dire préserver l'environnement, alors c'est incompatible avec la logique économique» ¹³⁰ .

Pourtant, plus loin l'auteur estime qu'« il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver, mais avant tout le développement. Là réside le piège» ¹³¹ . Dès lors, le processus de

¹²⁹ LOKANGA OTIKEKE, *Op.Cit.*, 2002, p.35.

¹³⁰ *Ibidem*.

¹³¹ *Ibidem*, p.80.

développement national exige une éthique pour l'action, celle de viser un développement à la fois quantitatif et qualitatif.

Pour David ALCAUD et Laurent BOUVET, « le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Ce concept a été popularisé par le rapport BRUNDT Land, Our Common Future, remis en 1987 à l'Assemblée Générale des Nations Unies»¹³² .

La durabilité peut avoir deux conceptions : soit celle du paradigme du développement tel qu'il puisse durer indéfiniment dans le temps (celle des industriels, politiques, économistes) ; soit celle du paradigme d'un développement préservant l'environnement de toute destruction subséquente à l'utilisation des ressources nécessaires à la satisfaction des besoins humains.(celle des diverses Associations, humanistes...).

Dans ce genre de débat, l'éducation et la culture peuvent jouer un rôle important pour la décroissance.

Après des centaines d'années d'exploitation incontrôlée des ressources naturelles du Sud, en général, et de la RDC en particulier, au profit du fonctionnement de l'industrie du Nord, le temps est à repenser quel développement faut-il pour les nations pauvres. Si l'Occident nanti se voit appelé à réduire ses excès de consommation et des pollutions, et à suivre la voie de la décroissance comme condition du développement durable, qu'en sera-t-il de la RDC qui demeure pauvre alors que ses ressources sont quasiment détruites par les firmes occidentales ? Et surtout qu'elle est classée parmi les PPTE.

Il va sans dire que l'originalité de ce travail consiste également à tenter de penser un autre développement pour notre pays. Si l'Occident déjà riche veut soutenir la décroissance, il est alors normal que la RDC pauvre puisse viser la croissance 'soutenable' ou 'durable'. Car le développement exige

¹³² D.ALCAUD et L.BOUVET, *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Dalloz, Paris,2004, p.77.

nécessairement la croissance des infrastructures et des moyens, mais faut-il le réglementer.

En effet, la situation de destruction des ressources signalée tout à l'heure en RDC, n'épargne pas d'autres nations pauvres où l'on constate : « incendies sauvages, déforestation sauvage, prospection minière sauvage, développement sauvage, avec pour conséquence...la disparition des espèces animales et végétales, des dommages immenses causés aux écosystèmes »¹³³.

Or, cette destruction sauvage de l'environnement est justifiée par la théorie économique classique, puis néo-classique de la main invisible de Smith, à savoir « la croyance bien établie, sous-jacente au mythe du développement : la croissance profite à tous, et tous peuvent accéder au développement. C'est le fameux *trickle down effect* : le développement est la croissance non homothétique de l'organisme économique »¹³⁴.

Le constat est amer si l'on sait qu'au Katanga, l'exploitation sauvage des minerais a fait suite à des glissements de terrains et à des éboulements de terres devenues défavorables pour l'agriculture. Les sociétés forestières telles qu'Amexbois, La Forestière, La Forescom, CFT et tant d'autres, détruisent systématiquement des vastes étendues des forêts et du sol, sans penser au reboisement ni à un quelconque aménagement de terrain dans la Province Orientale ou dans le Mai-Ndombe. Les déchets de nos villes sont déversés dans le Fleuve Congo, les lacs et les rivières.

Devant une pareille situation, la notion de développement durable se montre aussi antinomique dans les pays du Sud. Car d'une part, elle vise la croissance de ces Etats pauvres, de l'autre part la sauvegarde des ressources naturelles disponibles.

Il faut sortir du mythe occidental de l'harmonie des intérêts qui s'appuie à son tour sur la croyance que l'homme est le maître de la nature, il peut s'en servir comme bon lui semble. Le mythe de la mainmise sur la

¹³³ S.LATOUICHE, *Op.cit.*, 1994, p.78.

¹³⁴ *Ibidem*, p.89.

nature doit céder la place au paradigme de la nature comme « une mère, tantôt avare, tantôt prodigue»¹³⁵ qui contrairement à l'idéologie du développement, doit inspirer la piété filiale.

Les pays du Sud, abusivement exploités par les firmes occidentales, doivent inventer un autre développement durable qui signifie croissance soutenable. Car, « il est encore possible de trouver chez les vieillards du Tiers Monde des 'experts' en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature»¹³⁶.

La croissance soutenable, pour le cas de la RDC, c'est aussi agir comme le grand-père de Cornelius Castoriadis, qui « plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela...tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même»¹³⁷.

Nous en arrivons ainsi à ce que nous avons dit au début, à savoir que le développement c'est d'abord un état d'esprit, une culture, une pédagogie, et finalement une manière de penser avant d'agir. L'historien romain SALLUSTE avait bien raison de le stigmatiser au 1^{er} siècle avant Jésus-Christ, soit que la réflexion est nécessaire avant l'action, et qu'après la délibération, il faut agir vite. C'est que penser d'abord, puis être ; ou encore selon la logique cartésienne, penser c'est être pensant. Le développement est d'abord une manière de penser ce que l'on veut être.

Comme le Sud ne peut pas imiter à ce jour le modèle destructeur et impérialiste du mal développement de l'Occident, il faut inventer un autre paradigme qui repose sur la croissance 'soutenable'. Il faut donc changer le modèle de développement comme le dit bien Serge LATOUCHE : « quand on

¹³⁵ S. LATOUCHE, 1994, p.79

¹³⁶ *Ibidem*, p.82

¹³⁷ *Ibidem*.

s'est trompé de train, il ne suffit pas de ralentir, il faut descendre et prendre un autre train »¹³⁸.

Section 2 : La notion de sous-développement.

2.1. Qu'est-ce que le sous-développement ?

Le concept de développement qui apparaît dans l'intitulé de ce travail ne peut être défini que par rapport à celui de sous-développement dans lequel se trouve l'ensemble des pays africains dont la RDC.

Il est pourtant difficile de trouver une définition unique du sous-développement, d'autant plus que celle-ci dépend d'une théorie à l'autre, d'un chercheur à l'autre, d'un pays à l'autre. Cependant, dans sa complexité, le terme sous-développement désigne les conditions dans lesquelles se trouvent les 141 Etats du Tiers Monde. Malgré la diversité de leurs conditions, qui empêche une définition unique, ces Etats au contraire présentent entre autres les caractéristiques suivantes : « le taux de croissance démographique élevé, l'insuffisance alimentaire, les faiblesses de l'agriculture, la faiblesse du revenu national moyen et du niveau de vie, l'industrialisation réduite, la situation de subordination économique, la désarticulation de l'économie, le secteur commercial hypertrophié, les structures sociales arriérées, le faible développement des classes moyennes, la faiblesse du niveau d'instruction, l'état sanitaire défectueux¹³⁹».

NTUMBA Lwaba n'hésite pas de donner un signe d'alarme semblable quand il déclare que « tous les maux paraissent s'être donné rendez-vous au carrefour de l'Afrique. Aucun fléau ne l'épargne : inflation, récession, endettement, déficit massif de balances des paiements, sous-équipement généralisé, dégradation des conditions sanitaires, diverses épidémies, progrès de l'ignorance et de l'analphabétisme, tribalisme et népotisme,

¹³⁸ S.LATOUCHE, A bas le développement durable! Vive la décroissance conviviale, in *Silence*, n°280, 1988,p.9.

¹³⁹ MUSAMBI MALONGI, 'Tiers-Monde : sortir du sous-développement', dans *Philosophie africaine et développement*, F.T.C.K., Kinshasa, 1984, p.347.

conflits frontaliers, assassinats politiques et coups d'Etat militaires, luttes idéologiques, dépendance structurelle»¹⁴⁰.

Comme l'on peut s'en rendre compte, le constat de la misère du Sud, et particulièrement de la RDC, inquiète non seulement les Congolais eux-mêmes, mais aussi les spécialistes étrangers de la question africaine. Edgard PISANI rappelle le même tableau sombre du continent noir en ces termes : soit « l'Afrique apparaît sur les écrans du monde sous forme de clichés dramatiques : sécheresses, famines, désordres, coups d'Etat, épidémies, réfugiés...Les enfants naissent, innombrables : personne ne peut dire combien de temps ils vivront. Les villes monstrueuses étirent leurs bidonvilles surpeuplées. Les hommes s'entredéchirent pour des frontières de sable : les catastrophes se donnent rendez-vous»¹⁴¹.

Il se dégage de ces descriptions que le sous-développement est un phénomène de désarticulation totale de tous les acteurs de la vie sociale, économique, politique, et culturelle d'un peuple. En Afrique, il ne cesse de nourrir un débat non clôturé entre les théories, les auteurs, ou même les Etats.

Hubert BLALOCK imagine comment un 'subtil conservateur' et un 'subtil libéral' tenteraient d'expliquer le cycle de la pauvreté. Il laisse de côté les explications plus naïves, de type mono-factoriel, réduisant par exemple tout le problème à l'infériorité congénitale des Noirs, aux tares inhérentes du capitalisme ou encore au 'racisme du blanc'.

Ainsi, dirait le subtil conservateur : « je reconnais que le nègre s'est heurté à la discrimination et que nous, blancs, nous aurons à changer, mais ceci n'empêche pas le nègre d'endosser lui aussi une bonne part de responsabilité...Beaucoup de nègres préféreraient rejeter tous les torts sur les Blancs plutôt que de faire l'effort de s'améliorer eux-mêmes »¹⁴².

¹⁴⁰ NTUMBA LWABA, 'L'intellectuel africain face au développement de son pays', dans *Zaire- Afrique*, n°249-250, Nov.-Déc.1990, p.449.

¹⁴¹ E.PISANI, *Pour l'Afrique*, ED.Odile Jacob, Paris, 1988, p.17.

¹⁴² H.BLALOCK, *Introduction à la recherche sociale*, Duculot, Gembloux, 1973, p.18.

Outre l'ironie du départ, c'est l'appel du conservateur à la responsabilité du nègre qui rejoint notre préoccupation dans ce débat. Même si pour le subtil libéral, les noirs ont besoin d'apprendre à travailler plus dur à l'école, à consolider leur vie de famille,... mais la raison fondamentale de leur situation de misère tient au fait que les blancs ont refusé de les traiter en égaux»¹⁴³ .

L'on se déplace ainsi vers la logique des théories antagonistes du sous-développement. Le subtil conservateur rejoint CAIRNCROSS qui soutient que la pauvreté des pays du Sud « se manifeste de manière d'autant plus frappante qu'il n'est plus possible de l'imputer au colonialisme»¹⁴⁴, position qu'auraient soutenue les néo-marxistes.

CH.PROU nourrit le débat en soutenant que la « première interprétation qui vient à l'esprit est celle qui assimile sous-développement et pauvreté»¹⁴⁵. Cependant, poursuit-il, cette pauvreté est relative suivant les individus, les Etats, etc.

Par ailleurs, le subtil libéral soulève l'épineux problème de l'inégalité des races et , par conséquent, celle du développement. Eu égard à ces deux attitudes, nous pensons que les deux se complètent. Mais avant tout, passons en revue ces théories.

2.1.1. Les théories explicatives du sous-développement.

Les théories qui expliquent le sous-développement sont légion. Nous épingleons ci-dessous celles utilisées en sociologie.

2.1.1.1. La théorie déterministe.

Ce courant de pensée estime que le sous-développement est un fatalisme naturel lié à la pauvreté du sol, au climat rude, et à la chaleur excessive des pays du Sud. Un auteur comme CAIRNCROSS ne passe pas loin de là lorsqu'il déclare que « les pays sous-développés sont dans

¹⁴³ H.BLALOCK., *Op.Cit.*, p.18.

¹⁴⁴ A.K.CAIRNCROSS, *Les ressorts du développement économique*, Londres,1962, p.10.

¹⁴⁵ CH.PROU, *Etablissements des programmes en économie sous-développée*, t.1, Dunod, Paris,1964,p.32.

l'ensemble ceux qui sont situés le plus près de l'Equateur », et, poursuit-il, « on peut constater tout d'abord que presque tous les peuples arriérés se trouvent sur les trois continents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine» ¹⁴⁶.

Avec Edgard PISANI, réajustons que « le drame actuel de l'Afrique ne tient ni à son climat ni à ses sols, mais au fait que l'homme a transformé des fragilités en déséquilibres» ¹⁴⁷. Les éléments de crise résultent, selon l'auteur, de trois télescopages :

- télescopage démographique : la production alimentaire de l'Afrique est passée de 86% en 1975 à moins de 60% en 1988. Il faut doubler la production pour faire face à l'explosion démographique due à l'urbanisation incontrôlée.

- Télescopage politique : après les indépendances, les Etats africains ont privilégié de grands projets ou ouvrages au détriment des intérêts des populations : agriculture, alphabétisation...

- Télescopage technologique et idéologique : provoqué par l'adoption des modèles venus du Nord ; sans trop critiquer, car comment le faire autrement ? Le transfert de technologie et d'idéologie n'a été qu'un suicide culturel pour le Sud.

En effet « la mécanique continue son travail massif d'uniformisation, d'occidentalisation, de déculturation et d'exclusion, détruisant toute protection pour les sociétés fragiles du Sud et transformant leur frugalité en misère, on se donne l'illusion de remédier aux maux qu'on engendre en procédant à des analyses toujours plus raffinées des indices de la pauvreté et en distribuant quelques miettes de la croissance retrouvée » ¹⁴⁸, sous le

¹⁴⁶ A.K.CAIRNCROSS, *Op.cit.*,p.12.

¹⁴⁷ E.PISANI, *Op.cit.*, p.22.

¹⁴⁸ S.LATOCHE, *L'imposture du développement*, Colloque Charbonneau, Toulouse, mai 1996, pp.1-2.

faux nom de *'trickle down effect'*, soit la diffusion planétaire de la richesse du Nord.

La pauvreté africaine n'est donc pas un fait fatal, mais historique et dépassable. Toutes ces réalités n'échappent pas à celles de la RDC.

2.1.1.2..La théorie libérale.

Elle reprend le contenu de pensée du subtil libéral de BLALOCK. Le sous-développement est dû à la désorganisation interne de ces Etats, comme vient de le soulever Edgard PISANI, car, les règles et modèles du développement sont dictés par le Nord. La mondialisation et son lot d'impondérables est le point culminant de cet impérialisme occidental, européocentrique.

2.1.1.3..La théorie marxiste.

Le sous-développement est pensé en terme de produit du capitalisme, de l'accumulation des biens et des services au Nord qui crée le clivage entre le centre et la périphérie. Il va sans dire que « la réalité de cette misère universelle a divisé le monde en deux groupes d'êtres humains ; ceux qui ne mangent pas, et ceux qui ne dorment pas. Le groupe de ceux qui ne mangent pas habitent les pays pauvres ...Le groupe de ceux qui ne dorment pas habite les zones les plus riches du monde, mais la peur que leur inspire la révolte de ceux qui ne mangent pas les empêchent de dormir»¹⁴⁹. C'est ce qui justifie la fureur de certains auteurs du Sud qui s'en prennent à l'impérialisme occidental ; il s'agit de Samir AMIN, A. Gunder FRANK, etc

2.1.1.4.La théorie alternative.

Les analystes comme Roger GARAUDY, René DUMONT, Edgard PISANI et tant d'autres cités précédemment pensent que la désorganisation interne

¹⁴⁹ J.DE CASTRO cité par CH.PROU, *Op.cit.*, p.31.

des Etats pauvres se conjugue ensemble avec les effets du capitalisme étendu ou la mondialisation.

Au début de cette étude, nous avons fait allusion à la théorie alternative comme étant l'une de celles qui guident le fil conducteur de cette recherche. En effet, outre toutes les 'prophéties' faites sur le '*trickle down effect*', les affres de la globalisation créent ceux que S. LATOUCHE appelle 'les naufragés de la planète', ceux que Frantz FANON appelait en son temps 'les damnés de la Terre'.

Eu égard à cette volonté délibérée de créer les inégalités, - car la mondialisation de l'économie creuse de plus en plus l'écart entre les riches et les pauvres, et cela même entre les pays du Nord et du Sud - ; des voix s'élèvent pour dire qu'il faut oser une autre logique qui privilégie d'abord le patrimoine culturel et économique local, sans toutefois l'isoler du reste du monde. C'est là l'essentiel des travaux des auteurs comme Rosan RAUZDUEL, Paulin HOUNTONDI, KASANDA Lumembu, Serge LATOUCHE cités plus haut.

Toutefois au delà de toutes ces théories, il se dégage que l'Afrique, avec tous ces maux qui la rongent, est un continent où tous les indicateurs de bord sont en rouge. Pour en avoir les idées fixes, certains chercheurs ont préféré en donner des indices ou des critères. Nous en dégageons ceux qui intéressent la RDC.

2.1.2. Les critères de repérage du sous-développement.

Selon que le chercheur peut l'aborder sous un angle politique, économique, culturel, etc., il existe plusieurs types de critères. Dans ses recherches, Ch. PROU distingue:

- a) Les critères relatifs à la durée de la vie et à la santé :espérance de vie, taux de natalité, et taux de mortalité (infantile).
- b) La fréquence de certaines maladies ou déficiences :apport énergétique par homme et apport en vitamines ou carences...

c) Les critères relatifs aux biens à la disposition des populations : indicateurs de médecins par habitant, indicateurs de logement, et revenu par habitant

A ce sujet, les travaux de Catherine CONRATH¹⁵⁰ présentent le plus d'intérêt, car nous y trouvons pour chaque domaine du sous-développement des indicateurs précis dont le nombre limité permet une meilleure comparaison. L'opportunité pratique de ces indicateurs dépend de la disponibilité ou l'accessibilité de leurs statistiques, la fiabilité (degré de confiance y attachée), l'homogénéité de date (simultanéité pour faciliter des comparaisons), la couverture maximale (que l'indicateur choisi concerne un maximum de pays), et l'adaptation à un mode simple de représentation cartographique.

Catherine CONRATH les regroupe enfin en fonction de leurs particularités communes dont : les critères démographiques, les critères de satisfaction des besoins essentiels et les critères économiques.

Les indices de Catherine CONRATH seront complétés par les statistiques récentes de l'organisation américaine PRB sur la population mondiale et la pauvreté. D'ailleurs, selon le FMI, « il ressort d'une étude récente que, si on compare les pays en utilisant les indicateurs du développement humain (IDH) des Nations Unies, qui tiennent compte de l'éducation et de l'espérance de vie, les résultats sont très différents de ce que laissent entrevoir les seules statistiques de revenu. Il se peut fort bien que le fossé ait été en partie comblé »¹⁵¹. Nous ne manquerons pas de signaler les indices contenus dans le DSRP.

Pour ce qui est de la Province Orientale, le DSRP final de 2005 signale entre autres indices de pauvreté : pouvoir d'achat de ménages pauvres est de 40FC par personne et par jour, mortalité infantile estimée à 2.400 décès pour 100.000 naissances vivantes, 51,1% des garçons contre 47,7% des filles à l'âge scolaire vont à l'école, 75% d'enfants de moins de 5 ans n'ont

¹⁵⁰ C.CONRATH, *Les espaces du développement inégal*, PUF, Paris, 1984, p.18.

¹⁵¹ FMI, « *la mondialisation* », dans <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/arcguide.htm>

pas accès à une alimentation suffisante et équilibrée, les infrastructures de base sont quasi délabrées, l'insécurité des bandes armées à l'Est...

2.1.2.1. Les critères démographiques

Grâce au progrès de la science et de la médecine, la mortalité recule ; d'où la rapide croissance démographique que l'on constate dans les pays du Tiers-Monde, et plus particulièrement en RDC. Cette explosion démographique fait dire à certains chercheurs qu'elle est la cause première du sous-développement de ces régions ; car plus la population augmente, plus les ressources disponibles pour la vie et la survie diminuent. (carte 1)

Sous les critères démographiques, l'auteur renferme les indicateurs suivants : le taux d'accroissement naturel, le taux de mortalité et le taux de natalité. A cela s'ajoute aussi l'espérance de vie à la naissance.

Passons en revue chacun de ces indicateurs.

- Le taux d'accroissement naturel.

L'accroissement naturel est la combinaison de deux taux de natalité et de mortalité, il exprime la croissance de la population à un moment donné. Les pays du Tiers-Monde atteignent, pour ce fait, un taux de 3% d'accroissement alors que celui des pays du Nord s'élève à 1%, même à 0% pour certains pays .

Quant à nous, il est peu probable de croire que l'augmentation de la population soit la seule cause de la misère de cette partie du monde, au moment où nous constatons que la plupart des pays émergents ont une population plus élevée que celle des autres Etats du Sud. Le cas de la Chine, de l'Indonésie, de l'Argentine, et de l'Inde est éloquent.

Ce taux se calcule comme suit : taux de natalité moins taux de mortalité sur cent. Rien que pour la ville de Kinshasa en RDC par exemple, la population est passée de 400.000 habitants en 1960, à 1.300.000 en 1970 et à 3.500.000 en 1989. Le pays lui-même avait 15 millions d'habitants en 1960, 35 en 1989 et plus de 50 en 2000.

- Le taux de mortalité.

Ce taux désigne le rapport du nombre des décès et celui d'une population totale (pour mille habitants) dans un temps et un lieu donné.

Il est pourtant intéressant de constater que même au Sud, certains pays ont atteint un taux aussi faible que celui des pays du Nord. L'on constate également que les pays développés ont une population de plus en plus âgée, alors que les pays sous-développés ont une population plus jeune. Le cas de la RDC, notre pays, est significatif. On calcule ce taux en prenant le nombre de décès par an sur celui de la population multiplié par 1000.

- Le taux de natalité.

La natalité indique la fécondité d'une population, qui est liée à tout un environnement socio-économique, d'une part, et à l'évolution des mentalités et des comportements d'autre part.

C'est autant dire que dans les pays en développement, surtout en Afrique noire où l'enfant ou la famille nombreuse est un atout et une main d'œuvre gratuite, la natalité est largement un signe de prestige social. Mais dans la mentalité occidentale où l'enfant est une charge sociale assez importante, la natalité connaît un accroissement très faible. C'est pourquoi CONRATH pense que la natalité est « un meilleur facteur de différenciation entre les pays »¹⁵².(carte 2)

En comparant la natalité et la mortalité sur la carte 3, l'on constate que « la natalité est représentée sous la forme des barres noires verticales. Plus les taux de natalité sont élevés, plus les barres noires sont épaisses. Plus les taux de mortalité sont forts, plus les barres noires sont rapprochés»¹⁵³.

On peut ainsi constater que le Canada connaît une natalité très faible de 15% contre une mortalité encore plus faible de 8%. Ce sont là les

¹⁵²C.CONRATH, *Op.cit.*, p.23.

¹⁵³ *Ibidem*, p.26.

caractéristiques démographiques de pays du Nord. Alors que la RDC a une natalité forte de 45% contre une mortalité de plus de 18%. Ce qui représente les caractéristiques des pays du Sud qui regroupent presque l'ensemble des pays d'Afrique et d'Asie.

- L'espérance de vie à la naissance.

L'espérance de vie à la naissance est le nombre d'année de vie d'une personne prise à la naissance. On l'appelle aussi l'âge moyen des décès d'une table. Cet indicateur montre la mortalité d'une génération ; elle dépend des conditions de vie de l'environnement. C'est dire que la longueur de vie est plus grande dans les pays développés que dans les pays du Tiers-Monde rongés par la maladie, la famine, l'analphabétisme. Les indices sur ce tableau sont très alarmants pour les pays pauvres.(carte4.)

Ces indices se rapprochent des réalités de la carte 5 qui nous montre par exemple que l'âge moyen des Canadiens, des Français et des Américains est supérieur à 70 ans , alors que pour le Congolais , il est de 50 ans. En Angola, au Tchad, au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique occidentale, il est de 42,5 ans. La Chine, le Brésil et l'Afrique blanche l'ont pour 64 ans.

En général, de ces 4 indicateurs, il se dégage que le sous-développement est caractérisé par une forte natalité, une forte mortalité, bref une faible espérance de vie à la naissance.

2.1.2.2. Les critères de satisfaction des besoins.

Au début de ce chapitre, nous avons souligné que NTUMBA Lwaba et Edgard PISANI avaient dressé la carte postale de l'Afrique en termes lugubres. L'Afrique et le Tiers-Monde vont mal. Tout est en lanterne rouge, c'est une partie du monde où les besoins alimentaires, la santé, l'éducation et tant d'autres besoins restent partiellement insatisfaits.

Ces critères regroupent les indicateurs suivants : besoins alimentaires, besoins de santé et besoins d'éducation. Un vieux dicton latin dit : « primo manducare, deinde philosophare » : la nourriture d'abord, la science après.

Nous venons de parler de la mortalité, il faut dire qu'elle est largement liée à l'insatisfaction des besoins alimentaires. « La faim reste la cause principale de mortalité dans les pays en développement. Quand elle ne provoque pas la mort prématurée, elle obère les capacités physiques et intellectuelles de l'individu. Les déficiences alimentaires sont la marque la plus certaine du sous-développement »¹⁵⁴. Le problème de la faim étale les inégalités du développement dans le monde et accentue la course à la dépendance dans les Etats du Sud.

En ce moment précis, des Etats africains comme la Zambie, le Malawi et le Zimbabwe doivent se plier, à contre cœur, aux exigences du Programme Alimentaire Mondial de leur fournir des dons des vivres avec des O.G.M. Même certaines populations congolaises se permettent de recevoir, meurtries par la famine mais surtout par la paresse, quelques gobelets de riz ou de maïs qu'elles pourraient bien faire pousser sur place.

Les besoins alimentaires se calculent en nombre des kilocalories (kcal). La limite journalière par personne est de 1.500 kcals pour la survie biologique, mais 2.300 à 2.500 kcals sont nécessaires pour l'équilibre vital.

En 1972, les enquêtes de la FAO précisent que cet indicateur atteint plus de 3.150 kcals pour les pays du Nord, qu'il nage dans les 2.210 kcals pour les pays du Sud. La RDC en avait pour 1.940. (carte 6). Selon le DSRP, la Province Orientale en a pour 2.300 kcals en 2006.

Pourtant cet indicateur n'est pas un bon révélateur du niveau de développement, il est relatif à chaque famille et à chaque Etat.

On lit sur la même carte 6, par exemple, que l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, le Maroc, l'Algérie et l'Egypte, malgré leur diversité de niveau de vie, réalisent un score qui varie entre 2.800 et 3.150 kcals qui est supérieur à celui de la Chine et de l'Arabie Saoudite, pourtant plus avancées économiquement .

¹⁵⁴ C.CONRATH, *Op.cit.*, p.37.

- Les besoins de santé

Les besoins de santé sont un impératif majeur dans la mesure où il détermine l'état de santé de la population active d'un pays. Sa productivité en dépend. Il est difficile de déterminer un indice pour calculer l'état de santé général d'une population. Cependant, on peut déterminer le niveau de l'encadrement médical par le nombre de médecins par habitant et celui de l'infrastructure médicale par le nombre de lit d'hôpital par habitant.

Sur la carte 7, nous pouvons découvrir que dans les pays développés 800 habitants reçoivent l'encadrement médical d'un médecin, tandis que pour la RDC, l'indice est d'au moins 20.000 habitant par médecin. Les données de cette carte montrent également que de toutes les régions du monde, l'Afrique est le continent le moins couvert médicalement et où l'état sanitaire est le plus sombre. Cet état des choses est sans nul doute à la base d'une série interminable des déficiences de ce continent.

En effet, la santé est « un état complet de bien-être physique, mental et social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, tous les maux tels que l'ignorance, la pauvreté, la dépendance sont incompatibles avec la possession du meilleur état de santé possible»¹⁵⁵. Il va sans dire que pour augmenter la capacité de la population active et le rendement, chaque Etat se voit obligé de prendre en compte les besoins de santé de sa population, sans oublier ceux des autres couches sociales qui pourraient constituer une charge pour l'Etat.

C'est à ce niveau que le clivage Nord-Sud est profond : les pays développés sont caractérisés par un très grand nombre de médecins et d'hôpitaux ainsi qu'une bonne prise en charge médicale suffisante de la population, alors que dans les pays sous-développés, celle-ci est presque abandonnée à son triste sort. Et surtout que le VIH/SIDA constitue à ce jour un véritable fléau qui ravage la population active des pays pauvres et qui présume un avenir sombre pour ces Etats.(carte 8)

¹⁵⁵ A.QUENUM, *Santé, nation et développement*, EPA, Kinshasa, SD, pp.37-38.

- Les besoins d'éducation.

Le taux de scolarisation des enfants de 6 à 18 ans détermine également la distinction entre le Nord et le Sud. Il peut nous donner une idée sur le niveau d'analphabétisme qui constitue un frein au développement. Mais il peut aussi montrer le niveau de recul de l'ignorance. Comme on peut le lire sur la carte 9, la zone du sous-développement est caractérisée par un pourcentage allant de 30 à 70 d'écoliers sur le total de la population scolarisable.

L'Afrique porte le tableau le plus sombre à ce sujet, ce qui pourrait être en corrélation directe avec le phénomène du sous-développement. Cependant, il faudra considérer que cette relation n'est pas toujours parallèle. La RDC est plus scolarisée que l'Arabie Saoudite qui, pourtant, a un niveau de développement plus élevé qu'elle. En 1960, ce taux était de 10% pour la RDC, il s'élève à 90% en 1989. Cet état de chose nous pousse à vérifier un autre indicateur.

2.1.2.3. Les critères économiques.

Selon CONRATH, « dans l'analyse de l'inégal développement dans le monde, les critères économiques sont les plus classiques, les plus utilisés. Ce sont ceux dont la référence implicite à un modèle de développement est la plus forte. Certains ont voulu voir dans l'absence d'industrialisation, le phénomène majeur du sous-développement. Mais peut-on assimiler tout à fait industrialisation et développement ? ¹⁵⁶ »

La question mérite d'être soulevée, car nombreux sont ceux qui pensent que le développement commence par l'industrialisation ; ou encore, c'est le transfert de technologie du Nord vers le Sud qui est le moteur du développement. Pourtant ce dernier ne doit pas commencer par la machine, ni l'argent, mais plutôt avec et par l'homme. Il faut d'abord libérer l'homme de la faim, de l'ignorance, de la maladie, du chômage, de la dépendance et de toutes les pressions tant internes qu'externes.

¹⁵⁶ C. CONRATH, *Op.cit.*, p.55.

Mais en Afrique en général et en RDC en particulier, « l'erreur que nous commettons actuellement consiste à penser que le développement commence par l'industrialisation¹⁵⁷ ».

A ce sujet, KALELE-Ka-Bila estime que « le développement de la thèse de l'industrialisation avant tout et coûte que coûte ainsi que la diffusion forcenée font jouer à la sociologie classique le rôle d'instrument de renforcement du sous-développement. C'est le moins que l'on puisse dire »¹⁵⁸.

Par ailleurs, il faudra également soulever le fait qu'en matière d'indicateurs économiques, les comparaisons internationales du sous-développement, bien que limitées, font quand même apparaître les inégalités de richesse et de puissance économique entre les Etats. Dans cet ordre d'idées, plusieurs indicateurs économiques nous montrent les images du sous-développement dans le monde, à savoir : le PNB (Produit National Brut), le PIB (Produit Intérieur Brut), la répartition de la population active par secteur économique, la valeur des exportations par habitant, etc.

Tous ces indicateurs comportent des écueils. Le PNB en mettant l'accent sur la structure des prix et le pouvoir d'achat interne des Etats, ne peut s'appuyer sur le même étalon monétaire pour plusieurs pays. Le PNB élevé n'indique pas nécessairement qu'un pays est développé, c'est le cas des pays exportateurs du pétrole.

Le XX^e siècle a été marqué par une croissance moyenne remarquable des revenus, mais qui, à l'évidence, a été elle aussi inégalement répartie. L'écart entre les riches et les pauvres, qu'il s'agisse des pays ou des personnes, s'est creusé. Le PIB par habitant du quart le plus riche de la population mondiale a pour ainsi dire sextuplé, tandis que celui du quart le plus pauvre a moins que triplé. Les inégalités de revenu se sont manifestement aggravées. Cependant, il convient de signaler que le PIB par habitant n'explique pas tout.

¹⁵⁷ J. NYERERE, *Socialisme, démocratie et unité africaine*, Présence Africaine, Paris, 1970, p.95.

¹⁵⁸ KALELE-KA-BILA, *Op.cit.*, p.15.

2.1.3. Les causes du sous-développement.

Il nous paraît opportun de nous interroger sur les raisons de la désarticulation structurelle du Sud en général et de la RDC en particulier, avant d'en proposer des solutions. Une étude minutieuse du phénomène de sous-développement porte au grand jour le fait que ce dernier, loin d'être un fatalisme, est une circonstance historique, donc dépassable.

Cependant, la complexité du fait implique aussi celle de ses causes. Aujourd'hui, la sociologie est sortie de la sphère d'une explication moniste du sous-développement, d'autant plus que plusieurs causes expliquent cette situation. Mais nous allons les grouper en deux grandes branches : les causes exogènes et les causes endogènes.

2.1.3.1. Les causes exogènes.

Une observation attentive du sous-développement en Afrique noire montre bien que les raisons de cette désarticulation ne se situent pas seulement à l'intérieur du continent, mais il existe aussi des implications extérieures. C'est cela que nous appelons les causes exogènes dont principalement la traite négrière et l'esclavagisme, d'une part, ainsi que la colonisation d'autre part.

- La traite négrière et la division raciale du travail

. Il va sans dire que bien avant la colonisation, la traite négrière peut être considérée comme la principale cause de la désarticulation socio-économique des sociétés traditionnelles jadis florissantes et organisées. Car, dès le 14^e siècle après Jésus-Christ, la traite négrière a su mettre en place une division inégale et raciale du travail qui prédispose, jusqu'à ce jour, les nègres à la dépendance et au sous-développement.

- .Le secret de la colonisation.

Hormis la traite négrière, la colonisation constitue la deuxième cause externe du sous-développement de l'Afrique noire. En effet, à partir de la

Conférence de Berlin en 1885, l'Europe entreprend la colonisation directe de l'Afrique et le sort du continent est désormais pire que la mort : exactions, travail forcé, déplacement forcé, culture locale démantelée..

Après des siècles de traite, une ère d'abolition de l'esclavage prit le devant. Deux raisons sont avancées par des auteurs pour justifier ce changement d'attitude ou de stratégies des pays du Nord. Il y a d'une part le passage de l'Occident à la production industrielle (incompatible avec la production esclavagiste), et de l'autre la prise de conscience individuelle puis populaire de certains milieux sensibles. A ce sujet, l'on peut noter des pétitions contre la traite signées en Angleterre après les sermons de dimanche, l'opposition à la traite de la société des Amis des Noirs en France.

Les travaux de l'Aufklärung, siècle des Lumières (18^e siècle), dénoncent publiquement que la traite est coûteuse : à l'Afrique, ses hommes, à l'Europe ses millions de consommateurs potentiels qui, esclaves en Amérique, ne consomment rien. Il s'agissait dans l'esprit des hommes des Lumières, d'instaurer « sur la côte un nouveau mode de relations commerciales par un 'commerce légitime' fondé sur l'échange de marchandises contre des productions naturelles autres que l'homme ; inciter à la consommation les individus conservés à leur propre sol»¹⁵⁹.

Tout comme la traite, la colonisation n'est qu'un système de rapports inégaux entre un puissant (métropole) et un faible (colonie). Claude FREUD souligne même que « les colonies étaient considérées comme des marchés réservés au profit exclusif de la métropole, et se trouvaient ainsi placées dans la dépendance économique totale¹⁶⁰» dont l'auteur rappelle quelques principes essentiels : une colonie ne pouvait importer que les produits de la métropole, elle ne pouvait exporter ses produits naturels que vers la métropole, elle ne devait avoir aucune industrie qui ferait concurrence à celles de la métropole.

¹⁵⁹ J.F.RENAULT et S.DAGET, *Op.Cit.*, p.128.

¹⁶⁰ C.FREUD, *Quelle coopération*, Karthala, Paris, 1988, p.9.

Dans ce décor, se mêle le christianisme sorti à peine de ses luttes entre Catholiques et Protestants, et dont l'implantation a été liée à celles des puissances coloniales. La collaboration christianisme-pouvoir colonial était tellement mitigée que Guy DE BOECK se demandait : « dans quelle mesure , par rapport à la colonisation, les missionnaires furent-ils des complices conscients , des témoins horrifiés ou des contestataires ? ¹⁶¹» Car nombreux embouchaient la trompette officielle des louanges civilisatrices de colonisation. Ainsi dit : colonisation = civilisation = christianisation.

La pratique coloniale, cependant, nous démontre que le motif réel de la colonisation était économique. L'analyse de certains traits caractéristiques de la colonisation en dit plus, notamment le travail forcé, les sociétés concessionnaires, l'expropriation foncière, l'agriculture de rente, etc.

Il sied donc de constater que « bien loin d'avoir disparu avec les indépendances formelles des années 1960, l'impérialisme continue à peser d'un poids très lourd sur les évolutions économiques et sociales dans la plupart des pays africains. Davantage encore, il s'évertue à transformer ses moyens d'actions, à rationaliser ses procédures et à s'adapter à l'évolution générale du monde afin de maximiser le contrôle qu'il exerce sur les richesses du continent et les profits qu'il tire de leur exploitation » ¹⁶².

Il n'est pas étonnant de constater que la Banque Mondiale recommande pour combattre la crise en Afrique que l'on développe l'agriculture, mais en vue de l'exportation, que l'on abandonne la protection de l'industrie nationale, que l'on démantèle le secteur public et que l'on fasse davantage appel aux capitaux étrangers» ¹⁶³ .

Ce qui est paradoxal dans cette situation, c'est l'offensive idéologique conservatrice qui consiste à occulter tous les méfaits de l'impérialisme et à mettre l'accent sur les facteurs internes au continent noir.

¹⁶¹ *Cent ans de regards belges* ,p.40.

¹⁶² S.AMIN, cité par F.YACHIR,p.9.

¹⁶³ *Ibidem*, pp.6-7.

2.1.3.2. Les causes endogènes.

Il convient de comprendre par causes endogènes tous les facteurs internes à l'Afrique noire, en général, et à la RDC en particulier, lesquels contribuent à leur sous-développement communautaire.

Parmi ces causes, l'on peut compter la conception du temps, les irresponsabilités locales, la culture de pauvreté, etc.

- La conception du temps.

La manière dont les membres d'une société conçoivent le temps ou l'histoire détermine profondément leur organisation de l'espace ou du milieu. On distingue, en effet, plusieurs conceptions de la notion du temps selon le lieu, et ces dernières déterminent le niveau ou le genre de production matérielle de la société concernée.

Les Juifs antiques avaient une considération indéfinie du temps, tout ce qui est déjà été, rien de neuf sous le soleil, un âge s'en va, un autre vient, et la terre subsiste toujours, dit l'Ecclésiaste¹⁶⁴. Ce peuple produisit ainsi une civilisation fondée sur l'éternité du réel.

Les Bouddhistes, quant à eux, considèrent le temps comme un flux insaisissable, la roue de l'histoire est un perpétuel retour. Le sage doit s'en détacher afin de sortir du cycle perpétuel du Karma. Ce peuple produisit une civilisation marquée par une production spirituelle et immatérielle très profonde qui est source de plusieurs grandes religions.

Par contre, en Occident, le christianisme y a introduit une conception de temps orienté vers une fin, vers un but. Ainsi, « le temps tel qu'on en fait perpétuellement l'expérience est fondé sur l'idée de la quantification qui lui donne un caractère objectif, permanent et immuable. On le mesure, on le constate et on le matérialise. Il s'agit d'un temps essentiellement abstrait, qui dépasse les limites de notre perception subjective. Ce type de temporalité peut être qualifié de 'moderne', en ce sens qu'il se généralise avec les

¹⁶⁴ Ecclésiaste 1,4,9-10.

balbutiements de l'industrialisation pour se cristalliser dans l'ensemble des rapports sociaux où émerge un temps dominant représenté par le temps de travail»¹⁶⁵.

Pour cette conception, le temps est une marchandise qu'il faut mettre à profit pour la production, et chaque chose est programmée en son temps. Cela étant, l'histoire a un sens.

Quant aux Congolais contemporains, le temps est élastique. Il n'est pas étonnant qu'un rendez-vous de 10h00 n'ait lieu qu'à 12h00, et que le partenaire vous dise : « c'est l'heure congolaise ». Le temps ne presse donc pas, le retard est justifié en toute circonstance. Même dans le milieu universitaire, les examens prévus à 9h00 ne commencent que vers 10h00, les années académiques s'étirent en longueur.

Cet état d'esprit a des répercussions sur les actions à engager pour la recherche du bien-être. La mobilisation populaire pour le développement n'est pas une urgence. Les projets de développement traînent les pas pour se matérialiser et pour clôturer les activités ; nous assistons au passage du stade des projets de développement à celui de développement des projets interminables.

Au sein même de l'Eglise Kimbanguiste, certains édifices programmés ne franchissent pas le niveau de la fondation, et cela traîne et moisit depuis près d'une dizaine d'année. Alors que programmée à peu près au même moment, la monnaie unique européenne a fini par voir le jour en 2001.

Ce genre de comportement semble s'enraciner dans la conception africaine du temps. Selon le philosophe africain John MBITI, la notion de temps mesurée avec exactitude est étrangère à la plupart des sociétés traditionnelles, en effet la conscience africaine traditionnelle ignore la notion du futur, telle qu'elle s'est développée dans la pensée occidentale.

¹⁶⁵ L. BONNEVILLE, *Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie du temps à la lumière des pratiques domiciliaires*, Doctorat en sociologie, Université de Québec, Montréal, 2001, p.4 (inédit).

Le passé qui est porteur de tout l'héritage culturel traditionnel et le présent où il se réalise, constituent les deux moments essentiels du temps traditionnel. L'avenir ou le futur échappe à la conception traditionnelle africaine. « Le temps véritable est donc le présent et le passé, il se meut vers l'arrière et non vers l'avant. Les hommes pensent à ce qui est arrivé dans le passé et non à ce qui se passera dans le futur» ¹⁶⁶.

Il se dégage ainsi une logique contraire à celle de la conception moderne du temps et à celle du langage de développement. « On a souvent dit que c'est là une des principales causes de l'inefficacité des gouvernements du tiers-monde. La notion moderne de temps, au lieu de la notion traditionnelle, est devenue un élément très important et essentiel dans les conditions modernes, où la société planifie la vie de l'individu et de la famille ...La notion du temps doit entrer dans tout projet à court terme ou à long terme» ¹⁶⁷.

Qohéleth a peut-être mieux exprimé cette affirmation quand il dit qu'il y a un moment pour tout, un temps pour chaque chose ¹⁶⁸.

Il est donc évident que la conception du temps à l'africaine ou à la congolaise, étant tournée vers le passé et l'immédiateté, ne peut prévoir à sa juste valeur l'organisation du futur ou du développement.

- Les responsabilités locales.

Le sous-développement ne puise pas ses racines uniquement à partir de l'extérieur, mais aussi les irresponsabilités locales des dirigeants et même de la population concernée jouent un rôle très capital.

En effet, en Afrique noire en général et en RDC en particulier, les dirigeants sont caractérisés essentiellement par la corruption, l'ethnicité, le militarisme, la gabegie financière, l'insouciance et le non respect du bien public.

¹⁶⁶L. BONNEVILLE, Op.Cit., p.137.

¹⁶⁷ *Ibidem*.

¹⁶⁸ *Ecclésiaste*_3, 1-11.

A ce sujet, H.RAULIN et E.RAYNAUD constatent que « l'ensemble des élites et des dirigeants de ces pays est complètement 'aliéné' par rapport aux problèmes réels de leurs peuples et aux conditions concrètes et objectives d'un développement qui soit autre chose qu'une copie inadaptée, vouée à l'inefficacité, de modèles de développements étrangers» ¹⁶⁹.

Samir AMIN estime, pour sa part, que « les Blancs ne sont pas partis avec les indépendances politiques. La situation difficile dans laquelle se débat actuellement le continent résulte certes de facteurs naturels, comme la sécheresse persistante de ces dernières années, encore que la tendance à la désertification soit étroitement liée aux formes d'exploitation des ressources en terre et en bois. Elle résulte aussi, c'est incontestable, des politiques appliquées par les gouvernements locaux durant les deux dernières décennies» ¹⁷⁰.

Dans ces conditions, la mobilisation pour le développement national n'est qu'utopique. Car les soucis fondamentaux de l'élite congolaise, c'est l'autosatisfaction, la jouissance, le prestige, la gabegie, la dilapidation des deniers publics, la concussion, les pots de vin..

Frantz FANON souligne à ce propos que « la bourgeoisie nationale des pays sous-développés n'est pas orientée vers la production, l'invention, la construction, le travail» ¹⁷¹.

Tous ces maux qui caractérisent les dirigeants se transmettent comme par contagion aux gouvernés. Cette irresponsabilité locale se traduit par des actes aussi simples que sarcler sa parcelle et jeter les déchets sur la voie publique. Le contraire est difficile d'observer dans ce pays.

D'autre part, le principe d'isolement propre à la métaphysique cantonne la population dans l'ethnicité et le népotisme. Le Congolais ne veut composer qu'avec ses 'frères' de la tribu ou du village. Chaque tribu, chaque religion, chaque province fait son 'développement' séparément.

¹⁶⁹ H.RAULI et E.RAYNAUD, *L'aide au sous-développement*, P.U.F., Paris, 1980, p.17.

¹⁷⁰ S.AMIN cité par F.YACHIR, *Les enjeux miniers en Afrique*, Karthala, Paris, 1987, p.8.

¹⁷¹ Frantz FANON cité par *Ibidem*, p.452.

Le militarisme devient le seul moyen pour résoudre les conflits ; au moment où les pays européens s'unissent davantage pour consolider les acquis du progrès, les Etats africains s'évertuent dans des guerres fratricides pour détruire le minimum d'infrastructure laissé par la colonisation, et accroître ainsi le sous-développement.

- La culture de pauvreté.

La culture de pauvreté n'est rien d'autre que l'attitude qui consiste, pour les congolais, à se croire si pauvres que, sans l'appui extérieur, ils ne peuvent rien faire.

Nous l'avions décrié quand nous parlions du principe métaphysique de l'identité ou de l'immobilité qui signifie par exemple que l'objet A placé en point Z ne saurait le quitter¹⁷². Ce genre de pessimisme fait dire aux Congolais que cette misère ' ne finira jamais', car ils n'en peuvent rien.

« La puissance scientifique technologique occidentale a stérilisé toute velléité créative, tout balbutiement inventif en Afrique. Les Africains se sont laissés convaincre que seul l'occident peut découvrir et apporter des solutions à leurs propres problèmes. Ils sont persuadés qu'avec leurs maigres moyens, ils ne peuvent rien »¹⁷³.

La culture de pauvreté conduit à la négation de soi, or le développement requiert effort et austérité. « Et c'est à leur capacité de consentir eux-mêmes effort et austérité que les peuples concernés reconnaîtront ces dirigeants comme méritant réellement ce titre »¹⁷⁴.

Somme toute, dans cette atmosphère de putréfaction morale, l'on pourrait dire que le sous-développement de l'Afrique en général et du Congo en particulier ne peut que s'approfondir davantage. Il faut une nouvelle éthique et une pédagogie du développement, mariant la science et la conscience, en partant premièrement du changement des mentalités.

¹⁷² Lire KALELE-KA-BILA, *Op.Cit*, p.4.

¹⁷³ NTUMBA LWABA, *Op.cit.*, p.453.

¹⁷⁴ *Ibidem.*

La culture de pauvreté est une pilule, mieux un 'suicide collectif' qui empêche toute une communauté de s'exprimer, de s'extérioriser et de prendre en mains sa propre destinée.

Dans l'entre-temps, le développement du sous-développement fait son chemin avec ses conséquences fâcheuses.

2.2. Les conséquences du sous-développement.

Plongée dans le sous-développement, la RDC en tire de fond en comble toutes les conséquences y afférentes. De toutes celles-ci, la dépendance semble la plus marquante et déterminante. En effet, le drame congolais « est de recevoir de l'extérieur : idées et concepts de base, théories, schémas et plans de développement, techniques et modes d'organisation. L'Afrique se situe toujours par rapport à l'extérieur et a perdu toute intériorité...Intellectuels du prospectus et du décalquage, les Africains brillent dans le maniement des concepts élaborés ailleurs sans trop chercher à innover. D'où le culte et le fétichisme des auteurs et scientifiques du monde développé»¹⁷⁵.

Les universités, les écoles, les églises, l'administration, et que sais-je encore, sont toutes bornées au prospectus et au décalquage, mieux à la 'décalcomanie'; tant les idées que les modèles étrangers les fascinent. La RDC ignore à ce jour la vertu de la créativité, de l'inventivité et de l'effort. Elle devient ainsi un éternel enfant qui vit la main tendue vers l'extérieur. Quarante-six ans après l'indépendance, elle demeure dépendante de l'occident. On distingue plusieurs sortes de dépendance.

2.2.1. La dépendance politique.

Le gong de la décolonisation avait suscité l'espoir chez les peuples africains animés par de grands leaders comme N'KRUMAH, LUMUMBA, NYERERE, NASSER...La création de l'O.U.A cimenter cet espoir de prospérité et d'union africaine pour le développement. Mais hélas, les colons blancs partis, des colons noirs montent au pouvoir pour perpétuer la misère par des dictatures, la gabegie financière, le népotisme, etc.

¹⁷⁵ NTUMBA LWABA, *Op.cit.*, pp. 452-453.

En vue de maintenir le système capitaliste, les occidentaux tiennent mordicus à installer au pouvoir des représentants pouvant garantir d'abord les intérêts capitalistes. Et les politiciens africains, pour accéder au pouvoir, doivent chercher l'appui de l'Occident.

Si bien qu'aujourd'hui, les conflits entre les groupes et même entre les personnes ou les Etats sont de plus en plus marqués par l'influence ouverte ou occulte de ces pouvoirs étrangers.

2.2.2. La dépendance économique.

L'économie congolaise est celle d'un pays sous-développé qui doit se libérer du monopole extérieur qui nous plonge dans un circuit de paternalisme sans fin et des rapports inégaux de production.

Le système capitaliste implanté depuis la colonisation était non seulement juteux pour les capitaux étrangers, mais aussi avait mis en place une division inégale et internationale du travail. Le Nord s'est spécialisé pour le software et le Sud pour le hardware. Aujourd'hui, aucun pays africain ne peut engager son développement sans chercher à s'appuyer sur la Banque Mondiale ou le FMI ou encore sur une multitude des ONG internationales ; si bien qu'on est passé en ce jour de projets de développement en développement des projets. Mais le bonheur tarde à venir.

Les économies des Etats Africains sont maintenues dans des structures dépendantes et non achevées, elles n'ont pas connu des processus de croissance endogène, la base de ces économies du centre, à tel point que même après la décolonisation, la RDC n'a pas réussi à imposer une orientation introvertie à son économie.

Certains, plus déguisés, tentent de désigner cette situation par des termes plus évasifs tels que le partenariat, la coopération, sans percevoir ces derniers évoquent l'idée d'un rendez-vous du donner et de recevoir qui fait absolument défaut à la notion de dépendance.

2.2.3. La dépendance culturelle.

La culture peut être entendue comme l'ensemble de production matérielle et immatérielle d'une communauté. Pour Edward TYLOR, elle signifie l'ensemble « complexe qui comprend les connaissances, les croyances, l'art, le droit, la morale, les coutumes, et toutes les autres aptitudes et habitudes qu'acquiert l'homme en tant que membre d'une société »¹⁷⁶.

Ainsi définie, la culture est tout ce qui fait de l'homme un être (humain) différent de l'animal ou de la bête de somme. Dans l'environnement humain, outre ses multiples acceptions, il est inadéquat de parler de culture ; car il y a des cultures propres à chaque homme ou à chaque groupe.

C'est pourquoi CHOMBART DE LAUWE estime qu'il s'agit d'un « complexe de connaissances, des représentations, de valeurs, de modèles, d'intérêts, d'aspirations, de croyances, de mythes interdépendants les uns les autres »¹⁷⁷.

La culture d'un groupe ou d'un individu dépend de son histoire individuelle ou collective.

De tout ce qui précède, il se dégage que la notion de développement ou de sous-développement s'enracine fermement dans le patrimoine culturel d'un groupe. Ce qui nous amène à dire que les acteurs du développement doivent « respecter l'identité culturelle des peuples que l'on prétend développer, ce qui ne signifie nullement le refus ou le rejet de tout apport extérieur , mais que ce dernier doive être assimilable. Le viol culturel d'un peuple n'est jamais une solution. »¹⁷⁸.

Pourtant ce qui est encore plus étonnant pour les Congolais, c'est de constater que la dépendance culturelle est doublée d'aliénation. C'est dans presque tous les domaines culturels énumérés plus haut (idéologie, modèles,

¹⁷⁶ B.E. TYLOR, cité par MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*, p.107.

¹⁷⁷ P.H. CHOMBART DE LAUWE , *Op.cit.*, p.193.

¹⁷⁸ H.RAULIN et E.RAYNAUD, *Op.cit.*, p.2.

valeurs, croyances, connaissances...), le Congolais a plus d'estime pour ce qui lui vient de l'extérieur et rejette comme une ordure tout ce qu'il a trouvé dans son patrimoine culturel.

Ainsi par exemple, un étudiant préfère citer les auteurs français ou anglais dans son travail, et rejette comme sans autorité scientifique ceux de son pays. Dans des Eglises, les prédicateurs étrangers attirent plus de fidèles que les pasteurs locaux. Les modèles de développement conçus en Occident ont plus de succès que ceux conçus localement.

Cet état d'esprit fait attendre et imiter tout de l'Occident. Les valeurs locales sont sous-estimées, malgré quelques tentatives de réhabilitation. Cette idéologie de la dépendance est véhiculée par plusieurs canaux : école, radio, Eglises, livres, télévision, ...Ce qui accentue le sous-développement national. A travers les lignes qui suivent, nous allons passer en revue quelques grandes stratégies essayées par l'Etat congolais en vue d'endiguer ce phénomène.

Section 3 : RDC, pays du Sud, sortir du sous-développement.

Cette section du travail est consacrée à l'analyse critique des différentes stratégies de développement tentées en RDC. Il s'agit d'en dégager les faiblesses et les réussites afin de tirer des leçons à la lumière de la mondialisation ou de la globalisation. Nous analyserons successivement les essais suivants :

- le transfert de technologies,
- l'assistance technique,
- l'aide internationale au développement,
- les ONGD,
- les Eglises,
- les plans de développement, etc.

En effet, pour sortir la RDC du sous-développement, beaucoup de tentatives ont été essayées comme partout ailleurs en Afrique. Nous allons analyser certaines d'entre elles.

3.1. Le transfert de technologies.

La colonisation a été justifiée par l'envahisseur occidental comme une œuvre civilisatrice des nègres. Mais au fil du temps, les motifs inavoués de cette occupation (l'exploitation des richesses du Congo et la recherche du débouché pour les industries de la métropole) ont fini par exploser au grand jour.

Après les années 60 qui ont suivi l'indépendance du Congo, les années 70 ont vu apparaître une stratégie de développement, toujours conçue au Nord, basée sur le transfert de technologie occidentale vers le Sud. Les gouvernements occidentaux estimaient que, pour déclencher le développement de l'Afrique, il fallait financer de grands projets incitatifs au démarrage.

C'est dès les années 1972 que la politique de développement reposait sur deux axes¹⁷⁹:

a) Nécessité d'investissements lourds.

Pour assurer une base solide à la croissance à long terme, l'Etat congolais avait décidé d'engager des investissements lourds dont les principales opérations furent :

- accroissement des capacités d'extraction et de traitement du cuivre : de 320.000 tonnes en 1965 à 850.000 en 1980,
- construction du barrage d'Inga qui fournira annuellement 240 milliards de kilowatts heures, soit plus de 25% de la production mondiale d'énergie électrique d'origine hydraulique en 1972.

¹⁷⁹REPUBLIQUE DU ZAIRE/ DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, *Le guide de l'investisseur*, Kinshasa, SD, p.4.

- Construction d'une usine sidérurgique à Maluku avec une capacité de production initiale de 250.000 tonnes d'acier prévue en 1974,
- Construction d'une ligne de transport à très haute tension pour amener l'énergie d'Inga vers les usines métallurgiques de Shaba au plus tard en 1977.

b) Nécessité de développer l'agriculture.

Il s'agit de :

- diminuer les importations des produits alimentaires et consacrer les devises à l'équipement du pays.
- Accroître le revenu dans les zones rurales.

Pour ce faire, il fallait mettre en place un programme d'entretien des routes de desserte agricole.

CRITIQUES.

1. La construction des grandes technologies avaient quelques aspects positifs comme le soulève le feu Président MOBUTU en ces termes : « la construction du barrage d'Inga s'est révélée particulièrement opportune dans le contexte du boom pétrolier. Sans l'apport d'Inga, nous n'aurions pas été capables de supporter une facture pétrolière qui est passée brusquement d'environ quatre ou cinq millions de dollars, à quinze ou seize millions... Dans ce même ordre d'idée, qui pourrait nous reprocher la construction de la raffinerie de pétrole de Moanda ? »¹⁸⁰

2. Il faut dire que ces réalisations ont eu quelque avantage éphémère ou momentané ; mais en général elles n'ont pas atteint le but visé, car jusqu'à présent la plupart des villes et régions du pays manquent encore de l'électricité et que la carence en pétrole persiste. Certaines de ces réalisations n'ont été qu'un gaspillage inutile de fonds. MOBUTU le reconnaît en

¹⁸⁰ J.-L. REMILLEUX, *Op.cit.*, p.143.

affirmant qu'« en revanche, nous reconnaissons des erreurs quand elles existent. Je vous citerai d'abord le complexe sidérurgique de Maluku, ou encore l'immeuble C.C.I.Z. à Kinshasa »¹⁸¹.

La responsabilité de ces erreurs pèse sur les multiples multinationales qui ont implanté ces installations inadaptées, alors que les études techniques sur l'implantation n'ont pas été concluantes.

Nous estimons que ce qui a manqué à ces projets, c'est d'avoir minimiser l'apport culturel du congolais ainsi que l'adaptabilité de l'homme qui en assurerait la gestion.

Finalement CHOMBART DE LAUWE a pu constater que dans le domaine de la construction, « nous voyons faire des erreurs non moins graves lors qu'on transpose sans transition une architecture européenne dans les pays africains. Le parachutage de modèles d'habitation européens dans ces pays est absurde si nous ne partons pas de l'étude approfondie de l'architecture traditionnelle »¹⁸².

3.2. L'assistance technique.

Le transfert de technologie sans techniciens expatriés pour le gérer poserait de sérieux problème au Congo. Il faudrait penser accompagner la technologie des assistants techniques du Nord.

Le Congo a vu ainsi arriver un flot d'assistants techniques ou de coopérants. Selon MABIKA Kalanda¹⁸³, trois formes d'assistance technique ont été signalées ; à savoir :

- les techniciens de l'ONU (les experts de l'ONUC),
- les techniciens des gouvernements occidentaux (ex : les Peace Corps américains, la CTB),
- les techniciens étrangers engagés par contrat individuel.

¹⁸¹ J.-L. REMILLEUX, *Op.cit.*, p.143

¹⁸² P.H.CHOMBART DE LAUWE, *Op.cit.*, p.179.

¹⁸³ MABIKA KALANDA, *Op.Cit.*, Pp.77-78.

Quant à Claude FREUD, il distingue quatre modèles de gestion ou typologies d'assistance technique¹⁸⁴ :

- le style missionnaire : le coopérant applique avec dévouement et courage un rigorisme dans la gestion, tant il a foi envers l'œuvre de la coopération.
- Le style de l'éminence grise : le coopérant travaille dans l'ombre de quelqu'un.
- Le prince : le coopérant se considère comme propriétaire d'un territoire qu'il gère et dirige.
- Le style compagnon de route : le coopérant respecte les valeurs de l'autre.

CRITIQUES.

1. Au lieu de transmettre leurs connaissances aux nationaux pour prendre la relève, les experts occidentaux se replient sur eux-mêmes, et les considèrent comme des concurrents potentiels.

2. Les coopérants perçoivent la terre africaine et congolaise comme un lieu d'expérimentation, un monde sans contrainte, sans limite à leurs désirs, « tant il est vrai qu'ils ne savent pas et ne veulent pas s'intéresser aux marques et aux traces que les autochtones ont inscrites dans ce paysage »¹⁸⁵.

3. Ces assistants techniques ou experts occidentaux deviennent une sorte d'agents de renseignements sociologiques, économiques, politiques, ou stratégiques au profit de leurs pays.

En effet, « l'envoi de techniciens par chaque pays qui en a envie est donc pour lui un placement : connaître les dirigeants, les aider financièrement à se maintenir au pouvoir, leur fournir des renseignements

¹⁸⁴ C.FREUD, *Op.cit.*, pp.53-54.

¹⁸⁵ *Ibidem*, p.49.

qu'ils demandent, pousser loin les études sur les hommes et sur la nature, proposer des plans d'implantation des capitaux nationaux dans un pays aux perspectives économiques aussi rassurantes, tel est le souci qui caractérise l'assistance technique occidentale »¹⁸⁶.

Dans ces conditions, l'effort du développement national n'est qu'une utopie. Une autre stratégie alors pointe à l'horizon.

3.3. L'aide internationale au développement.

Avec la crise financière au Sud du Sahara en général, et en RDC en particulier, l'appel à l'aide internationale devient impératif afin de soutenir le programme de développement.

L'on peut citer l'apport du gouvernement belge à l'organisation des Examens d'Etat, le soutien de Fometro à la lutte contre la maladie du sommeil ; le gouvernement congolais a bénéficié de plusieurs dons pour soutenir le domaine agricole, sanitaire, éducatif, etc. Sans oublier l'aide internationale pour l'organisation des élections libres et transparentes.

Le plan Marshall a été offert une seule fois à l'Europe pour se reconstruire après la guerre. Mais l'aide internationale en Afrique en général, et en RDC en particulier, devient monotone et répétitive, sans pour autant donner une impulsion au décollage économique.

Une autre forme d'aide internationale au développement fut les bourses d'études accordées aux jeunes congolais. « Le Congo manque de cadres. C'est très bien de les former. Même à l'étranger »¹⁸⁷. Mais dans quel domaine ? – Le gouvernement congolais ignore lui-même les priorités et la planification dans ce domaine. Aussi, les Etats occidentaux le faisaient par pur intérêt politique de se tailler déjà des amis parmi les futurs gestionnaires du Congo.

Albert MEISTER souligne en passant que le « mythe de l'aide étrangère désintéressée masque ces tendances et a pour fonction de donner aux

¹⁸⁶ MABIKA KALANDA, *Op.cit.*, pp.79-80.

¹⁸⁷ *Ibidem*, p.82.

bénéficiaires de l'aide une image nouvelle des donateurs qui, tout à coup, après des décennies d'exploitation coloniale éhontée, obéiraient à des impératifs moraux de fraternité»¹⁸⁸. Serge LATOUCHE dénonce également cette attitude : « le donateur acquiert du prestige et devient créancier d'une dette de reconnaissance que rien ne peut annuler. Le néo-colonialisme avec l'assistance technique et le don humanitaire a fait beaucoup plus pour la déculturation que la colonisation brutale»¹⁸⁹.

Ce prestige engendre l'arrogance et défie la morale, en humiliant les peuples aidés par des pancartes élevés devant les immeubles et les institutions pour localiser ostensiblement, avec démonstration de puissance, les naufragés de la planète , plus encore du Congo.

¹⁸⁸ A.MEISTER,*Op.cit.*,p.12.

¹⁸⁹ S. LATOUCHE, *La planète Uniforme*, p.19.(inédit)

Des peuples qui n'ont plus de droit , sinon celui d'être publiquement identifiés comme des éternels assistés.

CRITIQUES

1. L'aide au développement rend dépendants les pays bénéficiaires et encourage le paternalisme.

2. « Un peu partout les voix s'élèvent pour exprimer la déception devant le gaspillage de l'aide internationale¹⁹⁰ ».

3. L'aide peut s'orienter vers d'autres coins du monde.

4. Sans aide extérieure, les projets de développement cessent de fonctionner. C'est le cas de GTER chez les Protestants de la Province Orientale.

5. L'aide défie la morale, le respect de la personne humaine et de la culture des autres.

Pour contourner les effets négatifs de l'aide internationale, H.RAULIN et E.RAYNAUD proposent de respecter les préalables suivants¹⁹¹ :

- réorienter les objectifs du développement des pays pauvres dans le sens auto-centré,
- tenir compte de la capacité d'absorption de l'aide en se référant aux structures sociales et à l'échelle des valeurs des pays concernés,
- remettre en cause le système économique mondial et de la division internationale du travail qui est inégale,
- retrouver une échelle de valeurs qui échappe à l'ethnocentrisme occidental concernant le choix de modèles, et les

¹⁹⁰ S. LATOUCHE, *La planète Uniforme*, p.8.

¹⁹¹ H.RAULIN et E.RAYNAUD, *Op.cit.*, pp.17-18.

- techniques de développement.

Somme toute, l'aide internationale au développement n'a pas assuré les espoirs escomptés, tant son gaspillage a été trop grand, et l'idée d'une manne continue à susciter l'impression qu'elle est éternelle. Ainsi sommes-nous passés à la stratégie des projets de développement.

3.4. Les projets de développement.

Qu'est-ce qu'un projet ? – Claude FREUD distingue deux acceptions pour ce terme.

a) Au pluriel, « les projets sont en quelque sorte la forme spécifique qu'ont prise depuis toujours les interventions des aides extérieures. Le vocable désigne à la fois un financement, une action et une organisation. Leurs objectifs sont d'accroître la productivité agricole ou de diversifier l'économie» ¹⁹².

b) Au singulier, Claude FREUD souligne qu'en Europe, la notion de projet n'est pas connue, « le développement ne s'y est pas réalisé à coup de projets. Il a été diffus et s'est fait à partir d'une accumulation prélevée sur le développement de l'agriculture, dû au progrès des techniques et à l'accroissement de la productivité, qui se sont étalés sur plusieurs siècles» ¹⁹³.

CRITIQUES.

Comme les autres stratégies, les projets de développement ont tant peu soit-il résolu quelques problèmes des bénéficiaires, mais ils restent retenus par le même syndrome de la dépendance. Le plus souvent, ils disparaissent avec le terme de leur financement. Leurs animateurs se comportent le plus souvent comme de prédateurs à la recherche des fonds pour dévorer, ils constituent ainsi une nouvelle bourgeoisie sur une masse des pauvres qu'ils prétendent encadrer.

¹⁹² C.FREUD, *Op.Cit.*, p.65.

¹⁹³ *Ibidem.*

Aujourd'hui, une autre stratégie est en pleine évolution, il s'agit des organisations non-gouvernementales.

3.5. Les Organisations Non-Gouvernementales (ONG).

« Face à la lourdeur de grands projets et opérations de développement, un autre type d'intervention se présente comme une alternative, mettant en œuvre des petites opérations ponctuelles, de moindre échelle, au ras du sol. Ce nouveau développement est promu par les ONG (organisations non-gouvernementales), qui drainent une part des aides publiques et caritatives»¹⁹⁴.

Pour Kofi ANAN, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, « les ONG constituent le pont entre les gouvernements et la société civile et ce n'est en fait qu'en 1996, avec la résolution de l'Ecosoc, que les ONG sont reconnues officiellement comme des experts techniques, conseillers et consultants des Nations Unies »¹⁹⁵.

Ces ONG s'occupent de domaines variés : gestion des affaires, élevage, santé publique, éducation, droits humains, crédits agricoles,... Selon leur structure, origine ou domaine d'intervention, on peut distinguer les types d'ONG suivants :

- ONG onusiennes : elles appartiennent aux Nations Unies et interviennent dans le développement des Etats du Sud. Exemple : P.N.U.D., P.A.M.

- ONG internationales : sont des ONG en provenance de l'Occident et qui interviennent dans les pays en développement, et partout où il y a des catastrophes. Exemple : M.S.F., C.I.C.R., I.R.C., USAID, etc.

- ONG locales : sont des ONG nées localement au lieu d'intervention, mais qui généralement ont besoin de financements extérieurs ou d'ONG internationales ou onusiennes pour fonctionner.

¹⁹⁴ C.FREUD, *Op.cit.*, p.57.

¹⁹⁵ J.COPANS, *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2006, p.64

Jean COPANS précise à ce sujet que « les ONG sont de plus en plus originaires des pays du Sud eux-mêmes et jouent dans ce cas des rôles politiques, sociaux et sociétaux assez distincts de ceux observés dans les ONG du Nord. Elles constituent à la fois des instruments de représentation ou même de réorganisation 'citoyenne' (...) Elles deviennent ainsi de manière souvent indiscutable, les intermédiaires privilégiés des interventions extérieures, court-circuitant de plus en plus les canaux administratifs publics ordinaires»¹⁹⁶.

Dans la ville de Kisangani, elles sont légion. Nous pouvons citer l'OSAPY qui s'occupe de la sédentarisation et de la promotion des pygmées afin de cohabiter avec les Bantous. Le C.S.D.F.C. s'occupe de l'encadrement des filles-mères désœuvrées en leur apprenant un métier professionnel (couture, tricotage, agriculture) ou l'alphabétisation. Parmi les ONG locales on trouve :

- ONG de développement (ONGD) : elles s'occupent de différents aspects du développement local, notamment l'agriculture, les routes de desserte agricole, immeubles, transformation des produits agricoles, etc. Exemple : APILAF s'occupe à Kisangani de la mise au point de la technologie appropriée à la transformation locale des produits agricoles des paysans des Territoires d'Isangi, d'Opala et d'Ubundu. ACORD est une plate-forme ONG internationales d'appui aux paysans d'Opala et d'Isangi, spécialement pour l'allègement des travaux pénibles des femmes, en leur fournissant des moyens techniques et en assurant la commercialisation des produits agricoles. Cette ONG est en inactivité depuis 2003, suite à la rupture de financement extérieur.

- ONG de défense des droits humains : comme leur nom l'indique, elles s'occupent de la promotion des droits de l'homme, de la dénonciation de leur violation et de l'éducation civique des Citoyens congolais. C'est le cas à Kisangani de groupes suivants : Lotus, Amis de

¹⁹⁶ J.COPANS, *Op.Cit*, p.66.

Nelson Mandela, Justice et Libération, Congo en Images...

Par ailleurs, si les ONGD d'intervention s'arrêtent le plus souvent à l'action humanitaire (MSF, IRC...), celles d'appui accompagnent un peu plus longtemps les opérations sur le terrain. C'est le cas de ACORD ou APILAF.

CRITIQUES.

Bien qu'elles foisonnent dans notre pays et dans la ville Kisangani, les ONG sont une goutte d'eau dans l'océan, elles essaient tant bien que mal à combattre le sous-développement. Toutefois, il ne s'agit que d'un mouvement des capitaux des multinationales échappant au contrôle de l'Etat qui est aux prises avec la globalisation.

Malgré cette intervention, le développement du sous-développement ne cesse son parcours dans les domaines pris en charge par les ONGD. A notre avis, l'échec prévisible des ONGD est conséquent des réalités suivantes :

- très souvent, l'aide extérieure obtenue n'atteint pas nécessairement les pauvres, ce sont les personnes les plus aisées qui en bénéficient, surtout les cadres de ces ONGD, et sans oublier les opérations – retour par le biais des coopérants expatriés.

- Très peu d'ONGD accompagnent un projet réellement lancé par la population, souvent les ONG montent leur propre projet qu'elles imposent au lieu d'intervention,

- Les ONGD glissent facilement vers une bureaucratie banale, et pyramidale où les initiateurs se taillent la part du lion,

- Les interventions des ONGD ignorent les actions planifiées dans la même région par le gouvernement ou d'autres ONG,

- La lutte d'influence entre elles met, dans la plupart des cas, dos à dos les ONG qui devraient se compléter pour une action efficace sur le terrain,

- Leur activité dépend largement du financement extérieur sans lequel elles sont vouées à la fermeture.

Ici encore, le principe métaphysique d'isolement et d'opposition des contraires est d'usage.

3.6. Les Eglises.

Considérant que le corps ne peut jamais être séparé de l'esprit dans l'œuvre de l'évangélisation, les Eglises sont aujourd'hui penchées vers une ecclésiologie du développement, en dépassant le cadre habituel de l'éducation et de la santé où elles ont l'habitude d'intervenir. L'évangélisation va de pair avec le développement.

C'est ainsi qu'on a vu naître dans les Eglises une panoplie d'ONGD. Tous les diocèses de l'Eglise Catholique au Congo comptent chacun un Bureau Diocésain pour le Développement, un Bureau Diocésain des œuvres médicales, la Caritas etc. A l'Eglise Protestante, l'on compte par Communauté de l'E.C.C. des ONGD et des projets multiples comme le cas du G.T.C. (Groupe Technique Central), du B.D.C. (Bureau de développement Communautaire), etc.

L'Eglise Kimbanguiste a le DEDK (Département de l'Economie et de Développement Kimbanguiste) ainsi que des centres agropastoraux comme à Lutendele (Kinshasa) et sur le Plateau des Batéké ou encore à Kubagu à Kisangani.

CRITIQUES.

- Ces ONG et projets des Eglises ont rendu et rendent encore certains services à la population congolaise, et boyomaise en particulier.

- Mais leurs écueils sont multiples :

Ils ne sont pas épargnés du syndrome de la dépendance, car, en général, ils ne constituent que des postes de transit de l'aide extérieure avant d'atteindre les bénéficiaires, hormis peut-être les ONG kimbanguistes.

Très fortement caractérisées par le principe d'isolement et d'opposition des contraires, les Eglises congolaises campent chacune dans son idéologie. Et les projets de développement qu'elles organisent font chacun cavalier seul dans une même zone d'intervention comme si à la cité leurs fidèles vivaient dans des phalanstères distincts.

En dehors de ces initiatives du développement généralement œuvre des privés, l'Etat congolais a aussi mis au point plusieurs plans incitatifs au développement national.

3.7. Les plans.

Tous les Etats d'Afrique accompagnent leur politique de développement par l'établissement et la mise en application d'un Plan. Libéraux et socialistes, tous éprouvent la nécessité de prévoir, d'orienter et d'organiser leurs transformations socio-économiques par un choix judicieux entre les différentes solutions leur offertes.

En effet, « un Plan est un programme qui organise la conduite du développement pour un certain nombre d'années »¹⁹⁷. Aussi, peut-il être triennal, quadriennal, quinquennal... Il est vrai que depuis son ascension à l'indépendance, le Congo « veut la paix et le travail, sa population est le nationalisme... authentique. Et puis on entend le slogan : servir et non se servir. Puis, encore, encore quelques mots d'ordre : 'Retroussons les manches', 'l'année de l'agriculture', 'moto na moto abongisa', chez nous, il n'y a pas de spectateurs, tout le monde est acteur'. 'Recours à l'authenticité'... 'Salongo'¹⁹⁸ 'moto na moto alona' pour que chaque congolais mange trois fois par jour »¹⁹⁹. Autant de plans, de mots d'ordre pour mobiliser la masse au travail de la transformation sociale, mais nous ne rappelons ici que quelques-uns d'entre eux.

¹⁹⁷ A.JOURNAUX et al., *Géographie 3è : l'Afrique*, Hâtier, Paris, 1969, p.244.

¹⁹⁸ Salongo :hymne au travail. Moto na moto abongisa, alona : que chacun travaille, cultive (en lingala, une des langues nationales de la RDC).

¹⁹⁹ BOSUNGA LOOMBE IFINDI, *Op.cit.*, p.41.

3.7.1. La loi Bakajika.

Le capitalisme foncier est le goulot d'étranglement du développement national en RDC. Ce processus reste indubitablement utopique dans la mesure où la propriété des richesses du sol et du sous-sol appartient aux trusts étrangers.

Pour sortir de cette situation, l'Etat congolais avait pris le courage révolutionnaire de trancher la corde de la dépendance et de l'aliénation. « Le 28 mai 1966, le Parlement vote la fameuse loi nationaliste, dite 'loi Bakajika', qui proclame que le Congo reprend tous ses droits fonciers, miniers et forestiers, y compris donc les produits du sous-sol »²⁰⁰.

Ainsi, toutes les terres concessionnaires des firmes internationales aussi bien que les terres domaniales appartiennent désormais à l'Etat congolais qui doit disposer de leur mise en valeur, et au peuple congolais tout entier d'en tirer profit. Mais aussitôt que les colons blancs partis, les colons noirs prirent les rênes du pouvoir.

3.7.2. La nationalisation.

Malgré la loi Bakajika, certaines sociétés sont restées intransigeantes, et le cas de l'Union Minière du Haut-Katanga qui refuse de transférer son siège à Kinshasa, sous prétexte qu'elle est société de droit belge et que la capitale du Congo n'offrait pas le confort suffisant pour abriter le siège de l'UMHK »²⁰¹, ce qui a déterminé la riposte de l'Etat congolais de créer le 31 décembre 1966 la Gécamines en substitution de l'UMHK. Il faudra attendre le 15 mai 1967 pour qu'elle devienne une société à 100% congolaise.

Beaucoup d'autres sociétés subirent le même sort afin d'appartenir entièrement à la nation et aux intérêts congolais. Mais « contrairement à ce qui s'est passé en Amérique Latine par exemple, la nationalisation en Afrique a été en général formelle et d'une ampleur limitée. Beaucoup de gisements

²⁰⁰ J.-L. REMILLEUX, *Op.cit.*, p.139.

²⁰¹ *Ibidem*, p.140.

demeurent la propriété exclusive des groupes miniers ou industriels occidentaux »²⁰².

Autrement dit, après l'accession à l'indépendance politique, « la nationalisation des sociétés étrangères ou la participation de l'Etat au capital des nouvelles exploitations minières ne suffisent pas, loin de là, à assurer un contrôle réel sur le secteur minier »²⁰³.

Rien que pour le cas de la Gécamines, à sa création en 1966, 40% du capital de la nouvelle société étaient constitués des intérêts internationaux. A sa nationalisation en 1967, sa gestion fut pourtant confiée à une filiale de la défunte UMHK.

Enfin, il convient de conclure que la nationalisation n'a pu décoller le développement national, d'autant plus qu'elle n'a en rien affecté le contrôle réel des groupes occidentaux sur les exploitations minières.

3.7.3. La zaïrianisation.

Tout a commencé en 1971, le Président MOBUTU changea le nom de Congo-Kinshasa en Zaïre. Une année plus tard, il lance sa politique de l'authenticité qui consiste à l'africanisation des noms d'origine européenne. Dans son discours au 1^{er} Congrès du MPR, le 21 mai 1972, il précise que « nous préconisons le recours à l'authenticité pour faire comprendre que nous devons rejoindre la notion de développement à travers notre système de pensée et notre propre échelle des valeurs...Nous autres Zaïrois, nous estimons devoir choisir, de toutes ces théories, la voie qui nous paraît raisonnable, mais en la soumettant à nos propres valeurs culturelles»²⁰⁴. Le recours à l'authenticité est en même temps un regard critique sur le passé et une ouverture aux apports positifs venus de l'extérieur.

« Mais au début, cette politique de reconquête culturelle n'a rencontré en Occident que mépris et dérision. On l'a taxée de retour aux coutumes 'barbares' et dépassées. Mais pour nous, il s'agissait en premier chef de

²⁰² F.YACHIR, *Op.cit.*, p.127.

²⁰³ F.YACHIR, *Op.cit.*, p.131.

²⁰⁴ J.DUBOIS et L.V.DEN WIJNGAERT, *Initiation philosophique*, C.R.P., Kinshasa, 1973, p.51.

recourir à la sagesse millénaire de nos ancêtres pour nous reconnaître d'abord nous-mêmes par rapport aux influences étrangères. En revanche,..., le retour aux noms de nos ancêtres, le changement de noms des rues, des villes et même du pays, ont suscité beaucoup d'enthousiasme dans la population... Cette reconquête de notre passé s'est accompagnée d'une redécouverte volontaire et raisonnée de notre patrimoine culturel²⁰⁵ ». Cette philosophie politique a des ressemblances avec celle du Kimbanguisme que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

La philosophie de l'authenticité s'est intensifiée en 1977 par la zaïrianisation des unités de commerce et de production tenues par des étrangers, au profit des acquéreurs zaïrois. Etait-ce une tentative de créer de toute pièce une 'bourgeoisie locale' qui devait rembourser dans les dix années le chiffre d'affaire des biens ainsi acquis ?

Car, on a vu par exemple à Kisangani, la Société Congo-Frigo confiée à LITHO Moboti, l'Hôtel de Monsieur DOPULOS acquis par l'INSS (c'est l'actuel Hôtel Congo Palace), le Résidence Victoria confiée à Monsieur UTWAY (c'est l'actuel Immeuble Zambeke), la Résidence Equateur confiée à MABOLIA Inengo Tra Bwato, la Compagnie Belgika acquise par le Général BANGALA, etc.

La plupart de ces acquéreurs étaient des députés ou des dignitaires du régime de Mobutu ou encore des collaborateurs congolais des expatriés concernés. Mais, après un bref temps de mégestion des acquéreurs, l'Etat congolais décida la rétrocession de ces entreprises à leurs propriétaires étrangers. C'est que l'expérience fut un échec. La plupart de ces expatriés étant déjà rentrés dans leurs pays, ce sont leurs héritiers ou leurs conjointes congolaises qui en bénéficièrent.

3.7.4. Objectif 80.

L'optimisme de l'Etat congolais était tel que la mise en valeur de grands projets de développement, tels que le barrage d'Inga, la sidérurgie de Maluku, la raffinerie de pétrole de Moanda, la distribution des véhicules

²⁰⁵ J.-L.REMILLEUX, *Op.cit.*, pp.112-113.

pour le développement agricole des entités décentralisées, devait aboutir en 1980 à une croissance économique incontestable. Le Congo, alors Zaïre, devait dire au revoir au sous-développement.

La mobilisation politique du Parti Unique, le MPR, était sur toutes les lèvres par des slogans comme 'objectif ?'- '80'. MOBUTU entendait coïncider son quinzième anniversaire de pouvoir ou de révolution avec la sortie du pays du sous-développement. Les illusions d'une eschatologie du grand soir furent également au rendez-vous.

Mais c'est justement à partir des années 80 que l'effondrement économique du pays commençait à se faire sentir. Outre les excès du pouvoir monolithique de MOBUTU, l'on compte également les deux guerres de Shaba entre 77 et 78 qui en sont la cause principale. Le dessous de carte voile l'impérialisme toujours en activité dans notre pays. Les mercenaires étaient financés par des groupes financiers occidentaux pour s'accaparer de la ville de Kolwezi, poumon minier de la RDC

3.7.5. Le Plan quinquennal de 1986

Face à la dégradation de la situation économique ainsi que des infrastructures héritées de la colonisation, le gouvernement congolais adopte dès 1986 le Plan quinquennal ; dont les principaux axes sont :

- l'agriculture prioritaire,
- le transport et communications,
- l'augmentation de la capacité de production des mines et énergie,
- l'amélioration des infrastructures éducatives et sanitaires.

En effet, la balance agricole du pays est déficitaire en 1991, soit 2,4% du PNB. Les principales cultures vivrières sont le manioc (30% des terres cultivées), le maïs (15%), et l'arachide (7%). Le café robusta (16^e producteur mondial) est la principale culture d'exportation.

En 1990, pourtant, le taux d'alphabétisation était de 71,8% des personnes âgées d'au moins 15 ans. Et il y avait un médecin pour 23.193 habitants. L'on note pourtant que le PNB par habitant est tombé de 630\$ en 1980 à 220\$ en 1991. Tous ces IDH sont certainement en baisse en 2006 après la période de guerre.

Comme on peut le constater, ces indices économiques ne sont pas de bon augure à l'année terminale du Plan quinquennal. En effet, la chute du mur de Berlin en 1989 avait déterminé le dictateur Mobutu à annoncer le multipartisme le 20 avril 1990. Il s'en est suivi une période de turbulence politique caractérisée par les multiples pillages des infrastructures économiques dans les principales villes du pays.

Quant aux transports, en effet, le système dont l'implantation remonte à l'époque coloniale est dans un état de dysfonctionnement qui ne lui permet plus de jouer un rôle déterminant pour le développement économique de la RDC. Constitué de 16.238 km de voies navigables sur le Fleuve Congo, ses affluents et sur les lacs ; de 5.033 Km de voies ferrées ; de 145.000 Km de routes d'intérêt général et local ; de 7.400 km de voiries urbaines; et de 270 plates-formes aéroportuaires dont 22 ont des pistes revêtues et 5 sont de classe internationale, ce système de transports n'offre plus aux secteurs économiques et sociaux, les infrastructures et les services qui favorisent les échanges de toutes natures et qui améliorent la mobilité des personnes et de leurs biens .

3.7.6. Le DSRP

Aujourd'hui (2006), on parle plus en RDC du DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté). En effet, tout part de « l'initiative dite PPTE qui concerne la réduction de la dette des pays les plus pauvres très endettés permet, depuis fin 1996, d'alléger le fardeau de la dette extérieure des pays bénéficiaires, les fonds ainsi reconstitués devant être affectés aux programmes de LCP. Lancée au Sommet du G7 à Lyon, l'initiative PPTE a pour but d'aider ces pays bénéficiaires à mobiliser plus de ressources à destiner aux programmes de lutte contre la pauvreté(...)

Le processus PPTE exige également l'application pendant au moins un an d'un programme convaincant basé sur un Document final de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, DSRP »²⁰⁶.

Plusieurs drafts ont été mis en place. Dans le cadre de ce travail, nous avons exploité le draft final du 16 mars 2006, sans oublier de jeter un coup d'œil sur le draft de 2005 de la Province Orientale.

En effet, ce document qui constitue un nouveau plan de développement, actuellement appelé stratégie de réduction de la pauvreté, commence par une mise en place de l'état de lieu de la pauvreté en RDC et en Province Orientale.

Cet état de lieu est centré sur deux profils de pauvreté : un profil de pauvreté urbaine et un autre de pauvreté rurale. (lire les tableaux DSRP en annexe n° 1 et 2). Ces profils analysent les indices de pauvreté d'après les critères des OMD ; à savoir, la commodité de l'habitat, l'alimentation, le revenu, les problèmes liés au transport des personnes et de leurs biens, la santé, la scolarisation, la consommation de l'énergie, la cohésion du ménage, etc.

Tous ces IDH sont critiques comme signalés sur les tableaux du DSRP sus-mentionnés. Les populations tant urbaines que rurales sont mal logées, mangent mal, n'ont pas de revenu régulier, connaissent des problèmes de transport, sont accablées par la résurgence des maladies endémiques (paludisme, tuberculose, trypanosomiase, onchocercose, VIH/SIDA) et épidémiques (rougeole, poliomyélite, choléra), manquent des vêtements et plusieurs femmes accouchent sans assistance médicale. La prévalence de l'infection VIH/SIDA est estimée à 4,5% selon le PNMLS en 2004 ; le nombre des personnes infectées est estimé à 2,6 millions en 2004 contre 700.000 en 1996. Plusieurs enfants à l'âge scolaire ne fréquentent pas l'école (voir graphiques DSRP en annexe n° II et III).

Devant ce tableau sombre, le DSRP envisage la réduction de la pauvreté d'ici 2030. Elle s'appuie sur cinq piliers importants :

²⁰⁶ BONGELI YEIKELO YA ATO, « L'Etat-bébé, lutte contre la pauvreté : nouveau mythe onusien », dans *Analyses sociales*, Vol.IX, n° unique, Janvier - Décembre 2004, pp.23-24.

- Pilier 1 : Consolider la paix, renforcer les institutions et promouvoir la bonne gouvernance
- Pilier 2 : Relancer l'activité économique et consolider la croissance
- Pilier 3 : Améliorer l'accès aux services sociaux et réduire la vulnérabilité
- Pilier 4 : Accentuer la lutte contre le VIH/SIDA
- Pilier 5 : Appuyer la dynamique communautaire

Pour ce qui est de la restauration et consolidation de la paix, ce plan prône la création d'une armée et d'une police républicaine, réunifiées et vouées entièrement au service de la protection de la nation s'inscrit dans le cadre des accords issus du dialogue inter-congolais. La mise en place d'une armée nationale restructurée et intégrée est un des éléments clés du processus de résolution du conflit en RDC ainsi que de la stabilité dans la sous-région. Il faut penser aussi au problème de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants et de mettre fin aux bandes armées à l'Est du pays.

Les dépenses militaires sont pourtant interdites par la communauté internationale en RDC. A-t-elle oublié le vieux dicton latin 'si vis pacem, para bellum' (si tu veux la paix, prépare la guerre).

Quant à la relance économique et la consolidation de la croissance cela signifie ajustement structurel, diminution des dépenses de l'Etat, assainissement, restrictions diverses ayant pour finalité le remboursement de la dette extérieure. *« Quant au pilier relatif à la stabilisation macro-économique et la relance de la croissance pro-pauvre, ce sont les mêmes stratégies qui reviennent, malgré le caractère absolument propagandiste de l'adjectif composé pro-pauvre accolé au mot croissance, dans le but de l'humaniser.*

Ces stratégies sont bien connues : stabiliser et assainir le cadre macro-économique par la maîtrise de l'inflation et des distorsions sur le marché de change ainsi que la libéralisation de l'économie grâce à une politique volontariste pour contenir l'inflation et maîtriser le financement monétaire ; promouvoir la croissance par la promotion du secteur productif privé,

l'amélioration de la productivité, et la création des emplois productifs pour éviter une implosion sociale qui couve, notamment par la relance de la coopération ; la réhabilitation des services, des infrastructures et cadres de vie des pauvres. Pour cette dernière nouveauté, il est créé un axe dit sphère des pauvres au sein de laquelle on retrouve les secteurs de l'éducation et de la santé. En matière d'éducation de la jeunesse, ciblée pour être détruite par les partenaires, rien de neuf, sinon des redites du genre réforme du système, enseignement professionnel »²⁰⁷.

Quant au pilier concernant l'amélioration de l'accès aux services sociaux et de la réduction de la vulnérabilité, le gouvernement congolais s'engage à atteindre les OMD sur l'éducation primaire gratuite pour tous dès 2006 afin d'élever le taux brut de scolarisation de 64% à 100% d'ici 2015. La distance maximale entre la résidence et l'école ne doit pas dépasser 5 km en milieu rural. Pour décongestionner les universités, il faudra construire de grands auditoriums dans les trois anciennes universités de Kinshasa, de Lubumbashi et de Kisangani. A cela, il faudra ajouter la construction de cinq nouveaux campus à Kindu, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Goma et Kabinda.

En ce qui concerne la santé publique, le gouvernement congolais s'en va en guerre contre les maladies de l'enfant en accentuant la vaccination et en augmentant le nombre et la qualité des Zones de Santé. L'électrification des zones rurales et le développement des moyens de transports constituent également un défi à lever par le gouvernement.

Le quatrième pilier concerne la lutte contre le SIDA. Le DSRP prévoit que l'objectif visé par le combat contre le VIH/SIDA est de contribuer au développement du pays en freinant la propagation du VIH et en réduisant son impact sur l'individu, la famille et la communauté dans le cadre global de la réduction de la pauvreté. Plus spécifiquement, les efforts à mener pour les trois prochaines années seront axés sur la stabilisation de l'évolution de l'épidémie, l'amélioration des conditions de vie des PVV et l'atténuation de

²⁰⁷ BONGELI YEIKELO YA ATO, *art. déjà cité*, p.26.

son impact sur le développement. Selon ce programme, les interventions de prévention vont cibler particulièrement les femmes, les jeunes, les professionnels du sexe, les hommes en uniforme, les camionneurs, les navigants, les trafiquants et les exploitants artisanaux des matières précieuses, les personnes déplacées, les personnes victimes de violences sexuelles, etc., plus vulnérables à l'infection. Une attention soutenue sera portée sur les facteurs de vulnérabilité qui exposent les groupes cibles aux IST et au VIH/SIDA.

Pour ce qui est du cinquième pilier, le DSRP reconnaît le rôle important que devront jouer les communautés locales (organisations de la société civile, confessions religieuses) dans l'action de réduction de la pauvreté. En effet, vu les difficultés de l'Etat congolais, et étant donné que les populations civiles ont développé elles-mêmes des alternatives de survie multisectorielles, les organisations de la dynamique communautaire, en tant que partenaires privilégiés, doivent être soutenues pour faciliter le passage de leurs stratégies de la préoccupation de survie à celle de développement durable et de les utiliser efficacement dans la réhabilitation des actifs de ménages. (comme facteurs déterminants dans la poursuite des OMD)²⁰⁸

L'objectif général visé par le cinquième pilier est de parvenir à une gestion décentralisée de la SRP jusqu'au niveau des collectivités locales grâce à la mise en œuvre du PRONAREM accompagné des actions spécifiques dont l'alphabétisation des communautés de base, l'encadrement technique des agriculteurs sur le terrain, la création de la petite entreprise de transformation des produits agricoles, la multiplication et distribution des semences améliorées ; ainsi que la formation des leaders à la base.

Un encouragement particulier est fait sur la revalorisation des activités de secteur informel. Or les activités du secteur informel ne constituent qu'un ensemble de stratégies-réponses à la grave crise que traverse le pays.

Sociologue critique et Ministre de la Santé du gouvernement en exercice (2006), le Professeur BONGELI Yeikelo Ya Ato se montre très sceptique pour la réussite de ce nouveau plan de développement. Car, dit-il,

²⁰⁸ DSRP, Draft final 2006, p.140.

« le DSRP ne propose rien de nouveau au déjà connu et vécu. On a l'impression de se retrouver aux temps de la pilule amère de Kengo qu'il fallait nécessairement avaler, alors qu'elle ne faisait qu'aggraver les maux qu'elle était sensée guérir.

Enfin, les bailleurs de fonds imposent trop de projets complexes et coûteux aux administrations qui sont incapables de les gérer. En effet, pour prendre le cas de la RDC, l'Administration ainsi que d'autres services publics ont été sclérosés par les ajustements antérieurement imposés »²⁰⁹. De tels services publics ne peuvent donc pas administrer correctement le DSRP qui est fait d'un amalgame de projets initiés selon des modèles stéréotypés inspirés d'expériences d'ailleurs»²¹⁰.

En effet, le rédacteur du DSRP lui-même reconnaît que la dépendance de la RDC vis-à-vis de l'assistance extérieure constitue l'une des contraintes majeures pour ce nouveau plan. Un moindre retard dans l'exécution des engagements pourrait mettre en mal l'efficacité des actions du DSRP²¹¹.

Dans tout cela, il y a toujours le problème de modèle unique de développement imposé unilatéralement du Nord sans tenir compte des réalités locales ni des intelligences du Sud. La monoculture est une des caractéristiques de la mondialisation que les Etats dominants ne cessent de diffuser à travers le monde. Mais en réalité, tous ces plans conçus à l'extérieur ne servent qu'à faire des restrictions internes en vue de rembourser la dette extérieure et de laisser aux firmes du Nord l'occasion de spolier les ressources du Sud.

Conclusion

Dans ce chapitre, il a été d'abord question de préciser le sens du concept de développement, en mettant un accent sur le développement participatif et le développement autocentré.

Ensuite, nous avons tenté d'élucider son contraire, le sous-développement.. Somme toute, le développement et le sous-développement

²⁰⁹ Lire à ce sujet François MUKOKA Nsenda, *Discours et pratique du développement : interrogation et réinterrogation politologiques*, MES, Kinshasa, 2004.

²¹⁰ BONGELI YEIKELO YA ATO, *art. déjà cité*, p24.

²¹¹ DSRP, Draft final 2006, p.161.

sont envisagés dans un aspect de dynamisme et de progrès au point de changer continuellement de qualificatif. Aujourd'hui, on parle de mondialisation ou de lutte contre la pauvreté.

Enfin, après des multiples tentatives d'action que nous venons de passer en revue, la RDC reste au point mort. Le sous-développement national n'est plus à démontrer. L'ensemble de toutes ces opérations n'atteignent pas les objectifs escomptés à cause de deux raisons qui sont la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et le caractère hétéro-centré (modèles imposés de l'extérieur et la non participation convaincue des bénéficiaires).

Pourtant, selon LABBENS, « le meilleur de plan ne servira de rien si l'on obtient pas la participation du peuple à l'effort de développement et si l'administration publique reste déficiente ; mais à ce prix, le progrès devrait venir, lentement ou rapidement, aussi infailliblement que le soleil se lève chaque jour à l'horizon »²¹². Et c'est justement cela que nous tentons de démontrer dans cette étude.

En effet, « face à nos problèmes, il est utile de savoir que les solutions ne sont données nulle part telles quelles. Elles sont à inventer, à créer à partir d'une analyse rigoureuse de notre situation. Quand on sait que les voies que nous avons suivies jusqu'à nos jours nous ont conduits à la faillite et à l'impasse, on ne peut plus tourner vers les sentiers battus pour chercher la lumière»²¹³. Il faut oser autre chose.

A ce titre, Edgard PISANI ne mâche pas les mots en déclarant : « il faut partir des mécanismes de l'auto - développement pour initier une autre logique»²¹⁴. Cette autre chose et autre logique, nous pouvons la dégager dans l'alternative kimbanguiste de développement que nous allons analyser dans le chapitre suivant.

²¹² J.LABBENS, *Op.cit.*, p.256.

²¹³ KA MANA, *Op.cit.*,p.463.

²¹⁴ E.PISANI,*Op.cit.*, p.85

CHAPITRE III: EGLISE DU SUD, SORTIR DU SOUS-DEVELOPPEMENT. CAS DU KIMBANGUISME

Nous avons plus haut parlé de l'Eglise du Sud dont le Kimbanguisme fait partie intégrante. Dans le présent chapitre, nous voulons examiner une alternative Sud manifestée par le biais d'une expression religieuse locale kimbanguiste. Nous analyserons son système symbolique, ses réalisations, ses limites et ses rapports avec la mondialisation.

Section 1. La philosophie sociale de l'Eglise Kimbanguiste.

L'émergence et l'évolution du Kimbanguisme comme Eglise locale et indépendante vouée à la construction nationale, tiennent non seulement de son engagement dans la lutte anti-coloniale, mais aussi et surtout de sa pensée sociale qui est une résistance culturelle et une alternative Sud au développement ou à la mondialisation. Elle s'enracine sur « une opposition profonde à un enseignement donné comme un ensemble de principes et de préceptes et (qui) veut un Dieu vivant, un Dieu avec bras, jambes, amour et pitié, une religion qui fasse place à l'imagination et à la spontanéité »²¹⁵. C'est à dire une religion qui, non seulement professe une utopie avenir, mais aussi qui concrétise cette espérance par des actes concrets ici et maintenant. C'est à juste titre que la mission prophétique de Simon Kimbangu commence par l'annonce de la fin imminente du régime colonial.

Les idées sociales du Kimbanguisme se trouve dans un document appelé « Essence de la théologie kimbanguiste », où nous pouvons lire, par exemple, que « l'évangile n'a jamais été proclamé dans le néant, il l'a toujours été dans un environnement humain où entrent en jeu des considérations politiques, économiques, sociales et culturelles. C'est dire que l'Eglise ne peut faire bonne œuvre en fermant les yeux sur les réalités du monde et en opérant en marge de celui-ci »²¹⁶.

Pourtant l'Eglise Kimbanguiste affirme que l'ordre définitif de bonheur sur terre sera accompli lors de l'avènement du Christ, mais en attendant,

²¹⁵ L.-V. THOMAS et R. LUNEAU, *Op.cit.*, p.323.

²¹⁶ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.283.

l'homme ne doit pas croiser les bras. Il doit constamment lutter contre toute sorte de fléaux qui le submergent : maladie, famine, guerre, mort, etc.

Ainsi, face aux multiples fléaux qui dégradent l'être humain, notamment la violence, l'oppression, l'injustice, le racisme, la corruption, l'égoïsme, etc., « la théologie kimbanguiste estime qu'il y a lieu que l'Eglise s'engage dans un certain nombre d'activités économiques et sociales, visant essentiellement à soutenir et à compléter l'action de l'Etat en vue de l'amélioration constante des conditions de vie de la population »²¹⁷.

Telle est la politique sociale qui justifie la construction par l'Eglise Kimbanguiste des écoles, des hôpitaux, des centres d'accueil, des centres agropastoraux, des universités, etc. Toutefois, ce rapport Eglise-société à la kimbanguiste suppose que « dans le domaine économique, l'Eglise sera en faveur d'une économie nationale indépendante qui ne sera dominée ni par les multinationales ni par une oligarchie nationale »²¹⁸.

Dans cette perspective de développement national, l'Eglise Kimbanguiste enjoint ses fidèles au respect de leurs droits civiques et politiques. « En vertu du principe 'rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu', les Kimbanguistes sont tenus à payer l'impôt, à respecter les emblèmes et hymnes nationaux de leurs pays, et font le service militaire... La théologie kimbanguiste estime que toute violence est mauvaise, elle condamne énergiquement et particulièrement les guerres d'agression, les guerres de conquête coloniale, les guerres qui maintiennent le racisme et l'apartheid »²¹⁹.

Ce pacte social, l'Eglise entend le poursuivre jusqu'au respect par ses fidèles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et aux principes régissant l'Organisation des Nations Unies. Cela dit, il n'y a plus de doute qu'un bon chrétien est avant tout un bon citoyen, qui contribue efficacement par ses attitudes et ses actes, et non seulement par la parole, à l'édification

²¹⁷ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.284.

²¹⁸ *Ibidem.*

²¹⁹ *Ibidem.*

immatérielle et matérielle de son pays. Il va sans dire qu'un chrétien qui participe activement à la construction de son église, construit en même temps sa nation, et vice-versa. Et tout cela dans le respect de sa culture propre.

A cet effet, les auteurs se disputent autour de ce concept dont la définition ne fait pas l'unanimité. Dans une orientation purement ethnologique, TYLOR définit la culture comme « un ensemble complexe qui comprend les connaissances, les croyances, l'art, le droit, la morale, les coutumes, et toutes les aptitudes et habitudes qu'acquiert l'homme en tant que membre d'une société. »²²⁰

Plus abstrait, Ralph LINTON la définit comme une « configuration des comportements appris et de leurs résultats, dont les éléments composants sont partagés et transmis par les membres d'une société »²²¹. Guy ROCHER note de son côté que « la culture apparaît donc comme l'univers mental, oral et symbolique, commun à une pluralité des personnes, grâce auquel et à travers lequel les personnes peuvent communiquer entre elles »²²².

Au delà de toutes ces multiples définitions, la culture apparaît (pour le sociologue) comme l'expression identitaire d'un peuple ou d'une organisation. Elle est l'ensemble de production immatérielle et matérielle propre à une communauté, et qui la diffère d'une autre. Dans ce sens, la culture n'est rien d'autre que l'ensemble des structures et manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles, sociales, juridiques caractéristiques d'un peuple ou d'une organisation.

Pour les transmettre aux membres de la communauté, il faut des moyens précis de communication.

²²⁰ B.E. TYLOR cité par MULUMBATI NGASHA, *Op.cit.*, p.107.

²²¹ R.LINTON cité par *Ibidem.*, p.107.

²²² G.ROCHER cité par *Ibidem.*, p.110.

Section 2. Les canaux de l'éducation au développement.

L'éducation au développement exige des moyens d'actions diversifiés. Quant à l'Eglise kimbanguiste, elle recourt essentiellement au chant, au théâtre, aux langues locales, à la radio, à la télévision, etc.

2.1. Le chant.

Pour diffuser ses idées, une idéologie, une doctrine au sein de la population, on utilise aussi le chant qui « se présente sous plusieurs formes : révolutionnaires, politiques, épiques, satiriques, etc. L'efficacité du chant réside essentiellement sur la beauté de sa mélodie et sur la signification des mots dont il est composé »²²³.

Et dans la culture des Bantous, qui forment une bonne grande partie de la population congolaise, le chant est intimement lié à la danse ; si bien que « par ses gestes et ses chants rythmés au son du tam-tam, le danseur exprime la vie de l'univers, retrace la lutte toujours renouvelée mais toujours victorieuse de la lumière sur les ténèbres, de la fécondité sur la stérilité, en un mot de la vie sur la mort. La danse n'est donc pas à l'origine pur divertissement, elle a une fonction importante : unir l'homme aux autres et à l'univers »²²⁴.

C'est pourquoi, même « quand ils n'en ont pas toujours conscience eux-mêmes, nos musiciens rendent hommage à leurs aînés ; ils s'inscrivent dans une continuité qui les fait communiquer avec des temps bien antérieurs à la colonisation »²²⁵. Le chant africain est trait d'union entre le passé et l'avenir, entre le visible et l'invisible.

L'Eglise kimbanguiste dispose à ce sujet d'un répertoire varié de chants d'une mélodie appréciable et dont le contenu :

- chante des louanges au Seigneur.

²²³ MULUMBATI NGASHA, *Sociologie politique*, Ed.Africa, Lubumbashi,1988,p.66.

²²⁴ J.DUBOIS et al., *Op.cit.*, p.45.

²²⁵ J.-L. REMILLEUX, *Op.cit.*, p.154.

- rappelle l'histoire de la colonisation et de l'Église, et donne des directives à suivre pour la vie quotidienne. Ce sont des chants d'instruction.
- annonce l'avenir.

Dans cette étude, c'est surtout les chants d'instruction qui retiennent notre attention, car ils envisagent la participation populaire à une cause. C'est proche du 'folklore', pris à son sens originel. 'Folklore' provient « de l'agglutination du mot anglais 'folk' -peuple, race, famille, avec un autre d'origine celtique 'lore' - connaissance. Littéralement, on peut donc traduire folklore par : ce que le peuple connaît. On le voit, nous ne sommes pas loin de culture populaire. Cette thèse porte l'accent sur ce qu'il y a d'essentiel dans le folklore : le génie créateur collectif du peuple »²²⁶.

Les cantiques kimbanguistes prennent ainsi les caractéristiques d'une chanson sociale dont le héros Simon Kimbangu apparaît au devant de la scène comme guide de la 'révolution'. Ce qui n'est pas étonnant, si l'on sait qu'à « chaque événement important de l'histoire, des millions d'hommes brassés par les immenses bouleversements sociaux, emportés dans le mouvement des guerres et des révolutions, ont laissé une production artistique gigantesque... Sait-on que la seule Guerre de Sécession a vu naître plus de cent mille chansons ? Que les ouvriers et paysans chinois ont écrit durant la seule année 1958, 880 millions de poèmes ? Et combien de chants dans les camps de concentration nazis... Combien de chants d'ateliers, de métiers, de plaintes, de protestations, de revendications..., tout au long des cent cinquante années de travail et de lutte de la classe ouvrière européenne ? »²²⁷

Chose étonnante encore, la florissante musique congolaise ne semble pas traiter l'épineux problème du sous-développement national, fait tout simplement semblant de l'ignorer au profit d'un abondant répertoire autour du thème amour, ou mieux les amours. « Les thèmes les plus exploités de la

²²⁶ M.GHEUDE et R.KALISZ, *Il y a folklore et folklore*, Ed. Ouvrière, Bruxelles, 1977, p.63.

²²⁷ *Ibidem*, pp. 70-71.

musique zaïroise ... sont l'érotisme et le matérialisme²²⁸ qui font de la femme et de l'argent les principaux défis de la société. Or, « depuis la haute Antiquité, on reconnaît le poète comme père et guide de la société ; et partant, vulgarisateur du savoir. En Afrique, c'est dans la chanson que se trouve l'essentiel de la sagesse africaine. C'est pourquoi elle accompagne toutes les manifestations de la vie pratique.»²²⁹

Dans ce sens, la chanson sociale est une « bibliothèque populaire » qui constitue un moyen de diffusion culturelle très important, surtout dans une société caractérisée par l'oralité. La chanson est donc une maïeutique, une pédagogie. C'est dire que la chanson ne se contente pas seulement de traduire le divertissement, mais surtout elle porte un enseignement pouvant induire l'auditeur à l'action en rapport aux réalités de son milieu et à son temps.

Dans le répertoire des chants d'instruction kimbanguistes, nous en avons découvert ceux en rapport avec le travail, l'organisation sociale ou le développement. Nous allons passer en revue quelques-uns d'entre eux :

1° 'moyindo andimaka likambo ya moninga moyindo te. Kasi soki mondele asali likambo, akozua yango ekomi lokola ya ye. Bozoba ya moyindo ekosila te?'

Traduction française : *'L'homme noir n'apprécie guère ce qui vient de son frère noir, mais il fait sienne toute découverte de l'homme blanc. Ne trouvera-t-il pas son bon sens ?*

Ce chant constate et regrette la colonisation mentale de l'homme noir, son acculturation, en même temps il en appelle implicitement à la décolonisation mentale comme base de l'autoprise en charge des peuples du Sud.

²²⁸ ABIBI AZAPANE-MANGO, *La vie culturelle au Zaïre. Lecture et spectacle à Kisangani*, Thèse de doctorat ès Lettres, Université de Bordeaux III, 1988, p.236.

²²⁹ *Ibidem.*

2° L'hymne au travail de la Chorale des Enfants kimbanguistes les y invite en ces termes : 'misala ozalaki kokima awa na mokili, sik'oyo okomi koluka ngai Nzambe nafuta yo na lola. Ntango ozalaki na mokili, ozalaki kolinga misala te, ozalaki elenge kitoko, otondaki na lofundo, tala sik'oyo ozangi lifuti na lola.'

Traduction française : ' O ! Jeune, sur terre, tu n'aimais pas travailler. Maintenant tu me réclames la récompense au ciel, pendant ton séjour sur terre, tu fuyais le travail, tu étais un jeune charmeur et plein d'orgueil, voilà que tu ne mérites pas de récompense ici au ciel.'

Cet hymne condamne l'oisiveté et la paresse chez les jeunes. Il sous-entend que la récompense céleste dépend de la vie laborieuse de chacun ici bas. Il confirme également l'élément de l'hypothèse de départ selon laquelle les kimbanguistes sont conscients qu'en construisant l'Église, ils contribuent aussi au développement national, et vice-versa. Nous sommes une fois de plus en passe de trouver la réponse aux motivations latentes et manifestes de l'œuvre collective et individuelle kimbanguiste. Manifestement, les gens travaillent pour gagner leur vie, mais cela en vue de préparer leur récompense céleste en latence chez tout croyant.

3° Un autre cantique reprend les remarques du Chef Spirituel de l'Église en ces termes : 'Soki naye bisi bino bolona bilanga, boboyi na bino. Soki nasengi na bino bobokola bibuele, bokamati ngai Diangienda lokuta.'

Traduction française : 'Si je vous prie de faire l'agriculture, vous la refusez. Mes appels pour l'élevage sont vains, vous me prenez moi Diangienda comme un distracteur'.

Outre le chant, le théâtre est aussi un canal d'éducation des masses à l'Église kimbanguiste.

2.2. Le théâtre.

Selon MC LUHAN, « les sociétés closes sont le produit de la parole, du tam-tam ou d'autres technologies de l'oreille »²³⁰. Ces sociétés sont basées sur l'oralité et l'image. L'Afrique fait partie de ces sociétés où l'absence d'un alphabet oblige les sociétés à mémoriser les idées. Toutefois, il faut rappeler que « la communication orale est participante. L'esprit étant libéré des contraintes matérielles qu'impose l'écriture, il trouve vigueur dans l'alliance entre l'image et l'esprit ; d'où l'avantage des arts qui s'appuient sur l'oralité, tels que le théâtre et la chanson, non seulement parce qu'on ne peut ne pas les publier, mais aussi parce qu'on retient beaucoup plus facilement ce qu'on a appris par la distraction, le divertissement »²³¹. Il est impérieux de signaler également que le spectacle invite à la socialisation tant des acteurs que des spectateurs.

Le psychosociologue américain Jacob-Lévy MORENO avait compris ces avantages du théâtre, sans oublier ses effets cathartiques. En mettant au point la sociométrie ou ensemble des méthodes quantitatives pour évaluer les relations entre individus au sein des groupes, l'auteur la repose sur le théâtre thérapeutique en vue de modifier les attitudes et les attentes des groupes marginaux grâce au sociodrame ou au psychodrame. « Le psychodrame est une scène théâtrale improvisée à but thérapeutique, à travers laquelle peuvent s'exprimer les conflits propres à chacun des participants. »²³² Le sociodrame représente la même scène théâtrale appliquée à tout le groupe concerné.

L'Eglise Kimbanguiste a bien compris le rôle cathartique du théâtre et sa grande valeur pédagogique, surtout pour des masses en majorité analphabètes et caractérisées par la culture de l'oralité. Ainsi pour véhiculer ses enseignements ou toute autre communication très importante, l'Eglise Kimbanguiste recourt à la fois à la prédication et au théâtre exécuté par le Groupe Théâtral Kimbanguiste.

²³⁰ Mc LUHAN, *Galaxie de Gutenberg*, 1962, p.20.

²³¹ ABIBI AZAPANE-MANGO, *Op.cit.*, pp.240-241.

²³² *Dictionnaire Universel*, 2è éd., Hachette, Paris, 1988,p.973.

En effet, le Groupe Théâtral Kimbanguiste, GTKI en sigle, est une chorale qui a comme rôle de louer l'Éternel par des cantiques et aussi d'éduquer les fidèles par des chansons et surtout par le théâtre. Le décor et les sujets traités sont diversifiés : tantôt comiques, tantôt tragiques, tantôt satiriques, tantôt ludiques. Il s'agit essentiellement des scènes improvisés, brèves, qui portent sur l'histoire de l'Église, les mœurs sociales, des morceaux choisis tirés de la Bible, ou même sur l'éducation des masses à l'hygiène publique, au danger du SIDA, contre le parasitisme et sur l'éducation au développement.

La plupart des sujets interviewés soutiennent qu'à la fin du culte et même longtemps après, ils retiennent plus aisément ce qu'ils ont appris par une pièce jouée par le GTKI que ce qui a été prêché par l'orateur du jour. Et qu'en général, ils orientent leur comportement individuel dans le sens leur indiqué par le théâtre.

Pour leur part, la quasi totalité des acteurs de GTKI reconnaissent que le théâtre joue un effet cathartique sur leur comportement même en dehors de la scène, car ils ressentent une pression morale et psychologique qui les obligent à éviter les mœurs qu'ils conjurent sur scène. En même temps, s'effectue aussi le processus de l'identification, car ils ont chacun tendance à adopter dans la vie courante les attitudes et comportements leur dictés par le rôle joué sur scène.

L'observation directe faite sur les effets immédiats du théâtre nous ont permis de constater entre autres ce qui suit :

- En septembre 2001, après une pièce jouée à la Paroisse de Kabondo sur les souffrances des âmes des morts dont les survivants ne donnent pas l'offrande à l'Église, on a vu monter sensiblement le montant des offrandes perçues ce dimanche et les dimanches suivants. Soit ce montant était de 2.500FC le dimanche avant, 4.730 FC le dimanche du théâtre, et 4.510 FC le dimanche suivant.²³³

²³³ Division des Finances de l'EJCSK/Kisangani,2002.

- Au cours de la présentation de la pièce intitulée 'Rébus de l'humanité' à l'Amphithéâtre de l'Université de Kisangani en 2000, nous avons vu un bon nombre des spectateurs fondre en larmes devant la monstration des malheurs et des injustices que subit l'homme noir dans les cinq continents.

C'est que le théâtre est décidément un moyen de communication ou d'éducation efficace des masses, surtout que le drame se déroule dans un décor et dans les langues du milieu.

2.3. Les langues locales.

Contrairement à certaines confessions religieuses qui privilégient l'évangélisation en des langues étrangères, très souvent mal comprises par des masses très peu lettrées, l'Eglise Kimbanguiste a opté d'évangéliser essentiellement en langues locales, surtout dans les quatre langues nationales : kikongo, swahili, ciluba, et lingala.

Pour une meilleure intégration populaire au programme de développement, l'Eglise Kimbanguiste estime que les méthodes et projets de développement doivent s'acquérir dans la langue du terroir.

Somme toute, l'enseignement du développement qui passe par la langue maternelle d'un chacun lui permet d'intérioriser et d'assimiler mieux que par une langue étrangère, la pertinence des actions à mener. Les informations qui seront diffusées par la radio, la télévision ou la presse seront très bien assimilées et exécutées, lorsqu'elles sont faites dans la langue du terroir.

C'est pourquoi l'EJCSK a ouvert à Kinshasa un Centre de formation où est enseignée la proto-écriture de la civilisation noire appelée 'Masona Mandombe', soit écriture des Noirs.

2.4. Les media.

Si les prédications et les pièces de théâtre ne peuvent atteindre que les fidèles présents au culte, le grand public aussi intéressé par les problèmes

de développement ne peut être atteint que par des moyens modernes de communication.

C'est à ce titre que l'Eglise s'est dotée des chaînes de radio et télévision (RTK), RATELKI, d'un Département de Presse et Information, des sites Internet (<http://www.kimbanguisme.net>, www.kimbanguisme.com, etc.) et des journaux (Kimbanguisme info, etc) pour la vulgarisation des enseignements spirituels et temporels.

2.5. Le Département de l'Economie et de Développement Kimbanguiste.

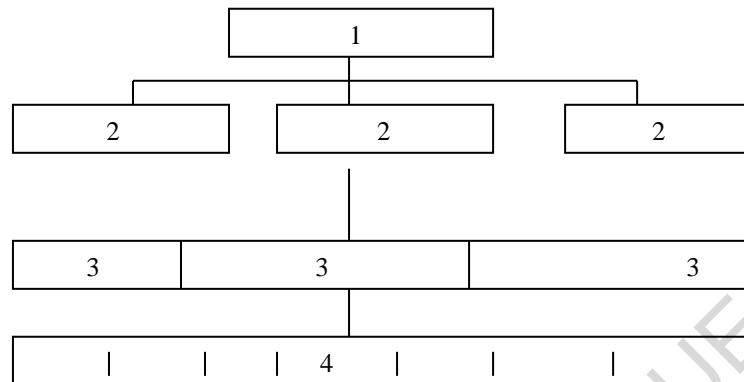
L'urgence du développement a obligé l'Eglise Kimbanguiste à créer un Département en charge de l'Economie et du Développement (DEDK en sigle), lequel est représenté dans chaque province par une Division provinciale en la matière.

La stratégie communautaire à ce niveau est de créer partout, dans les paroisses, des villages-fermes ou des Centres agricoles où les fidèles se réunissent pour des actions collectives comme l'agriculture, la pisciculture, l'élevage, le sciage de bois, la transformation des produits agricoles comme l'huile de palme, le maïs, etc.

Le revenu de ces activités sert à payer le personnel permanent du Centre Agricole, à alimenter la caisse de l'Eglise locale, à assurer l'autosuffisance alimentaire des membres et à créer l'investissement, etc. Ces centres agricoles ont donc pour mission de combattre la pénurie alimentaire et de générer des ressources financières pour créer des investissements, sans avoir à recourir aux organismes génétiquement modifiés (OGM) dont l'Eglise déconseille la consommation. Il s'agit pour elle d'une manière de décourager les 'apprentis-sorciers' qui mettent en péril l'environnement naturel et d'encourager le développement durable en recommandant aux centres agricoles de planter un grand nombre possible de plantes.

Voici concrètement comment est organisé le travail et les activités d'évangélisation dans un centre agricole kimbanguiste :

Tableau n° 1 : Organigramme d'un Centre Agricole kimbanguiste.



Source : Recherche

Comme nous le voyons dans le tableau, dans chaque entité ecclésiastique il y a un agronome (1) qui contrôle un certain nombre des Centres Agricoles que gère chacun un Chef de Centre (2) qui supervise des chefs d'équipe (3). Chaque Centre dispose de 30 à 40 membres permanents (4) qui assurent l'entretien des exploitations et des champs. Il faut le dire, il y a un responsable du centre agricole qui n'est pas nécessairement le responsable ecclésiastique du Centre. Pendant la période de défrichage ou de semis, l'agronome fait appel à toute la communauté des fidèles pour secourir les permanents qui resteront pour le maintien et la suite des activités.

Nous pouvons à titre d'exemple citer les Centres agricoles de Yaolombo, de Yanonge pour le Territoire d'Isangi ; le Centre agricole de Masendula et de Kubagu pour la Ville de Kisangani ; le Centre Lutendele à Kinshasa ou encore le Centre agricole du Plateau des Bateke dans le Bandundu. On y exerce des activités diversifiées : palmeraies à Yaolombo, pisciculture et élevage à Lutendele, pisciculture à Masendula, maïs, manioc et riziculture à Kubagu, etc.

Section 3. L'alternative kimbanguiste.

3.1.La décolonisation mentale.

Il y a une anecdote populaire qui illustre le niveau d'acculturation des hommes du Sud. Serge LATOUCHE rapporte ceci: « à un malade sur le point

d'être opéré dans un hôpital africain, on annonce qu'on va lui faire une anesthésie locale. Le patient réagit vivement : 's'il vous plaît, docteur, pas une anesthésie locale, j'ai des moyens, je paierai, faites-moi une anesthésie importée'. Vraie ou imaginée, cette anecdote racontée au Maghreb et en Afrique noire est très révélatrice de la dévalorisation des productions locales dans les pays non développés »²³⁴.

Ici les modes, les marques étiquetées d'un label occidental sont préférées aux produits locaux : bière, cigarettes, tissus, films, émissions de radio ou de télé, auteurs scientifiques, etc.

Cet état de chose fait dire à plusieurs auteurs analystes que le développement dans sa forme passée et présente, n'est rien d'autre que l'occidentalisation du monde.

Cet occidentalocentrisme est véritablement culturicide, dans la mesure où il repose sur le 'mimesis' qui fait perdre tout effort d'originalité et de créativité locale.

Pour s'en sortir, il faut une véritable conversion de pensée, car aucun peuple ne peut réaliser pleinement son destin s'il n'utilise convenablement son intelligence, et ne sort de l'attentisme de l'autre.

L'esprit de paternalisme et d'assimilation qui date de la colonisation détermine encore la mentalité et le comportement des Eglises qui finissent par produire des citoyens qui pensent que le Congo ou l'Afrique ne peut rien sans l'Occident auquel ils subordonnent toute dynamique du développement. Il est par exemple étonnant que les Congolais refusent de faire la paix entre eux, mais l'exigent à la Communauté Internationale de la faire pour eux et à leur place.

Ainsi l'Eglise kimbanguiste milite pour le changement radical de mentalité comme soubassement du développement durable du Congo, et de l'Afrique noire. Elle a ainsi opté pour la meilleure forme de révolution, à savoir la révolution mentale.

²³⁴ S.LATOUCHE, *La planète uniforme*, p. 1 (inédit)

La décolonisation mentale n'est rien d'autre que le changement des mentalités. Il faut combattre la culture de la pauvreté et le paternalisme outré dans la mentalité des populations et d'un chacun. Le Sud doit comprendre dès lors que ce n'est pas en croisant les bras et en attendant tout de l'Occident qu'il sera développé. A ce sujet, Edgard PISANI appuie cette approche en ces termes : "tant que les espoirs de développement seront fondés sur une aide extérieure considérée comme capable de provoquer l'investissement et l'équipement ,toute dynamique sera interdite. Il faut partir des mécanismes de l'auto-développement pour initier une autre logique »²³⁵. L'Eglise Kimbanguiste nous en propose une qu'elle vulgarise par des prêches, des chants, le théâtre...Concrètement, notre enquête a révélé que la décolonisation mentale a fait que les kimbanguistes développent un état d'esprit d'autoprise en charge jusqu'à tel point que devant une œuvre sociale à réaliser, ils raisonnent en terme de : « combien va contribuer chaque fidèle ou chaque groupe » et non en termes de : »cherchons un financement à l'extérieur ». L'état d'esprit d'autoprise en charge est le point de départ d'un développement véritable.

Il va sans dire que le développement est un processus qui commence d'abord dans la tête de gens, dans leur mentalité, il est un savoir-être soi-même avant d'être avec autrui.

Il faut changer le cap. Car l'introduction des valeurs occidentales, celles de la science, de la technique, de l'économie, du développement, de la maîtrise de la nature sont des bases de la déculturation. Or l'ethnocide est le stade suprême de la déculturation.

Pour s'en sortir, il faut faire une véritable conversion, c'est la décolonisation mentale. C'est ainsi que la doctrine kimbanguiste sait qu'aucun peuple ne peut réaliser pleinement son destin, s'il n'exploite convenablement son intelligence et s'il n'est libre de toute idéologie de domination ou d'aliénation.

²³⁵E. PISANI , *Op.cit.*, p.85.

3.2. Le travail

A. De la théorie générale du travail.

La notion de travail a toujours existé avec l'apparition de l'homme sur la terre. Si la Bible dit que l'homme a été planté à Eden pour cultiver la terre, les scientifiques font coïncider le processus de l'hominisation avec l'utilisation de l'outil par l'*homo faber*. Toutefois, cette notion commence à devenir de plus en plus un concept de théorisation sociologique avec les travaux de SAINT-SIMON qui cherchaient les facteurs à la base de la mutation sociale observée en Europe aux 18^e et 19^e siècles. La trouvaille est que le travail manuel était à la base de la naissance d'un nouveau type de propriété, car les serfs avaient réussi « à force de travail, de patience, d'économie et d'invention, à grossir le petit pécule que leurs maîtres leur avaient permis de former »²³⁶. Il s'ensuit ainsi la naissance de nouveaux rapports sociaux. Avec l'évolution de l'industrie, le travail industriel et le travail intellectuel basé sur l'observation positive des choses, vont favoriser l'éclosion de la société industrielle.

Les travaux de SAINT-SIMON jetèrent le jalon pour Karl MARX qui fera du travail, l'un de ses principaux concepts de théorisation. De la lecture de l'économie politique de la nouvelle société naissante en Europe, Karl MARX distingue l'existence de deux classes antagonistes : la bourgeoisie, caractérisée par la possession exclusive de tous les moyens de production (le capital) et le prolétariat caractérisé par le travail et la non-possession des moyens de production. Le marxisme s'engage à faire une analyse sociologique du travail qui, dans le système capitaliste, a perdu toute sa valeur. C'est un travail aliéné, car le salarié vend à la fois son travail et sa force de travail, à savoir « l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles »²³⁷.

Il faudra attendre Emile DURKHEIM au 20^e siècle pour donner au

²³⁶ SAINT-SIMON, *Du système industriel*, t.3, vol.XXI, Anthropos, Paris, p.73.

²³⁷ K. MARX, *Le Capital*, t.1, Ed. Sociales, Paris, 1977, p.174.

travail non pas la connotation d'opposition entre les hommes, mais le facteur du consensus social. Il va sans dire que le consensus social est l'œuvre, soit de la solidarité mécanique (caractérisée par la similitude des croyances et sentiments), soit de la solidarité organique (caractérisée par la division du travail). Si dans la première forme de sociabilité, les individus se rapprochent les uns des autres car ils sont semblables ; dans la seconde forme, ils le sont parce qu'ils sont différents et que chacun remplit une fonction utile pour autrui.

Et la « division du travail progresse donc d'autant plus qu'il y a des individus qui sont suffisamment en contact pour pouvoir agir et réagir les uns sur les autres »²³⁸. C'est autant dire que le travail est au cœur même de l'historicité.

C'est pourquoi Alain TOURAINE estime que la sociologie doit avoir comme objet d'étude l'action humaine, c'est-à-dire le travail. Elle doit savoir « comprendre la raison d'être des modèles sociaux de conduites construits par un sujet historique à partir de sa situation de travail »²³⁹. Or le travail constitue l'expérience créatrice à partir de laquelle l'homme construit le monde social, et vice-versa.

Nous en venons à la société africaine, le travail est privilégié dans la mesure où « la communauté n'avait pas d'autre moyen de gagner sa vie »²⁴⁰. Il faudra retenir ici que chacun était un travailleur et la communauté aussi vivait du travail de chacun et de tous ses membres. Des penseurs et hommes d'action comme Julius NYERERE ont récupéré cette praxis traditionnelle au profit du développement de l'Afrique moderne.

B. Le travail dans la tradition kimbanguiste.

Etant une Eglise authentiquement africaine, l'Eglise Kimbanguiste n'a pas manqué de revaloriser la plupart des réalités traditionnelles positives telles que la notion de travail.

²³⁸ E. DURKHEIM, *De la division du travail social*, PUF, Paris, 1973, p.238.

²³⁹ A. TOURAINE, *Sociologie de l'action*, Seuil, Paris, 1965, p.119.

²⁴⁰ J. NYERERE, *Socialisme, démocratie et Unité Africaine*, Présence Africaine, Paris, 1970, p.19

La place du travail comme moyen privilégié pour sortir de la dépendance et de la pauvreté apparaît dans la devise de l'Eglise : Amour, Décalogue et Travail. L'Eglise Kimbanguiste enseigne à ses fidèles de participer au travail d'intérêt communautaire de deux manières : soit en prenant part active aux activités organisées, soit en cotisant en nature ou en argent. La collecte de fonds appelée 'Nsinsani' est perçue par les fidèles, en grande partie, comme le seul moyen honorable pour les pauvres de contribuer et de participer au développement durable de leur Eglise et de leur pays.

1°. De l'organisation du travail

L'organisation du travail de mercredi et de vendredi se fait soit par groupe ou chorale, soit selon le sexe, soit par paroisse, soit par compétition regroupant plusieurs chorales et entités. Les chefs de ces groupes respectifs jouent le rôle de contre-maître pour l'encadrement de ses membres.

En fonction des besoins vitaux et locaux de l'Eglise, sous la présidence du responsable local, le débat sur l'action à mener a lieu soit dans l'assemblée des fidèles, soit pendant la réunion des cadres ecclésiastiques ou encore sur l'initiative de la hiérarchie.

Les débats portent sur les objectifs, les moyens, la contribution de chacun, le calendrier de l'exécution des tâches, le choix des animateurs. Les décisions prises sont communiquées aux fidèles pendant le culte de dimanche ou le culte matinal.

Enfin, l'exécution des actions a lieu selon les dispositions prises, au lieu et jour programmés. En dehors de mercredi et vendredi, l'Eglise peut décider d'autres jours occasionnels pour ces travaux.

2°. Types d'activités engagées.

Les types d'actions engagées, entre autres, par les fidèles kimbanguistes consistent à :

- défricher un champ communautaire ;
- sarcler un champ communautaire ;
- récolter les produits d'un champ communautaire ;
- creuser, diguer ou vider un étang piscicole ;

- construire une chapelle, une école, un dispensaire ou un centre d'accueil ;
- construire un pont ;
- maintenir la propreté dans la paroisse ;
- l'élevage, le dégagement d'une route, etc.

Ainsi les mercredis et les vendredis, il est recommandé aux fidèles de travailler pour des micro-projets conçus et financés localement. Comme l'avait aussi dit Mgr COMBONI, l'Eglise Kimbanguiste estime qu'il faut sauver l'Afrique par les africains. Il va sans dire que désormais évangélisation et développement ne peuvent plus se réaliser en marge du patrimoine culturel d'un peuple, encore moins sans la participation de ce dernier. Sans cela on ne peut parler de développement durable pour l'Afrique.

3.3. Le 'Nsinsani' ou collecte des fonds.

Le 'Nsinsani' est une forme de collecte des fonds et des biens qui consiste à rassembler le nécessaire pour l'édification d'une réalisation communautaire.

Traditionnellement dans la société africaine, on recourait à cette pratique lorsque la communauté villageoise, clanique ou lignagère, ou encore familiale se trouvait devant une situation-limite (maladie grave, mariage, décès d'un membre, ou autres). Elle repose sur l'exigence de la solidarité africaine qui exige la contribution de chaque membre de la communauté pour la survie de celle-ci..

L'Eglise Kimbanguiste recourt à cette pratique pour la construction de ses infrastructures. Il s'agit de la collecte des fonds par les fidèles, elle a lieu dans la seconde partie du culte, appelée partie sociale. Elle diffère de l'offrande qui est discrète selon l'avoir d'un chacun et qui a lieu dans la première partie du culte (partie liturgique). Pour LUNTADILA Ndala Zafua, il s'agit d'un « grand concours de générosité en faveur de l'entraide et du développement grâce auquel notre Eglise est entièrement auto-suffisante »²⁴¹.

²⁴¹ LUNTADILA NDALA ZAFWA, Op.cit., p.18.

Pourtant le 'Nsinsani' est souvent décrié par certaines obédiences qui le qualifient d'exploitation, alors que grâce à cette pratique l'Eglise a réalisé beaucoup de projets. Voyez à titre d'exemple comment a été construite la résidence de l'aumônerie militaire kimbanguiste au Camp Ilunga (photo 1).

Tableau 2 : « Nsinsani » pour la résidence du Camp Ilunga.

N°	Entité ecclésiastique	Matériel donné
1	Aumônerie militaire	Fabrication de briques
2	Commune urbaine	5 tôles de 3m par commune
3	Chorale	5 tôles par chorale
4	Bureau/Eglise	3 m ³ de bois, et paie main d'œuvre
5	Groupe/Volontaires	Portes, fenêtres et plafond
6	Mamans kimbanguistes	Latrines pour 2 douches et W.C

Source : Commission des Finances/EJCSK, 2004.

On peut aussi considérer le cas de la participation des Mamans kimbanguistes de la Province Orientale pour la construction du Temple de N'kamba en 1981.

Tableau 3: Contribution des Mamans pour la construction du Temple./N’kamba

N°	Quantité	Nature / biens	Valeur
1	13 sacs	Haricots	3.679,00Z
2	33 sacs	riz	5.940,00Z
3	5 paniers	Oignon	500,00Z
4	10 sacs	Manioc	400,00Z
5	3 fûts	Huile de palme	2.400,00Z
6	73 colis	Antilopes	1.875,00Z
7	-	Poissons salés	750,00Z
8	-	Argent /espèce	101.705,15
Total			117.249,15Z

Source : Recherche.

1° Description du ‘Nsinsani’

L’Eglise Kimbanguiste dispose de plusieurs formes de collectes de fonds pendant le culte dominical. Il s’agit principalement de l’offrande, du défilé, de la présence et du ‘Nsinsani’.

L’offrande est la collecte qui se fait pendant la partie liturgique du culte. Chaque fidèle glisse discrètement sa dîme hebdomadaire dans un panier que fait circuler un diacre. Cet argent sert à subvenir aux besoins de l’autel ou aux besoins liturgiques de la chapelle.

Le défilé est un moment liturgique où le responsable de l’Eglise passe en revue les fidèles qui défilent devant lui par paroisse et par association avec des biens en nature ou de l’argent en espèce pour la survie de l’ordinaire du lieu.

Après le défilé, le service du protocole expose plusieurs corbeilles ou bassins dans lesquels les fidèles logent quelque somme d’argent en signe de jeton de présence. Cet argent sert à subvenir aux besoins des officiants du jour.

Le ‘Nsinsani’ proprement dit a lieu dans la deuxième partie du culte qui est la partie sociale. Sous la présidence de l’ordinaire du lieu qui désigne les animateurs pour la mobilisation des fidèles regroupés par chorales,

commune ou association. Cet argent sert à acquérir des infrastructures pour l'Eglise.

2° Déroulement du 'Nsinsani'

Aussitôt que l'animateur du 'Nsinsani' est désigné, l'ordinaire du lieu fixe le montant exigé pour chaque fidèle, groupe ou association. Et afin de créer l'émulation, les entités sont opposées deux à deux. Le vainqueur est celui qui aura atteint ou dépassé le montant exigé.

La communauté acclame par battement des mains chaque fois qu'un fidèle ou un responsable va déposer la totalité ou une partie de la somme demandée. Dans l'entretemps, les responsables battent campagne et sont en mobilisation tous azimuts de leurs membres de groupe pour faire plus que leurs adversaires et aussi pour gagner la partie.

La compétition est agrémentée par des chants scandés par groupe sensibilisé souvent par des animateurs spontanés. Lorsque le président de la cérémonie constate selon les chiffres lui fournis par la comptabilité que le montant tend à être atteint, la compétition prend l'allure d'une fête animée par la fanfare kimbanguiste. Chaque entité défile à la queue leu leu derrière son responsable et vient déposer ce qui lui reste.

Enfin, la musique s'arrête et le Président de la séance proclame les résultats en commençant par le vainqueur du jour. Le service des Finances récupère l'argent pour exécution du projet.

3° Critiques de la pratique du 'Nsinsani'.

Le 'Nsinsani' apparaît fondamentalement comme le premier moyen par lequel l'Eglise Kimbanguiste finance ses activités. Toutefois, il n'échappe pas aux critiques :

- plusieurs voies s'élèvent pour réclamer la création des autres unités de production afin de réduire la demande faite aux fidèles.
- la déviation par les cadres ecclésiastiques des objectifs visés au départ diminue la motivation des fidèles à participer activement aux interventions.
- la multiplication des projets de développement par les ONG internationales au profit des autres Eglises entraîne chez les kimbanguistes un certain désir de dépendance.

Section 4 : Des réalisations

Nous venons de parcourir l'essentiel sur les plans théorique et conceptuel concernant le Kimbanguisme. Dans la présente section, nous voulons voir l'opérationnalité de cette alternative sur le terrain.

En effet, le modèle kimbanguiste a suscité des motivations qui sont à la base de plusieurs réalisations pour l'Eglise et pour la nation congolaise.

Ces réalisations peuvent prendre la forme des initiatives locales de développement (I.L.D.), des actions collectives d'intérêt communautaire (école, dispensaire, temple, radio, etc), des actions privées d'intérêt communautaire, des actions d'aménagement et des services en milieu rural ou urbain, des actions de sensibilisation pour le changement de mentalité ou d'encadrement des masses. Certaines de ces actions combinent à la fois ces différentes formes.

Ces réalisations rejoignent les objectifs du cinquième pilier du DSRP concernant la dynamique communautaire (école, santé, transport, activités agricoles), mais cela bien loin avant sa mise en place. C'est que l'alternative communautaire kimbanguiste est une longueur d'avance sur le DSRP congolais.

Pour une démarche purement démonstrative, nous allons exposer des réalisations au niveau national et au niveau provincial.

4.1. Des réalisations au niveau national

Grâce au 'Nsinsani' et au travail communautaire, l'Eglise Kimbanguiste, sans aide extérieure, a su mettre en place plusieurs acquis tels que les infrastructures suivantes : temple de N'kamba (photo 2), studios du centre d'accueil (photo 3) et les salles de conférence (photo 4) ainsi que l'hôpital de Kimbanseke (photo 5), l'usine de traitement d'eau potable Angels Spring à Kinshasa/Kingabwa (photo 6), le bâtiment administratif de Bongolo (photo 7) qui héberge à présent l'Université Simon Kimbangu, la faculté de théologie de Lutendele, écoles, et tant d'autres ouvrages que vous trouverez sur les photos en annexe de cette étude.

En dehors des infrastructures matérielles, il faudra signaler également la création des mouvements des jeunes (UJKI), des femmes (AFKI), et des

étudiants (CEK) qui militent pour la décolonisation mentale. Des centres agricoles qui militent pour la promotion alimentaire.

Il est bien évident qu'on ne puisse pas parler de développement de suite de ces quelques illustrations, mais ce qui est plus appréciable c'est l'initiative locale, le courage d'inventer une autre logique.

4.2. Contribution de l'Eglise Kimbanguiste dans la Province Orientale.

Dès 1921, le mouvement kimbanguiste, commencé dans le Bas-Congo, avait atteint la Province Orientale. En effet, le 24 décembre de la même année, Simon KIMBANGU arrive à Stanleyville, en transit pour sa prison à Elisabethville. Cet événement n'avait pas laissé indifférentes les populations indigènes. Une traînée de sympathisant se ruèrent au port de l'Otraco pour voir le 'messie noir' qui avait tenu la tête au colon blanc.

Ensuite, plusieurs de ses adeptes seront amenés en relégation à travers les provinces du pays, mais surtout dans la Province Orientale; Kisangani, Ubundu, Lova, Niangara, Osio, etc.

Son Eminence DIANGIENDA Kuntima nous rappelle que la « déportation massive des Kimbanguistes à travers des camps de relégation disséminés dans l'ensemble du Congo-belge permit au Kimbanguisme de s'étendre en court temps sur une base nationale. »²⁴²

Dans ces lieux de déportation, les relégués formèrent de petites communautés de prière et de vie avec les populations locales, ils se nourrissent d'une seule et même idéologie de revendication de la liberté nationale. Nous sommes ici sans doute aux sources d'un mouvement social au fondement du nationalisme congolais dont se réclame la Province Orientale.

Dès lors le mouvement kimbanguiste fait son chemin dans ladite province et ses réalisations sont nombreuses. Citons entre autres : le nationalisme, les infrastructures diverses, les centres agricoles, les écoles et les centres de santé.

²⁴² DIANGIENDA KUNTIMA, *Op.cit.*, p.131.

4.2.1. Aux sources du nationalisme congolais.

La réalisation la plus significative du Kimbanguisme en Province Orientale, bien que peu connue, nous semble être sa contribution et ses motivations à la naissance du nationalisme congolais.

D'aucuns n'ignorent que Kisangani est plébiscitée berceau du nationalisme congolais. Il sied de rappeler que la présence des relégués kimbanguistes y a apporté un élément non négligeable. En effet, les communautés d'appartenance tribale multiple militant pour la libération nationale et organisées en leur lieu de détention ont donné une grande leçon de nationalisme. A cela s'ajoute l'apport non négligeable des partisans du Kitawala qui professait aussi le nom de Simon KIMBANGU qu'ils considéraient, dans leur lutte contre le colonialisme, comme héros noir.

Un des relégués le précise en ces termes : « maintenant nous sommes en punition, mais le temps arrivera où Dieu nous placera au-dessus du Blanc et alors nous le chasserons »²⁴³.

Il va sans dire que les relégués ont largement contribué pour la propagation du militantisme kimbanguiste en vue de la libération nationale.

4.2.2. Des infrastructures sociales.

Après sa reconnaissance officielle, l'Eglise kimbanguiste engage sa lutte sur un deuxième front, celui de l'acquisition de infrastructures sociales et communautaires : écoles, centres de santé, centres agricoles, bâtiments, temples, etc.

4.2.2.1. L'éducation de la jeunesse : les écoles.

Afin de caser les enfants kimbanguistes chassés des écoles des missionnaires hostiles à la nouvelle Eglise naissante, Son Eminence DIANGIENDA Kuntima prit l'initiative de créer le réseau des écoles kimbanguistes à travers le pays. A ce jour la Province Orientale compte plusieurs écoles primaires et secondaires.

Les deux tableaux suivants nous présentent la situation scolaire de ces écoles pour ces dix dernières années en Province Orientale.

²⁴³ Relégué Axel MALAMBU cité par *Ibidem*, p.149.

Tableau 4 : Situation scolaire des E.C.K en 1996

Territoire	Effectif écoles			Effectif élèves		
	mater	prim	secon	mater	Prim	secon
Isangi	-	13	04	-	1902	207
Basoko	01	06	02	130	974	64
Yahum	-	05	-	-	721	-
Rungu	-	03	02	-	155	62
Wamba	-	02	-	-	54	-
Watsa	-	01	-	-	237	-
Faradje	-	01	-	-	81	-
Buta	-	01	-	-	180	-
Irumu	-	05	-	-	1778	-
Djugu	-	02	-	-	134	-
Kisanga	-	22	05	-	3415	483
Total	01	61	13	130	9631	816

**Source : Rapport annuel 1996/Division Provinciale du Développement
Kimbanguiste**

Tableau 5 : Situation scolaire des E.C.K en 2005

Entité	Maternelle	Primaire	Secondaire	Total
Kisangani	-	28	08	36
Ituri	-	10	02	12
Haut-Uele	-	06	03	09
Bas-Uele	-	02	00	02
Tshopo	01	44	12	57
Total	01	90	25	116

Source : Rapport annuel Coordination Prov.ECK 2005

Quant à l'évolution de la population scolaire, nous pouvons nous renseigner sur le tableau suivant.

Tableau 6: Population scolaire/ECK en 2006

Ecole	Filles	Garçons	Total
Maternelle	38	39	77
Primaire	6.329	8.002	14.331
Secondaire	1.379	1.987	3.366
Total	7.746	10.028	17.774

Source : Rapport annuel Coordination Prov ECK 2005

Comme on peut le constater, la situation de l'école kimbanguiste a sensiblement évolué en Province Orientale : en dix ans, le nombre d'écoles primaires est passé de 61 à 90, celui des écoles secondaires est passé de 13 à 25, bien que celui de l'école maternelle soit resté identique.

La population scolaire a aussi évolué de façon sensible, car elle est passée de 9.631 à 14.331 au primaire et de 816 à 3.366 au secondaire. Mais l'école maternelle connaît la pendante inverse de 130 à 77 élèves. On peut aussi constater une forte concentration des écoles kimbanguistes dans la ville de Kisangani et dans le District de la Tshopo. Certaines écoles comme à Wamba sont non viables, car les effectifs des élèves sont très bas.

Ce qui pourrait se comprendre par le fait que le District de la Tshopo et la ville de Kisangani sont des foyers historiques de la propagation du Kimbanguisme dès l'ère des relégations.

Pour la ville de Kisangani, nous pouvons constater que les effectifs des élèves sont légèrement à la hausse par rapport à ceux de 1996, soit de 3.898 à 4.455 élèves. Voici comment la situation se présente dans quelques grandes écoles de la place.

Tableau 7: Population scolaire de quelques écoles de Kisangani en 2005.

Ecole	Commune	Filles	Garçons	Total
EP Simisimi	Makiso	120	105	225
ITA Simisimi	Makiso	90	39	129
EP Lumumba	Lubunga	150	106	256
INST.Kisolokele	Lubunga	379	162	541
EP Limbalu	Lubunga	167	118	285
EP Molende/K	Lubunga	185	209	394
EP Kisolokele	Kisangani	13	15	28
Inst.Saio	Tshopo	520	550	1.070
EP Saio	Tshopo	387	613	1.000
EP Walendu	Mangobo	68	67	135
EP Molende/Ka	Kabondo	80	12	92
Total		2.159	1.996	4.155

Source : Recherche.

Ces écoles contribuent tant bien que mal au développement national et de la province. Elles mettent annuellement sur le marché un certain nombre des finalistes de domaine diversifié : des agronomes, des infirmiers, des enseignants, etc.

La plupart de ces écoles sont construites par les kimbanguistes eux-mêmes. De toutes ces écoles, seul l'Institut KISOLOKELE a été réhabilité par l'UNOPS après la guerre de six jours. Et là encore, les Kimbanguistes ont largement contribué par la fourniture de briques cuites.

On peut voir sur les tableaux qui suivent l'évolution des réussites aux examens d'Etat de quelques grandes écoles de la ville de Kisangani.

Tableau 8 : Evolution des réussites aux Exétat/Inst.SAIO

année scolaire	diplômes obtenus/Exétat		
	filles	garçons	total
1996-1997	3	4	7
1997-1998	12	24	36
1998-1999	13	23	36
1999-2000	4	11	15
2000-2001	21	25	46
2001-2002	15	32	47
2002-2003	14	19	33
2003-2004	15	32	47
2004-2005	20	28	48
Total	117	198	315

source: recherche

Par ailleurs, en vue de soutenir une formation nécessaire à l'épanouissement des centres agricoles, l'Eglise a ouvert l'Institut Technique Agricole (ITA) à Simi-Simi qui a eu des débuts difficiles dans son milieu d'implantation retiré du centre-ville, pourtant idéal. Les autorités scolaires l'ont ainsi transféré à la paroisse centrale de São et il contribue à la formation des agronomes A2. Voici comment a évolué son rendement ces dernières années.

Tableau 9: Evolution des réussites aux Exétat/ITA Simisimi

année scolaire	Diplômes d'Etat		
	filles	garçons	total
1996-1997	0	4	4
1997-1998	0	1	1
1998-1999	0	5	5
1999-2000	0	5	5
2000-2001	2	10	12
2001-2002	0	4	4
2002-2003	3	18	21
2003-2004	0	4	4
2004-2005	0	20	20
total	5	71	76

Source : recherche personnelle

Près de soixante agronomes A2 en dix ans, ce n'est pas du tout peu de chose pour un domaine que les élèves n'aiment pas fréquenter. Mais ces diplômés sont malheureusement en déconnexion avec les centres agricoles qu'ils sont censés promouvoir. Il faudra que les autorités scolaires et ecclésiastiques puissent revoir cette situation.

De son côté, l'Institut Technique Médical (ITM) Saïo contribue à la promotion sanitaire en mettant chaque année sur le marché un certain nombre d'infirmiers de niveau A2.

4.2.2.2. Autres infrastructures sociales.

Outre la contribution de l'Eglise Kimbanguiste au développement de la Province Orientale par le biais de la formation de l'élite intellectuelle dans les ECK, il faudra signaler la création de tant d'autres infrastructures à caractère social : centre de santé, centre d'accueil, Radio, fanfare, etc.

Plusieurs centres de santé et dispensaires contribuent à la promotion de la santé primaire dans les milieux urbains comme dans les milieux ruraux

Voici les principaux centres de santé kimbanguistes en Province Orientale tels que repartis en Zone de Santé.

Tableau 10 : Centres de Santé Kimbanguistes/Prov.Orientale

N°	Centre de santé	Zone de Santé
1	Saïo	Kisangani
2	Okapi	Kisangani
3	Kongakonga	Kisangani
4	Mama Mwilu	Kisangani
5	Osio	Lubunga
6	Kimbangu	Lubunga
7	Yatanda	Opala
8	Olife	Opala
9	Yahila	Opala
10	Yakoko	Opala
11	Yawisa	Opala
12	Yandjali	Yabaondo
13	Yafunga	Yabaondo
14	Weko	Isangi
15	Bolomboki	Isangi
16	Yaokoli	Isangi
17	Mombongo	Yahuma
18	Kisolokele	Basoko
19	Mongandjo	Basoko
20	Yahila	Basoko
21	Baghaze	Banalia
22	Lokelo	Banalia
23	Badambila	Banalia
24	Mambasa	Mambasa
25	Mayuwano	Mambasa
26	Bunia Cité	Mambasa
27	Azambao	Ubundu
28	Buta Cité	Buta
Total	28 centres	11 zones

Source : Recherche

Créés au départ par l'initiative communautaire locale des fidèles, la plupart de ces centres de santé contribuent actuellement à la promotion sanitaire des populations kimbanguistes et non kimbanguistes du lieu de leur implantation

Certains de ces centres bénéficient du soutien ou de l'approvisionnement en matériels et médicaments de la part de l'OMS, l'UNICEF, des MSF, etc.

A Kisangani, le centre d'accueil Saïo héberge plusieurs séminaires qui attirent plusieurs visiteurs pour diverses rencontres organisées par les services publics, les ONG locales ou internationales.

La Fanfare Kimbanguiste agrémente les fêtes nationales, les convois de sensibilisation pour la vaccination et pour la lutte contre le VIH/SIDA, et tant d'autres actions de sensibilisation au développement communautaire.

Enfin, depuis le 22 janvier 2006, la Radio Kintuadi émet à Kisangani sous la fréquence de 107 MHz. C'est une chaîne communautaire pour le développement et la promotion de la pensée kimbanguiste sur la lutte contre la dépendance et l'aliénation culturelle. En février 2007, vient de commencer la construction d'un grand temple à Simi-Simi/Kisangani.

4.2.2.3. Les Centres agricoles.

Afin de promouvoir la santé alimentaire, l'Eglise Kimbanguiste a initié des centres agricoles un peu partout dans la Province Orientale.

Dans le cadre de ce travail, nous avons visité plusieurs d'entre eux dont les trois centres les plus actifs actuellement, à savoir Yalifoka, Kubagu, et Simi-Simi.

1° Le Centre agricole de Yalifoka.

Yalifoka est une localité et paroisse kimbanguiste de la Collectivité Lobaie dans le Territoire d'Opala. Il est situé au point kilométrique 135, dont 35 sur une piste non carrossable à partir de Yatolema.

Les problèmes majeurs de cette localité et ses environs sont :

- l'impraticabilité de la piste par camion (35 km).
- le bac à poulie sur la rivière Lobaie en panne depuis des dizaines d'années.(photo 8)
- la difficulté d'évacuation des produits agricoles vers Kisangani.(photo 9)

Pourtant la contrée jouit de plusieurs atouts pour son développement intégral. On peut citer à cet effet une :

- grande production agricole de riz, maïs, banane, etc ;
- grande variété des bois dont l'afromosia, le long de la rivière Lobaïe ;
- population d'agriculteurs très active.

Devant cette situation, les jeunes kimbanguistes de Yalifoka ont créé une association d'encadrement des paysans dénommée 'Union des Paysans pour le développement' (UPD). Cette association regroupe non seulement les Kimbanguistes du village, mais aussi plusieurs paysans des autres confessions religieuses et des villages environnants comme Yataka, Losanganya, Gombari, etc.

L'UPD poursuit entre autres objectifs :

- l'entretien des 35 km de route entre Yatolema et Yalifoka en vue de maintenir la circulation à vélo pour faciliter tant soit peu le transport de leur production à vélo ;
- l'encadrement des paysans par des séminaires de formation sur la culture de riz, l'élevage et la pisciculture ;
- contacter l'autorité publique et les ONG pour la remise en état du bac sur la Lobaie.

C'est surtout à ce niveau que nous avons abouti à l'intervention sociologique. En effet, afin de faire comprendre aux acteurs ce qu'ils font et de découvrir le sens latent de leurs actions collectives, « TOURAINE préconise une méthode d'intervention sociologique. Selon ses principes, le sociologue doit concilier distanciation et engagement dans l'organisation ou le mouvement où son objectif est de contribuer à rendre conscients les acteurs du sens profond de leur action historique »²⁴⁴.

A ce niveau, nous avons guidé l'UPD à se constituer en véritable ONG locale, à mettre en place avec eux les textes légaux de l'organisation, à préciser le sens de leur plaidoyer auprès des gouvernants pour ce qui est de la restauration du bac sur la rivière Lobaie, et à faire participer les membres

²⁴⁴ M.DE COSTER, B.BAWIN-LEGROS et M.PONCELET, *Op.Cit.*, p.96.

aux travaux de dégagement de la route pour leur permettre d'évacuer leur production agricole vers Yatolema.

C'est pourquoi Anthony GIDDENS poursuit : « j'ai proposé que la production de l'interaction en tant que porteuse de sens puisse être utilement analysée comme dépendante d'une connaissance mutuelle déterminée par les participants sous forme de schèmes interprétatifs afin d'attribuer un sens à ce que chacun dit ou fait »²⁴⁵.

Ce qui veut dire, selon Alain TOURAINE, que « le but de la sociologie est d'activer la société, de faire voir ses mouvements, de contribuer à leur formation (...) On ne peut jamais dire qu'un sociologue observe un mouvement social ; car celui-ci, concept et non pratique, ne peut être constitué complètement sans l'intervention du sociologue ».²⁴⁶

En dehors de l'UPD qui est une organisation transconfessionnelle, les Kimbanguistes essaient de mettre en place d'autres alternatives locales pour réduire la pauvreté et répondre à leurs besoins locaux

C'est ainsi qu'ils organisent les activités suivantes : plantation de riz (6 ha) dont le revenu finance l'achat des tôles et ciments pour la construction d'une chapelle, presse d'huile de palme dont une partie alimente la savonnerie locale (photo 10), fabrication de savon étiqueté 'Mbiring' qui dessert tout le village et la contrée.

Signalons également que l'unique pharmacie du village se trouve à la mission kimbanguiste, alors que le dispensaire local est catholique. Ainsi la collaboration entre les deux institutions est-elle de mise. L'entretien du biais du grand ruisseau Etoli pour évacuer par pirogue la production agricole vers le bac en panne sur la rivière Lobaïe où attendent les camions en provenance de Kisangani.

Il y a aussi un projet de sciage de bois et de construction d'une chapelle en durable.

Le moins que l'on puisse dire est que le Centre agricole de Yalifoka est un pôle intégré de développement à la taille de ses capacités et de son coin.

²⁴⁵ A.GIDDENS, cité par J.M.BERTHELOT, *Sociologie. Epistémologie d'une discipline. Textes fondamentaux*, De Boeck, Bruxelles, 2000, p.140.

²⁴⁶ A.TOURAINE, cité par J.-P. DURAND et R.WEIL, *Op.Cit.*, p.242.

Même alors, il fait face aux défis de la mondialisation. Rien que la savonnerie locale utilise des intrants locaux (eau, huile, manioc, arôme, bois de chauffe) et importés (soude caustique, colorant, titane, sulfate et parfois le parfum).

Cette initiative locale de développement est une alternative née du génie créateur local qui milite tant bien que mal en silence de grands débats pour la survie de la population de la place.

2° Le Centre agricole de Kubagu

A ce jour, le Centre agricole de Kubagu reste le plus actif de tous. Il se trouve au kilomètre 17, en déviant vers la gauche au kilomètre 8 sur la route Opala. Il est géré par le Pasteur ILUNGA qui engage 30 permanents dont 13 femmes (kimbanguistes et non kimbanguistes).

Vu sa grande activité, ce centre coopère avec la FAO et d'autres ONG dans le cadre de multiplication des semences. Les activités encourus en mai 2006 sont :

- palmeraie (55 ha) ;
- une presse-huile ;
- riziculture : 6 ha déjà semés en saison A de la variété 'Liyenge' et 4 ha encore en défrichage pour la saison B ;
- 6 ha de manioc : multiplication de la variété RAV ;
- 1 ha arachide : multiplication de semences ;
- 1 ha Niébé (Vinya) ;
- 7 étangs rizipiscicoles : riz irrigué 'Bouaké' et tilapias 'Makoke' ;
- Sciage de bois rouge et afromosia.

Les autres variétés de riz multipliées selon les besoins des acheteurs sont : Lyoto, IRAT 112, INERA 6 et 7, PNR 4, Bouaké, Zunguwe, Sipi, NERICA, Jeansmin (riz de bas fond). La multiplication de ces variétés vise à remplacer la variété locale 'Kitombe' (Opala) déjà dégénérée.

Quant au manioc, on plante les variétés RAV, Mvuama, Yafela, Lueki, Mawungu et Mayombe (provenant de l'INERA Mvuazi au Bas-Congo). Les variétés locales telles que Mbongo, Henriette, et Mafu na likemba ne sont pas négligées.

En somme, le Centre agricole de Kubagu contribue énormément au développement de la RDC pour ses productions qui débordent les frontières de la Province Orientale. Ainsi en 2004, ce centre a produit 7.000 alevins de tilapia nilotica redistribués par la FAO aux pisciculteurs de Kisangani ; 300 bottes de boutures de manioc RAV ont été redistribuées aux soldats démobilisés de Bunia (Ituri). Mais surtout voici comment les semences de riz ont été redistribuées :

Tableau 11: Redistribution de semences / riz en 2005

Année	Producteur	Distributeur	Bénéficiaires
2005	C.A. KUBAGU	FAO	13 villages Kubagu Osio(9 à 31km) Yatange (36 à 45km) Yambela (52km) Opala
		LWF	Route Kandangba Anc.route Buta Route Lubutu
		CICR	Sud-Kivu Maniema Yahuma Kasai-Oriental
		PDC/CNCA	Route Banalia.

Source : Recherche.

Comme on peut le voir, le Centre agricole de Kubagu est un militant dans le silence et constitue un grenier non négligeable pour la Province Orientale et pour le reste du pays. Et certainement, on arrivera à l'exportation en dehors du pays. C'est cela la voie de la déconnexion en douceur.

Pourtant les moyens d'action du centre ne sont pas extraordinaires, mais c'est surtout la détermination et le respect des principes kimbanguistes qui fondent l'harmonie au travail, sans oublier la technicité du Pasteur ILUNGA en matière de développement communautaire.

Tableau 12 : Matériels de travail/Centre Kubagu

N°	catégories	quantité
1	houes	48
2	bêches	12
3	machette	18
4	brouettes	2
5	haches	36
6	scie à bois	2
7	décamètre	1
8	paire bottes	2
9	bicyclette	1
10	bâche	1
11	ficelle	1

Source : Recherche

Pour peu que l'on puisse dire, le Centre agricole Kubagu constitue un rayon d'espoir pour la promotion alimentaire locale, une initiative endogène en dialogue avec les ONG mondialistes comme la FAO, le CICR, LWF, PDC/CNCA.

La grande difficulté pourtant paraît être la démission de l'Etat qui aurait pu subventionner des pareilles initiatives silencieuses de production des aliments pour les hommes afin de réduire la dépendance, la faim et la pauvreté.

3° Le Centre agricole de Simi-Simi

Situé au point kilométrique 9 sur la route Kisangani-Yangambi, le centre agricole Simi-Simi organise les activités suivantes : culture de riz, de maïs, d'arachide, de Niébé ou Vinya, expérimentation de multiplication de nouvelles variétés de manioc (Mvuazi, Sansi, Zizila, Disanka, Butamu) briqueterie, poulailler, et pisciculture. Au milieu de la concession, se dresse la fondation d'un temple en construction d'une dimension de 54 mètres sur 25. On y trouve aussi une source d'eau potable aménagée avec la collaboration de la C.T.B., ainsi que des carrières de sable et de graviers.

Cette simple énumération des activités voile le noyau même de l'alternative kimbanguiste de ce centre. Au cœur du projet à moyen terme, il y a est la construction d'un temple et d'une résidence de campagne du Chef Spirituel à Simi-Simi. Les autres activités précitées servent à produire la ration alimentaire des maçons et de toute la main d'œuvre. Le surplus de la production de la briqueterie, des carrières de sable et de graviers ainsi que du revenu agricole est vendu pour constituer un fond pour le financement d'achat des matériaux de construction du temple. Ce fond est complété par celui généré par le « Nsinsani » pour cet effet. Grâce à cette stratégie, les travaux de la résidence (photo 11) sont quasi achevés en 2006.

Plusieurs autres centres agricoles de moindre importance sont à signaler tels que Osio, Mondoe, Masendula, etc. Et le travail s'y fait toujours de manière collective. (photos 12 et 13).

A Osio, on trouve une palmeraie, la multiplication de semences de maïs, d'arachide et la pisciculture.

A Mondoe (34 km route Lubutu), on fait la pisciculture, l'élevage de canards, 6 ha de manioc en 2005, il y a 16 permanents, 9 houes et 2 bêches communautaires. Les autres travaillent avec leurs outils personnels.

Masendula (9 km ancienne R/Buta) qui était un grand centre à l'époque est en veillesse, à cause du vol des produits par les citadins venant de la ville. On y compte une palmeraie abandonnée, des étangs piscicoles et rizicoles médiocrement entretenus.

Il est donc impérieux que les autorités de l'Eglise puissent relancer les activités de ce centre à proximité du centre-ville.

Somme toute, il existe d'autres réalisations (annexe autres photos) à Kisangani ou ailleurs telles que la résidence SHENOUDA à Saïo et celle de Simi-Simi qui font le prestige de l'Eglise Kimbanguiste dans la mesure où la conception, le financement et l'exécution sont une initiative locale.

Section 5 : Les obstacles

L'alternative kimbanguiste, comme tout autre logique d'action humaine, n'échappe pas à certains écueils. On en distingue de deux sortes : les obstacles externes et les obstacles internes.

5.1. Les obstacles externes.

L'environnement extérieur au Kimbanguisme impose sans nul doute des pressions psychologiques qui limitent l'action sociale. L'on peut citer entre autres : la mégamachine de la mondialisation, l'attitude des Eglises et organisations sœurs, l'Etat...

Il est bien évident que l'idéologie libérale orchestrée par la mégamachine de la mondialisation professe que tout marche au rythme du diktat occidental. Elle projette un monde uniforme et supporte mal une alternative à son projet Serge LATOUCHE parle volontiers de la « planète uniforme », et Herbert MARCUSE de « l'homme unidimensionnel ».

Dans le même ordre d'idées, il convient de constater que l'influence extérieure (Eglises, ONGD, Etat) congolaise plus âpre aux dons et à l'aide internationale au développement constitue un facteur de démobilisation ou de démotivation des fidèles kimbanguistes mal intégrés.

En effet, la mentalité habituelle des organisations congolaises est de subordonner tout le processus de développement à l'aide internationale. Ce qui entraîne l'esprit d'attentisme et de paternalisme dénoncée par la stratégie kimbanguiste.

Il y aussi le préjugé social lié à l'idéologie bourgeoise selon laquelle les choses restent telles. Les conditions de vie des congolais demeureront inchangées, il n'y a rien de bon dans le Kimbanguisme, etc. Certains vont jusqu'à penser à une malédiction ou au fatalisme.

5.2. Les obstacles internes.

A l'intérieur de l'Eglise kimbanguiste même, il existe des facteurs qui gênent le processus du développement :

- la plupart des cadres sont d'une génération qui ne comprend pas tellement la nécessité de la planification et la gestion des projets en cours d'exécution.
- la multiplicité des projets simultanés fait que certains restent longtemps inachevés. (Plusieurs constructions n'ont pas franchi le niveau de la fondation)

- le conflit des générations entre les jeunes cadres universitaires et les anciens de l'Eglise affecte, par endroit, les efforts conjugués pour l'action sociale. Ce fut le cas du Centre Osio en 2005 qui n'a pu atteindre les objectifs escomptés de multiplication de semences de maïs.

- une lecture en profondeur du contenu des certains discours courants dans les milieux kimbanguistes fait état de la peur de la sorcellerie, d'une eschatologie imminente, de la conjuration de l'universitaire considéré comme subversif ou comme partisan de l'ésotérisme... Toutes ces attitudes, une fois intégrées dans la conscience collective, peuvent jouer négativement contre l'épanouissement humain.

- la division actuelle en deux tendances dans l'Eglise, si elle n'est pas prise comme étape de la dynamique de tout groupe, risque d'affecter profondément le sens communautaire des actions.

Conclusion

Il appartient ainsi aux responsables de l'Eglise, aux gestionnaires des projets, aux fidèles kimbanguistes et aux chercheurs de travailler ensemble en vue de promouvoir davantage ces initiatives que nous venons de passer en revue, de juguler les obstacles susmentionnés et d'améliorer les chances de la réussite optimale de cette action sociale qui est une grande contribution pour une mondialisation plurielle.

CHAPITRE IV: POUR UNE MONDIALISATION PLURIELLE.

Introduction

Quand nous étions jeune, nous accompagnions notre père au champ pendant les vacances. Un jour, il nous a raconté comment il allait à l'école de son temps presque en ces termes : « ma mère préparait la chikwangue avec de la viande de gibier ou du poisson pêché la veille, on prenait le chemin tôt le matin après le bain avec le 'mola', savon local à base d'huile de palme. Un bout de liane me suffisait pour broser mes dents. »

Mais aujourd'hui, lorsque nous observons comment nos enfants vont le matin à l'école, nous nous apercevons que tout a changé. En effet, nos enfants se lavent avec le savon giv qui est 'made in Corea', la dentifrice est fabriquée au Kenya, la farine de maïs vient des USA, le lait de la Hollande, et ils sont conduits à l'école avec une moto T.V.S. fabriquée en Inde.

Nous nous sommes finalement aperçu que les temps et les pratiques ont changé. Autre temps, autre mœurs. En son temps, notre père consommait 'local', nos enfants et nous-mêmes actuellement, nous dépendons largement de l'extérieur. Un ami nous disait presque en blaguant : 'c'est la mondialisation'.

Section 1 : Qu'est-ce que la mondialisation ?

La mondialisation, disent les auteurs tels que Gianna PALLANTE, est un phénomène très vieux que les conquêtes romaines, même s'il est difficile de dater la naissance de sa forme actuelle, qu'on estime cependant aux alentours des années 1970. Ce concept a été pour la première fois utilisé par le canadien Mc LUHAN dans l'expression 'global village' en 1968 lorsqu'il suivait en direct à la télévision la guerre du Vietnam qui se déroulait à plusieurs milliers de kilomètres de chez lui.

Selon le COE, « la mondialisation n'est pas seulement un fait économique. C'est une question culturelle, politique, éthique et écologique... La mondialisation suscite une vision de *l'oikoumene*, de toute la terre habitée, et de l'unité de l'humanité qui est fondée sur la compétition »²⁴⁷.

²⁴⁷COE, *Op.cit.*

Pour le FMI, la «mondialisation» est un processus historique qui est le fruit de l'innovation humaine et du progrès technique. Elle évoque l'intégration croissante des économies dans le monde entier, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. Ce terme évoque aussi parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances (migrations de travail ou technologiques). La mondialisation comporte enfin des dimensions culturelle, politique et environnementale plus vastes qui ne sont pas abordées dans la présente étude.

« Fondamentalement, la mondialisation n'a rien de mystérieux. Le terme est couramment utilisé depuis les années 80, c'est-à-dire depuis que le progrès technique permet d'effectuer plus facilement et plus rapidement les opérations internationales (commerciales ou financières). Il traduit le prolongement au-delà des frontières des pays des forces du marché qui ont opéré pendant des siècles à tous les niveaux d'activité économique (marchés de village, industries urbaines ou centres financiers) »²⁴⁸.

Dans une conférence donnée le 14 mars 2005 à l'Université de Kisangani, Guy FERRIER estime que c'est au 16^e siècle que l'on peut situer le début de l'internationalisation avec la traite négrière. Toutefois la vraie mondialisation, entendue le capitalisme étendu a commencé au 18^e siècle avec l'industrialisation.

Grâce au progrès des moyens de communication, les capitalistes ont saisi l'occasion de créer un marché mondial, une aussi vieille idée qui se rapproche du communisme qui militait pour l'internationalisation de la lutte prolétarienne.

KASANDA Lumembu, de son côté, pense que la mondialisation est un signe de temps. Un regard attentif sur l'évolution de ce vocable, poursuit-il, « nous montre qu'il s'agit d'un mixtum compositum, dans lequel se côtoient théories et réalités les plus diverses, voire contradictoires, allant du champ économique au champ politique, en passant par les domaines culturel, social, écologique, etc. A.MATTELART parle d'une utopie planétaire »²⁴⁹.

²⁴⁸ FMI, « la mondialisation » dans <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/arcguide.htm>, 2005.

²⁴⁹ A. KASANDA LUMEMBU, *Op. Cit.*, p.31.

Pour BONGELI Yeikelo Ya Ato, « la démarche ici consiste à récuser l'idée fortement vulgarisée selon laquelle la mondialisation serait fille de la technologie des télécommunications et que, en tant que telle, elle devrait s'imposer à tous comme réalité économique incontournable résultant de la nature même de la chose économique. On a tenté de montrer, par une approche historique, que le stade de mondialisation est la résultante de l'évolution normale de l'expansion du capitalisme qui, par des mécanismes régulateurs appropriés, renvoie toujours à plus tard l'utopie irréalisable de l'eschatologie marxiste. L'Amérique a rêvé de ce stade de maturation de son impérialisme et s'y est préparée depuis un siècle. Qu'on le veuille ou pas, la mondialisation, en tant que colonisation du monde par les USA, est aujourd'hui une réalité que très peu de pays ont les moyens de contrer. »²⁵⁰

C'est ainsi que Pascal RICHE estime que la mondialisation est une étape nouvelle du capitalisme résultant de la victoire de la pensée libérale sur l'idéologie planificatrice. A ce stade, le capitalisme a le pouvoir de tout régenter à travers le monde, grâce au « rapprochement soudain des sociétés, que ce soit pour des raisons technologiques (connexion des entreprises et des salles de marché, télévision par satellite, Internet) ou politiques (basculement des deux tiers de la planète dans l'économie de marché, triomphe universel de la pensée libérale)»²⁵¹.

On le sent, il s'agit d'un terme polysémique qui cache une utopie, une inflation des qualificatifs comme nous l'avons noté pour le développement. « Internationalisation, mondialisation, globalisation... le vocable des économistes, des juristes et autres politiques s'enrichit pour mieux discuter de l'expansion planétaire des rapports marchands et des changements qu'ils observent dans le comportement des acteurs publics et privés. Dans ces conditions, la mondialisation exprime le fait que les besoins et les aspirations des acteurs du système économique fondé sur le marché et le profit ne peuvent être satisfaits et accomplis que dans le contexte des

²⁵⁰ BONGELI YEIKELO YA ATO, *Cours de théorie de la dépendance et du développement inégal*, 2^e licence en sociologie, FSSAP, UNIKIS, 2006, (inédit).

²⁵¹ P. RICHE, Une brève histoire de la mondialisation, in *Libération* du 27/11/1999.

rapports marchands englobant le monde entier »²⁵² dans un seul village planétaire.

Nous comprenons maintenant pourquoi le déjeuner de nos enfants qui vont à l'école le matin fait d'eux de véritables citoyens du monde. Ce fait est incontournable et est un 'déjà-là'. Voilà pourquoi notre habillement étiqueté Versace ou Lacoste, le Coca-Cola, les grandes chaînes de télévisions et radios, notre nourriture et tous les autres petits détails du train de la vie quotidienne font de nous des citoyens sans frontières d'Etat. Les biens et services consommés sont le fruit d'une vaste circulation des capitaux et investissements privés qui échappent au contrôle des gouvernements grâce à l'intense activité des multinationales et des ONG.

La mondialisation sonne ainsi la fin du rôle interventionniste des Etats et renforce le pouvoir transnational des firmes en réseaux ou encore celui de grandes organisations mondiales (FMI, BM, OMC). Somme toute, la mondialisation ne pourrait s'agir que de la phase ultime du capitalisme qui s'est focalisée sur deux dimensions :

- le commerce étendu avec un mouvement des capitaux sans barrières.(exemple : le poisson pêché dans la mer de Japon termine sa course dans la cuisine boyomaise).
- la distribution planétaire de la culture par les média (T.V., Internet, Radio). Ainsi, les matches de grands clubs du Nord tels que Monaco, Barcelone, Puissance Catch américain comptent de nombreux fanatiques congolais.

Cette imposition du commerce inégal fait route ensemble avec celle d'une culture dominante.

Par ailleurs, l'internationalisation qui est corollaire à la mondialisation va plutôt dans le sens de l'extraterritorialité des lois et des institutions (FMI, B.M., O.M.C.) qui l'accompagnent et dont celles qui se montrent favorables aux intérêts des pays pauvres sont menacées de fermer par les pays

²⁵² J.P. MICHIELS et D.UZUNIDIS, *Mondialisation et citoyenneté*, L'Harmattan, Paris, 1999, p.9

dominants.(Cas de l'UNESCO de l'O.I.T.)

Selon A.MATTELART par contre, le terme d'internationalisation est un anglicisme forgé pour désigner « le processus, en partie virtuel, par lequel, grâce aux performances (observables et raisonnablement identifiables) de nouvelles technologies de l'époque, deux croyances prennent corps simultanément : d'une part, l'idée selon laquelle la communication est dorénavant un 'agent de civilisation'; d'autre part, celle affirmant que l'interdépendance croissante des Nations va conduire à une unification culturelle. »²⁵³

WOLTON parle d'ouverture et de communication. Il a fait une étude détaillée qui distingue d'un côté la mondialisation et la globalisation, et de l'autre, la communauté et l'universalisme. Les deux premiers concepts renvoient au monde réel et les deux seconds au monde des idéaux. Pour édifier une mondialisation à visage humain, il faut qu'il y ait convergence entre les deux mondes. L'auteur distingue la globalisation (qui relève de la sphère purement économique) et la mondialisation qui est technique. En effet, l'horizon de la globalisation est « l'existence d'un seul marché sans frontières ni barrières et la mondialisation des télécommunications est une condition indispensable. Du téléphone à la radio, de la télévision à l'informatique, et aujourd'hui à l'interconnexion de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel, la mondialisation de la communication est le bras armé de la globalisation »²⁵⁴.

Devant une pareille situation, il faut craindre le danger de la déculturation qui plane à l'horizon étant donné les caractéristiques menaçantes de la mondialisation.

1.1. Les caractéristiques de la mondialisation.

La mondialisation est la nouvelle idéologie occidentale après l'effondrement du mur de Berlin et la faillite du développement constatée en Afrique et dans les pays pauvres. Pour Samir AMIN, « cette faillite du

²⁵³ D.MARTIN, J.-L.METZGER et P.PIERRE, *Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation*, Seuil, Paris, 2003, p.17.

²⁵⁴ D. WOLTON, 'La communication enjeu de deux mondialisations', dans *Mondialisation et Francophonie*, p.53

développement est aussi la faillite d'une acculturation imposée par le Nord au Sud »²⁵⁵.

Michel ROGALSKI a résumé ces caractéristiques comme suit : « vague de concentrations sous formes inédites de fusion-absorptions et donc accumulation de condensé de pouvoirs et de puissance, suprématie des 'normes' internationales contrariant les 'acquis' historiquement constitués par les peuples, remise en cause de projets nationaux de développement , mise en concurrence de nations – par le bas – pour attirer les investissements étrangers, fragmentation, fragilité et violences sociales.»²⁵⁶

Pour le FMI, la mondialisation est caractérisée par quatre traits essentiels suivants : commerce international étendu, fort accroissement de mouvement des capitaux privés en destination des pays pauvres, migrations des travailleurs vers des zones à revenu élevé et enfin diffusion planétaire de la culture et de nouvelles technologies y afférentes.

Pourtant BONGELI Yeikelo Ya Ato dit d'elle qu'elle est économiciste et antisociale, politique, communicationnelle et culturelle²⁵⁷.

Pour F. TREMEAUD²⁵⁸, la mondialisation actuelle a quatre principales caractéristiques : essor sans précédent des entreprises multinationales, accroissement continu du commerce international, internationalisation des marchés financiers, et explosion de la communication et de l'information. En effet, selon l'auteur, le nombre des multinationales est passé de 7.000 vers la fin des années 1960 à plus de 40.000 au début des années 1990, avec plus de 250.000 filiales de par le monde. Ce sont ces entreprises qui organisent le commerce international avec des valeurs des exportations qui dépassent les 6.500 milliards de dollars. De nouvelles routes commerciales sont des éclats de laser et des rayons satellitaires qui transportent l'argent, la technologie et le savoir d'un coin à l'autre de la planète.

²⁵⁵ S. AMIN, cité dans *Alternatives Sud*, Vol VII, 2000, p.23.

²⁵⁶ M. ROGALSKI, dans la Présentation de *Recherches internationales : un monde à vendre ou à construire*, n° 60-61, mars 2000, p.5.

²⁵⁷ BONGELI YEIKELO YA ATO, *Op.cit.*, (inédit)

²⁵⁸ F.TREMEAUD, 'Réalités et limites de l'économie mondialisée', dans *Mondialisation et Francophonie*, pp.44-45.

De tout ce qui précède, nous estimons pour notre part que la mondialisation actuelle est dominante, inégale, unilatérale, idéologique, libérale et universaliste.

1.1.1.La mondialisation est dominante.

Le jeu du voilement-dévoilement du mythe capitaliste continue son chemin tout en esquivant son principal attribut qui est la domination du Sud par le Nord. Civilisation pour piller, capitalisme pour exploiter, mondialisation ou globalisation pour contrôler tous les recoins de la planète.

C'est un monde sans morale, où seule la contingence devient la règle. Toutes les nations du monde doivent se soumettre au commerce et à la culture internationalisée dont les USA sont le seul maître de jeu.

Il est bien évident que « la tendance du marché vers une communauté globale entraîne donc la formation d'une culture globale. Or le principe de la culture globale est de combattre la diversité des cultures, qui constitue un frein à la standardisation des produits et des comportements, exigée par le processus de globalisation.(...)il est difficile pour l'anthropologue ne pas déceler, dans le discours des prophètes de la globalisation, des relents de la vieille doctrine du diffusionnisme, selon laquelle l'humanité progresserait par emprunts culturels successifs à la culture dominante. Ce qui fut naguère reproché à l'école diffusionniste et qui peut l'être aujourd'hui à l'école globaliste » ²⁵⁹.

Ainsi donc, la mondialisation peut « apparaître comme l'universel en acte, l'universel effectif ou encore la réalisation de l'idée universaliste qui se déploie philosophiquement à l'époque des Lumières et qui deviendrait ainsi aujourd'hui une réalité physique »²⁶⁰.

1.1.2.La mondialisation est économiciste et inégale

La mondialisation est souvent pensée en termes de commerce étendu et de diffusion planétaire de services et biens à partir d'un centre unique. Il va sans dire que toutes les nations n'y participent pas d'égal à égal. Il est bien évident que les inégalités sont très perceptibles dans les rapports

²⁵⁹ S.ABOU, *Art déjà cité*, p.21.

²⁶⁰ D.COLLIN, *La fin du travail et la mondialisation*, L'Harmattan, Paris,1999, p.182

entretenus par les Etats au sein des organisations internationales telles que l'OMC, le FMI, ou la BM.

« Les moteurs de cette nouvelle domination sont les pouvoirs économiques qui peuvent être aussi insidieux que des colonisateurs politiques, et une idéologie subtile mais puissante qui part du postulat que la manière la plus prometteuse d'améliorer le niveau de vie de l'humanité est de laisser libre cours aux forces du marché »²⁶¹.

Ce que « la mondialisation n'est autre que la diffusion inégal du capitalisme au niveau planétaire. Les rapports de domination et les injustices sociales qui en découlent montrent que toutes les nations et couches sociales ne prennent pas part au processus de la mondialisation à armes égales »²⁶². D'où les USA ont le droit de posséder les armes de destruction massive; mais pas l'Irak ni l'Iran. Seuls les grands pays du Nord ont le droit de vendre leurs produits à toute la planète, mais ceux du Sud sont tenus par des restrictions très sévères.

Dans son adresse du 2 janvier 1992, Son Eminence DIANGIENDA Kuntima précise que son coton produit au Plateau de Bateke, bien que de première qualité était vendu à 4 zaïres le kilo à Anvers, bien moins cher que celui de même qualité présentée par un agriculteur américain.

Pour BONGELI Yeikelo Ya Ato « c'est dans les pays sous-développés d'Afrique, les pays repoussés dans la poubelle du quart-monde, que les ravages du néo-libéralisme ont été, sont et seront les plus considérables. Les plans d'ajustement structurel imposés par les chantres du néo-libéralisme mondialisant ont exacerbé la catastrophe par une série de conséquences économiquement macabres : forte augmentation du chômage, réduction considérable des effectifs de la fonction publique, chute du marché intérieur provoquant la faillite ou le ralentissement des activités de plusieurs entreprises, dévalorisation des travaux agricoles, notamment ceux relatifs à la production des denrées alimentaires locales au profit des cultures d'exportation, dépendance alimentaire accrue, destruction des

²⁶¹ COE, *Op.cit.*

²⁶² J.P. MICHIELS et D. UZUNIDIS, *Op. cit.*, p.11.

infrastructures de communications, détérioration des infrastructures scolaires et sanitaires, exode rural et sur-urbanisation rustique, propension des jeunes à l'émigration vers les pays du Nord... Les désordres observés durant la période de transition politique vers une démocratisation d'importation ont, pour le cas du Congo, occasionné, en plus, les pillages des unités de production des biens et services, la résurgence des tribalismes, les guerres fratricides à base ethnique ou religieuse »²⁶³.

Analysée de plus près, la mondialisation ou la globalisation est le triomphe de l'économie du marché, dominée par les multinationales et les organisations non-gouvernementales ou internationales affranchies de toutes les barrières douanières et échappant à tout contrôle des Etats.

Tout compte fait, elle profite aux économies des multinationales et des investissements du Nord, malgré quelques services que tire le Sud par effet de diffusion : le fameux '*trickle down effect*.'

C'est pourquoi la lecture socio-économique veut « vérifier si la compétitivité mondiale, présentée par les ténors de la globalisation comme la seule stratégie possible, inaugure réellement, pour l'humanité entière, une ère de prospérité économique et de participation croissante à la décision démocratique ou si, au contraire, elle ne creuse pas l'écart entre les pays développés et le reste de la planète »²⁶⁴.

Il faudra également dire que la mondialisation est également source d'inquiétudes dans les économies avancées. Dans quelle mesure y a-t-il vraiment un risque, comme on le croit, que des travailleurs bien rémunérés perdent leur emploi et que la demande de travailleurs moins qualifiés diminue à cause de la concurrence exercée par les économies à bas salaires? Les mutations que connaissent les économies et les sociétés avancées sont-elles directement le résultat de la mondialisation?

Les économies sont en constante mutation et la mondialisation est l'une des tendances qui caractérisent cette mutation. D'autres tendances

²⁶³ BONGELI YEIKELO YA ATO, *Op.cit*, (inédit)

²⁶⁴ S. ABOU, *Art. déjà cité*, p.19.

sont à signaler : à mesure qu'elles atteignent leur régime de croisière, les économies industrielles se tournent davantage vers les services pour répondre à l'évolution de leur consommation intérieure et comptent, en outre, de plus en plus d'emplois hautement qualifiés. Cependant, il y a tout lieu de croire que ces mutations se produiraient -- mais pas nécessairement au même rythme -- indépendamment de la mondialisation

1.1.3. La mondialisation est unilatérale.

Pour certains auteurs, c'est « avec la disparition des blocs, les Etats-Unis ont retrouvé la tentation de l'hégémonisme. Celle-ci est particulièrement claire dans leur prétention et leur propension à édicter des législations à caractère extraterritorial, le maintien de l'unilatéralisme et leur réticence à l'égard du multilatéralisme »²⁶⁵. Nous sommes ainsi, continue l'auteur, « entrés à nouveau dans l'ère de l'affrontement économique entre économies-monde capitalistes continentalisées, mais sous la direction américaine »²⁶⁶.

La mondialisation ainsi comprise est une géante machine – la mégamachine de Serge LATOUCHE – qui broie tout à son passage et qui n'accepte pas de concurrent. Les cultures, les modes, les produits autres que ceux qu'elle véhicule ne sont pas acceptés. On assiste à un ethnocide généralisé, à l'apocalypse des traditions locales : religions, médicaments, littérature orale, vêtement, modes, architecture, alimentation ne valent plus. En face, l'Internet est un puissant moyen pour véhiculer de nouvelles cultures, de nouveaux produits, de nouveaux films tous made in USA.

A la chaîne de télévision française TV5, la diaspora d'Afrique noire animait l'émission intitulée '*le Nord est tombé sur la tête*'. Apparemment, c'est de l'humour; mais en réalité elle exprime tout de la mondialisation. Certainement cette chute du Nord sur la tête du Sud lui écrase la cervelle et le paralyse complètement. L'Afrique est donc condamnée à vivre sans tête, elle ne peut plus réfléchir, son corps est obligé d'accepter ce que le Nord lui offre sans la moindre interrogation. Un être sans tête est un être sans vie,

²⁶⁵J.P MICHIELS et D. UZUNIDIS, *Op. cit.*, p.53.

²⁶⁶*Ibidem*, p.52.

sans production, et dont on peut se servir du corps à volonté comme un cadavre.

C'est pourquoi toute tentative de remise en question ou d'émergence tout court en Corée du Nord, en Libye est condamnée. Dans les grandes villes du monde, les jeunes suspendus à l'écran suivent la Puissance Catch de la WW en défaveur de la lutte traditionnelle. Le « mpiodi » pêché en mer de Japon se vend moins cher sur le marché boyomais afin de concurrencer le poisson pêché localement au bac Lindi à Kisangani.

Dans la mondialisation de la culture, l'émetteur des schémas ou des modèles ne s'intéresse pas à la manière dont il est reçu. Elle veut que les hommes du monde entier s'habillent, dansent, mangent, se déplacent, et pensent de la même manière. Or c'est purement utopique, bien que la tentative à l'uniformisation des modes de vie essaie d'aplanir les différences culturelles sous les effets de processus tels que le modèle unique de développement ou de consommation.

1.1.4. La mondialisation est une culture idéologique.

Il faudra le dire avec Denis COLLIN, « au total, la mondialisation s'affirme comme une idéologie particulière, et non une description pertinente de la réalité. Elle tire sa force de l'évidence immédiate avec laquelle elle s'impose. C'est l'idéologie du jet et des télécommunications : les images animées rendent proches les contrées les plus lointaines, Internet nous donne l'illusion de choisir nos journaux dans un kiosque de New York sans même quitter notre fauteuil »²⁶⁷.

Pour sa part, S.ABOU estime que « le phénomène de la mondialisation est un fait, l'idéologie de la mondialisation en est un autre. Le phénomène en lui-même est sans doute irréversible mais sa forme actuelle ne l'est pas et le discours qui en assume la gestion symbolique relève de l'idéologie. Telle qu'elle se développe aujourd'hui, la mondialisation des échanges, soutenue par la révolution technologique des moyens de communication et

²⁶⁷ D. COLLIN, *Op.cit.*, p. 182.

d'information, se prête au moins à deux lectures critiques : une lecture socio-économique et une lecture socioculturelle »²⁶⁸.

Comme toute idéologie, elle porte les traits culturels de la classe dominante, d'où son unilatéralisme sans frontières. En effet, « les échanges d'informations sont un aspect souvent méconnu, mais qui fait partie intégrante de la mondialisation. Par exemple, l'investissement étranger direct est à l'origine non seulement d'une augmentation du capital physique, mais aussi de l'innovation technique. De façon plus générale, l'information sur les méthodes de production, les techniques de gestion, les marchés à l'exportation et les politiques économiques est disponible »²⁶⁹ grâce à l'essor des télécommunications et de l'Internet.

La mondialisation est ainsi une domination culturelle imposée par l'Amérique à toutes les autres nations du monde par le biais des puissants moyens de télécommunications qu'elle a su mettre en place : Internet, grandes chaînes de télévision ou de radio, moyens de transports rapides, etc.

« Dans les faits, la répartition inégale du pouvoir et de la richesse, de la pauvreté et de l'exclusion contredit toutefois le discours trop facile sur une communauté de partage universelle. L'image souvent utilisée du "village planétaire" est trompeuse. La situation actuelle est justement dépourvue du sens de communauté, d'appartenance et de responsabilité mutuelle qui caractérisent la vie d'un village. Les médias internationaux véhiculent une monoculture axée sur la consommation effrénée. La situation de beaucoup de pauvres se dégrade. La Banque mondiale a récemment conclu qu'en 1998 le nombre de pays ayant enregistré une croissance négative était passé de 21 à 36 en un an »²⁷⁰.

En ce qui concerne cette domination culturelle, BONGELI Yeikelo Ya Ato précise que « la superpuissance américaine qui pilote le processus ne se limite pas au simple règlement du commerce. Bien plus, pour faire accepter sa domination sur tous les plans, il la fait intérioriser en l'imposant de

²⁶⁸ S. ABOU, *Article déjà cité*, p.19.

²⁶⁹ FMI, *Op.cit.*.

²⁷⁰ COE, *Op.cit.*

subtile. Il faut, pour ce faire, tuer les cultures locales considérées comme non civilisées, donc réduire à néant les identités singulières, ethniques ou nationales. Si même une puissance moyenne comme la France, dont on connaît la fierté et le chauvinisme des nationaux, se plaint de la gravité de l'agressivité culturelle américanisant (elle évoque, en sorte de combat d'arrière-garde, l'exception culturelle), on comprend l'ampleur des dégâts causés dans des pays vulnérables d'Afrique en la matière »²⁷¹.

1.1.5. La mondialisation est paradoxale.

Tout est 'sans frontières': avocats, journalistes, médecins, radio, commerce, etc. Le progrès de la technologie de l'information et de communication facilite cette transterritorialité.

Mais dire de la mondialisation qu'elle est paradoxale, c'est entre autre considérer la contradiction que soulève LUNTADILA Ndala Zafwa quand il voit par exemple que « le café est originaire d'Afrique. On le transporte en Europe pour en faire du Nescafé. On le renvoie en Afrique...sur la boîte d'emballage il est écrit 'made in Holland' »²⁷².

Il en est de même pour la plupart des matières premières. Aussi longtemps qu'elles ont été traitées ou transformées en Occident ou même qu'elles sont le produit de la délocalisation des firmes occidentales au Sud, elles sont toujours étiquetées 'made in Europe' et portent le label du Nord.

Les produits fabriqués en Chine ou en Indonésie sont 'made in France'. Le petit producteur qui a consommé autant d'heures de travail est tout simplement oublié et contraint d'accepter cette aliénation. Il ignore même le circuit commercial de son produit tout comme ce jeune sourd-muet de 18 ans qui n'avait jamais su que la margarine Blue – Band est produite à base de l'huile de palme qu'il extrait chaque jour dans la presse locale à Yalifoka (Opala).

Le paradoxe de la mondialisation c'est aussi la tension entre le local et l'universel. En effet, « la mondialisation suscite un tissu de contradictions, de tensions et d'inquiétudes. L'interpénétration systémique des réalités

²⁷¹ BONGELI YEIKELO YA ATO, *Op.cit.*, (inédit).

²⁷² LUNTADILA NDALA Z, *Op.Cit.*, p.39.

locale et mondiale a donné naissance à un certain nombre de dynamiques nouvelles. Elle a entraîné la concentration du pouvoir, du savoir et de la richesse dans des institutions contrôlées ou du moins influencées par les sociétés transnationales. Elle a cependant aussi créé une dynamique de décentralisation : en effet, les peuples et les communautés luttent pour reprendre le contrôle face aux forces qui menacent leur existence même. Face à ces changements et à ces fortes pressions sur leurs moyens de subsistance et leurs cultures, les gens veulent affirmer leur identité culturelle et religieuse »²⁷³.

1.2. : Insertion des pays du Sud dans la mondialisation.

Devant une si grande machine de domination économique et culturelle, bien que le 'nord soit tombé sur la tête', il faut amortir le choc pour éviter l'écrasement. Il faut résister.

« Le problème à résoudre est le suivant : comment établir des réglementations universelles, la multilatéralisation des accords et l'alignement des tarifs et des barrières douanières sans mettre le faible à la merci du fort? »²⁷⁴

Mais une telle démarche exige des PSD en général, et de la RDC en particulier :

- au plan économique, de s'insérer dans le marché mondial avec une production intérieure rentable. Car dans ce grand rendez-vous du donner et du recevoir, on y va pas les mains vides;
- au plan culturel, de défendre et revaloriser les productions culturelles locales (cinéma, religion, art, langue, etc.);
- au plan national, les gouvernants doivent s'appliquer à la bonne gestion du patrimoine national en vue des intérêts collectifs et la société civile (Eglises, ONG, Syndicats) se doit de faire plier les gouvernants et les associations internationales au profit des plus faibles, des plus pauvres;
- Au plan international, les gouvernants et la société civile du Sud

²⁷³ COE, *Op.cit.*

²⁷⁴ J.P. WARNIER, *La mondialisation de la culture*, 3è éd., La Découverte, Paris, 2004, p.75.

doivent militer pour une justice équitable à l'échelle planétaire.

Pour le FMI, une telle démarche exige que les politiques des pays du Sud mettent un accent particulier sur ce qui suit, à savoir ces « politiques doivent prévoir :

- des mesures visant à assurer la stabilité macro-économique de façon à créer des conditions propices à l'investissement et à l'épargne;
- des mesures axées sur l'extérieur afin de promouvoir l'efficience par une augmentation des échanges et de l'investissement;
- des réformes structurelles visant à encourager la concurrence sur le territoire national;
- des institutions fortes et un gouvernement efficace afin d'assurer une bonne gestion des affaires publiques;
- des mesures dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche et du développement afin de stimuler la productivité;
- une gestion de la dette extérieure permettant de mobiliser des ressources suffisantes pour un développement durable.

Toutes ces politiques doivent s'inscrire essentiellement dans le cadre de stratégies de réduction de la pauvreté propres aux pays et comportant des mesures -- pour lesquelles des crédits suffisants seront prévus -- en matière entre autres de santé, d'éducation et de protection sociale renforcée. Une approche participative, faisant notamment intervenir la société civile, accroîtrait considérablement les chances de succès de ces politiques » ²⁷⁵.

Or, comme le dit BONGELI Yeikelo Ya Ato, « il s'est révélé, après 20 années d'échecs successifs tragiquement ressentis par les populations pauvres, que les plans d'ajustement structurel qui avaient été imposés au début des années 80 comme condition pour bénéficier de nouveaux prêts ou

²⁷⁵ FMI, *Art.déjà cité.*

de l'échelonnement d'anciens prêts avaient pour finalités d'alimenter le service de la dette extérieure (paiement des intérêts et remboursement des prêts). Les programmes d'ajustement structurel, basés sur le Consensus de Washington, portaient essentiellement sur une série des mesures drastiques et anti-populaires du genre : dévaluation de la monnaie nationale (afin de réduire les prix des produits exportés et de récolter des devises fortes pour rembourser la dette), hausse des taux d'intérêt (pour attirer le capital international), réduction des dépenses publiques (licenciements dans la fonction publique, réduction des budgets de santé et d'éducation, etc.), privatisations massives, réduction des subventions publiques de fonctionnement à certaines entreprises ou à certains produits, blocage des salaires (pour éviter que la dévaluation ne provoque un enchaînement inflationniste)...

Les résultats de l'application médiatisée de ces programmes d'ajustement sont les mêmes partout dans le monde : l'endettement sans cesse accru, la baisse des revenus des populations locales suite aux licenciements, à la suppression de services publics... et la hausse des prix »²⁷⁶.

Selon Pierre FONKOUA, cité par Gianna PALLANTE²⁷⁷, l'Afrique aborde le 3^e millénaire mondialisé sollicitée par trois types de projet de société :

- l'élimination des traditions au profit des modèles culturels étrangers de développement;
- l'intégration du développement socio-économique aux traditions;
- l'ouverture à la mondialisation par privatisation des Entreprises étatiques, l'automation, la délocalisation des entreprises occidentales vers les pays à main d'œuvre bon marché...

De tout ce qui précède, c'est la deuxième alternative qui constitue la possibilité de résistance des peuples dominés. L'échec de ces trois

²⁷⁶ BONGELI YEIKELO YA ATO., *Article déjà cité.*, p.11.

²⁷⁷ P. GIANNA, *Pour une éducation à la mondialité en Afrique*, UCAC, Yaoundé, 2003, p.166.

paradigmes crée la frustration et le développement devient un mythe. Il est temps de changer.

1.3. : Opportunités de la mondialisation en RDC et résistances locales.

La mondialisation est bien sûr l'idéologie dominante de l'heure marquée par la tentative de l'hégémonisme américain. Elle est d'actualité du Centre à la Périphérie. Les découvertes scientifiques et technologiques qui l'accompagnent sont aussi d'actualité : à savoir, nous sommes à l'ère de l'électronique et de télécommunications où les notions de temps et de l'espace sont fortement modifiées.

Nombreux sont ceux qui estiment que la mondialisation offre des opportunités et des chances à l'Afrique et surtout à la RDC pour se développer. Au nom de la délocalisation des multinationales, de l'effet de diffusion de la richesse mondiale, et des services de rapprochements des peuples offerts par la révolution informatique. Cela augure un avenir meilleur.

La 8^e Assemblée de COE en fait aussi échos en ces termes : « Nous reconnaissons que cette mondialisation naissante peut avoir des aspects positifs. Comme nous l'avons vu, les nouvelles technologies ont souvent permis aux gens de s'allier face aux injustices et aux abus de pouvoir. Elles peuvent servir à alerter la communauté chrétienne en cas de persécution, de violation des droits de l'homme, de situation d'urgence. Des communications plus faciles et plus efficaces entre les régions favorisent la solidarité entre les mouvements et les réseaux sociaux »²⁷⁸.

C'est bien évident que la mondialisation nous offre des services indéniables pour la vie aujourd'hui, mais il ne faudra pas se leurrer. Car, « la délocalisation des entreprises européennes vers les pays à mains d'œuvre bon marché, sous prétexte de procurer des emplois aux Africains en chômage, développe petit à petit la précarité économique et sociale. Dans une telle situation, ce ne sont point les pays africains qui se développent,

²⁷⁸ COE, Art .déjà cité.

mais ce sont les pays qui investissent en Afrique qui se développent en réalité »²⁷⁹.

Par ailleurs, la mondialisation culturelle entraîne une uniformisation généralisée des modes de vie et de pensée. Cette monoculture, étiquetée 'made in USA' (Microsoft, Coca-Cola, Mc Donald, Internet) consacre cette mondialisation de la culture unique.

Considérant tout ce qui précède, la mondialisation ne peut offrir aucune chance à la RDC de se développer en marge de son patrimoine culturel. Voilà pourquoi, ici et là des résistances se lèvent pour conjurer ses effets. Et surtout que KASANDA Lumembu nous précise que « la mondialisation d'une culture dominante ne signifie pas pour autant la mort des cultures particulières »²⁸⁰.

En effet, face à la globalisation dominante, les résistances des cultures locales se manifestent sous plusieurs formes de rationalités : religions, normes, modes d'organisation, approches locales de développement...

Il va sans dire pour plusieurs analystes que la mondialisation pêche contre un excès de domination et de médiatisation; elle néglige d'autres manifestations, tout aussi réelles et actuelles, se jouant à une échelle moins médiatisée ou plus locale et, partant, plus, discrète. En oubliant le potentiel de résistance et de créativité des cultures localisées, on se condamne à une vision trop mécanique des processus culturels »²⁸¹.

En outre, il faudra noter que « ces résistances ne se déclinent pas seulement sur le mode du refus. L'innovation et la créativité locale et informelle vont remplacer les modèles uniques de développement et fournir des alternatives constructives, s'enchâssant dans des pratiques faisant sens pour les collectivités concernées... Ces pratiques populaires sont les formes concrètes d'une socio-économie se construisant sur une tradition qui se réinvente, et sur des savoirs endogènes »²⁸².

²⁷⁹ P. GIANNA, *Op.cit.*, p.167.

²⁸⁰ A. KASANDA LUMEMBU, *Op.cit.*, p. 31.

²⁸¹ Editorial *Alternatives Sud*, Vol.VII, 2000, p.22.

²⁸² *Ibidem*, p.24.

C'est sur ce genre de rationalités, le DSRP congolais met un accent particulier pour la relance de l'économie post-conflit de la RDC.

A Kisangani, par exemple, la fabrication informelle et locale de savon communément appelé 'Tobobi' fait concurrence et recule même l'expansion de savon importé d'ailleurs ou de financement étranger comme le cas de la Sorgeri. C'est cela que Paulin HOUNTONDJI, Rosan RAUZDUEL et autres appellent résistance Sud ou recherche d'une mondialisation plurielle.

Section 2 : Qu'est-ce que la mondialisation plurielle?

Il faut déconstruire la mondialisation actuelle pour la reconstruire. Il s'agit, pour Michel ROGALSKI, de montrer que « le libéralisme a convaincu sur les bienfaits de la mondialisation même les couches les plus affectées . Cette 'nébuleuse' utopie planétaire a réussi à s'imposer et à occulter l'inavouable, à savoir (...) que ce sont les plus favorisés qui trouvent avantage aux nouvelles rationalités qui se mettent en place et que finalement partout les hommes se trouvent dessaisis de leur citoyenneté au profit de grands acteurs de la mondialisation, les marchés, la finance globale et les transnationales »²⁸³.

En effet, par delà une certaine opinion qui soutient l'hypothèse d'une répartition équitable des acquis de la mondialisation par diffusion sur toutes les nations de la planète ; plusieurs voies s'élèvent pour condamner cette nouvelle forme de globalisation et réfléchir pour mettre en place d'autres alternatives. En effet, « face à la mondialisation, un discours défensif ne suffit pas. Il faut réfléchir à des modes d'organisation permettant d'en atténuer les effets destructeurs – qui font d'ailleurs l'objet d'un rejet croissant au sein de la plupart des civilisations -, tout en optimisant certaines des potentialités qu'elle recèle, notamment dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. »²⁸⁴ Et la recherche de ces alternatives se constitue en des formes multiples de résistances ou de la déconstruction de la mondialisation unipolaire.

²⁸³ M.ROGALSKI, dans la présentation de *Recherches Internationales*, n° 60-61, 2000, p.5.

²⁸⁴ Introduction à la *Mondialisation et Francophonie*, 3è Forum, 1998.

Il va sans dire que face à cette situation, plusieurs courants critiques de la mondialisation essaient de proposer des alternatives dont les plus en vue selon Michel ROGALSKI sont :

- une prise de conscience des excès de la mondialisation et de la nécessité d'en gommer les aspects les plus rugueux a vu le jour au sein de la mouvance social-démocrate et a été conceptualisée à l'occasion de l'avant dernier Congrès de l'Internationale Socialiste en 1996. On parle dès lors de la régulation de la mondialisation, d'une mondialisation à visage humain ou encore de la lutte contre la pauvreté.

- la rupture avec la logique libérale qui sous-tend la mondialisation et en substituer des alternatives (ainsi que les acteurs et institutions) susceptibles de les porter. Ce courant exige un autre regard sur le développement. Il s'agit des organisations, des peuples, qui luttent en silence pour réduire la dépendance et les excès du développement unipolaire.

- une démarche radicale ou anarchiste qui s'oppose énergiquement à la mondialisation et aux institutions qui la consacrent telles que la BM, l'OMC, et le FMI.

Amady Aly DIENG souligne que « les masques politiques doivent tomber, les maquillages politiques qui accompagnent les différents compartiments de la politique de ces institutions devraient être mis de côté »²⁸⁵.

Comme on peut le remarquer, la démarche de l'alternative kimbanguiste se situe au niveau de la deuxième alternative. Celle d'une organisation qui lutte en silence pour réduire la dépendance et les excès du développement occidentalocentrique.

L'économie de plus en plus mondialisée et son imposant système centralisé de production et de distribution des biens, des services et de culture entraînent nombre des problèmes à travers le monde : précarité de

²⁸⁵ H.B.HAMMOUDA et M.KASSE, *Repenser Bretton Woods. Réponses africaines*, Karthala/CODESRIA, Paris/Dakar, 2002, p.259.

l'emploi, effritement de l'initiative locale, pauvreté, développement inégal, dépendance, suicide des cultures locales, etc.

Le comble en est qu'une telle économie uniforme n'est pas une fatalité. Elle existe parce que les gouvernements et les organisations du Nord financent généreusement le modèle occidental de l'industrie et de développement pour qu'il étende sa domination jusqu'aux moindres recoins de la planète.

C'est pourquoi l'économie mondialisée privilégie les ONG au détriment de petites entreprises locales ; les modèles de développement importés en défaveur des modèles locaux. C'est une économie anti-sociale.

Cet état de choses entraîne la multiplication des conflits et violences, l'élargissement des écarts entre les pauvres et les riches, la perte d'autonomie des gouvernements et ONG locaux, l'inégalité entre les Etats et les peuples, etc.

Il va sans dire que les prétentions de la mondialisation/globalisation ne constituent pas qu'une utopie planétaire du 21^e siècle.

Devant une pareille situation, Paulin HOUNTONDJI estime que « ce que nous devons craindre aujourd'hui c'est ce que nous, Africains, n'abandonnions toute lutte pour notre propre identité, ainsi que toute exigence collective, que nous cessions tout simplement d'exister afin de donner la priorité au reste du monde. Si nous ne voulons pas finir ainsi, nous devons imposer une forme de globalisation différente de celle qui domine actuellement. Une globalisation non basée sur un seul centre, qui dicte ses lois aux diverses périphéries, mais une qui incorpore de nombreux centres de décision »²⁸⁶.

C'est cela que nous appelons mondialisation ou globalisation plurielle ou encore multipolaire. Ce qui permet aux peuples et cultures de dialoguer afin d'éviter au Sud de tomber dans « les pièges du traditionalisme le plus obtus ou, à l'inverse, de l'occidentalisme le plus dépendant »²⁸⁷.

Mondialisation plurielle signifie résistance à la mondialisation unicentrique et mise en place des alternatives plus crédibles.

²⁸⁶ P.J.HOUNTONDJI, *Art. déjà cité*, p.55

²⁸⁷ R.RAUZDUEL, *Art. déjà cité*, p.57.

Section 3 : Prolégomènes à la mondialisation plurielle

Plusieurs auteurs élèvent la voix au Nord comme au Sud pour conjurer les méfaits de la mondialisation et proposer des alternatives basées sur la pluripolarité, le respect des cultures ainsi qu'une connexion équitable entre le local et l'universel.

Néanmoins, dit Jean COPANS, « le local ne remplace pas plus le global qu'il ne le complète : la logique (politique et financière) internationale demeure première. Toutefois, le champ local de mise en œuvre, acquiert une autonomie institutionnelle et une considération stratégique qui l'imposent de plus en plus naturellement comme un acteur à part entière²⁸⁸ ».

Nombreux encore restent seulement à exiger des alternatives sans les proposer. Mais Samir AMIN ²⁸⁹ estime qu'il faudrait au départ discuter les six questions suivantes :

- Les parts de marché et règles d'accès au marché. Il s'agit de diluer l'impérialisme de l'OMC et des oligopoles qui profitent plus au Nord qu'aux Etats du Sud.
- Les marchés des capitaux : à qui profitent les exigences de la BM ?
- Le système monétaire : à qui profite l'étalon dollar et l'ajustement structurel imposé par le FMI en défaveur des autres monnaies ?
- La fiscalité mondiale : comment sont exploitées les richesses naturelles mondiales ? La redistribution est-elle équitable ?
- La démilitarisation de la planète : les armes de destruction massive sont devenues des prétextes de guerres de domination, soit pour les Etats qui les possèdent, soit par simple suspicion des Etats du Sud qui semblent les mettre au point. (Cas de l'Irak, Iran, etc). Les armées des pays dominants patrouillent les terres et mers pour la protection des leurs intérêts au détriment de ceux du Sud. Ils créent

²⁸⁸ J.COPANS, *Op.Cit.*, p.62.

²⁸⁹ S.AMIN, 'Le Sud dans le système mondial en transformation', dans *Recherches Internationales*, n° déjà cité p.57.

des Etats gendarmes de relais comme Israël et le Rwanda en vue de dominer les autres pays voisins.

- Il faudrait démocratiser l'ONU par la création d'un Parlement Mondial où les peuples de cultures différentes doivent discuter et dialoguer pour l'avenir de la planète.

Il est bien évident que Samir AMIN ait touché les multiples aspects de l'inégal développement ou encore de l'impérialisme capitaliste qu'il faut diluer par un dialogue franc entre les Etats.

Le Conseil Oeucuménique des Eglises, pour sa part, propose ce qui suit :

- *« proposer des alternatives aux activités des sociétés transnationales, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, du Bureau international du travail, et aux accords multilatéraux qui leur sont liés afin d'identifier avec autorité les effets aussi bien négatifs que positifs de leurs politiques;*
- *faire campagne pour l'annulation de la dette et pour l'adoption d'une éthique et d'un système nouveau de prêts et d'emprunts;*
- *coopérer avec les initiatives existantes visant à mettre en place un nouveau système financier, notamment en appliquant une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin) qui servirait à l'élaboration d'autres scénarios possibles, en imposant des restrictions aux flux de capitaux, etc.;*
- *soutenir les initiatives prises pour s'attaquer au chômage et à la détérioration des conditions de travail que la mondialisation fait subir aux travailleurs du monde entier;*
- *encourager et soutenir les initiatives locales en proposant de nouveaux modes d'organisation de la production, en assurant des échanges équitables, en mettant à disposition des produits bancaires alternatifs, et, particulièrement dans les pays hautement industrialisés, en modifiant les modes de vie et les habitudes de consommation;*

- *examiner la manière dont les Eglises elles-mêmes se conduisent en tant qu'employeur et gèrent leur propriétés foncières et leurs avoirs financiers (investissement des fonds de pension et d'autres ressources financières répondant à des critères éthiques, utilisation des terrains agricoles, etc.);*
- *développer les connaissances économiques et sensibiliser les responsables aux questions liées à la mondialisation et à d'autres problèmes connexes;*
- *se pencher sur les questions économiques dans la perspective de la foi.* »²⁹⁰.

Quant à nous, nous estimons que toutes ces conditions peuvent se ramener à ceci : décoloniser la mondialisation, décoloniser la culture et créer des Etats-Nations protectionnistes.

3.1. Décoloniser la mondialisation

Il va sans dire que l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante de la société. Comme montré plus haut, la mondialisation est dominante, unipolaire, unilatérale et impérialiste. Il faudra la déconstruire pour la reconstruire.

En effet selon J.P. MICHIELS et D.UZUNIDIS, « les Etats-Unis sont à la tête de cette domination en restructurant leur système productif et leur économie- monde en adoptant une posture rentière : - au centre, les activités de la domination mondiale (...), - à la semi/périphérie, les activités industrielles délocalisées (...); - à la périphérie, les activités de composants. Dès lors reconfigurés, notamment dans leur structure militaro- industrielle, les capitaux moteurs du nouveau paradigme techno-économique réclament la liberté et la mondialisation. Cette demande recouvre en réalité une américanisation, en particulier des relations internationales, avec l'appui de son hyper-puissance militaire. Les Etats-Unis sont désormais happés par l'hégémonisme »²⁹¹.

C'est ce qui amène Jean BATOU à comparer en ces termes la

²⁹⁰ COE, Art. déjà cité.

²⁹¹ J.P.MICHIELS et D.UZUNIDIS, *Mondialisation et citoyenneté*, L'Harmattan, Paris, 1999, p.53

mondialisation de l'an 2000 à l'impérialisme de 1900, à savoir « si le développement inégal du monde n'a cessé de s'approfondir depuis la révolution industrielle ; et que l'écart du PNB réel par habitant du pays le plus riche (les Etats-Unis) et des cinq pays les plus pauvres est aujourd'hui 6 à 7 fois plus important qu'en 1900, la période de l'impérialisme classique, décrite par Hobson et Lénine, partage des traits communs essentiels avec la mondialisation actuelle du capitalisme. Dans les deux cas, on assiste à un renforcement qualificatif de la subordination et de la périphérisation des sociétés et des économies dépendantes »²⁹².

Décoloniser la mondialisation, c'est la déconstruire de manière à proposer, à diffuser et à consommer d'autres alternatives économiques et de développement autres que le modèle capitaliste occidental.

C'est dire par exemple que l'OMC doit permettre aux paysans congolais de tirer et de vendre le vin de palme dans la même échelle que la circulation de Coca-Cola américain, que toutes les nations aient quasiment les mêmes chances de partager leurs particularités culturelles avec la communauté humaine globale.

3.2. Décoloniser la culture planétaire

L'impérialisme de la mondialisation cumule à la fois l'économique, le politique mais surtout le culturel. En effet, le néo-libéralisme mondialisant profite, grâce à ses institutions (OMC, BM, FMI), aux intérêts des pays du centre.

Au point de vue politique, les dirigeants de la périphérie ne sont plus que de simples figurants à la tête des Etats gendarmes pour l'exécution du diktat du Nord. Et enfin, les télécommunications sont savamment sophistiquées afin de véhiculer une culture universelle, à sens unique, celle des dominants.

L'Internet consacre et favorise la diffusion de la culture planétaire. Le World Wide Web (W.W.W.) est le service le plus populaire de l'Internet qui fournit une gigantesque bibliothèque virtuelle à tous les utilisateurs du monde à partir d'un centre unique.

²⁹² J.BATOU, « De l'impérialisme de 1900 à la mondialisation de l'an 2000 » dans *Recherches Internationales*, n° déjà cité, p.19

L'image même de W.W.W. qui signifie en anglais 'gigantesque toile d'araignée planétaire' exprime l'idée d'une large diffusion de la culture à partir d'un seul centre représenté ici par l'araignée qui tisse toute la toile et le réseau d'informations subséquent.

C'est pourquoi, pour Rosan RAUZDUEL, la principale question pour les pays en développement d'Asie et d'Afrique est aujourd'hui la décolonisation de la culture et la renaissance culturelle nationale. Décoloniser la culture signifie, pour ces peuples, devenir eux-mêmes, faire renaître l'héritage culturel enseveli sous les couches de la civilisation occidentale, ouvrir l'accès du savoir aux larges masses, contribuer à démocratiser la culture, à la rapprocher du peuple(...) En même temps, tout dans l'apport de l'Occident ne doit pas être rejeté comme étranger »²⁹³. Décoloniser la culture, c'est permettre aux identités culturelles nationales d'émerger. Le Sénégal, par exemple, organise chaque année un championnat régional de la lutte traditionnelle pour les acteurs des pays de la CEDEAO ; et c'est considérablement médiatisé dans ces Etats au même titre que les autres arts martiaux importés.

3.3. Renforcement du pouvoir des Etats protectionnistes.

Par delà les éloges que les institutions de Bretton Woods se font de la mondialisation, plusieurs analystes de la situation actuelle estiment que l'une des chances pour les pays du Sud de résister est le renforcement du pouvoir protectionniste de l'Etat.

Or, il est bien connu que « la cible principale des théoriciens de la mondialisation dans sa forme actuelle , c'est la nation et ce qu'il faut extirper des mentalités, c'est l'identité nationale. Leur argumentation part des faits réels : d'une part la formation de cette identité supranationale qu'est l'Europe a mis en question les structures de l'Etat-nation ; d'autre part l'immigration massive a perturbé l'homogénéité culturelle qui cimentait le sentiment national »²⁹⁴.

A ce niveau les théoriciens de la mondialisation dissocient l'exercice de la citoyenneté de l'appartenance nationale. La nouvelle citoyenneté qu'ils

²⁹³ R.RAUZDUEL, *Art. déjà cité*, p.66.

²⁹⁴ S. ABOU, *Art. déjà cité*, pp.22-23.

préconisent exclue la notion de nationalité entendue comme appartenance à une communauté historique et culturelle. Tout individu résidant dans un Etat et y travaille a droit à la citoyenneté. C'est dire que « la notion même de citoyen, avec sa connotation politique, n'est plus pertinente. Il vaut mieux lui substituer celle de 'contribuable' ou, mieux, d'usager »²⁹⁵.

Comme on le voit, la notion de citoyenneté n'est plus politique, mais économique. Une telle citoyenneté basée sur les intérêts matériels, non seulement ne saurait extirper le besoin d'identification affective qui habite en tout homme, mais aussi est source de conflit et d'atteinte portée à l'héritage commun et historique de chaque peuple.

Cependant, selon le FMI, « la mondialisation ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale. Elle incite fortement les pays à appliquer de bonnes politiques économiques. Elle devrait encourager le secteur privé à analyser soigneusement les risques. Cependant, les flux d'investissement à court terme peuvent être excessivement instables.

Dans le cadre du renforcement actuel de l'architecture financière internationale, il est indispensable d'accroître la stabilité des flux internationaux de capitaux. À cet égard, d'aucuns s'inquiètent de ce que la mondialisation entraîne l'abolition de règles régissant l'activité économique. Il convient néanmoins de rappeler que l'un des principaux objectifs des travaux sur l'architecture financière internationale est de mettre au point des normes et des codes s'inspirant de principes universellement acceptés et susceptibles d'être appliqués dans des cadres nationaux très différents »²⁹⁶.

Or tout ceci n'est que pur chantage pour faire avaler une pilule amère aux économies du Sud piégées, car toutes ces normes sont favorables aux seuls pays du Nord. Surtout que l'on sait avec BONGELI Yeikelo ya Ato que « *le catéchisme anti-étatique de la mondialisation prêche la suppression de l'Etat-Providence. Il s'agit de mettre fin à une certaine forme d'Etat, singulièrement l'Etat-Nation interventionniste qui gênerait les mouvements des capitaux par ses interférences dans les affaires.*

²⁹⁵ S. ABOU, *Art. déjà cité*, p.23.

²⁹⁶ FMI, *Art. déjà cité*.

Pour éviter d'exercer le terrorisme fiscal sur les affaires, l'Etat devrait se dépouiller de toutes les charges sociales, se retirer de la gestion des affaires (entreprises publiques ou para-étatiques) et laisser au secteur privé le soin de tout régenter. Les charges sociales devraient revenir aux seules ONG et organisations caritatives et humanitaires, ce qui allégerait le poids de l'Etat et le rendrait moins dépensier. Le pouvoir étatique devrait ainsi se limiter à sa mission de favoriser la mainmise du pouvoir économique-financier sur toutes les affaires, mêmes politiques.

Cette conception comporte des dangers certains pour les pays qui sont encore loin de réaliser le minimum requis pour se lancer dans la compétition internationale. Pour être compétitifs à l'échelle mondiale, il y a des préalables que certains pays du Tiers-monde semi industrialisés ont pu remplir en se dotant des moyens économiques, scientifiques et humains indispensables pour tirer quelques miettes de profits d'une mondialisation qui implique une rude concurrence entre les grands »²⁹⁷ .

Il faut un Etat fort et interventionniste pour les domaines que les privés démunis du Sud ne sauront prendre en main. La construction des routes, des usines, des subventions aux producteurs agricoles, des infrastructures sociales diverses ne sont pas à laisser aux mains des ONG manipulées de l'extérieur. C'est pourquoi, poursuit BONGELI Yeikelo Ya Ato, « dans ce domaine des infrastructures, seul l'Etat peut mobiliser les forces vives nationales qui comprend une armée d'ingénieurs et d'experts scandaleusement cloués au chômage et à l'oisiveté ainsi qu'une masse de jeunes bras croisés mais potentiellement actifs. Tant en matière de conception, de réalisation que de financements, point n'est besoin de compter sur des interventions extérieures hypothétiques et liés à des conditionnalités humiliantes, les ressources locales pouvant faire l'affaire, pour autant que le veut le politique.

Car, même la planche à billets que l'on fait tourner à fonds pour des fins politiciennes peut servir au paiement de salaires des experts nationaux qu'on lancerait dans la construction des routes, ponts, bâtiments publics, logements

²⁹⁷ BONGELI YEIKELO YA ATO., Cours déjà cité.

sociaux, aéroports, chemins de fer, laboratoires de recherche, barrages hydroélectriques, balisage des routes fluviales et lacustres, etc. Seul l'Etat peut également équiper le pays des machines outils et autres équipements de base pouvant aider à forger un savoir-faire national compétitif. Il s'agit non seulement d'une utopie réalisable, mais aussi d'une question de vie ou de mort pour la Nation congolaise »²⁹⁸.

C'est cette voie qu'ont suivi les pays émergents de l'Asie, et non pas celle du désengagement de l'Etat des affaires publiques comme le prétendent les mondialistes. L'Etat est donc appelé à prendre ses responsabilités. Il est bien clair que les institutions internationales mondialistes encouragent le désengagement de l'Etat dans le secteur social afin de laisser libre cours aux ONG. Les pays du Nord voient le protectionnisme de l'Etat d'un très mauvais œil. Or il est vital pour les économies du Sud.

Toutefois, « la référence à l'Etat comme acteur principal ne doit cependant pas exclure un rôle à la société civile. Elle ne sous-entend pas non plus que seul l'Etat central est acteur, tant il est vrai que les niveaux décentralisés sont ou devraient être aussi déterminants. Par ailleurs, il existe aussi des politiques sociales transnationales, qui vont au-delà des Etats particuliers, dans un contexte de mondialisation »²⁹⁹.

C'est ce qui justifie d'ailleurs la présente étude sur la contribution de l'Eglise Kimbanguiste (qui fait partie intégrante de la société civile) pour la réduction de la pauvreté.

Section 4 : Kimbanguisme et mondialisation.

La démarche poursuivie par le Kimbanguisme se rapproche de celle des résolutions prises à la 8^e Assemblée de COE à Harare en 1999 qui stipule : *« bien que la mondialisation soit une réalité désormais incontournable, nous ne devrions pas céder à la vision qui la sous-tend, mais plutôt nous efforcer de développer plus avant nos propres solutions pour atteindre l'unité visible dans la diversité, une oïkoumène de foi et de solidarité.*

²⁹⁸ BONGELI YEIKELO YA ATO., *Cours déjà cité.*

²⁹⁹ NGOKWEY NDOLAMB, « Les politiques sociales dans les programmes de Coopération » dans *Analyses sociales*, Volume IX, numéro unique, Janvier - Décembre 2004, p.50.

A la logique de la mondialisation, il faut opposer une nouvelle manière de vivre la communauté dans la diversité. Les chrétiens et les Eglises sont appelés à réfléchir au défi de la mondialisation dans la perspective de la foi et ainsi, à résister à la domination unilatérale de la mondialisation économique et culturelle. Il faut de toute urgence chercher des solutions de rechange au système économique actuel et imposer des limites et des correctifs politiques efficaces à la mondialisation et à ses conséquences »³⁰⁰.

Toutefois quand on compare le Kimbanguisme et la mondialisation, comme fait de société, nous pouvons dégager des similitudes et des différences qui les rapprochent et les distinguent en même temps. Ces similitudes pourraient justifier les aspects positifs de la mondialisation et les contrastes pourraient jouer le rôle de correctifs.

4.1. Les similitudes : l'universalisme.

Tout comme la mondialisation ou la globalisation, le Kimbanguisme est un système de valeurs qui se veut universel. Cette Eglise prêche des valeurs universelles telles que l'amour du prochain et de l'ennemi, la foi à sainte Trinité, des sacrements, et elle s'adresse à toute personne sans distinction de race, de sexe, d'ethnie, ou de nationalité.

Son slogan l'exprime mieux : 'Kimbanguisme oyé ! – espoir du monde, Eglise universelle. La présence du Kimbanguisme dans près de quarante pays au monde avec plus de 17 millions de fidèles justifient ses visées universalistes et expansionnistes propres à toutes les grandes religions.

Mais selon le COE, « l'oïkoumène mondialisée de la domination fait contraste avec la vision de l'oïkoumène de la foi et de la solidarité qui motive et dynamise le mouvement œcuménique. Il faut opposer à la logique de la mondialisation une autre manière de vivre la communauté dans la diversité »³⁰¹. En effet, la mondialisation suscite une vision de l'oïkoumène, de toute la terre habitée, et de l'unité de l'humanité qui est fondée sur la compétition au lieu de la solidarité.

³⁰⁰ COE, Art. déjà cité.

³⁰¹ *Ibidem.*

L'Eglise Kimbanguiste est une Eglise de la paix, de l'amour et de l'harmonie entre les hommes sur la planète Terre. Ce qui nous rapproche de l'idée du village planétaire propre à la mondialisation.

Outre l'universalisme, le 'Web kimbanguiste', ou diffusion de la culture kimbanguiste se fait à partir d'un centre unique qui est la Cité Sainte de N'kamba. Ce qui nous rappelle l'unipolarité de la mondialisation dominante.

Toutefois, rappelons que le Kimbanguisme souscrit au respect des traités à vocation internationale et régionale. Ainsi est-il membre du COE, de la CETA, et adhère-t-il à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi qu'aux principes régissant l'ONU et l'UA.

4.2. Divergences.

Malgré les rapprochements entre le Kimbanguisme et la mondialisation, on note des divergences marquantes qui les distinguent l'un de l'autre, à savoir :

- malgré l'universalisme visé par le Kimbanguisme, ce dernier met un accent particulier sur la créativité et l'initiative locale de chaque entité en matière de développement. Chaque province ecclésiastique jouit d'une autonomie financière et de gestion en ce domaine. Le Kimbanguisme n'est pas dominant.
- on peut aussi signaler le respect dû à l'expression culturelle locale dans la liturgie kimbanguiste. Ainsi bien que le culte se déroule généralement en langue nationale des Etats, il est pourtant recommandé que chacun adresse sa prière en langue maternelle lorsqu'il est choisi pour faire la supplication au nom de la communauté entière.
- pendant le culte généralement fait en lingala, l'occasion est donnée au Topoke, au Lokele ou à toute autre tribu de pouvoir adresser chacun sa prière en sa langue maternelle.

Nous en sommes à une pratique sociale qui réduit la violence faite aux cultures dans le cadre de la globalisation. Il s'agit, comme on le dit souvent, de penser mondial et d'agir local, au point que le Kimbanguisme universel n'est rien d'autre qu'un concert des cultures en dialogue original. A cet effet, Rosan RAUZDUEL n'estime pas sans raison que « la véritable originalité est

toujours le résultat d'une synthèse créatrice imprimant à différentes cultures une qualité nouvelle »³⁰²

Par ailleurs, il sied de dire qu'au cours de « l'histoire universelle, la synthèse de diverses cultures et civilisations dans les régions les plus différentes de la planète a donné nombre de fruits remarquables. La synthèse des migrants arabo-musulmans et des chrétiens-visigoths a créé la remarquable culture andalouse, à laquelle l'Espagne contemporaine doit tant. La culture indienne est la synthèse de l'hindouisme, du bouddhisme et de l'Islam. Des éléments du confucianisme et du bouddhisme, des civilisations chinoise et malaise ont fusionné dans la culture vietnamienne »³⁰³.

Pour revenir au Kimbanguisme, signalons que ce dernier est une synthèse des éléments judéo-chrétiens transmis par le christianisme et ceux de la culture Kongo, sans oublier les apports des cultures étrangères diverses. En effet, la Bible comme livre saint est d'origine hébraïque, les rites liturgiques tels que le « Nsinsani », le battement des mains à trois temps, sont tirés de la culture africaine ; alors que la fanfare est d'origine occidentale.

Contrairement à la mondialisation qui se veut un universalisme unipolaire, le Kimbanguisme se montre un universalisme multipolaire.

Le néo-libéralisme qui caractérise la mondialisation s'appuie sur les ONG et les multinationales, car il se veut libre du contrôle des gouvernements et des Etats. Mais le Kimbanguisme oblige au strict respect de l'autorité de l'Etat comme le stipule le deuxième principe de son code moral.

4.3. Mondialisation plurielle et 'dé-connexion en douceur'.

Dès le début, les objectifs visés par cette étude sont ceux de proposer une alternative locale, congolaise pour la reconstruction de la mondialisation plurielle et pour faire une 'dé-connexion' de modèles importés de développement ainsi que la connexion du local à l'universel mondialisé.

³⁰² R.RAUZDUEL, *Article déjà cité*, p.82.

³⁰³ *Ibidem*, pp.82-83.

Car les alternatives à la mondialisation se présentent aujourd'hui sous plusieurs formes de résistances ou de ruptures tantôt violentes, tantôt déguisées et tantôt non- violentes.

En outre, « l'opposition 'rupture' ou 'parenthèse' que nous proposons n'est bien entendu qu'une invitation à la réflexion : elle ne suggère pas qu'il y aurait un point net »³⁰⁴ pour servir d'un modèle unique pour toutes les nations du monde. Mais surtout montrer une alternative non-violente de la réduction de la dépendance et de la recherche d'autonomie au développement en vue d'un concours à l'universel.

La 'dé-connexion en douceur' est à la fois une action de déconstruction et de construction, de détachement de modèles extérieurs de développement marqués par la domination et la dépendance ; et en même temps de la connexion équitable et silencieuse du local à l'universel. Ce qui signifie une prise de position efficace de la conscience nationale.

C'est pourquoi Frantz FANON déclare que « si la culture est la manifestation de la conscience nationale, je n'hésiterai pas à dire, dans le cas qui nous occupe, que la conscience nationale est la forme la plus élaborée de la culture »³⁰⁵.

Dans le même ordre d'idée, l'Eglise Kimbanguiste estime qu'elle « sera en faveur d'une économie nationale indépendante qui ne sera dominée ni par les multinationales ni par une oligarchie nationale »³⁰⁶.

Il s'agit de la réappropriation d'un système de valeurs qui lutte en silence pour le changement social en inculquant à ses membres de nouvelles mentalités qui les engagent à poser des actions pour la réduction de la dépendance du Sud par rapport au Nord. Cette lutte se rapproche de celle de Samir AMIN et d' Emmanuel ARGHIRI qui l'avait théorisé en terme de rupture violente ou de la déconnexion radicale. Cette orientation a été criblée de critiques, car c'est pure utopie de croire que le Sud peut évoluer en marge du concert de toutes les nations à l'heure de la mondialisation.

Et cela est vrai. C'est pourquoi la 'dé-connexion en silence' ou 'en

³⁰⁴ M.H.PIAULT, *La colonisation : rupture ou parenthèse*, L'Harmattan, Paris, 1987, p.19.

³⁰⁵ F.FANON, *Les damnés de la terre*, Maspéro, Paris, 1961, p.174.

³⁰⁶ DIANGIENDA KUNTIMA, *Op .cit.*, p.284.

douceur' prône la réduction de la dépendance par le travail local et la participation de tous et d'un chacun aux actions de développement communautaire('Nsinsani'). Les réalisations parcourues plus haut peuvent nous renseigner qu'il s'agit d'un changement social silencieux.

Nous ne sommes pas loin de Léopold Sédar SENGHOR qui invitait les Nations africaines à apporter leur contribution au concert des nations. L'Eglise Kimbanguiste le concrétise grâce au « Nsinsani » et à la participation au travail communautaire.(photos 12 et 13). Ce serait là le meilleur moyen honorable de sortir de la dépendance et de réduire la pauvreté. Le Kimbanguisme est donc l'une de ces résistances locales, moins médiatisées et plus discrètes, étant donné qu'il est fondé sur une alternative qui se construit sur l'initiative et les valeurs locales.

Section 5 : Mondialisation et sociologie des valeurs.

La mondialisation comme fait historique est une véritable démarche constituant à propager la prééminence des intérêts ou des aspirations jadis dictés par les valeurs. A ce sujet, Michel CROZIER, à l'opposé d'Alain TOURAINE, fait observer que les valeurs sont un concept flou et ne structurent plus la capacité des groupes, étant donné qu'elles ne sont plus nécessairement vectrices des intérêts. Aujourd'hui, ce sont les situations et les stratégies pour les intérêts qui dictent les valeurs à adopter. C'est cela tout le problème de la mondialisation qui consacre l'ultra-libéralisme économique qui n'a plus de morale ; car elle ne tient pas compte des valeurs, mais des intérêts dictés par la situation et créant des conflits.

Nous revenons ainsi à ce qu'Albert MEISTER avait dit plus haut sur la nécessité d'une morale de développement pour les pays du Sud et du Nord. La même préoccupation a été également soulevée par TUCKER lorsqu'il stigmatisait précédemment que l'autodéfense est le droit des Etats forts de protéger leurs intérêts quand ils sont menacés. Raymond ARON conclut que ce système est anarchique et oligarchique, donc sans morale.

Mais c'est bien D.WOLTON qui précise cette situation lorsqu'il distingue la communication fonctionnelle nécessaire à l'économie mondiale et la communication normative nécessaire pour l'organisation de la communauté internationale. Les deux ne vont pas nécessairement

ensemble. « Plus tout est ouverture et communication, plus il faut distinguer ce qui relève de la communication fonctionnelle adaptée à l'économie mondiale, de la communication normative qui relève de la tentative d'organisation de la communauté internationale. Non seulement la mondialisation de la communication ne suffit pas à favoriser la paix, on le voit tous les jours avec la globalisation des marchés qui n'interdit nullement les guerres, mais en outre, il faut, encore plus nettement qu'hier, caractériser la communication normative nécessaire à la coopération entre les peuples et les cultures »³⁰⁷.

Il va sans dire que la globalisation et la mondialisation évoluent avec deux logiques qui ne sont pas véritablement parallèles. Il y a bien deux logiques étant donné que le monde des intérêts est bien distinct de celui des valeurs, même s'ils parlent tous deux d'ouvertures et de communication, et même si l'on peut y trouver la présence des mêmes techniques de communication. La communication fonctionnelle insiste sur l'idée de diffusion d'une information à partir d'un centre unique, sans se préoccuper du feed-back de la part du récepteur.(= mondialisation économique et culturelle) ; alors que la communication normative vise le partage et l'intercompréhension entre peuples et cultures, elle recherche la coopération et l'écoute de l'autre. L'erreur de l'idéologie de la mondialisation est de penser que la communication fonctionnelle entraîne ipso facto la communication normative. D'ailleurs, « même si la communication fonctionnelle se légitime toujours d'être la condition de la communication normative, il faut au contraire toujours rappeler ce qui sépare les deux et ne pas croire que l'une est la condition de l'autre. Aujourd'hui les deux logiques de la communication peuvent être contradictoires : l'une dans la perspective économique libérale veut asseoir la globalisation ; l'autre dans la perspective politique doit organiser la solidarité, au sein de la communauté internationale, par le respect des différences mutuelles »³⁰⁸.

En effet, « vivant dans une société capitaliste où l'économie règne en maître, l'on ne s'étonnera pas de voir des raisons économiques ou

³⁰⁷ D. WOLTON, *Art. déjà cité*, p.54.

³⁰⁸ *Ibidem*, p.58.

financières derrière bon nombre de comportements. Le monde des affaires, les chefs d'entreprise, les cadres, les gouvernements, les lobbies et la grande délinquance économique nationale et internationale jouent sur le marché économique. La science économique analyse tous ces comportements. Les comportements peuvent s'expliquer, dit-on, par les différents intérêts des acteurs économiques »³⁰⁹.

En son temps, MACHIAVEL parlait déjà de l'intérêt politique du Prince à se maintenir au pouvoir au détriment des autres ; et là encore le conflit est permanent entre les acteurs en présence. Et dès lors que les intérêts entrent en conflit avec les valeurs, leur divorce ou tout simplement leur inversion entraîne le goût éhonté du gain, de luxe, d'exploitation, d'aliénation, et de domination par le plus fort. Nous pouvons alors comprendre que le grand défi de la mondialisation unilatérale n'est rien d'autre que la construction d'un monde sans morale, sans valeurs, et où seuls les intérêts de grands Etats deviennent la loi et la norme dans les organisations planétaires. La mondialisation est pour ce fait économiciste, antisociale, politique et dominante.

Dans le sens où nous l'ébauchons, la 'dé-connexion en douceur' repose sur la base de la déconstruction du soubassement amoral et de la reconstruction des valeurs qui sous-tendent la mondialisation. La sociologie des intérêts doit céder la place à la sociologie des valeurs. En d'autres termes, une société humaine doit incarner les valeurs et non l'intérêt ou une morale de situation.

Une telle sociologie des intérêts se fonde sur l'utilitarisme de la pensée anglo-saxonne (voir John-Stuart MILL et BETHAM) – qui s'est étendu jusqu'en Amérique du Nord – selon lequel l'acteur ne recherche que son 'utilité', autrement dit, il ne poursuit que son intérêt. Et lorsque ces intérêts sont divergents, ils engendrent des conflits entre acteurs et la montée de l'individualisme.

Il faut rappeler que « dans le modèle, c'est la situation que rencontre l'acteur social qui influence ses comportements et cette influence se manifeste à deux niveaux : d'une part l'acteur y trouve ses objectifs qui ont

³⁰⁹ O. KUTY., *Op.Cit.*, pp. 27-28.

la caractéristique d'être congruents avec les données de cette situation et, d'autre part, l'acteur calcule ses moyens qu'il va ajuster aux objectifs et à la situation »³¹⁰.

La 'dé-connexion en douceur' est une sociologie de restauration des valeurs humaines et universelles pour la paix sociale dans le village planétaire ; des valeurs qui déterminent l'action et l'intérêt social. En dépit de certaines œuvres classiques qui ont incarné l'utilitarisme (Le Prince de MACHIAVEL, le Léviathan de HOBBS, et le 39^e maxime de LA ROCHEFOUCAULD), doit commencer par un travail de revalorisation des cultures locales.(la décolonisation mentale, le travail comme moyen de devenir soi, la solidarité communautaire).

Il est ainsi évident que le changement social n'est pas à attendre du côté des intérêts mais des valeurs. « En effet, qu'est-ce qui pourrait conduire à modifier le système d'intérêts qui répartit le pouvoir entre les dominants et les dominés ? Quel intérêt aurait le dominant à changer cette structure de pouvoir qui lui donne une position confortable ? Pour améliorer sa position ? Oui, mais ce ne serait pas un changement, ce serait seulement un perfectionnement »³¹¹.

Le Sud ne peut ainsi se développer sous le coût d'une idéologie qui consacre l'intérêt dominant . Seule la reconquête d'une construction du village planétaire sur base des valeurs contribuant à la paix sociale et à l'harmonie entre les peuples, peut amener le développement. Le choix fait par l'Afrique du Sud de sortir de l'idéologie de l'apartheid qui consacrait les intérêts des blancs et de construire un pays sur bases de valeurs humaines est un exemple parlant.

Et pour s'imposer au Prince, au dominant, il faudrait que ces valeurs proviennent de la religion en tant qu'elle sert les intérêts de l'Etat. Disons donc avec Olgierd KUTY qu'il y a « pourtant une chose que l'on peut quelque fois opposer à la volonté du Prince : c'est la religion. Ici la religion est un bien

³¹⁰ O. KUTY., *Op.Cit*, p.30.

³¹¹ *Ibidem*, pp.47-48.

symbolique commun qui n'est pas totalement malléable par le Prince car elle constitue une légitimité qui peut être invoquée contre lui »³¹².

Afin de clore le débat entre les valeurs et les intérêts, l'auteur a abrégé les caractéristiques dans le tableau ci-après.

Tableau 13 : Les concepts d'intérêt et de valeur
Tableau de concordance.

Intérêt	Valeur
Adaptation à une situation	Héritage spirituel (réapproprié) Dépassement et refus d'une situation
Idée-conséquence Moyen calculé	Idée - cause Sentiment puissant
Rapport de force Rapport de pouvoir	Légitimité Culture
Idéologie	Symbolique
Stratégie	Identité collective
Coalition (régulation croisée)	Communauté de projet (régulation conjointe)

Source : Kuty.O., Op.Cit., p.51.

Ce tableau reprend toutes les disparités qui ont été dites sur la notion d'intérêt qui conduit au conflit et à l'éthique de la situation, alors que la notion de valeurs est une éthique réappropriée de l'identité collective et qui concourt à la communauté de projet de société et d'intérêts. Dans cette perspective, les idées sont des moyens ou des conséquences idéologiques des intérêts ; alors que dans l'analyse valorielle, elles sont causes des pratiques sociales et des intérêts. L'intérêt justifie l'adaptation à une situation donnée, mais la valeur est un héritage culturel réapproprié. L'intérêt entraîne un rapport de force entre les hommes, alors que la valeur fonde la légitimité de leurs actions. Bref elle concourt à la paix planétaire et à l'harmonie entre les peuples, fut-il la disparité de leurs cultures respectives. C'est ce que O.KUTY

³¹² O. KUTY., *Op.Cit.*, p.50.

appelle régulation conjointe, par opposition à la coalition croisée des intérêts.

C'est pourquoi la 'dé-connexion en douceur', appuyée sur le modèle kimbanguiste étudiée, aura compris que la mondialisation des technologies doit aller de pair avec l'organisation d'une cohabitation entre des systèmes symboliques et culturels au sein desquels il n'y a pas de hiérarchie possible, sinon la complémentarité et la coopération.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Conclusion

Dans ce chapitre, il a été question de faire le point sur la mondialisation plurielle et sur la 'dé-connexion en douceur' en passant par la décolonisation de la globalisation actuelle et de la culture. Après établissements de rapports entre le Kimbanguisme et la mondialisation, il a été établi que cette Eglise a des prétentions universalistes mais tout en mettant à son profit les particularités locales des peuples. Elle est à cet effet une alternative pour la mondialisation plurielle en ce sens qu'il pense universel et agit local.

Nous avons également essayer de montrer comment la 'dé-connexion en douceur' se mêle-t-elle à la sociologie des valeurs. La reconstruction de la mondialisation à visage humain ne peut se faire qu'en terme de redécouverte des valeurs universellement reconnues pour la réduction de la pauvreté et pour la réduction de la domination.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

CONCLUSION GENERALE.

Au terme de cette étude, il convient de rappeler que la préoccupation du départ a été marquée par le fait que la mondialisation reste à présent la seule idéologie dominante de notre planète. Mais elle est occidentalocentrique et étouffe les autres peuples et cultures. Aujourd'hui, tous les analystes sérieux de la marche du monde estiment que la pensée active du Sud doit se tourner vers la recherche des alternatives à l'unipolarité de la mondialisation.

Les peuples du Sud doivent lui résister et inventer des logiques locales de sortie de l'impérialisme en vue d'entrer au marché mondial tout en restant soi-même. Nous nous sommes préoccupé dès le départ de connaître la direction dans laquelle le Sud doit travailler pour créer une nouvelle alternative de développement libre de l'euro-péisme et de l'impérialisme culturel mondialisé.

Après analyse, nous avons estimé qu'il faudrait mettre en place des stratégies de lutte contre la dépendance et de réduction de la pauvreté grâce à la revalorisation du patrimoine culturel local et à la participation effective des membres. Ainsi avons-nous estimé que le Kimbanguisme se prête bien à ce genre d'action. Nous avons globalement confirmé donc notre hypothèse de départ. Il s'agit d'un projet de construction d'une mondialisation multiculturelle et plurielle.

Cette nouvelle mondialisation à créer passe par sa propre décolonisation et celle de la culture, sans oublier le renforcement du pouvoir des Etats protectionnistes.

L'alternative Sud est à ce titre une reconquête des valeurs locales pouvant contribuer à la marche de la mondialisation plurielle. Plusieurs analystes l'ont souhaité, mais sans indication précise. C'est pourquoi le présent travail a l'insigne honneur d'analyser le modèle kimbanguiste qui s'appuie sur des valeurs congolaises, mais pouvant être universellement admises. (Décolonisation mentale, travail communautaire, 'Nsinsani')

De l'examen de cette alternative, nous en sommes parvenu à dire un mot sur la 'dé-connexion en douceur' qui reprend le procès entre la

sociologie des intérêts et la sociologie des valeurs qui doit primer sur la première, si nous voulons donner un visage humain à la mondialisation actuelle. Tant au point de vue théorique qu'à celui de la pratique, le chemin est long. Mais un voyage de mille kilomètres commence toujours par un pas.

Comme signalée dans nos analyses, l'alternative kimbanguiste a encore beaucoup d'obstacles et de lacunes qu'il revient aux responsables de l'Eglise et aux acteurs de développement d'essayer de corriger pour améliorer les chances de réussite de ce modèle Sud.

D'autre part, l'Eglise n'est qu'une composante de la société civile pour appuyer les actions de l'Etat qui est le responsable numéro un de la lutte contre la pauvreté.

Pourtant, tout effort de développement des pays du Sud ne semble pas bien vu par ceux du Nord qui, depuis plusieurs siècles, tentent toujours de maintenir leur domination sur les autres. Cette exploitation séculaire des pays du Sud par ceux du Nord accentue sa pression, tout en dissimulant son nom : traite négrière, colonisation pour civiliser, coopération pour aider, capitalisme, impérialisme, mondialisation puisque le monde est un grand village universel, et aujourd'hui lutte contre la pauvreté qu'ils ont bien voulu intentionnellement créer.

Pour sortir de cette espèce de rouleau compresseur, les analystes de la marche du monde proposent aux nations pauvres de sortir de la logique de la dépendance de ceux qui leur imposent la pauvreté, d'inventer des paradigmes locaux pour le développement, et surtout d'acquérir de nouvelles dispositions mentales qui s'enracinent dans leurs valeurs culturelles et locales favorables à l'action autocentrée de bien-être.

C'est justement là que le présent travail se montre pertinent. Car il ne s'agit pas du tout de chercher à connaître le niveau de développement atteint par l'Eglise kimbanguiste, mais il s'agit surtout de voir comment les symboles, la doctrine, la devise, les chants, le théâtre, les enseignements, bref le système de valeurs kimbanguiste mobilise ses fidèles à conjurer la dépendance, l'attentisme comme montré plus haut, à prendre leur Eglise en charge et à apporter quelque chose à l'universel mondialisé. Cet état d'esprit

est pour nous une exigence, sinon la plus importante, pour sortir de la pauvreté imposée. Car, la vraie révolution est celle de l'esprit.

Autre chose, nous avons pu découvrir dans cette étude qu'à partir des motivations purement spirituelles (qui sont latentes : travailler pour la vie éternelle), les fidèles kimbanguistes savent se mobiliser pour acquérir des infrastructures sociales et engager des activités diverses pour la promotion et le développement national (motivations manifestes). C'est cette prise de conscience qu'en construisant son Eglise, on participe aussi au développement national qui a retenu aussi notre attention.

Nous avons pu dégager aussi que ce sont les valeurs qui déterminent les intérêts de la communauté qui lui sont subordonnés. Loin de privilégier le langage de la communication fonctionnelle, la mondialisation plurielle doit s'appuyer sur la communication normative telle que montrée dans cette étude.

Notre recherche ne consiste pas à déterminer ou à mesurer le niveau de développement de l'EJCSK. par rapport aux autres Eglises, mais par rapport à elle-même. Il s'agit surtout de dégager les attitudes et comportements pouvant servir de détonateurs d'un développement autocentré et responsable dans la durée, dans l'espace et dans le respect des cultures et de l'environnement.

Si alors les kimbanguistes ont pu réaliser les actions que nous avons épinglées plus haut sans aide extérieure, pourquoi une telle initiative (basée sur le changement de mentalité, la pratique de 'Nsinsani', le travail et la participation communautaire) ne peut-elle pas retenir l'attention des politiciens congolais qui seuls peuvent généraliser ce modèle au niveau des institutions et entités nationales ?

Quant à la voie suivie et parcourue, nous rappelons que nous avons utilisé l'analyse actionnaliste d'Alain TOURAINE qui nous a paru la méthode la mieux indiquée pour comprendre les motivations qui poussent les hommes à réaliser des actions communautaires. Ces dernières peuvent être dictées par des fonctions manifestes ou latentes. Dans la présente étude, nous avons pu dégager que l'action sociale kimbanguiste poursuivait des fonctions manifestes (construire l'Eglise en la dotant de l'infrastructure

nécessaire et participer au développement national) et des fonctions latentes (préparer son salut par une foi active et mettre en place une alternative locale de développement qui ne dit pas clairement son nom).

Pour recueillir l'information nécessaire, nous avons utilisé plusieurs outils ou techniques à savoir la technique de l'observation participante, la technique documentaire, l'entretien structuré, la technique instrumentale a été possible grâce à l' Internet qui nous a fourni beaucoup d'informations plus récentes, l'observation documentaire nous a permis de lire et d'analyser les archives de l' Eglise Kimbanguiste ; et pour l'interprétation des données, nous avons utilisé les techniques de l'analyse du contenu et les statistiques.

Pourtant, deux théories ont orienté notre recherche, il s'agit de la théorie alternative suivant le schéma de Serge LATOUCHE, qui est une critique approfondie d'une mondialisation culturicide et occidentalocentrique. Elle a été complétée par la sociologie de libération d'après le schéma de KALELE-Ka-Bila qui récuse et rejette une pensée de développement reposant sur les quatre principes de la métaphysique bourgeoise (comme montrée avec force détails à l'introduction), car elle justifie le statu quo et l'opposition des contraires.

En effet, tous les théoriciens critiques de la mondialisation proposent aujourd'hui aux pays du Sud de renforcer le pouvoir des Etats protectionnistes et d'inventer leurs propres logiques locales de développement afin de sortir du 'rouleau compresseur' de la domination des Etats du Nord.

A ce titre, l'alternative kimbanguiste étudiée a déjà fait quelques pas : le premier pallier à être réalisé, c'est celui de la révolution grise, ou du changement de mentalité savamment appelée décolonisation mentale qui combat la dépendance, le paternalisme et l'aide internationale au développement considérés comme gage du développement. Le deuxième pallier accompli est celui d'acquisitions des infrastructures communautaires par la contribution d'un chacun. Mais le pallier de l'autosuffisance alimentaire n'a pas encore atteint un niveau appréciable. Le développement étant un processus ou une marche de longue haleine, nous estimons qu'elle y parviendra un jour.

En dépit des obstacles précédemment signalés pour cette alternative, nous suggérons à l'Etat congolais, aux acteurs de développement, aux décideurs ainsi qu'aux gestionnaires de projets de développement ce qui suit :

- la généralisation (au niveau national et des organisations de développement) du système des valeurs et de l'alternative kimbanguiste de développement en vue de tenter une nouvelle expérience congolaise après l'échec répétitif de celles présentées au chapitre troisième.

- la révolution grise ou le changement de mentalité qui consiste ici à cesser de croire et de reposer le développement national sur l'aide internationale des pays qui sont en même temps les organisateurs de la pauvreté qu'ils font semblant de combattre.

- qu'il y ait une circulation intense et organisée d'information entre l'Etat et les Eglises en matière de lutte contre la pauvreté et de recherche de voies pour atténuer les effets négatifs de la mondialisation unilatérale.

Pourtant, nous ne prétendons pas avoir tout épuisé sur l'étude d'un mouvement social et des sujets historiques encore en œuvre. D'autres chercheurs ultérieurs pourront nous compléter ou exploiter d'autres pistes que nous n'avons pas pu approfondir. A titre d'exemple :

- la synergie entre Eglises du Sud dans la lutte contre la pauvreté,
- les rapports entre Eglises et Etat pour la réduction de la dépendance et la résistance à la mondialisation uniforme, etc.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- AMIN,S., *Classe et nation*, Ed. Minuit, Paris, 1979.
- Idem., *Le développement du capitalisme en Cote d'Ivoire*, Ed.Minuit, Paris, 1967.
- BASTIDE,R., *Religions africaines et structures de civilisation*, Présence Africaine, Paris, 1968.
- BEN HAMMOUDA,H. et KASSE,M.,*Repenser Bretton Woods. Réponses africaines*, Karthala/COSERIA, Paris/Dakar , 2002.
- BERTHELOT,J.-M., *Sociologie. Epistémologie d'une discipline.Textes fondamentaux*, De Boeck, Bruxelles, 2000.
- BLALOCK,H, *Introduction à la recherche sociale*, Duculot, Gembloux, 1973.
- BOSUNGA LOOMBE IFINDI, *Qui êtes-vous, Mgr Bokeleale?*, Sodaz, Kisantu, 1985
- C.E.Z., *Eglise et développement*, 3è séminaire de Kinshasa, Kinshasa,1981.
- CAIRNCROSS,A.K., *Les ressorts du développement économique*, Londres, 1962.
- CHOMBART DE LAUWE,P.H., *Pour une sociologie des aspirations*,_ Denoël, Paris,1971.
- COLLECTIF, *Sociologie de la construction nationale dans les nouveaux Etats*, VIè colloque des sociologues d'expression française, ULB, Bruxelles, 1968

- COLLIN,D., *La fin du travail et la mondialisation*, L'Harmattan, Paris,1999.
- CONRATH,C., *Les espaces du développement inégal*, PUF, Paris,1984.
- COPANS,J., *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2006
- DE COSTER,M., BAWIN-LEGROS,B. et PONCELET,M., *Introduction à la sociologie*, 6è éd., De Boeck, Bruxelles, 2006.
- DENIS,J., VENNETIER, P. et WILNET,J., *L'Afrique centrale et orientale*, PUF, Paris,1971.
- DIANGIENDA KUNTIMA, *L'histoire du kimbanguisme*, Ed.Kimbanguistes, Kinshasa, 1980.
- DIETERLEN,G, *Textes sacrés d'Afrique noire*, Paris, 1965.
- DUBOIS,J. et VAN DEN WIJNGAERT,L., *Initiation philosophique*, C.R.P., Kinshasa, SD.
- DUMONT,F., *Les idéologies*, PUF, Paris, 1974.
- DURAND,J.-P.et WEIL, R., *Sociologie contemporaine*, 3è éd., Ed. Vigot, Paris, 2006.
- DURKHEIM,E., *De la division du travail social*, PUF, Paris, 1973.
- FANON,F., *Les damnés de la Terre*, Maspero, Paris, 1961.
- FERREOL, G. et NORECK,J.-P., *Introduction à la sociologie*, 6è éd., Armand Colin, Paris, 2005
- FISHLOW,A et al., *L'économie mondiale: pays pauvres et pays riches*, Ed. Economica, Paris,1981 .
- FREUD,C., *Quelle coopération ?*, Karthala, Paris, 1988.
- GARAUDY, R., *Appel aux vivants*, Seuil, Paris, 1979.

- GEORGE,P., Sociologie et géographie, PUF, Paris,1966.
- GIANNA,P., *Pour une éducation à la mondialité en Afrique*, UCAC, Yaoundé, 2003
- GRAWITZ,M., *Méthodes des sciences sociales*, 11è éd., Dalloz, Paris, 2001.
- HOUTART,F. et ROUSSEAU,A. *L'Eglise et les mouvements révolutionnaires*, Ed.Ouvrières, Paris, 1972.
- JOURNAUX,A, *Géographie 3è : l'Afrique*, Hâtier, Paris, 1969.
- KALELE -KA-BILA, *Sociologie du développement ou plaidoirie en faveur du sous-développement*, Labossa, Lubumbashi, 1986.
- KUTY, O., *La négociation des valeurs. Introduction à la sociologie*,3è éd., De Boeck et Larcier, Bruxelles/Paris, 2005.
- LABBENS,J., *Sociologie de la pauvreté. Le tiers-monde et le quart-monde*, Gallimard, Paris,1978.
- LEBRET,L.J., *Dynamique concrète du développement*, Ed .Ouvrières, Paris, 1960.
- LUNTADILA NDALA ZAFUA, *Kimbanguisme, un rayon d'espoir*, CEDI, Kinshasa,1975.
- MABIKA KALANDA, *La remise en question. Base de la décolonisation mentale*, C.R.P, Kinshasa,1965.
- MARCUSE,H, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Ed. du Minuit, Paris, 1968.
- MARTIN,D., METZGER, J.-L. et PIERRE,P., *Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation*, Seuil, Paris, 2003
- MARX,K., *Le Capital*, t.1,Ed. Sociales, Paris, 1977.

- MASLOW,A , *Vers une psychologie de l'être*, Fayard, Paris, 1972.
- MAT-HASQUIN,M., *Les sectes contemporaines*, ULB, Bruxelles,1983
- MEISTER,A, *L'Afrique peut-elle partir ?*, Seuil, Paris, 1966.
- MERLIER,M., *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance*, Maspero, Paris, 1962.
- MICHIELS,J.P. et UZUMIDIS,D., *Mondialisation et citoyenneté*, L'Harmattan, Paris,1999.
- MONSENGWO PASINYA, *Inculturation à l'exemple du Zaïre*,éd.Saint-Paul Afrique, Kinshasa, 1979.
- MULUMBATI NGASHA, *Manuel de sociologie générale*, Ed. Africa, Lubumbashi, 1980.
- Idem, *Sociologie politique*, Ed. Africa, Lubumbashi,1988.
- MWENE BATENDE, *Mouvements messianiques et protestation sociale Le cas de Kitawala chez les Kumu du Zaïre*, FTCK, Kinshasa, 1982.
- MYRDAL,G. , *Théorie économique et pays sous-développés*, Présence Africaine, Paris,1959.
- NYERERE,J., *Socialisme, Démocratie et Unité africaine*, Présence Africaine, Paris,1970
- OWENS,E. et SHAW,R., *Le développement, une conception nouvelle, Tendances Actuelles*, Paris, 1974.
- PERROUX, F., *L'économie du 20è siècle*, RBP.
- *Philosophie africaine et développement*, FTCK, Kinshasa, 1984.

- PIAULT, M.H., *La colonisation : rupture ou parenthèse*, L'Harmattan, Paris, 1987.
- PISANI, E., *Pour l'Afrique*, Ed. Odile-Jacob, Paris, 1988.
- PROU, CH., *Etablissements des programmes en économie sous-développée*, t.1, Dunod, Paris, 1964.
- QUENUM, A., *Santé nation et développement*, E.P.A., Kinshasa, SD.
- RAULI, H. et RAYNAUD, E., *L'aide au sous-développement*, PUF, 1980.
- REMILLEUX, J-L., *Mobutu, dignité pour l'Afrique*, Albin Michel, Paris, 1989.
- RENAULT, F. et DAGET, S., *Les traites négrières en Afrique*, Karthala, Paris, 1985
- REPUBLIQUE DU ZAIRE/DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE, *Le guide de l'investisseur*, Kinshasa, SD.
- RONGERE, P., *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1971.
- ROUS, J., *Chronique de la décolonisation*, Présence Africaine, Paris, 1965.
- SAINT-SIMON, *Du système industriel*, t.3, Vol. XXI, Anthropos, Paris, SD.
- SINDA, M., *Simon Kimbangu : martyr et prophète zaïrois*, Casterman, Tournai, 1977.
- SORRELL, T., *Race, politique et économie. Une approche internationale*, PUF, Paris, 1986.
- THOMAS, L.V. et al., *Prospective du développement en Afrique noire. Un scénario : le Sénégal*, PUF, Paris, SD.

- THOMAS,L-V. et LUNEAU,R., *La terre africaine et ses religions*, 2è éd., L'harmattan, Paris, 2007.
- TOURAINE,A., *Sociologie de l'action*, Seuil, Paris, 1965.
- Idem, *La voix et le regard*, Seuil, Paris, 1978.
- TUCKER,R.W., *De l'inégalité des Nations*, Ed.Economica, Paris, 1980.
- URFER,S., *Socialisme et Église en Tanzanie*, L'Harmattan, Paris, 1975.
- VERHAEGEN,B., *Introduction à l'Histoire immédiate*, Duculot, Gembloux,1974
- WARNIER,J.P., *La mondialisation de la culture*, 3è éd.,La Découverte, Paris, 2004.
- YACHIR,F., *Enjeux miniers en Afrique*, Karthala, Paris, 1987.
- ZAHAN,D., *Religion, spiritualité et pensée africaine*, Payot, Paris,1970.

II. ARTICLES DE REVUE

- **ARTICLES DE LA REVUE *ALTERNATIVES SUD*, Vo1 VII,2000.**

- HOUNTONDJI,P.J., « Cultures africaines et mondialisation :un appel à la résistance », pp.47-55.
- KASANDA LUMEMBU, « La mondialisation et la résistance culturelle en Afrique », pp.31-45.
- RAUZDUEL,R, « L'intelligentsia du Sud et la reconnaissance de la culture nationale », pp.57-84.

- **ARTICLES DE LA REVUE DE L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE, 3è Forum de l'an 2000 : *mondialisation et francophonie*, Beyrouth, 1998.**

- ABOU,S., « Les identités en question », pp. 19-28.
- ROSS, G., « Les nations, l'international et le mondial à la fin du XXe siècle », pp.29-39.
- TREMEAUD, F., « Réalités et limites de l'économie mondialisée », pp. 43-51.
- WOLTON, D., « La communication enjeu de deux mondialisations », pp.53-63.

• **ARTICLES DE LA REVUE RECHERCHES INTERNATIONALES, n° 60-61, *Un monde à vendre ou à construire ?*, février-mars 2000.**

- AMIN,S. et HERRERA, R., « Le Sud dans le système mondial en transformation », pp.97-105.
- BATOU, J., « De l'impérialisme de 1900 à la mondialisation de l'an 2000 », pp.19-25.

• **AUTRES REVUES.**

- BONGELI YEIKELO YA ATO, « L'Etat – bébé, lutte contre la pauvreté : nouveau mythe onusien » dans *Analyses sociales*, Vol.IX, n° unique, Janvier - Décembre 2004,pp.7-46.
- LATOUCHE,S., 'Développement durable :un concept alibi. Main invisible et mainmise sur la nature', in *Revue Tiers Monde*, t.XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, pp.77-94.
- NGOKWEY NDOLAMB, « Les politiques sociales dans les programmes de Coopération » dans *Analyses sociales*, Vol.IX, n° unique, Janvier - Décembre 2004, pp.47- 60.
- NTUMBA LWABA, « L'intellectuel africain face au développement de son pays » in *Zaire -Afrique*, n°249-250, novembre- décembre 1990, pp.449-455.
- *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, n°2-3, 1967.

- RICHÉ,P., Une brève histoire de la mondialisation, in *Libération* du 27/11/1999.
- *Silence*, n° 280, 2002.
- *Idem*, n° 297, juin 2003
- VAN PARYS,J.M., « Les Eglises, l’Islam et les pauvres » dans *Zaïre-Afrique*, n°220, décembre 1987.

III. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

- ALCAUD,D. et BOUVET, L., (Sous la dir. de), *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Dalloz, Paris, 2004.
- DEUBEL,P.et MONTOUSSE, M., (Sous la dir. de), *Dictionnaire des sciences économiques et sociales*, Ed. Bréal, Rosny, 2002.
- *Dictionnaire micro-robert*, Le Robert, Paris, 1980.
- *Encyclopaedia universalis*, t.9, Paris,1988.
- *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse*, t.1, Larousse, Paris,1982
- *Nouvelle encyclopédie bordas*, vol.VI, Paris, 1985

IV. COURS ET TRAVAUX.

- BONGELI YEIKELO Y.A., *Cours de théorie de la dépendance et du développement inégal*, 2è Licence en sociologie, Université de Kisangani, 2004.(inédit)
- BONNEVILLE,L., *Temporalité et Internet : réflexion sur la psychologie du temps à la lumière des pratiques domiciliaires*, doctorat en sociologie, Université de Québec,2001.
- ILUNGA KAKENGELA, *La solidarité kimbanguiste base du développement communautaire dans la Région du Haut-Zaïre*, TFC, G3 Sciences sociales, CIDEP, 1982.(inédit).
- LATOUCHE,S., *La planète Uniforme*, notes manuscrites.(inédit).

- LOKANGA OTIKEKE, *Cours de théorie des systèmes en sociologie*, D.E.S. en sociologie, Université de Kisangani, 2004.(inédit).
- Idem, *De l'autonomie de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo vis-à-vis de la Baptist Missionary Society : mythe ou réalité*, Mémoire de DES en sociologie, UNIKIS/FSSAP, Kisangani, 2001.(inédit)
- Idem, *La Baptist Missionary Society et le processus d'évangélisation au Congo. Esquisse d'une sociologie de développement de la Communauté Baptiste du Fleuve Congo/Région ecclésiastique du Haut-Fleuve*, Thèse de doctorat en sociologie, UNIKIS/FSSAP, Kisangani, 2002(inédit).
- MOKUINEMA BOMFIE, *Contribution de l'Eglise Kimbanguiste à la construction nationale en RDC. Analyse critique et recherche d'un modèle local de développement durable pour le Sud*, Mémoire de DES en sociologie, UNIKIS/FSSAP, Kisangani, 2005 (inédit).

V. AUTRES DOCUMENTS

- CESNU, *Rapport préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable*, session du 30 avril au 2 mai 2001
- COE, Rapport de la 8^e Assemblée générale à Harare en 1999.
- DSRP, Draft du 16 mars 2006
- DSRP, Draft final 2005 (Province Orientale)
- LATOUCHE,S., *L'imposture du développement*, Colloque Charbonneau, Toulouse, mai 1996.
- RAVIGNAN,F., *Le développement...et après...?*, Conférence donnée à Limoux, le 15 novembre 2002.

VI. WEBOGRAPHIE

1. <http://www.agora21.org>, 2005
2. <http://www.alternatives.ca>, 2005

3. <http://www.prb.org/français>, 2005.
4. [http:// www.kimbanguisme .net](http://www.kimbanguisme.net), 2005
5. S.Latouche, 'La mégamachine' dans <http://www.monde-diplomatique.org>, 2004.
6. COE, Rapport de la 8è Assemblée à Harare, dans <http://www :WCC-COE.org/WCC/assembly/>, 1999.
7. FMI, « la mondialisation », dans <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/arcguide.htm>, 2005

TABLE DES MATIERES

EPIGRAPHES	Erreur ! Signet non défini.
DEDICACE.....	Erreur ! Signet non défini.
REMERCIEMENTS	Erreur ! Signet non défini.
INTRODUCTION GENERALE	1
1. Objet d'étude.....	1
2. Problématique et hypothèse de travail.....	8
3. Aspects méthodologiques.....	11
3.1. La pré-enquête.....	11
3.2. L'enquête proprement dite.....	11
3.2.1. La méthode.....	11
3.2.2. Les théories.....	13
3.2.3. Les techniques.....	17
4. Difficultés.....	20
5. Division.....	21
CHAPITRE PREMIER : EGLISE DU SUD, IDEOLOGIE ET SYSTEME	
DE VALEURS.....	22
Section 1. Eglise et concepts connexes.....	22
1.1. Eglise et secte.....	23
1.2. Eglise et religion.....	25
1.3. Eglise et idéologie.....	30
1.4. Eglise et système de valeurs.....	34
Section 2 : Le Sud.....	36
2.1. L'autodéfense.....	38
2.2. Le clivage Nord-Sud.....	40
2.3. L'avenir de l'inégalité.....	44
Section 3 : Eglise du Sud.....	46
Section 4 : Eglise Kimbanguiste.....	47
4.1. Des origines.....	49
4.2. La construction de l'Eglise.....	50
4.3. L'autonomisme.....	51
4.4. De l'organisation de l'Eglise.....	53
4.4.1. De la doctrine.....	53
4.4.2. Le code moral.....	54
4.4.3. Les symboles.....	55
4.4.4. Les slogans et devise.....	57
Conclusion.....	58
CHAPITRE DEUXIEME : ANALYSE CRITIQUE DES EXPERIENCES	59
Section 1 : Le développement.....	59
1.1. Approche définitionnelle.....	59
1.1.1. L'usage habituel.....	60
1.1.2. L'usage classique.....	60
1.1.3. L'usage précis ou réducteur.....	62
1.2. Le développement participatif.....	64
1.3. Le développement endogène.....	67
1.4. Le développement durable.....	67
Section 2 : La notion de sous-développement.....	71
2.1. Qu'est-ce que le sous-développement ?.....	71
2.1.1. Les théories explicatives du sous-développement.....	73
2.1.2. Les critères de repérage du sous-développement.....	76
2.1.3. Les causes du sous-développement.....	85
2.2. Les conséquences du sous-développement.....	93
2.2.1. La dépendance politique.....	93
2.2.2. La dépendance économique.....	94
2.2.3. La dépendance culturelle.....	95
Section 3 : RDC, pays du Sud, sortir du sous-développement.....	96
3.1. Le transfert de technologie.....	97
3.2. L'assistance technique.....	99

3.3. L'aide internationale au développement	101
3.4. Les projets de développement	104
3.5. Les Organisations Non-Gouvernementales.(ONG).....	105
3.6. Les Eglises	108
3.7. Les plans	109
3.7.1. La loi Bakajika.....	110
3.7.2. La nationalisation.....	110
3.7.3. La zaïrianisation	111
3.7.4. Objectif 80.....	112
3.7.5. Le Plan quinquennal de 1986.....	113
3.7.6. Le DSRP	114
Conclusion.....	119
CHAPITRE TROISIEME : EGLISE DU SUD, SORTIR DU SOUS-	
DEVELOPPEMENT. CAS DU KIMBANGUISME	121
Section 1.La philosophie sociale de l'Eglise Kimbanguiste.	121
Section 2.Les canaux de l'éducation au développement.	124
2.1.Le chant.....	124
2.2. Le théâtre.....	128
2.3. Les langues locales.....	130
2.4.Les media	130
2.5.Le Département de l'Economie et de Développement Kimbanguiste.....	131
Section 3. La praxis kimbanguiste.	132
3.1.La décolonisation mentale.....	132
3.2. Le travail	135
3.3.Le 'Nsinsani' ou collecte des fonds.	138
Section 4 : Des réalisations.....	142
4.1. Des réalisations au niveau national	142
4.2. : Contribution de l'Eglise Kimbanguiste en Province orientale.....	143
4.2.1.Aux sources du nationalisme congolais.....	144
4.2.2. Des infrastructures sociales	144
Section 5 : Les obstacles.....	157
5.1. Les obstacles externes.....	158
5.2.Les obstacles internes.....	158
CHAPITRE QUATRIEME : POUR UNE MONDIALISATION..... 160	
PLURIELLE. 160	
Section 1 : Qu'est-ce que la mondialisation ?.....	160
1.1.Les caractéristiques de la mondialisation.....	164
1.1.1.La mondialisation est dominante.	166
1.1.2.La mondialisation est économiciste et inégale	166
1.1.3. La mondialisation est unilatérale.....	169
1.1.4. La mondialisation est une culture idéologique.....	170
1.1.5.La mondialisation est paradoxale.....	172
1.2. : Insertion des pays du Sud dans la mondialisation.....	173
1.3. : Opportunités de la mondialisation en RDC et résistances locales.....	176
Section 2 : Qu'est-ce que la mondialisation plurielle?.....	178
Section 3 : Prolégomènes à la mondialisation plurielle.....	181
3.1. Décoloniser la mondialisation	183
3.2. Décoloniser la culture planétaire	184
3.3. Renforcement du pouvoir des Etats –Nations.....	185
Section 4 : Kimbanguisme et mondialisation.....	188
4.1. Les similitudes : l'universalisme.....	189
4.2. Divergences.....	190
4.3. Mondialisation plurielle et 'dé-connexion en douceur'.....	191
Section 5 : Mondialisation et sociologie des valeurs.....	193
Conclusion.....	199
Conclusion générale. 200	
BIBLIOGRAPHIE 205	
I. OUVRAGES	205
II.ARTICLES DE REVUE	210

III.DICTIONNAIRE.....	212
IV.COUPS ET TRAVAUX.....	212
V. AUTRES DOCUMENTS	213
VI. SITES INTERNET VISITES.....	213
TABLE DES MATIERES	215
ANNEXES	218
Annexe I: LES PROTOCOLES D'ENQUETE	I
1.Protocole de pré-enquête (à l'intention de tous les enquêtés)	I
2. Protocole d'enquête (à l'intention de non Kimbanguistes.)	III
3. Protocole d'enquête (à l'intention des intellectuels et cadres kimbanguistes)	V
4. Protocole d'enquête (à l'intention des fidèles kimbanguistes).....	VII
5. Documents tirés du DSRP.....	IX
Annexe II: profil de pauvreté urbaine.....	IX
Annexe III: profil de pauvreté rurale.....	X
II. LES INDEX.....	XI
1.Index des tableaux	XI
2. Index des cartes.	XI
3. Index des photos	XI

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe I : LES PROTOCOLES D'ENQUETE

1. Protocole de pré-enquête (à l'intention de tous les enquêtés) .

Mlle, Mme, Mr,

Nous sommes en train de mener une recherche sur le thème : ***Eglise du Sud et alternative au développement inégal à l'exemple du Kimbanguisme en RDC. Pour une mondialisation plurielle.*** Nous sollicitons votre concours en répondant à toutes les questions qui suivent et nous vous remercions d'avance.

Veillez cocher la bonne assertion dans la case ou mettre votre réponse sur les pointillées.

1. Quel rôle ou fonction jouez-vous au sein de votre Eglise ?
.....

2. Le Congo peut-elle se développer sans appui extérieur ?

a)oui b)non c) aucune idée

Expliquez :
.....

3. Les Eglises congolaises peuvent-elles se construire sans appui extérieur ?

a)oui b)non c) aucune idée

Expliquez :
.....

4. Que peut-être selon vous l'apport de la culture locale congolaise au développement du pays ?

5. Quelle stratégie préconisez-vous pour sortir de la dépendance et assurer le développement du Congo ? a)déconnexion b)travail c)modèle local de développement d)impossible d'en sortir e) aucune idée.

6. Quel rapport entretiennent votre Eglise et l'Etat en matière de développement ? a)collaboration b)indifférence c)complémentarité d)antagonisme e)aucun

7. Qu'est-ce que la mondialisation ?
.....

8. Quels sont ses effets positifs ?
.....

9. Quels sont ses effets négatifs ?
.....

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

2. Protocole d'enquête (à l'intention de non Kimbanguistes.)

Mlle, Mme, Mr,

Nous sommes en train de mener une recherche sur le thème : ***Eglise du Sud et alternative au développement inégal à l'exemple du Kimbanguisme en RDC. Pour une mondialisation plurielle.*** Nous sollicitons votre concours en répondant à toutes les questions qui suivent et nous vous remercions d'avance.

Veillez cocher la bonne assertion dans la case ou mettre votre réponse sur les pointillées.

1.Votre religion : a)catholique b)protestante c)réveil d)musulmane e)indépendante

2.Votre sexe : a)masculin b)féminin

3 .Niveau d'étude ? a) D6 b)G3 c)L2 d)Dr e) sans.

4.Par quel moyen de financement construisez-vous votre Eglise ?

a) cotisation des membres, b) dons extérieurs, c)legs d)produits divers

5.Quel est l'apport capital de votre Eglise au développement national ?

a)changement des mentalités, b)infrastructures sociales, c)écoles, d)centres agro-pastoraux, e)autres infrastructures techniques

6.Comment jugez-vous la pratique du 'Nsinsani' à l'Eglise Kimbanguiste ?

a)exploitation, b)participation populaire, c)pratique dépassée, d)bon seulement pour les kimbanguistes, e)pas d'idée

7.Quel rôle attribueriez-vous à l'Eglise Kimbanguiste dans le processus de développement national en RDC ?

8.Dans le cadre de la lutte contre les affres de la mondialisation, les analystes critiques proposent aux pays du Sud d'y résister et de proposer des alternatives locales de développement. Lesquelles connaissez-vous ?

.....

9. Quel rôle attribuez-vous aux valeurs culturelles locales dans le processus de la mondialisation ?

.....

10. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, que proposeriez-vous pour mettre fin à la dépendance ?

11. Qu'est-ce que la mondialisation ?

.....

12. Quels sont les effets de la mondialisation dans votre Eglise ?

.....

.....

.....

13. Comment y réagissez-vous ?

Merci pour le service.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**3. Protocole d'enquête
(à l'intention des intellectuels et cadres kimbanguistes)**

Mlle, Mme, Mr,

Nous sommes en train de mener une recherche sur ***l'Eglise du Sud et alternative au développement inégal à l'exemple du Kimbanguisme en RDC. Pour une mondialisation plurielle.*** Nous sollicitons votre concours en répondant à toutes les questions qui suivent et nous vous remercions d'avance.

Veillez répondre dans sur les pointillées ou mettre la pondération dans chaque case de la question

1. Dans le cadre de la lutte contre les affres de la mondialisation, les analystes critiques proposent aux pays du Sud d'y résister et de proposer des alternatives locales de développement. Lesquelles connaissez-vous ?
.....

2. Quel rôle attribuez-vous aux valeurs culturelles locales dans le processus de la mondialisation ?
.....

3. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, que proposeriez-vous pour mettre fin à la dépendance ?
.....

4. Qu'est-ce que la mondialisation ?
.....

5. Quels sont les effets de la mondialisation dans votre Eglise ?
.....
.....

6. Comment y réagissez-vous ?.....

7. Quels sont les effets de la mondialisation dans la vie de la RDC?

.....

8. Comment y réagissez-vous ?

9. Quelle contribution souhaitez-vous apporter à la mondialisation dans sa forme actuelle ? a) déconnexion b) intégration c) alternative locale d) connexion

10. Suivant son importance, veuillez pondérer sur 10 chaque proposition sur les différents rôles que peut jouer le théâtre à l'Eglise Kimbanguiste : jeu(1), divertissement(2), éducation populaire(3), changement de mentalité(4), source de revenu(5).

Proposition	1.	2.	3.	4.	5.	total
/10 points						

11. Votre niveau d'étude ? a) D6 b) G3 c) L2 d) Dr e) autodidacte

Merci.

**4. Protocole d'enquête
(à l'intention des fidèles kimbanguistes)**

Mlle, Mme, Mr,

Nous sommes en train de mener une recherche sur ***l'Eglise du Sud et alternative au développement inégal à l'exemple du Kimbanguisme en RDC. Pour une mondialisation plurielle.*** Nous sollicitons votre concours en répondant à toutes les questions qui suivent et nous vous remercions d'avance.

Veillez répondre dans sur les pointillées ou mettre la pondération dans chaque case de la question.

1 .Votre sexe : a)masculin b)fémnin

3.Par quel moyen de financement construisez-vous votre Eglise ?

a) cotisation des membres, b) dons extérieurs, c)legs d)produits divers

4.Quel est l'apport capital de votre Eglise au développement national ?

a)changement des mentalités, b)infrastructures sociales, c)écoles, d)centres agro-pastoraux, e)autres infrastructures techniques

5.Comment jugez-vous la pratique du 'Nsinsani' à l'Eglise Kimbanguiste ?

a)exploitation, b)participation populaire, c)pratique dépassée, d)bon seulement pour les kimbanguistes, e)pas d'idée

7.Citez deux facteurs ou idées qui, selon vous, favorisent le développement de l'Eglise Kimbanguiste. -

-

8. Citez deux facteurs ou idées qui, selon vous, freinent le développement de l'Eglise Kimbanguiste. -

-

9. Quelle attitude les fidèles kimbanguistes ont-ils vis-à-vis des affaires de l'Etat ? a)indifférence, b)respect, c)agressivité, d)sabotage e)participation active

10. Quel rôle attribueriez-vous à l'Eglise Kimbanguiste dans le processus de développement national en RDC ?

14. Pouvez-vous me citer 5 symboles essentiels du Kimbanguisme ? Que signifient-ils ?

Symboles	significations
1.	•
2.	•
3.	•
4.	•
5.	•

15. Que traduisent vos chants, théâtres et votre devise ?

.....

16. Que traduisent vos slogans ?

.....

Merci pour le service.

Annexe II:
Tableau 3.1 Profil de pauvreté urbaine (DSRP)

N°	Catégories	Très pauvres	Pauvres et fragiles	Pauvres mais stables
1.	Besoins fondamentaux Habitat Alimentation	Les murs de la maison sont en briques adobe couvert des bâches, sachets ou tôles ayant ± 2 pièces. Partagent souvent la maison avec plusieurs autres groupes Pas de mobilier dans la maison, dorment sur des nattes.	Les murs de la maison sont en brique adobe ou en matériaux durables tôleés avec ± 3 pièces. Ont des lits en bambou ou en fer avec un matelas à pailles à l'intérieur. Le nombre de personnes passant la nuit dans une chambre est supérieur à la normale.	Une maison en matériaux durables. A un matelas en mousse avec des meubles dans la maison.
2.	Activité productive : revenus	Sans aucune activité génératrice de revenus sinon assez rare et très irrégulières sources de revenus.	Exerçant une petite activité génératrice de revenu ou travailleur journalier dans le secteur privé.	Travaillant dans des entreprises privées, banques, organisations internationales et les cabinets Gouvernement.
3.	Services de base Transports Santé Scolarisation Energie	Marche à pied ou fraude dans les transports en commun. Par manque de l'argent les plantes, les feuilles sont utilisées en cas de maladie et les femmes accouchent à domicile. Les enfants ne sont pas scolarisés Utilise la lampe à pétrole. Pour la préparation des aliments, utilise les copeaux ou les babouches usés en lieu et place de la braise.	Utilise les transports en commun et paye sa course. Recourent aux tradi-praticiens et à l'automédication et en cas de gravité, vont à l'hôpital mais incapables de payer les frais. L'accès à l'éducation est accordé prioritairement aux garçons intelligents. Les moins intelligents et les filles restent à la maison. Ayant un raccordement électrique frauduleux	Peut payer un taxi. Sachant se faire soigner en cas de maladie dans des hôpitaux. Est obligé de solliciter un crédit des autres familles/amis pour ainsi faire. Scolarisent les enfants mais qui sont souvent chassés à cause du non-paiement de minerval. Ayant le courant électrique et paye ses factures.
4.	Sécurité : Vulnérabilité de l'existence	Absolument sans sécurité, qualité de vie extrêmement basse. Souvent déprimé.	Peu de sécurité---mais plus en dehors du contrôle de la famille. Luttant pour maintenir un semblant de famille et un contrôle parental	La sécurité est un effort journalier, mais il y a encore de l'espoir dans l'avenir. La qualité de vie est acceptable aussi longtemps que la famille demeure en bonne santé.
5.	Culture et famille	Peu ou pas de soutien familial ni communautaire. Souvent vivant seules, comme les personnes âgées, veuves, femmes sans enfants. S'il demeure un ménage uni, aucune autorité parentale ni la nourriture journalière ne peuvent être garanties. La perte de l'autorité familiale en tant que parents ne peut pas garantir la nourriture chaque jour. Effort journalier pour avoir assez de cash pour vivre et manger. Démunis, ils sont exclus de la société.	La famille devient plus fragile, mais est encore capable d'entretenir la structure immédiate de la famille. Ménage à faible revenu. Ne peut pas trouver assez de travail tout le temps. Le ménage perd son réseau de soutien. Diminution notable du standing social.	Luttant mais stable. Entretien d'un réseau familial et de soutien. Ayant la volonté d'assister les plus âgés de la famille. Maintien une structure familiale immédiate et un réseau étendu de filet social ; d'un standing social familial et contribue à la vie de la communauté. Peut se considérer comme luttant mais pas pauvre.

Source : APP

Annexe III :

Tableau 3.2 : Profil de pauvreté rurale (DSRP)

N°	Catégories	Très pauvres	Pauvres et fragiles	Pauvres mais stables
	Facettes de pauvreté			
1.	Besoin fondamental : Habitat	Très pauvres, sans logis, sinon sa maison est en pisé, avec une toiture en chaume et une porte en roseaux. Sans meuble, sans lit, sans table, sans chaises. Se couchant par terre, sur les nattes ou sur des cartons.	A une maison en pisé, argiles mis sur des sticks avec une toiture en chaume Dispose d'un lit en bambou « muengele »	Une maison en brique adobe avec tôles Dispose d'une radio, d'un matelas et d'une batterie.
	Alimentation	Pas de repas régulier quotidiennement et quand c'est possible. Son repas est constitué des légumes sans sel ni huile	La population considère qu'elle fait un jeûne quotidien forcé, on mange karibu na kesho (proche de demain) pour être à même de travailler demain matin.	Prend au moins 2 repas par jour
2.	Activité productive : revenu	Aucune source de revenu, étant au chômage et n'exerce aucune activité génératrice de revenus, vivant de la mendicité.	Salaires obtenus en travaillant pour les autres, entretenir leurs champs, semer les champs des autres, occupe de l'élevage des autres	Ses propres champs et élevage en vendant les produits de récolte ou de l'élevage.
3.	Services de base Transport	Sans moyen de transport propre et incapable de payer les frais de transport, ses courses sont effectuées à pieds	Le transport s'effectue soit à pied soit à vélo	Utilise le vélo comme moyen de transport et peut payer ses courses.
	Santé	Se faisant soigner par les plantes traditionnelles. L'accouchement se faisant à la maison ou dans la brousse/ forêt.	Consulte les centres médicaux sans avoir la capacité de payer.	Consulte les centres médicaux et paye.
	Scolarisation	Non scolarisés par l'incapacité de payer de quelque manière que ce soit, les frais scolaires.	L'éducation est l'affaire des enfants eux même qui vendent des petites choses pour payer les études.	La scolarisation est accordée prioritairement aux garçons et non aux filles.
	Energie	Avec l'absence quasi-totale de l'énergie électrique, utilisation de tison de bois pour entrer dans les maisons. Les villages restent plongés dans l'obscurité.	Utilisant le lampion fait d'une boîte de conserve et d'une mèche plongée dans l'huile de palme appelé selon la population : (Katoritori, RCD, etc....).	Utilise les lampes à pétrole
4.	Sécurité : Qualité de vie: sécurité et indépendance	Pas de sécurité de toutes façons. Abandonnés par la famille, pas de réseau d'assistance. Ignoré ou chassé par les offices de l'Etat. Souffre d'une exclusion sociale et économique totale. Qualité de vie extrêmement faible, souvent déprimé et craignant l'avenir.	Ses soucis sur la sécurité disparaissent. Forcé de travailler dans des circonstances d'insécurité. Les enfants supposent contribuer au bonheur. Souffre de la marginalisation et d'une exclusion grandissante. Abandonnant lentement l'espoir pour l'avenir. Perdant le combat pour maintenir l'unité effective de la famille et le contrôle de la famille.	La sécurité minimale est assurée. Souffre d'une certaine marginalisation minimale mais garde de l'espoir pour l'avenir. La qualité de la vie est acceptable aussi longtemps que la famille reste en bonne santé.
5.	Culture et famille	Peu ou pas de soutien familial ni communautaire. Souvent toutes seules, âgées, veuves, femmes sans enfants. La perte de l'autorité familiale en tant que parents ne peut pas garantir la nourriture chaque jour. Effort journalier pour avoir assez de cash pour vivre et manger. Exclues de la société.	La famille devient plus fragile, mais est encore capable d'entretenir la structure immédiate de la famille. Ménage à faible revenu. Ne peut pas travailler tout le temps. Le ménage perd son réseau de soutien. Diminution notable du standing social.	Luttant mais stable. Entretien du réseau familial et de soutien. Ayant la volonté d'assister les plus âgés de la famille. Maintien le standing social familial et contribue à la communauté. Peut se considérer comme luttant mais pas pauvre.

Source Rapport national de l'APP, Mars 2006

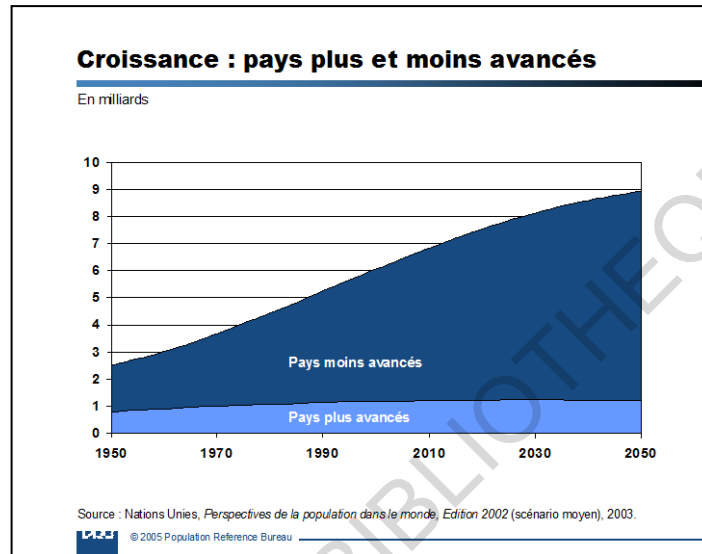
GRAPHIQUES, CARTES ET PHOTOS

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe IV : Croissance de la population mondiale

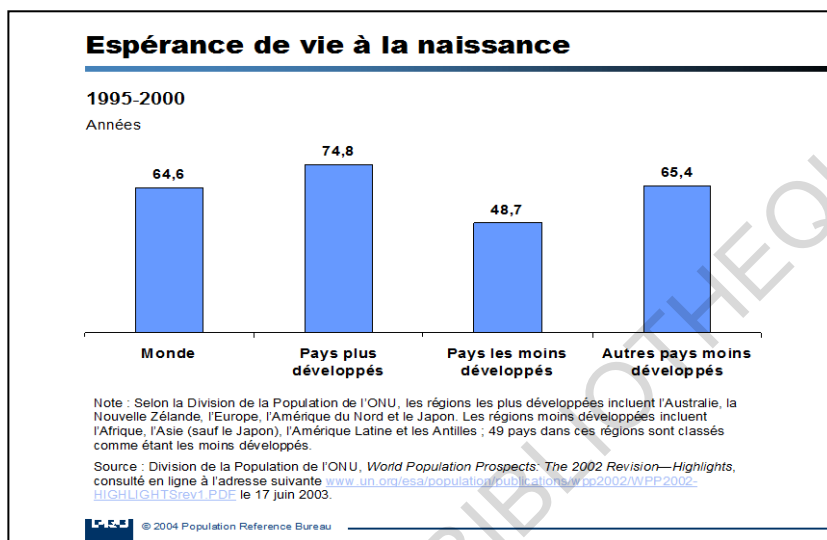
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe V : Croissance de la population mondiale



Annexe VI : carte 1

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe VII : Espérance de vie.

Annexe VIII : carte 2

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

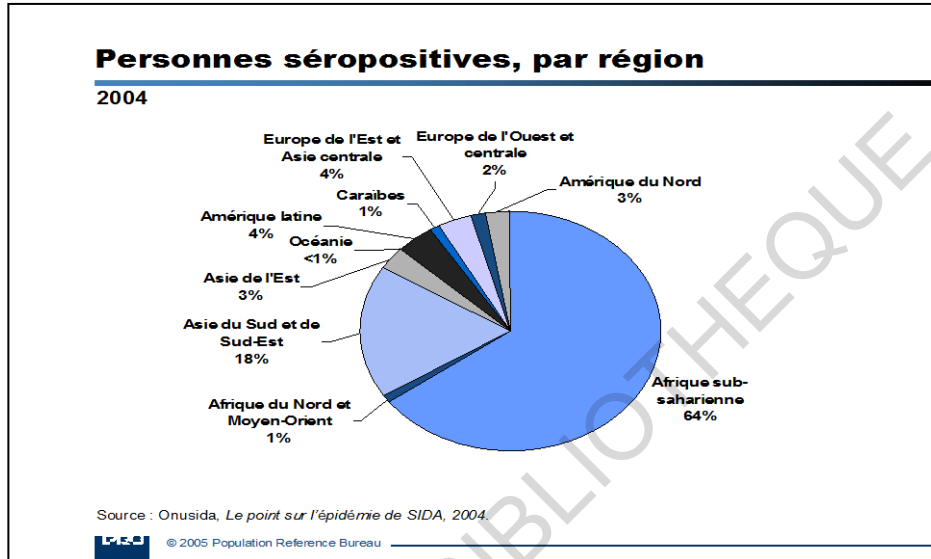
Annexe IX : carte 3

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe X : carte 4

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe XI : VIH/Sida en Afrique.



Annexe XII : carte 5

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe XIII

Photo 1 : Résidence Camp Ilunga /QG à Kisangani



Annxe XIV :

Photo 2 : Temple de N'kamba



Annexe XV

Photo 3 : Centre d'accueil de Kinshasa



Annexe XVI

Photo 4 : Salles de conférence / Kinshasa



Annexe XVII

Photo 5 : Hôpital kimbanguiste de Kimbanseke/Kinshasa



Annexe XVIII

Photo 6 : Usine de purification d'eau Kinzembo à Kinshasa



Annexe XIX

Photo 7 : Bâtiment Bongolo /Kinshasa



Annexe XX

Photo 8 : Bac Lobaie en panne/ Route Opala



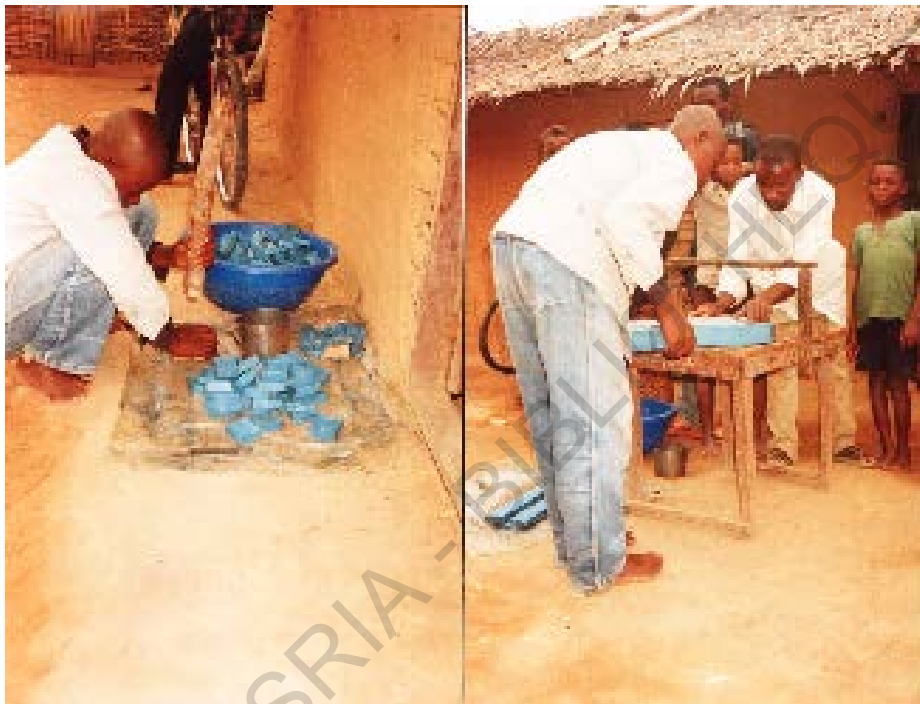
Annexe XXI

Photo 9 : Transport de riz à vélo/Yalifoka



Annexe XXII

Photo 10 : Savonnerie locale de Yalifoka/Opala



Annexe XXIII

Photo 11 : Résidence Simi-Simi



Annexe XXIV

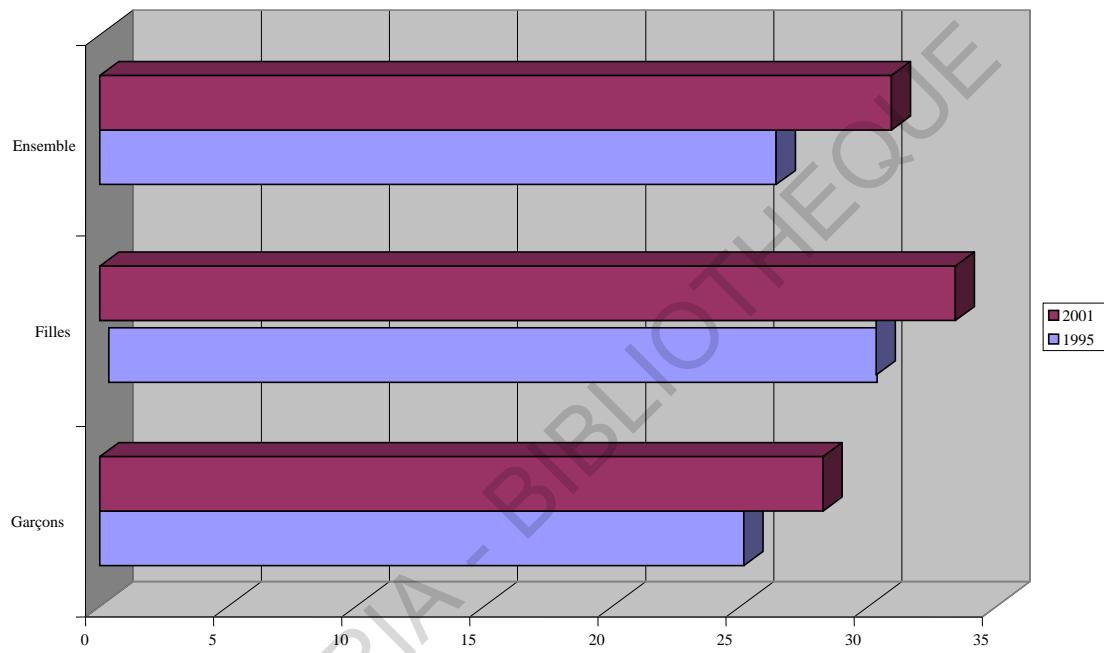
Photo 12 : Lavage de graviers par les jeunes à Simi- Simi



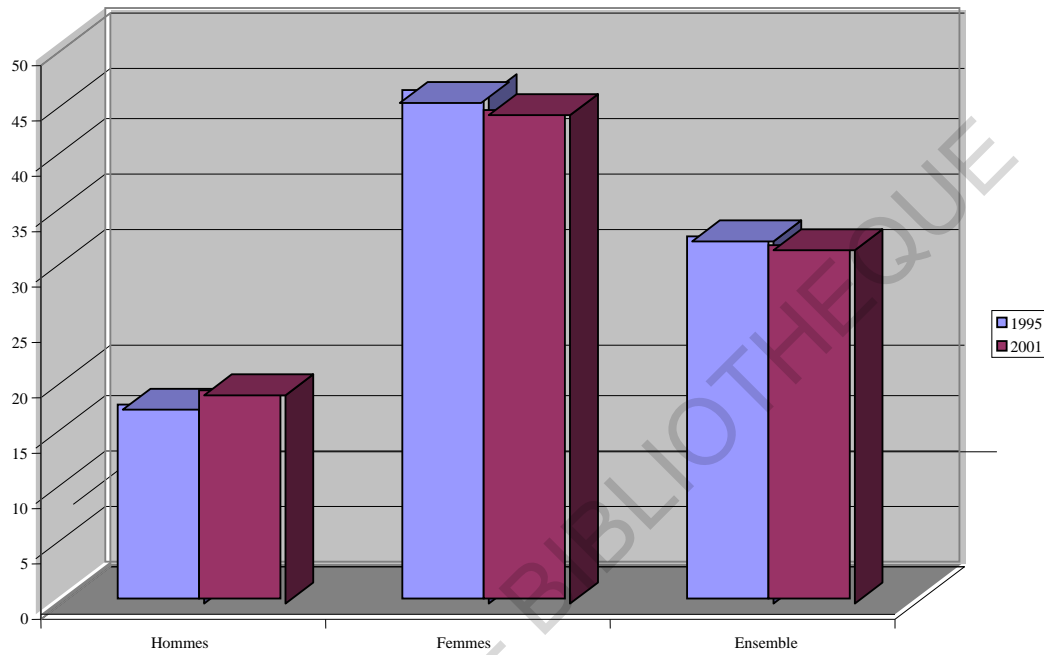
Annexe XXV

Photo 13 : Entretien route Opala par les jeunes de l'UPD



Annexe XXVI :**Proportion d'enfants n'ayant jamais été à l'école (DSRP)**

Annexe XXVII: Tau d'analphabétisme en RDC (DSRP).



CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

Annexe XXVIII : LES INDEX**1. Index des tableaux**

Tableau 1 : Organigramme d'un centre agricole kimbanguiste	p.132
Tableau 2 : Nsinsani / construction Résidence Camp Ilunga	p.139
Tableau 3 : Contributions Mamans Kisangani/Temple N'kamba	p.140
Tableau 4 : Situation scolaire ECK en 1996 en Prov Orientale ..	p.145
Tableau 5 : Situation scolaire ECK en 2005 en Prov Orientale ..	p.145
Tableau 6 : Population scolaire/ECK en 2006.....	p.146
Tableau 7 : Population des ECK/Kisangani en 2005	p.147
Tableau 8 : Evolution des réussites aux Exétat/Institut Saïo	p.148
Tableau 9 : Evolution des réussites aux Exétat/ITA Simisimi.....	p.149
Tableau 10 : Centres de Santé kimbanguistes /Prov Orientale...	p.150
Tableau 11 : Redistribution semences/ riz de Kubagu en 2005.	p.155
Tableau 12 : Matériels de travail du centre agricole Kubagu	p.156
Tableau 13 : Concordance valeurs et intérêts de O.Kuty.....	p.197

2. Index des cartes.

Carte 1 : Croissance de la population mondiale	p.78
Carte 2 : Evolution de natalité : pays pauvres et pays riches.....	p.79
Carte 3 : Indice de natalité	p.79
Carte 4 : Espérance de vie/Document PRB.....	p.80
Carte 5 : Espérance de vie selon Conrath.....	p.80
Carte 6 : Consommation en Kcal/habitant	p.81
Carte 7 : Nombre/médecin par habitant	p.82
Carte 8 : VIH/SIDA : pays pauvres et pays riches	p.82
Carte 9 : Taux de scolarité.....	p.83

3. Index des photos

Photo 1 : Résidence du Camp Ilunga	p.139
Photo 2 : Temple de N'kamba	p.142
Photo 3 : Centre d'accueil/Kinshasa	p.142
Photo 4 : Salles de conférence/Kinshasa	p.142
Photo 5 : Hôpital Kimbanseke/Kinshasa.....	p.142
Photo 6 : Usine de purification d'eau de Kingabwa/Kinshasa.....	p.142
Photo 7 : Bâtiment administratif Bongolo/Kinshasa	p.142

Photo 8 : Bac Lobaie/Opala.....	p.151
Photo 9 : Transport de riz à vélo/Yalifoka	p.151
Photo 10 : Savonnerie locale/Yalifoka.....	p.153
Photo 11 : Résidence de Simi-Simi.....	p.157
Photo 12 : Travail communautaire : lavage gravier à Simi-Simi ..	p.193
Photo 13 : Travail communautaire : entretien route Opala par les Jeunes de l'UPD Pkm 77.....	p.193

4. Documents tirés du DSRP

Graphique 1 : Proportion d'enfants n'ayant jamais été à l'école...	p.115
Graphique 2 : Taux d'analphabétisme en RDC.....	p.115
Tableau 1 : Profil de la pauvreté urbaine.....	p.115
Tableau 2 : Profil de la pauvreté rurale.....	p.115

N.B. Le numéro de page renvoie à l'emplacement du tableau ou bien à la page où la mention a été faite à la carte ou à la photo concernée.